



**Relocalisation des Services de l'Antenne du
Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de
Bressuire**

124 boulevard de Poitiers
79300 BRESSUIRE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
COMMUNES**

Dossier 23087
Phase DCE
Date de création 07/10/2024
Date d'édition 07/10/2024
Production RH
Ech



Ateliers Montarou & Associés
35 Avenue du Plateau des Glières
BP 81014 86060 POITIERS Cedex 9
Tél : 05.49.380.382
Courriel : contact@amassocies.com

Société d'architecture
2 Quai Sainte Croix
33000 BORDEAUX



SAS MOXBIM
21 Rue Claude Berthollet – Pôle République 3
86000 POITIERS
Tél : 05.49.98.37.78 - Tél : 07 69 53 78 74
E-mail : MOE@moxbim.com



SAS GANTHA
12 Boulevard Chasseigne
86000 POITIERS
Tél : 05 49 46 24 01
Courriel : contact@gantha.com

Ind	Date	Objet de la révision
0	07/10/2024	1ere diffusion

SOMMAIRE

0 CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS	5
0.1 PRÉAMBULE	5
0.1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION	5
0.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX	11
0.1.3 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX TRAVAUX DANS LOCAUX OCCUPÉS	12
0.1.4 TYPE DES MARCHÉS ET ATTRIBUTION	17
0.1.5 DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)	21
0.1.6 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE	21
0.1.7 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE	22
0.1.8 EXIGENCES FONDAMENTALES	23
0.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX	23
0.2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX	23
0.2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET	31
0.2.3 DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	31
0.2.4 SERVITUDES DE CHANTIER	32
0.2.5 PRISE DE POSSESSION DU SITE	32
0.2.6 SOLIDITÉ DES OUVRAGES EXISTANTS	33
0.2.7 RÉALISATION DES OUVRAGES	33
0.2.8 DIAGNOSTICS	34
0.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS	35
0.3.1 GÉNÉRALITÉS	36
0.3.2 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL	37
0.3.3 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES	38
0.3.4 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX EN LOCAUX OCCUPÉS	38
0.3.5 PRÉLIMINAIRES	40
0.3.6 CONCEPTION EN ZONE SISMIQUE	44
0.3.7 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	45
0.3.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR ATTRIBUTAIRE	46
0.3.9 RESPONSABILITÉ VIS A VIS DES TIERS	47
0.3.10 REMISE DE LA PROPOSITION, REPRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF	47
0.3.11 PLANS DE RÉCOLEMENT	47
0.3.12 PRÉPARATION - COORDINATION	47
0.3.13 DIFFUSION DES DOCUMENTS DE CHANTIER	48
0.3.14 ÉCHAFAUDAGE / MATÉRIEL DE LEVAGE	49
0.3.15 LIVRAISON ET STOCKAGE	49
0.3.16 DOCUMENTS DOE A FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	49
0.3.17 LIAISONS ENTRE CORPS D'ÉTAT	50
0.3.18 TRAVAUX SPÉCIAUX	50
0.3.19 EMPLOI DE TRAVAILLEURS DÉTACHES DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)	51
0.3.20 ÉCHANTILLONS	51
0.3.21 ÉLÉMENTS « MODÈLES »	51
0.3.22 LUTTE CONTRE LE BRUIT	51
0.3.23 LOCAUX TÉMOINS	57

0.3.24 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES	57
0.3.25 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX	58
0.3.26 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS, ETC.	58
0.3.27 FIXATION DES OUVRAGES SUR CHEVILLES	59
0.3.28 PROTECTION DES OUVRAGES	60
0.3.29 NETTOYAGE DE CHANTIER	60
0.3.30 GESTION DES DÉCHETS "REP PMCB"	60
0.3.31 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	74
0.3.32 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC. DES TRANCHÉES	74
0.3.33 OUVRAGES COMMUNS POUR PETITS TRAVAUX ET TRAVAUX À PRIX UNITAIRES	75
0.3.34 SIGNALISATION	75
0.3.35 ÉCHAFAUDAGES/ ET LEVAGES.....	75
0.3.36 PASSAGES PROTÉGÉS - BÂCHAGES EXTÉRIEURS	77
0.3.37 INSTALLATIONS DE MONTAGE OU DESCENTE	77
0.3.38 MONTAGE DE MATÉRIAUX.....	78
0.3.39 SORTIE DES GRAVOIS ET TERRES	79
0.3.40 ENLÈVEMENT DES GRAVOIS - ENLÈVEMENT DES TERRES	79
0.3.41 PROTECTIONS INTÉRIEURES.....	80
0.3.42 NETTOYAGES.....	80
0.3.43 PERCEMENTS DANS CLOISONS	80
0.3.44 PERCEMENTS DANS MURS	81
0.3.45 REFOUILLEMENTS DE TROUS ET AUTRES.....	81
0.3.46 SAIGNÉES D'ENCASTREMENT	82
0.3.47 FOURREAUX	83
0.3.48 BOUCHEMENT ET RAGRÉAGES DE TROUS ET SAIGNÉES.....	84
0.3.49 RACCORDS D'ENDUITS	85
0.3.50 PERCEMENTS DANS PLANCHERS	85
0.3.51 CHEVÊTRES ET RAGRÉAGES DE TRÉMIES.....	87
0.3.52 BOUCHEMENT DE TROUS DANS PLANCHERS.....	87
0.3.53 FIXATIONS, TROUS, SCELLEMENTS.....	89
0.3.54 TRÉMIES	91
0.3.55 PERCEMENTS DANS LES EXISTANTS	92
0.3.56 ÉTAIEMENTS.....	92
0.3.57 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	92
0.3.58 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS	93
0.3.59 OUVRAGES IMPLICITEMENT COMPRIS	93
0.3.60 TERMINOLOGIES POUVANT ÊTRE EMPLOYÉES DANS CE DOCUMENT	93
0.3.61 MATÉRIAUX ET MATÉRIELS DE RÉCUPÉRATION	93
0.3.62 EMPLOI DE GROS ENGINS MÉCANIQUES.....	93
0.3.63 L'IMPORTANCE DU RESPECT DES RÈGLES DE L'ART EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	93
0.3.64 PROTECTIONS INDIVIDUELLES COVID-19	94
0.3.65 CHARTE ARCHITECTE / ATTRIBUTAIRES DES LOTS	95
0.3.66 DÉPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	95
0.3.67 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET ÉTUDES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES.....	95
0.3.68 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT	96
0.4 ÉTUDES PRÉPARATOIRES	96
0.4.1 DOCUMENTS TECHNIQUES À OBSERVER.....	96

0.4.2 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	97
0.4.3 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX	97
0.5 INSTALLATIONS	97
0.5.1 INSTALLATION DE CHANTIER.....	97
0.5.2 ABONNEMENTS CONCESSIONNAIRES	99
0.5.3 FRAIS DE VOIRIE	99
0.5.4 DÉMÉNAGEMENTS	100
0.6 INSTALLATION GÉNÉRALE DE CHANTIER LOT 02 " GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES"	100
0.7 TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMES.....	103
0.7.1 RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS.....	103
0.7.2 CODES ET RÈGLEMENTS	109
0.7.3 LES RÈGLES DE L'ART	110
0.7.4 LES NORMES	110
0.7.5 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	111
0.8 SÉCURITÉ ET CONTRAINTES SUR SITE	112
0.8.1 DÉPENSES LIÉES À LA MISSION "SANTÉ SÉCURITÉ"	112
0.8.2 HYGIÈNE, SÉCURITÉ, PROTECTION DE LA SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	113
0.8.3 PLAN D'HYGIÈNE & DE SÉCURITÉ	118
0.8.4 SÉCURITÉ DES PERSONNES.....	119
0.8.5 SÉCURITÉ COLLECTIVE	120
0.8.6 NUISANCES.....	120
0.8.7 CIRCULATION SUR LE CHANTIER	126
0.8.8 AMIANTE	126
0.8.9 SÉCURISATION DES OUVRAGES	126
0.9 IMPLANTATIONS	126
0.9.1 IMPLANTATION GÉNÉRALE DES BÂTIMENTS.....	127
0.9.2 IMPLANTATIONS INTÉRIEURES.....	127
0.9.3 TRAITS DE NIVEAU	127
0.9.4 TRACÉ DE DISTRIBUTIONS INTÉRIEURES " CLOISONNEMENTS".....	128
0.9.5 CALEPINAGE.....	128
0.10 COORDINATION TECHNIQUE	128
0.10.1 RENSEIGNEMENTS À FOURNIR	128
0.10.2 PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER	128
0.10.3 LIVRAISON ET STOCKAGE	128
0.10.4 VÉRIFICATION DES TRAVAUX	129
0.10.5 VISITES EN ATELIERS	129
0.10.6 CONDITIONS D'EXÉCUTION	129
0.10.7 BUREAU DE CONTRÔLE	129
0.10.8 ORDONNANCEMENT ET COORDINATION	129
0.11 MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX	129
0.11.1 DÉFINITION	130
0.11.2 MATÉRIAUX TRADITIONNELS	130
0.11.3 MATÉRIAUX NOUVEAUX	130

0.11.4 MATÉRIAUX DE SUBSTITUTION	130
0.11.5 MATÉRIAUX DÉFECTUEUX	130
0.11.6 ÉCHANTILLONS ET MAQUETTES	131
0.11.7 RÉVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES	131
0.11.8 DIMENSIONNEMENT DES MATÉRIAUX.....	131
0.11.9 CONTRÔLE.....	131
0.11.10 BREVETS.....	131
0.11.11 LES MATÉRIAUX VERTS SONT-ILS DÉCARBONÉS	131
0.12 DÉPENSES COMMUNES INTER-ENTREPRISES	132
0.12.1 COMPTE PRORATA.....	132
0.12.2 GARDIENNAGE DE CHANTIER.....	134
0.12.3 PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION	136
0.12.4 SIGNALISATIONS DE VOIRIES	136
0.12.5 ÉCHAFAUDAGE "COORDINATION INTER-ENTREPRISES"	136
0.12.6 PRÉCHAUFFAGE EN SAISON ET HORS SAISON	136
0.12.7 NETTOYAGE DE CHANTIER	136
0.12.8 ENGINS DE CHANTIER	137
0.13 LIVRAISON DES OUVRAGES	138
0.13.1 PROTECTION DES OUVRAGES	138
0.13.2 RÉCEPTION DES SUPPORTS.....	138
0.13.3 RÉCEPTION DES OUVRAGES	138
0.13.4 CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, RÉCEPTIONS.....	138
0.13.5 NETTOYAGE	139
0.13.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	139
0.13.7 GARANTIES.....	140

0 CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

0.1 PRÉAMBULE

Ce cahier est un document qui complète les Devis Descriptifs des différents lots, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.1.1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

0.1.1.1 OBJET DE L'OPÉRATION

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), établi pour chaque corps d'état, a pour objet de définir les travaux de réalisation.

Opération : Relocalisation des services de l'antenne du service pénitentiaire d'insertion et de probation

Pour le compte de : MINISTERE DE LA JUSTICE - 15 rue de l'ancienne comédie - CS 70575 - 86021 POITIERS

Situation : Le terrain est situé 124 Boulevard de Poitiers, sur la ville de BRESSUIRE.

Particularités :

- Les travaux seront réalisés en une tranche unique.
- Travaux de rénovation en site occupé
-

Le terrain comprend un bâtiment domanial occupé par des services étatiques.

Ce bâtiment réalisé au début des années 80 est en R+2 sur vide sanitaire ventilé et possède une emprise au sol de 1 122 m2.

Le projet de relocalisation des Services de l'Antenne du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation vient s'insérer au rez-de-chaussée de l'aile Nord-Ouest du bâtiment (actuellement occupée par un service du Ministère de l'Education Nationale : Antenne de l'Inspection Académique).

0.1.1.2 LES ACTEURS DE CE PROJET

Dans toutes pièces du CCTP, le terme « maître d'œuvre » s'entend comme « concepteur - maître d'œuvre ».

Maître de l'Ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE –DRFIP DE LA NOUVELLE AQUITAINE ET DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
36 rue de Servandoni
33000 BORDEAUX
Tél : 05.56.79.76.33
E-mail : di-pfi-bordeaux@justice.gouv.fr

Architectes :

ATELIERS MONTAROU & Associés - Société d'architecture.
35, avenue du Plateau des Glières - BP 81014 - 86060 POITIERS Cedex 9
Quai Sainte Croix - 33000 BORDEAUX
Tél : 05.49.38.03.82
E-mail : contact@amassocies.com

BET Thermique / Fluides :

SAS MOXBIM
21 Rue Claude Berthollet – Pôle République 3 – 86000 POITIERS
Tél : 07 69 53 78 74
E-mail : MOE@moxbim.com

Bureau d'études Acoustique :

SAS GANTHA
12 Boulevard Chasseigne – 86000 POITIERS
Tél : 05 49 46 24 01
Courriel : contact@gantha.com

Nota : Étude acoustique est jointe au dossier.

Bureau de contrôle :

QUALICONSULT
Antarès, Avenue Thomas Edison, 86360 Chasseneuil-du-Poitou
Tél : 05.49.00.67.52
Email : poitiers.qc@qualiconsult.fr
Email : yacin.selmane@qualiconsult.fr
Tél : 06 14 40 77 09

Coordinateur SPS :

SOCOTEC
10, rue Jean-Baptiste Boussingault - Z.I. République III - 86000 POITIERS

Tél : 05.49.47.55.66

Email : cconstruction.poitiers@socotec.com

Email : mickael.mesnier@socotec.com

Tél : 0678300094

0.1.1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SITE

0.1.1.3.1 État actuel du terrain

État actuel du terrain :

La parcelle de l'opération est située à Bressuire, elle est occupée par le ministère de la justice.

Le terrain comprend un bâtiment domanial occupé par des services étatiques. Ce bâtiment réalisé au début des années 80 est en R+2 sur vide sanitaire ventilé et possède une emprise au sol de 1 122 m².

Le projet de relocalisation des Services de l'Antenne du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation vient s'insérer au rez-de-chaussée de l'aile Nord-Ouest du bâtiment (actuellement occupée par un service du Ministère de l'Education Nationale : Antenne de l'Inspection Académique).

La surface totale disponible avant remaniement est d'environ 240.00 m² utiles décomposés de façon suivante :

- Accueil IEN/bureau accès depuis le parking : 21.30 m²
- Couloir de distribution desservant tous les bureaux, la salle de réunion et en liaison avec le hall principal du bâtiment : 15.20 m²
- 3 Bureaux IEN : 12.50, 17.80 et 18.00 m²
- Bureau CIO avec porte d'accès extérieure : 15.70 m²
- Salle de réunion : 68.10 m²
- Archives avec porte d'accès extérieure : 70.80 m²

Total locaux existants : 239.40 m²

Le local existant est classé en ERP de type W de 5ème catégorie.

Le projet de relocalisation des Services de l'Antenne du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du fait de la redistribution des cloisons et des traitements acoustiques ramène la surface utile des locaux à 230 m² environ.

0.1.1.3.2 État du terrain lors de la mise à disposition des entreprises.

Le terrain sera mis à disposition des entreprises dans son état actuel comme défini ci-avant.

0.1.1.3.3 Accès du terrain

- La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, et selon le calendrier prévisionnel si celui-ci a été établi et joint au DCE. et elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.
- Cet accès se fera par la voie d'accès au terrain / Aire de chantier / Voie publique.
- La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, selon le calendrier prévisionnel établi et joint au DCE. Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.
- Les accès aux locaux du personnel devront être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité de l'ensemble des personnels qui interviendront sur le site ...
- La sortie de chantier sur la voie publique sera équipée de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier.
- Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.
- La sortie de chantier sur la voie publique sera équipée de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier.
- L'accès du chantier pour l'entreprise se fera par :

0.1.1.3.4 Relevé topographique du terrain.

Les cotes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier.

L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux, de faire procéder au contrôle de ce nivellement.

Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

0.1.1.4 DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux sont décomposés en corps d'état listés ci-dessous et définis par les documents dont la liste figure dans le dossier de consultation des entrepreneurs.

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en **08 lots**, à savoir :

- Lot n° **01** : DÉCONSTRUCTION « SÉLECTIVE » - DÉMOLITIONS
- Lot n° **02** : GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES
- Lot n° **03** : MENUISERIES EXTÉRIEURES - SERRURERIE
- Lot n° **04** : PLATRERIE - MENUISERIES INTÉRIEURES - FAUX PLAFONDS
- Lot n° **05** : CARRELAGE - FAÏENCE - REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLESS
- Lot n° **06** : PEINTURE - NETTOYAGE
- Lot n° **07** : CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE
- Lot n° **08** : ÉLECTRICITÉ

0.1.1.5 CLASSIFICATIONS DU PROJET

Classement de l'établissement :

L'effectif théorique public est de 20 personnes pour la salle de réunion et 1 personne pour chaque bureau entretien, 4 personnes en zone attente et 3 personnes pour la zone sas entrée soit **31 personnes**.

L'effectif du personnel est évalué à **12 personnes**.

Soit un effectif total : 43 personnes (inférieur au seuil de 100 personnes).

Nous proposons de classer l'espace commun du rez-de-chaussée en **ERP de type W de 5^{ème} catégorie**.

Le reste de l'établissement répondra aux exigences du Code du Travail

0.1.1.5.1 Sécurité incendie

0.1.1.5.1.1 Réglementation sécurité incendie

Réaction au feu des matériaux et produits :

- En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé ;
- Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.
- Comportement au feu des ouvrages ;
- Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme, et autres exigences, le cas échéant, exigés par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré ;
- Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.
- Il incombera à chaque attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent marché de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné, il en prendra la responsabilité ;
- En tout état de cause, il incombera à chaque attributaire et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

0.1.1.5.1.2 Conformité à la réglementation « sécurité incendie »

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation « sécurité incendie », tous les attributaires devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

0.1.1.5.1.3 Définitions

0.1.1.5.1.3.1 Critère de résistance au feu

- STABILITÉ AU FEU (SF) : critère de résistance mécanique pendant la durée requise ;
- PARE-FLAMMES (PF) : résistance mécanique et étanchéité aux flammes, gaz chauds et inflammables pendant la durée requise ;
- COUPE-FEU (CF) : résistance mécanique et étanchéité aux flammes, gaz chauds et inflammables, résistance thermique pendant la durée requise.

0.1.1.5.1.4 Effectif 2^{ème} groupe

0.1.1.5.1.4.1 E.r.p 5^{ème} catégorie, type "W"

La catégorie de classement pour ERP concernant le projet suivant l'effectif du public et du personnel, le type d'exploitation de l'ouvrage sur les informations données du maître d'ouvrage est :

- 5^{ème} CATÉGORIE dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre maximum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation ;
- L'effectif maximum sera de 200 personnes (dont 100 en sous-sol).
- Le site possède un SSI de catégorie A de type 1

0.1.1.5.1.5 Classement euroclasses pour la réaction au feu

0.1.1.5.1.5.1 Correspondances

Au regard de l'arrêté du 21 novembre 2002 abrogeant l'arrêté du 30 juin 1983, les classes française M0 à M4 disparaissent au profit des "EUROCLASSES", à savoir :

- A1 - incombustible ;
- A2, s1, d0 - anciennement M0 ;
- A2, s2, d0 - anciennement M1 ;
- A2, s3, d0 - anciennement M1 ;
- B, s1, d0 - anciennement M1 ;
- B, s2, d0 - anciennement M1 ;
- B, s3, d0 - anciennement M1 ;
- C, s1, d0 - anciennement M2 ;
- C, s2, d0 - anciennement M2 ;
- C, s3, d0 - anciennement M2 ;
- D, s1, d0 - anciennement M3 ;
- D, s2, d0 - anciennement M4 non gouttant ;
- D, s3, d0 - anciennement M4 non gouttant ;
- Toutes classes autres que E-d2 et f - anciennement M4 ;
- S pour "smoke" (fumées) ;
- D pour "drope" (gouttes enflammées) ;

- D0 peut être remplacé par D1 pour des produits non thermofusibles.

0.1.1.5.2 Qualification des bâtiments

0.1.1.5.2.1 Secteurs de bâtiments

Dénomination standardisée de la destination de bâtiments avec des types tels que constructions courantes, IGH (immeubles de grande hauteur), ERP (établissements recevant du public), réhabilitation. Ces types peuvent être liés entre eux et être soit publics, soit privés.

0.1.1.5.2.1.1 Tertiaire

- Bureaux.
- Commerces.
- Administrations.
- Restaurants.
- Banques.
- Hôtellerie.

0.1.1.5.3 Températures intérieures exigées " Concerne les lots Techniques "

Les normes applicables pour le chauffage d'un logement neuf en 2023 sont définies par la réglementation environnementale RE2020 et qui impose un seuil maximal de consommation de CO² de 4 kg.m²/an pour les maisons.

0.1.1.5.3.1 Températures à atteindre

0.1.1.5.3.1.1 Températures bureaux

- CIRCULATIONS, HALL, ESCALIERS : 19°.
- BUREAUX : 20°.
- REPRODUCTION : 18°.
- SANITAIRES : 20°.

0.1.1.5.3.1.2 Températures bureaux climatisés

- CIRCULATIONS, HALL, ESCALIERS : 19 °C.
- BUREAUX : 20°.
- REPRODUCTION : 18°.
- SANITAIRES : 20°
- RAFFRAÎCHISSEMENT : 25°.

0.1.1.5.4 Niveaux d'éclairement (Lux) "Concerne le lot Électricité"

Les normes pour les niveaux d'éclairement (lux) dépendent du type d'activité et de local. Selon la norme NF EN 12464-1, l'échelle des éclairagements recommandée (en lx) est : 20 — 30 — 50 — 75 — 100 — 150 — 200 — 300 — 500 — 750 — 1 000 — 1 500 — 2 000 — 3 000 — 5 000 — 7500 — 10 000 (en lux)

L'attributaire étant homme de l'art est censé connaître la norme et de ses annexes (B et C) consultable site AFNOR.

- **L'annexe B** est particulièrement appréciable en matière de qualité des études. Elle présente, selon la norme NF EN 12464-1, des « informations complémentaires sur les effets visuels et non visuels (non formateurs d'image) de la lumière ». Elle met en avant de nouveaux indicateurs de calcul afin de maîtriser la tendance de réduction des niveaux d'éclairement.
- **L'annexe C**, et elle présente des exemples et des mises en application concrètes. Elle rend la norme compréhensive et attrayante .

0.1.1.5.4.1 Objectifs à atteindre

Le niveau d'éclairement exprimé ci-après est pour une mesure réalisée à 1 m du sol et après pour une utilisation de 6 mois.

0.1.1.5.4.1.1 Lumens pour les bureaux

Selon la norme NF EN 12464-1:

Pour les niveaux d'éclairement (lux) dans les bureaux, dépendent du type d'activité et de l'espace. Selon la législation française, l'éclairage pour une activité du bureau varie entre 200 et 300 lux, de 500 lux pour une activité de traitement de données ou de dactylographie et pour l'éclairage d'une salle de conférences et de 300 lux minimum pour un hall d'accueil.

Selon la norme NF EN 12464-1, les zones de circulation et couloirs doivent avoir un éclairage moyen de 100 lux.

0.1.1.5.5 Charges et performances particulières requises

0.1.1.5.5.1 Surcharges d'exploitations type

Les surcharges d'exploitation comprennent :

- Les surcharges d'exploitation définies par les règlements en vigueur.
- Les surcharges particulières correspondant à la période de montage.
- Les charges du personnel.
- Les charges d'équipement.

0.1.1.5.5.1.1 Surcharges bâtiments de bureaux

- BUREAUX : 2,5 kN/m² ;
- BUREAUX PAYSAGES : 3,5 kN/m² ;
- CIRCULATIONS ET ESCALIERS : 2,5 kN/m² ;
- HALLS DE DÉCEPTION : 2,5 kN/m² ;

- HALLS A GUICHET : 4 kN/m² ;
- SALLE DE CONFÉRENCE < 50 m² : 3,5 kN/m² ;
- CANTINES : 2,5 à 3,5 kN/m² suivant nombre de places assises ;
- SALLES DE RÉUNIONS : 2,5 kN/m² ;
- SOUS-SOL PARKING : 5 kN/m² ;
- LOCAUX TECHNIQUES : 3 kN/m² ;
- ZONE DE DÉPÔTS ET ARCHIVES : 3,5 kN/m² ;
- REPRODUCTION ET ORDINATEURS : 2,5 kN/m² (plus équipements lourds spécifiques)
- SANITAIRES : 1,5 kN/m² ;
- TOITURES-TERRASSES : 1,5 kN/m².

0.1.1.5.5.2 Charges permanentes

0.1.1.5.5.2.1 Les charges permanentes à prendre en compte dans l'étude de la structure sont les suivantes

- Revêtement de sol souple : 0.05 KN/m² ;
- Revêtement de sol dur : 0.10 KN/m² ;
- Maçonnerie de parpaing d'aggloméré : 1.00 KN/m² ;
- Cloisons opaques : 1.00 KN/m² ;
- Cloisons vitrées de grande hauteur : 2.20 KN/m² ;
- Plafonds suspendus BA13 : 0.30 KN/m² ;
- Plafonds suspendus PCD et CSS : 0.50 KN/m² ;
- Planchers techniques : 0.50 KN/m² ;
- Divers : chemins de câbles, chéneau, équipements : 0.50 KN/m² ;
- Gaines suspendues : 0.50 KN/m² ;
- Couverture bacs acier : 0,30 KN/m² ;
- Étanchéité : 0,30 KN/m².

0.1.1.5.5.3 Classes de résistance de voiries

Les différentes classes de résistance pour les caniveaux d'assainissement selon DIN 19850.

0.1.1.5.5.3.1 Classe A 15

Force d'essai 15 kN. Pour les surfaces uniquement empruntées par les piétons et les cyclistes, comme les espaces verts ou les petites cours intérieures.

0.1.1.5.5.3.2 Classe B 125

Force d'essai 125 kN. Classe de résistance destinée notamment aux trottoirs, aux zones piétonnières, aux parkings, aux accès de cours et aux garages.

0.1.1.5.5.3.3 Classe C 250

Force d'essai 250 kN. Cette classe de résistance peut être utilisée pour les caniveaux d'assainissement jusqu'à 50 cm du bord de la chaussée et pour les accotements des routes.

0.1.1.5.5.3.4 Classe D 400

Force d'essai 400 kN. Caniveaux utilisables pour les chaussées, les rues piétonnières, les parkings et également pour les aires de stationnement des autoroutes.

0.1.1.5.5.3.5 Classe E 600

Force d'essai 600 kN. Caniveaux pour aires de circulations non ouvertes au public et soumises à des charges par roue très élevées, comme les zones portuaires et industrielles.

0.1.1.5.5.3.6 Classe F 900

Force d'essai 900 kN. Pour les surfaces soumises à des charges maximales, comme dans les aéroports.

0.1.1.5.5.4 Critères de service

0.1.1.5.5.4.1 Critères de service

Le critère de flèche des ouvrages est pris égal à la plus contraignante des exigences suivantes :

- Réglementation en vigueur pour les techniques concernées.
- Par type d'éléments :
 - /200 de la portée sous charges d'exploitation caractéristiques pour les éléments de structure.
 - /100 de la portée sous charges de vent pour les panneaux de vitrage eux-mêmes.
 - /300 de la portée pour les éléments verticaux et les éléments de façade supportant des vitrages
 - /250 de la hauteur pour les poteaux.
 - /300 de la portée pour les éléments en consoles.

0.1.1.5.5.5 Charges et performances particulières requises

0.1.1.5.5.5.1 Sont précisées ci-dessous les performances particulières que doivent offrir les

ouvrages, en complément des normes et textes réglementaires

0.1.1.5.6 Définitions des ambiances et des différentes atmosphères

0.1.1.5.6.1 Définitions des ambiances

0.1.1.5.6.1.1 Ambiance courante

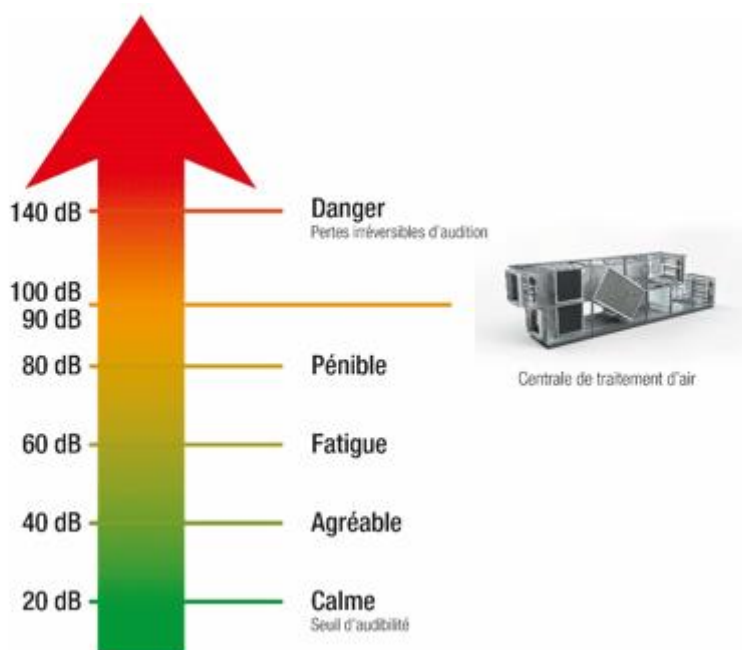
Atmosphère rurale non polluée, atmosphère urbaine normale et atmosphère industrielle normale.

0.1.1.5.6.2 Définition des différentes atmosphères

0.1.1.5.6.2.1 Atmosphère urbaine normale

Milieu correspondant à l'extérieur des constructions pour les agglomérations assez importantes comportant une ou plusieurs usines produisant des gaz et des fumées créant un accroissement sensible de la corrosion atmosphérique.

0.1.1.5.7 Objectifs de confort acoustique



0.1.1.6 ÉTUDE ET INTERPRÉTATION DU CCTP

0.1.1.6.1 Étude et lecture du CCTP

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les Clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des soumissionnaire d'un ou plusieurs lots et participant à la présent opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

Le CCTP a pour but de renseigner les soumissionnaires sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché, chaque entrepreneur du présent marché doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots du présent marché devra donc un fois attributaire réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'œuvre. Chaque soumissionnaire est tenu pendant son étude d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, de

toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le **CCTP** et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du **CCTP** pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. Chaque soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier et cela afin de proposer une cohérente et ne modifiant pas les autres qui y sont liés.

0.1.1.6.2 Notion d'équivalence en marché public " Commande publique en vigueur au 1/04/2019"

Conformément au code des marchés publics "Commande publique en vigueur au 1/04/2019" valide au moment du présent marché. Les références à des marques de matériel ou d'équipement dans le présent cahier des charges sont données à titre indicatif compte tenu de leurs complexités dimensionnelles et architecturales. Elles ont été sélectionnées en raison de divers critères (encombrement, esthétique, débit, niveau sonore, qualité des matériaux, fiabilité, garantie, facilité de maintenance et d'entretien, etc.).

Le matériel installé pourra provenir d'une autre marque, sous réserve de la reconnaissance de l'équivalence des prestations par la maîtrise d'œuvre et le maître de l'Ouvrage. Le cas échéant, et en tout état de cause, le choix sera prépondérant en termes de maintenance et d'entretien. Chaque entrepreneur doit fournir avec son offre une liste détaillée et complète des produits qu'il aura choisi de mettre en œuvre afin de satisfaire aux préconisations du CCTP.

0.1.1.7 DOCUMENTS GRAPHIQUES ET AUTRES JOINTS AU DOSSIER DE CONSULTATION.

Les plans suivants sont joints au dossier de consultation :

PRO-01 PLAN DE LOCALISATION
PRO-02 PLAN DE SITUATION
PRO-03 PLAN DE MASSE EXISTANT
PRO-04 PLAN DE MASSE PROJET
PRO-05 DETAIL ACCES PIETON
PRO-06 PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE EXISTANT
PRO-07 PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE DEMOLITIONS
PRO-08 PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE PROJET
PRO-09 COUPES
PRO-10 FACADES
PRO-11 VARIANTE PLAN DE DEMOLITIONS
PRO-12 VARIANTE PLAN DE REZ-DE-CHAUSSEE PROJET
PRO-13 PLAN DE PRINCIPE D'INSTALLATION DE CHANTIER

Documents graphiques Bureau d'Études Fluides :

Électricité :

EL01 : Plan Électricité
EL02 : Plan Électricité
EL03 : Plan Électricité

Plomberie - sanitaires :

PB01 : Plan Plomberie

Chauffage - ventilation:

CV01 : Plan Chauffage ventilation

Thermique :

Notice thermique

Les autres documents suivants sont ou seront joints au dossier de consultation :

- "Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti" en date du 21/05/2024 réalisé par AC ENVIRONNEMENT DIAGNOSTICS IMMOBLIERS
- Diagnostic plomb avant travaux en date du 21/05/2024 réalisé par AC ENVIRONNEMENT DIAGNOSTICS IMMOBLIERS
- Diagnostic indice d'infestation de termites en date du 21/05/2024 réalisé par AC ENVIRONNEMENT DIAGNOSTICS IMMOBLIERS
- Rapport initial de contrôle technique en date du 04/10/2024 réalisé par QUALICONSLT
- PGCSPPS en date du 21/06/2024 réalisé par SOCOTEC
- Déclaration de projet de Travaux
- Notice acoustique APD réalisé par Gantha acoustique de mai 2024

0.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est réputé par le simple fait d'avoir remis son offre :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- D'avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux ainsi que des conditions générales et particulières qui y sont liées ;
- D'avoir pris connaissance sur l'ensemble des possibilités dites d'accès, de son d'installations de chantier, du stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- D'avoir pris tous les renseignements utiles concernant d'éventuelles servitudes ou obligations .
- D'avoir constater la position et l'état des ouvrages existants,
- Vérifier la possibilité du positionnement :

- Ainsi, chaque soumissionnaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Il ne pourra par la suite d'arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

0.1.3 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX TRAVAUX DANS LOCAUX OCCUPÉS

0.1.3.1 PRÉAMBULE

Adaptation au présent marché pour chaque attributaire.

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, chaque adjudicataire devra prendre toutes dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

Dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables

Une fois que le soumissionnaire devient l'attributaire d'un ou plusieurs lots il sera tenu de prendre toutes dispositions en ce qui concerne notamment :

- Les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même logement ;
- L'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- Le mode d'exécution des travaux ;
- Les protections mises en place ;
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements, pour réduire et atténuer au maximum les nuisances apportées aux occupants par l'exécution des travaux.

Ces nuisances ressenties par les locataires sont essentiellement les suivantes :

- Détérioration des existants ;
- Défaut de nettoyage journalier des logements ;
- Obligation de déplacement des meubles, appareils de cuisine et autres ;
- Difficultés d'utilisation de certaines pièces du logement ;
- Bruit ;
- Poussières ;
- Nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, ou nombre d'ouvriers irréguliers, etc.) ;
- Coupures eau, électricité et évacuation ;
- Gêne causée lors du remplacement des appareils sanitaires ;
- Impossibilité d'utilisation des ascenseurs ;
- Non-prise en compte des cas d'occupants personnes âgées ou handicapées ;
- Perturbations de l'emploi du temps des occupants ;
- Incidences des travaux sur les travaux de rénovation réalisés par les occupants ;
- Perte de jouissance momentanée et partielle du jardin ;
- Crainte des inondations lors des travaux de plomberie et des essais des installations de chauffage à eau chaude, le cas échéant ;
- Sentiment d'insécurité des personnes seules dû à la présence des ouvriers.

Les dispositions essentielles à prendre par chaque attributaire pour réduire ou atténuer ces nuisances sont précisées ci-après, mais chaque attributaire devra prendre toutes autres dispositions nécessaires, même non décrites ci-après.

Programmation des interventions

- Ouvriers ;
- Matériels.

Programmation des interventions

Chaque attributaire devra programmer ses interventions en accord avec les occupants.

Il devra notamment :

- Informer les occupants 48 h à l'avance de la date et de l'heure de son intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date ;
- Respecter strictement les dates et horaires définis ;
- En cas d'absence momentanée des occupants pendant les travaux, prendre toutes mesures pour assurer la fermeture des ouvertures extérieures.

Ouvriers intervenant dans les travaux à l'intérieur des logements

En ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur des logements :

- Ils devront être nominativement présentés aux occupants au démarrage des travaux ;
- Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution. Il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux ;
- Ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à chaque adjudicataire, ou à défaut un badge avec le nom de l'entreprise ;
- Un ouvrier intervenant dans un logement ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que chaque adjudicataire devra justifier.

Matériels et outillages

Chaque attributaire devra dans la mesure du possible utiliser les matériels suivants :

- Postes de soudure portatifs ;
- Équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques ;
- Équipement de carottage pour les percements importants ;
- Aspirateur de type industriel pour les nettoyages ;
- Housses plastiques pour la protection du mobilier, en nombre suffisant.

Autres spécifications et prescriptions**État des lieux**

Préalablement à toute intervention de chaque attributaire dans un logement, il sera établi un état des lieux par le maître d'ouvrage, en présence :

- Des occupants ;
- Du maître d'œuvre ;
- De chaque attributaire de son lot.

Cet état des lieux sera établi sur un formulaire prévu à cet effet ; ce formulaire sera complété sur place et signé par les présents.

Sur cet état des lieux sera consigné l'état du logement et plus particulièrement des revêtements de sols, des peintures et papiers peints, de l'escalier en bois, etc., ainsi que des mobiliers, appareils de cuisine et autres.

Chacune des parties présentes recevra un exemplaire de cet état des lieux.

Sécurité des occupants

Toutes dispositions seront à prendre par chaque adjudicataire pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants et plus particulièrement celle des enfants.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque notamment vis-à-vis des enfants, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux du logement, chaque entrepreneur devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation, si minime soit-elle, des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

Chaque attributaire aura également à sa charge l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

Protection des sols et escaliers

Les sols en tapis textile ou en moquette devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux.

Il en sera de même des escaliers en bois apparent ou en moquette, qui devront être recouverts d'une bâche ou d'un film plastique d'épaisseur suffisante.

Ces protections devront être parfaitement maintenues, afin de ne pouvoir se déplacer par les déplacements de personnes ou autres.

Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises.

Les fixations des protections devront être révisées tous les matins avant début de travaux.

Coupures d'électricité, d'eau et d'évacuation

Les coupures indispensables à l'exécution des travaux devront être de la plus courte durée possible, et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité et l'évacuation de la cuvette de W.-C.

Chaque attributaire devra toujours informer les occupants à l'avance de l'horaire de la coupure et de sa durée.

En ce qui concerne les fluides nécessaires à la préparation des repas, ils devront toujours être disponibles aux heures des repas et le soir au départ des ouvriers.

Nettoyages des logements

En complément aux prescriptions ci-avant, il est précisé en ce qui concerne les nettoyages dans logements occupés ce qui suit.

Le nettoyage sera à effectuer :

- Immédiatement après chaque intervention dans un local ;
- En fin de matinée, dans tous les locaux où des interventions ont eu lieu même si elles ne sont pas terminées, ainsi que dans les circulations ;
- Tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots et devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances ; il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

Les gravois, déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment. Ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs, les abords devant toujours rester impeccablement propres.

En fin de travaux dans un logement, celui-ci devra être restitué aux occupants dans le même état de propreté qu'il était avant le démarrage des travaux.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une société de nettoyage ; les frais en seront supportés par chaque entrepreneur .

Mesures de conservation des revêtements de sols et peintures

Les travaux à réaliser par chaque attributaire dans ou par l'intérieur des logements seront à effectuer dans des locaux occupés en parfait état d'entretien. Le maître d'ouvrage n'envisage pas la réfection des peintures et des revêtements de sols en fin de travaux.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra donc prévoir toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux revêtements de sols et pour limiter au maximum les dommages aux peintures et papiers peints au droit des percements, fixations et autres.

Raccords de plâtre et de peinture

Au droit des percements, scellements, fixations ou autres, les raccords de plâtre devront toujours être réalisés par l'attributaire ayant exécuté ces ouvrages.

En ce qui concerne les raccords de peinture et papiers peints :

- Les raccords de peinture et papiers peints ne font pas partie du marché ;
- ou
- Les raccords de peinture seront à la charge de l'entrepreneur ayant exécuté ces ouvrages, ainsi que les raccords de papier peint ; dans le cas où l'occupant ne dispose plus de ces papiers peints, les raccords seront à réaliser proprement, par peinture d'un ton adapté.

Cas de dégradations constatées aux existants et aux mobiliers

Lors de la réception des travaux, l'état du logement sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux.

Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge de l'attributaire fautif.

Prise en charge des frais

Tous les frais consécutifs à toutes les mesures et dispositions à prendre pour permettre l'exécution des travaux en logements occupés, dans les conditions précisées ci-avant, seront à la charge de l'attributaire.

Frais de consommation d'électricité et d'eau

Dans le cas où un attributaire utilisera pour ses travaux le courant électrique du logement, il prendra alors directement accord avec l'occupant pour le règlement des frais de consommation.

Même remarque en ce qui concerne les consommations d'eau, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas pour le règlement de ces frais de consommation.

0.1.3.2 PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS - OUVRIERS - MATÉRIELS**Programmation des interventions**

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots pour le présent marché de travaux devra programmer ses interventions en accord avec les occupants.

Il devra notamment :

- Informer les occupants à l'avance de la date et de l'heure de son intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date ;
- Respecter strictement les dates et horaires définis ;
- En cas d'absence momentanée des occupants pendant les travaux, prendre toutes mesures pour assurer la fermeture des ouvertures extérieures.

Ouvriers intervenant dans les travaux à l'intérieur des logements

En ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur des logements :

- Ils devront être nominativement présentés aux occupants au démarrage des travaux ;
- Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution. Il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux ;
- Ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'attributaire ou à défaut un badge avec le nom de l'attributaire ;
- Un ouvrier intervenant dans un logement ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que l'attributaire devra justifier.

Matériels et outillages

Chaque attributaire du présent marché devra en fonction de son lot et dans la mesure du possible utiliser les matériels suivants :

- Postes de soudure portatifs ;
- Équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques ;
- Équipement de carottage pour les percements importants ;
- Aspirateur de type industriel pour les nettoyages ;
- Housses plastiques pour la protection du mobilier, en nombre suffisant.

Autres spécifications et prescriptions**État des lieux**

Préalablement à toute intervention de chaque attributaire dans un logement, il sera établi un état des lieux par le maître d'ouvrage, en présence :

- Des occupants ;
- Du maître d'œuvre ;
- Des attributaires en fonction de leur lot.

Cet état des lieux sera établi sur un formulaire prévu à cet effet ; ce formulaire sera complété sur place et signé par les présents.

Sur cet état des lieux sera consigné l'état du logement et plus particulièrement des revêtements de sols, des peintures et papiers peints, de l'escalier en bois, etc., ainsi que des mobiliers, appareils de cuisine et autres.

Chacune des parties présentes recevra un exemplaire de cet état des lieux.

Sécurité des occupants

Toutes dispositions seront à prendre par L'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants et plus particulièrement celle des enfants.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque notamment vis-à-vis des enfants, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Mobiliers et équipements

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux du logement, l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.

Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation, si minime soit-elle, des objets protégés.

Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières.

Chaque attributaire du présent marché aura également à sa charge l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

Protection des sols et escaliers

Les sols en tapis textile ou en moquette devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux.

Il en sera de même des escaliers en bois apparent ou en moquette, qui devront être recouverts d'une bâche ou d'un film plastique d'épaisseur suffisante.

Ces protections devront être parfaitement maintenues, afin de ne pouvoir se déplacer par les déplacements de personnes ou autres.

Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises.

Les fixations des protections devront être révisées tous les matins avant début de travaux.

Coupures d'électricité, d'eau et d'évacuation

Les coupures indispensables à l'exécution des travaux devront être de la plus courte durée possible, et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité et l'évacuation de la cuvette de W.-C.

Chaque adjudicataire du présent marché devra toujours informer les occupants à l'avance de l'horaire de la coupure et de sa durée.

En ce qui concerne les fluides nécessaires à la préparation des repas, ils devront toujours être disponibles aux heures des repas et le soir au départ des ouvriers.

Nettoyages des logements

En complément aux prescriptions ci-avant, il est précisé en ce qui concerne les nettoyages dans logements occupés ce qui suit.

Le nettoyage sera à effectuer :

- Immédiatement après chaque intervention dans un local ;
- En fin de matinée, dans tous les locaux où des interventions ont eu lieu même si elles ne sont pas terminées, ainsi que dans les circulations ;
- Tous les soirs, tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis seront parfaitement nettoyés.

Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment.

Chaque adjudicataire du présent marché prendra toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances ; il emploiera à cet effet des aspirateurs de type industriel.

Les gravois, déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment. Ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs, les abords devant toujours rester impeccablement propres.

En fin de travaux dans un logement, celui-ci devra être restitué aux occupants dans le même état de propreté qu'il était avant le démarrage des travaux.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une société de nettoyage ; les frais en seront supportés par l'attributaire défaillant.

Mesures de conservation des revêtements de sols et peintures

Les travaux à réaliser par l'attributaire dans ou par l'intérieur des logements seront à effectuer dans des locaux occupés en parfait état d'entretien. Le maître d'ouvrage n'envisage pas la réfection des peintures et des revêtements de sols en fin de travaux.

Chaque l'attributaire du présent marché devra donc prévoir toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux revêtements de sols et pour limiter au maximum les dommages aux peintures et papiers peints au droit des percements, fixations et autres.

Raccords de plâtre et de peinture

Au droit des percements, scellements, fixations ou autres, les raccords de plâtre devront toujours être réalisés par l'attributaire .

En ce qui concerne les raccords de peinture et papiers peints :

- Les raccords de peinture seront à la charge de l'attributaire du lot peinture, ainsi que les raccords de papier peint ; dans le cas où l'occupant ne dispose plus de ces papiers peints, les raccords seront à réaliser proprement, par peinture d'un ton adapté.

Cas de dégradations constatées aux existants et aux mobiliers

Lors de la réception des travaux, l'état du logement sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux.

Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge de l'attributaire ayant été identifié.

Prise en charge des frais

Tous les frais consécutifs à toutes les mesures et dispositions à prendre pour permettre l'exécution des travaux en logements occupés, dans les conditions précisées ci-avant, seront à la charge de L'entrepreneur.

Frais de consommation d'électricité et d'eau

Dans le cas où chaque attributaire du présent marché utilisera pour ses travaux le courant électrique du logement, il prendra directement accord avec l'occupant pour le règlement des frais de consommation.

Même remarque en ce qui concerne les consommations d'eau, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas pour le règlement de ces frais de consommation.

0.1.3.3 TRAVAUX À RÉALISER DANS DES ÉTABLISSEMENTS EN SERVICE

Les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant.

Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Les attributaires du présent marché devront donc prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

Sécurité des personnes

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Protection et sauvegarde des abords du chantier

Les abords du chantier ainsi que les zones utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par les entrepreneurs à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Clôtures intérieures des zones de chantier

Une clôture de chantier sera mise en place, entretenue, pendant la durée des travaux.

Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Descriptif de la clôture

Cette clôture sera d'une hauteur suivant les indications du SPS.

Modularité des panneaux :

- La modularité des panneaux doit permettre une souplesse d'implantation de la clôture en fonction des obstacles éventuels et du relief.
- Elle doit permettre l'insertion ou la suppression aisée de portes d'accès pour piétons ou pour véhicules de chantier.
- Elle doit être facilement démontable.

Relief de la face apparente des panneaux

Les clôtures seront constituées d'éléments jointifs fixes présentant un relief dissuadant la pose d'affiches et la réalisation de graffitis.

Couleur des panneaux

La (les) couleur(s) de(s) la clôture(s) sera (seront) conforme(s) aux prescriptions des services de :

Matériaux des panneaux de clôture :

- Panneaux en acier avec reliefs.
- Les ossatures des panneaux de remplissage ainsi que celle des supports de signalisation et d'information devront être en métal traité anticorrosion et résistantes aux chocs.

Sécurité :

- Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.
- Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.
- À cet effet, une lisse horizontale doit recouvrir la partie supérieure du panneau de remplissage de la clôture.

Espace libre en partie basse

La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Adaptation au relief

Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Adaptation de dispositifs urbains divers

La pose des clôtures sera accompagnée de l'implantation de dispositifs divers nécessaires au fonctionnement du site pendant la durée du chantier : panneaux de signalisation routière et piétonne et panneaux d'information, réceptacles de propreté, bornes de protection.

La fixation de ces dispositifs à la clôture ou au sol devra être démontable et se faire soit directement sur un élément de structure porteuse de la clôture, soit indirectement par l'intermédiaire d'un accessoire adapté dont la couleur sera la même que celle de la clôture

Le chantier est situé à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement en service.

Dans ces conditions, et afin de limiter dans la mesure du possible les perturbations au fonctionnement normal d'une part, et pour assurer la sécurité des personnes, d'autre part, il sera nécessaire d'installer les clôtures provisoires de chantier.

Ces clôtures devront isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux.

Ces clôtures pourront être réalisées au choix de l'adjudicataire désigné dans le CCTP soit en bois, soit en bardage, elles auront une hauteur minimale de 2 m au-dessus du sol, et elles comporteront les portes nécessaires.

L'attributaire désigné dans le CCTP du présent marché aura à sa charge :

- L'installation des clôtures comprises toutes fournitures ;
- L'entretien de ces clôtures pendant la durée du chantier ;
- La dépose et l'enlèvement des clôtures en fin de chantier et la remise en état d'origine du terrain à l'emplacement.

Ces clôtures seront mises en place à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases du chantier, et leurs tracés seront mis au point par l'adjudicataire et le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

Frais consécutifs aux prescriptions du présent article

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent chapitre seront implicitement compris dans le prix du marché.

0.1.4 TYPE DES MARCHÉS ET ATTRIBUTION

0.1.4.1 MARCHÉS PUBLICS

Les marchés publics sont des contrats conclus à titre onéreux entre les pouvoirs adjudicateurs définis ci-dessous et les opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux.

On entend par pouvoir adjudicateur :

- L'état et ses établissements publics autres que ceux ayant un caractère industriel et commercial ;
- Les collectivités territoriales et les établissements publics locaux.
- Sauf dispositions contraires, les règles applicables à l'État le sont également à ceux de ses établissements publics auxquels s'appliquent les dispositions du Code des marchés publics.
- De même, sauf dispositions contraires, les règles applicables aux collectivités territoriales le sont également aux établissements publics locaux.

Ces marchés publics sont régis par :

- Le CMP (Code des marchés publics) ;
- Le CCAG (Cahier des clauses administratives générales) applicables aux marchés publics de travaux.
- Types de marchés « à prix global forfaitaire » ou « à prix unitaire »

Le ou les présents marchés sont de type

Marché à prix global forfaitaire

Le marché « à prix global forfaitaire » est celui où les prestations demandées à l'entrepreneur seront parfaitement définies par le maître d'ouvrage, et où le prix global sera fixé par l'entrepreneur en bloc et à l'avance.

Le dossier de consultation définira d'une manière précise l'objet du marché et les caractéristiques des travaux à prévoir. en cas d'incertitude ou s'il apparaît sur les documents du dossier de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs, l'entrepreneur devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires auprès des personnes ou organismes habilités.

Le prix global forfaitaire indiqué par les soumissionnaires doit correspondre à des travaux livrés entièrement terminés. ne peuvent pas être considérés comme « travaux supplémentaires » et donner lieu à paiements complémentaires, tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au maître d'ouvrage l'objet du marché en complet et parfait état d'achèvement.

Il faut rappeler également que dans ce type de marché, le devis ou cadre de décomposition du prix annexé à l'offre des soumissionnaires n'a en général pas de valeur contractuelle, et que dans le cas de divergences, seul le montant porté sur l'acte d'engagement ou sur la soumission est retenu par le maître d'ouvrage.

CCAG - Marchés publics - articles 10.2 et 11.22

« Est prix forfaitaire tout prix qui rémunère l'entrepreneur pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui ou bien est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, ou bien ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété.

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté ; les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix m

CCAG - Marchés publics - articles 10.2 et 11.23

« Est prix unitaire tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens défini ci-dessus, notamment, tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre prévisionnel.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutées ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre. ».

0.1.4.1.1 Allotissement (article 10 du code des marchés publics)

L'allotissement avait déjà été érigé en principe pour susciter une réelle concurrence entre les attributaires, et cela quelle que soit leur taille. L'allotissement visé par l'article L 2113-10 du Code de la commande publique et peut être technique, fonctionnel, géographique ou lié à des considérations de capacité ou de sécurité :

- Allotissement et marchés publics globaux de performance. "Il résulte de la combinaison des dispositions citées aux points précédents que

l'obligation d'allotissement énoncée par l'**article 32 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 a été modifié par l'article 2 de la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023**. Cette modification a autorisé le gouvernement à prendre des mesures temporaires pour faciliter la reconstruction et la réfection des équipements publics et des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 ne s'applique pas aux marchés qui entrent dans l'une des trois catégories mentionnées à la section 4.

- Depuis sa modification par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique est toujours en vigueur en 2023 1. **L'article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 a été modifié par l'article 2 de la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023**. Cette modification a autorisé le gouvernement à prendre des mesures temporaires pour faciliter la reconstruction et la réfection des équipements publics et des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023. L'**ordonnance n° 2023-660 du 26 juillet 2023** a été publiée pour adapter les règles de passation des marchés de travaux afin de faciliter le retour au fonctionnement normal des services publics dans les meilleurs délais. Cette ordonnance autorise les acheteurs à déroger au principe d'allotissement des marchés nécessaires à la reconstruction ou à la réfection des équipements publics et bâtiments concernés, sans justification et sans limitation de montant 1. J'espère que cela répond à votre question
- Le Code de la commande publique réaffirme et étend le principe de l'allotissement à l'ensemble des acheteurs, y compris les entités adjudicatrices soumises antérieurement à l'ordonnance de 2005 qui en étaient exclues. Sauf à s'inscrire dans les exceptions prévues à l'article **L2113-11 du Code de la commande publique qui est toujours en vigueur en 2023**. Cet article prévoit des exceptions à l'obligation d'allotissement des marchés publics
- * Par ailleurs, certains marchés globaux sont exemptés de l'obligation d'allotissement. Cependant, l'article 32 de l'ordonnance n° 2015-899 a été modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, et depuis lors, l'acheteur n'est plus autorisé à permettre aux candidats de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Cette interdiction est toujours en vigueur en 2023.

Allotissement et formulaire DC4

Généralement l'acheteur public utilisera le formulaire **DC1 qui est toujours en vigueur en 2023**. Il peut être utilisé par le soumissionnaire pour désigner le mandataire parmi ses cotraitants. Cependant, il est important de noter que l'utilisation du formulaire DC1 n'est pas obligatoire et que les acheteurs peuvent accepter d'autres formulaires de candidature tels que le **DUME (Document unique de marché européen)**. (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants - **ex DC4**) pour identifier les membres du groupe et la répartition des responsabilités, il est dit facultatif pour le soumissionnaire ou le titulaire, sauf exigence contraire de l'acheteur. Les nouveaux formulaires **DC1, DC2 et DC4** ont été publiés en 2019. Le formulaire DC4 peut être utilisé par le soumissionnaire pour présenter un sous-traitant lors du dépôt d'une offre.

Attribution séparée

- Les offres sont examinées lot par lot. Les lots sont donc indépendants et attribués séparément.
- Les candidats ne peuvent pas présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.
- Un acte d'engagement est signé pour chacun des lots.
- Dans le cas où plusieurs lots sont attribués à un même titulaire, il est possible de signer avec ce titulaire un seul marché regroupant tous les lots concernés.

0.1.4.1.2 Textes et documents techniques

Documents techniques unifiés - DTU - CCTG

- CCTG : DTU approuvés par décret, pour les marchés publics.

Marchés publics :

- Le **décret modifié du 26 janvier 1984** fixant le statut de la normalisation est toujours **en vigueur en 2023** à l'**exception de l'article 13**. Cependant décret modifié du 26 janvier 1984, **il a été abrogé par le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009**, à l'exception de l'article 13 qui rend obligatoire l'application des normes françaises homologuées dans les marchés passés par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, sauf cas particuliers énumérés dans le décret.
- En application des dispositions du Code des marchés publics, a été institué par décret, un Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux du bâtiment constitué principalement par les Cahiers des clauses techniques DTU et les règles de calcul DTU.

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- les CCTG pour leurs fascicules approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules approuvés, applicables aux travaux du présent marché ;
- dans le cas où certains travaux du présent marché entrent dans leur domaine d'application, uniquement les documents DTU et les documents ayant une valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules approuvés ;
- les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par la C2P ;
- et tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie des ouvrages.
- Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non approuvés CCTG mentionnés dans le CCTP, ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

ou

Seront documents contractuels pour le présent marché :

- Les CCTG pour tous leurs fascicules applicables aux travaux du présent marché ;
- Dans le cas où certains travaux du présent marché entrent dans leur domaine d'application, tous les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, y compris ceux non approuvés CCTG et ceci par dérogation du Code des marchés publics.

ces documents sont les suivants :

- Les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT) ;
- Les règles de calcul ;
- Les mémentos, guides, instructions, etc. ;
- Tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par la C2P ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie des ouvrages.
- Les CCS des DTU ne sont pas documents contractuels pour le présent marché sauf spécifications contraires explicites dans l'un ou l'autre

CCTP.

Marchés HLM

Dans les « Conditions d'exécution des ouvrages » des HLM, sont rendus obligatoirement applicables :

- Les Fascicules techniques des CCTG approuvés par décret ;
- Les Cahiers des charges DTU (ayant le statut de norme) ;
- Les Règles de calcul DTU (ayant le statut de norme) ;
- Les Cahiers des clauses spéciales DTU (dans le cas où ils sont rendus applicables par les documents particuliers du marché).

Caractère contractuel des DTU/CCTG

Les DTU cités comme « Documents contractuels » dans le CCTP des présents marchés, ont un caractère contractuel pour :

- Toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc.

À l'exclusion :

- De toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché.

Autres documents contractuels

Il est rappelé que, en dehors des cas cités ci-dessus, tout autre texte (norme expérimentale, DTU, mémento) peut être rendu applicable par la voie contractuelle.

Obligations par les assureurs du respect des DTU

L'Assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal :

- Un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou autres documents reconnus.

Il est rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'observation inexcusable des règles de l'Art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés ou les normes... » (article A. 243.1).

Normes

Les différents types de normes à respecter sont les suivants :

- NF : norme française homologuée.
- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale.
- CEI : norme européenne.

Remarque

- Le préfixe XP ou l'absence de préfixe signifie Norme expérimentale.
- Le préfixe FD ou l'absence de préfixe signifie Fascicule de documentation.

Règles de calcul non DTU

- Ces règles seront à respecter dans le cas où elles sont mentionnées dans les documents particuliers du marché (CCTP).

Documents du CSTB

- Les Cahiers des prescriptions communes (CPT) ainsi que les autres documents du CSTB mentionnés dans les documents particuliers du marché (CCTP) sont à respecter.

Avis techniques

- Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

0.1.4.1.3 Codes et règlements à observer dans le CCTP

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

Le code de l'Urbanisme :

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les Règles Professionnelles ;

Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN :

- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;

- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code général des collectivités territoriales (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville
- Les avis des Bâtiments De France ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales pour les travaux en marchés publics. Arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les attendus du permis de construire ;
- La note de sécurité ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

Pour tous les documents énoncés ci-dessus, il est retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux. L'Entrepreneur est tenu de signaler au maître d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessus et le projet (plans, Devis Descriptifs, etc...).

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

0.1.4.1.3.1 Commentaire

L'article 6 du code des marchés publics définit les spécifications techniques, il n'est pas catégorique dans l'interdiction des marques si l'on se réfère au paragraphe IV reproduit ci-après :

- *Les spécifications techniques ne peuvent pas faire mention d'un mode ou procédé de fabrication particulier ou d'une provenance ou origine déterminée, ni faire référence à une marque, à un brevet ou à un type, dès lors qu'une telle mention ou référence aurait pour effet de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits. Toutefois, une telle mention ou référence est possible si elle est justifiée par l'objet du marché ou, à titre exceptionnel, dans le cas où une description suffisamment précise et intelligible de l'objet du marché n'est pas possible sans elle et à la condition qu'elle soit accompagnée des termes ou équivalent.*

Le législateur à un regard sur deux niveaux :

L'article 6 du code des marchés publics définissant les spécifications techniques **est toujours en vigueur en 2023**. Cet article stipule que les prestations faisant l'objet d'un marché ou d'un accord-cadre sont définies dans les documents de la consultation par des spécifications techniques formulées soit par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles. Les spécifications techniques doivent être suffisamment précises pour permettre aux candidats de connaître exactement l'objet du marché et au pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché. **Elles peuvent inclure des caractéristiques environnementales**.

Sachant qu'en principe, la référence aux marques est interdite. En tout état de cause, si exceptionnellement on y recourt parce que les spécifications ne peuvent être décrites d'une autre manière, il faut impérativement y ajouter les mentions " ou équivalent ".

- Pour les matériaux courants tels que parpaings, cloisons, peintures, etc. (liste non exhaustive) les spécifications techniques peuvent être réalisées sans avoir recours à des marques ;
- Pour les autres plus techniques, de forme ou de finitions, on peut citer une marque avec la mention ou équivalent.

Il est donc ainsi possible :

- De citer des marques avec la mention ou équivalent
- D'imposer une marque en sachant que le matériau prescrit participe à l'architecture du projet. Attention toutefois à respecter l'esprit du paragraphe IV de l'article 6 qui dit qu'il ne faut pas éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits.

0.1.4.2 TYPE DE MARCHÉ DE TRAVAUX

0.1.4.2.1 Lot traité global et forfaitaire

Il est précisé aux soumissionnaires d'un ou plusieurs lots du présent AO , que dans le présent document il est fait le choix de traiter tous les ouvrages à **prix global et forfaitaire**. Le prix forfaitaire rémunère le présent titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le **CCTP**. Chaque ouvrage sera chiffré dans la **DPGF** et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document. et elle est un document qui détaille les ouvrages du projet et leur prix unitaire. Elle permet de déterminer le montant global et forfaitaire du marché

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots devra prendre connaissance des prestations des autres corps d'état dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens, et adapter son offre et ses propres travaux pour assurer une parfaite finition de l'ensemble de l'ouvrage.

Dans le cas où le soumissionnaire d'un ou plusieurs lots estimerait qu'il y a dans ce dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, le soumissionnaire devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Toute modification s'accompagnera d'une note explicative détaillée et jointe à son offre. De ce fait, si l'ouvrage concerné figure sur les plans, il ne pourra par la suite arguer d'un oubli de description et de localisation par l'auteur du présent document pour prétendre à un supplément concernant un ensemble d'ouvrages traités globalement au prix forfaitaire et faisant l'objet du présent marché.

0.1.4.3 CONTENU DU PRIX DU MARCHÉ

Les soumissionnaires sont contractuellement réputés, avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.) ;

Les soumissionnaires doivent avoir pris connaissance :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause ;
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de l'Équipement, services municipaux, service des Eaux, Électricité de France, Gaz de France, services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.).

Une fois attributaire de l'un des lots, qu'il pourra utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Elles devront en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à leurs frais. Les prix s'entendent pour les travaux terminés dans les règles de l'Art.

Le prix du marché comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des consuels et l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et inter-attributaire, qui ne saurait être modifiés pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans. Il comprend toutes les taxes fiscales et parafiscales en vigueur.

0.1.4.4 DÉSIGNATION DU LOT PRINCIPAL

0.1.4.4.1 Lot principal : GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est :

Le lot n° 02 : GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES

0.1.4.5 ATTRIBUTION DES MARCHÉS

0.1.4.5.1 Marché d'entreprises séparées

Le présent CCAP s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entrepreneurs attributaires et dits séparés pour l'ensemble des travaux de bâtiment, les installations techniques et agencements. Lesdits attributaires des marchés séparés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales. Ces entrepreneurs attributaires participent donc aux dépenses dites communes de chantier (voir compte prorata).

0.1.5 DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

0.1.5.1 LECTURE ET INTERPRÉTATION DU CADRE DE BORDEREAU

0.1.5.1.1 Lecture et étude cadre de bordereau

Un cadre de bordereau (DPGF) sera joint au dossier d'appel d'offres avec ou sans les quantités du maître d'œuvre et il servira de guide à la remise de prix des soumissionnaires d'un ou plusieurs lots. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) est un document qui décompose les différents éléments entrant dans le prix forfaitaire d'une prestation à réaliser par lot de chaque soumissionnaire.

La DPGF a une valeur contractuelle et doit être annexée au marché public. Elle permet de déterminer le coût global des travaux et de faciliter la comparaison des offres des soumissionnaires.

Chaque soumissionnaire est tenu de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre.

0.1.6 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Il incombera à L'entrepreneur de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné, il en prendra la responsabilité.

En tout état de cause, il incombera à chaque adjudicataire du présent marché et/ou à son ou ses fournisseurs, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

0.1.6.1 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement

requis par la réglementation pour l'emploi envisagé.

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

0.1.6.2 COMPORTEMENT AU FEU DES OUVRAGES

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages mis en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme et autres exigences, dans tous les cas ceux exigés par la réglementation en vigueur au moment de l'AO et en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

0.1.7 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Règlement, codes, lois, cahiers et avis applicable aux marchés publics.

Ci-dessous :

0.1.7.1 RÈGLEMENT, CODES, LOIS, CAHIERS ET AVIS APPLICABLE AUX MARCHÉS PUBLICS

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Code civil ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité ;
- Le permis de démolir.
- Le permis de construire.
- La note de sécurité.
- Les rapports du bureau de contrôle et de leurs applications.
- Les avis du coordonnateur de sécurité "CSPS" et de leurs applications.
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir ;
- Le règlement sanitaire duquel relève la ville ;
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Législation concernant les travaux de désamiantage ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RE 2020) "Réglementation Environnementale" est en vigueur et est obligatoire pour tous les bâtiments neufs depuis le 1er janvier 2022. et remplace à terme la RT 2012 ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés. La loi du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- **Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1er avril 2021 ;**
- **Application de la NF P 03-002 d'octobre 2014.** Le présent document a pour objet de mettre à la disposition des intéressés un "Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de génie civil faisant l'objet de marchés privés". Le présent document s'applique aux travaux neufs ainsi qu'aux travaux de transformation et de réparation de tous ouvrages de génie civil.
- **Application du code des marchés publics depuis le 1er avril 2019 " Code de la commande publique au 1 avril 2019 " ;**
- NF X 46-011, Travaux de traitement de l'amiante modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises.
- Normes AFNOR ;
- Prescription technique du concessionnaire EDF ;
- Prescriptions techniques du CSTB ;
- Application de la REP PMCB ;
- **Et en conclusion :** tous les autres textes dits réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité des biens et des personnes.

Liste ci-dessus non limitative.

0.1.7.1.1 Si il y a une divergences entre ces différents documents, la hiérarchie est la suivante

CCAP, CCTP, CCAG, CCTG, actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché, offre du titulaire.
Cette hiérarchie est établie par le cahier des clauses administratives.

Liste des documents remis ou pour consultation du présent projet:

- Avis de marché ;

- Cahier des clauses administratives générales CCAG/T.
- Cahier des clauses technique générales CCTG
- Cahier des clauses particulières CCAP et CCTP
- Acte d'engagement
- Bordereau de prix;
- Règlement de la consultation;
- Documents de la consultation DCE.

0.1.8 EXIGENCES FONDAMENTALES

Dans le présent projet les soumissionnaires ayant été attributaires de un ou plusieurs lots devront respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- La sécurité incendie ;
- L'accessibilité handicapé ;
- La prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- La protection contre le bruit ;
- La santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- La performance énergétique et la réglementation thermique ;
- Écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment .

Chaque soumissionnaires devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place .

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal de classement.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

Il incombera à chaque attributaire d'un ou plusieurs lots de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du bâtiment et du local concerné et de fournir les procès-verbaux correspondants

Nota :

En tout état de cause, il incombe à l'attributaire d'un ou plusieurs lots et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés

0.2 OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

0.2.1.1 RECONNAISSANCE ET VISITE DES LIEUX

Les soumissionnaires du présent marché sont réputés par le fait d'avoir visité le site et remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- D'avoir eu connaissance de tous les plans et documents graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, ainsi que de toutes les indications sur les plans annexés au présent projet ;
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé :

- Les soumissionnaires du présent marché sont ainsi réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.
- Aucun soumissionnaire d'un ou plusieurs lots ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.
- Les réserves éventuelles devront être formulées au moment de la soumission. Il est précisé qu'aucune contestation ne sera prise en compte après la notification du marché.
- Un état des lieux contradictoire sera dressé en présence du maître d'ouvrage et d'un huissier. Les honoraires et le référé préventif en début d'opération seront à la charge du maître d'ouvrage et cela avant le démarrage des travaux.
- Les soumissionnaires du présent marché devront prendre toutes précautions et mesures de protection des personnels, y compris celles environnementales et notamment en ce qui concerne le bruit.

En fonction de leur lot , chaque soumissionnaire est réputé avoir, au préalable avoir :

- Pris connaissance du plan de masse, de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Apprécie toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités ;
- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux,

stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc) ;

Contrôlé toutes les indications des documents lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la maîtrise d'œuvre et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, Orange, La Poste, etc) et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

0.2.1.2 PROTECTION DES EXISTANTS

Protection des ouvrages existants

Avant toute exécution de travaux des existants, l'attributaire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles et nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

L'attributaire du lot de gros-œuvre doit (sauf stipulation contraire dans le CCTP), pendant toute la durée des travaux, la protection mécanique contre les ébranlements et les chocs des arêtes et des saillies, contre les épaufrures et contre la dessiccation et le gel des divers revêtements avant la mise en service et l'enlèvement de la protection en fin de chantier. En outre, il doit la réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours de travaux, soit à la réception.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux qui sont utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les revêtements de sols et plus particulièrement ceux qui sont en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou en pierre, le cas échéant ;
- Les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux qui sont avec revêtements textiles et moquette ;
- Les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- Les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par film plastique, des écrans anti poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque attributaire du présent marché devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entreprise du lot de gros œuvre ou à défaut par un attributaire principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'attributaire qui lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'attributaire concerné et cela en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'attributaire incriminé aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreront nécessaires.

Prises en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge de chaque lot dans les conditions suivantes :

- Les frais de protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état ;
- Les frais de protections communes seront à la charge de l'attributaire dit principal de gros œuvre ou à défaut de l'attributaire ayant la part la plus importante des travaux intérieurs à réaliser, à savoir :

L'attributaire du lot n°01 - GROS-ŒUVRE - ETANCHEITE

Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les attributaires du présent marché dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

Les documents d'urbanisme qui réglementent l'utilisation du sol peuvent comporter des dispositions qui visent à la protection de l'arbre. Ces règles s'appliquent au domaine public, mais peuvent également concerner les propriétés privées.

Le PLU, ou POS, peut définir des objectifs de protection des paysages, et notamment édicter des mesures de nature à assurer la protection du patrimoine arboré.

Le règlement du PLU délimite les zones urbaines et naturelles et fixe les dispositions qui s'y appliquent. Quel que soit le type de zone (N, U, AU...), le règlement peut comporter des prescriptions relatives aux arbres. Il est possible :

- D'interdire ou de limiter l'abattage ;
- De définir des obligations de plantation ou de replantation en fonction de la nature d'occupation du sol (parking, logement...) et de la surface (N arbres par m2).

États des lieux

Le lot principal fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et après finition de ceux-ci.

Cet état des lieux sera établi par huissier, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

Chaque soumissionnaire doit dès sa visite sur site toutes les investigations complémentaires qu'il jugera utiles pour apprécier l'état des bâtiments mitoyens ainsi que l'état des abords et reste seul responsable des désordres qui pourraient intervenir en cours de chantier ou ultérieurement.

Les frais de ces états des lieux seront supportés par les adjudicataires et portés au compte prorata.

Plans des existants

Les plans des existants suivant sont annexés au dossier :

Ces documents graphiques :

- Sont des documents d'origine de la construction, ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel ;

Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les soumissionnaires étant devenus attributaires d'un ou plusieurs des lots du présent marché sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les attributaires du présent marché procéderont sous leur seule responsabilité, à la totalité des levés de cotes qui leur sont nécessaires.

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité.

Les travaux de démolition devront en revanche respecter strictement les spécifications des « Spécifications techniques générales », les différentes réglementations les concernant et notamment :

- Les prescriptions du permis de démolir, coordonnateur sécurité et protection de la santé ;
- Les réglementations locales concernant les démolitions ou, à défaut, les instructions des services publics concernés et notamment du permis de démolir ;
- Toutes les réglementations concernant la sécurité, l'hygiène et la sécurité sur les chantiers, la protection de l'environnement, les limitations des bruits de chantier, etc.

Chaque attributaire sera censé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché, s'être rendue sur place et avoir effectué une visite détaillée des lieux pour établir leur offre.

Coupages des fluides - Consignation des réseaux

Il appartiendra à l'attributaire du lot fluides de prendre ainsi contact en temps voulu avec les services techniques de la ville, les services concessionnaires et les entreprises des lots techniques concernés, avant tous travaux de déposes ou de démolitions, pour s'assurer que les coupures des fluides ont bien été effectuées et que les bâtiments sont bien isolés des réseaux.

Une attestation de bonne exécution de ces coupures de fluides sera exigée.

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix des adjudicataires qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par chaque adjudicataire dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, chaque attributaire du présent marché aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à chaque attributaire dans leur lot respectif et qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Échafaudages - Agrès - Protections - Etc.

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'attributaire du lot de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- Causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines ;
- Entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres, si minimes soient-ils, aux existants.

Bruits de chantier

Compte tenu des conditions du chantier, il devra être apporté une attention particulière aux bruits de chantier.

Les attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux attributaires de chaque lot de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

Stockage de matériaux sur les planchers existants

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devra être établi sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à leur avancement normal, il appartiendra à chaque attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent marché de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'attributaire de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de adjudicataire du lot responsable.

Prescriptions particulières aux travaux de gros œuvre dans existants

Pour l'exécution des travaux de reprises en sous-œuvre, de percement de baies, etc., l'attributaire du lot de gros œuvre devra prendre toutes dispositions et précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants.

Il devra notamment :

- Exécuter tous étalements et étrésillonnements avant les travaux ;
- Procéder aux reprises par petites parties ;
- Obtenir un serrage parfait des nouvelles maçonneries sous celles existantes par mise en œuvre de coins de serrage ou par tout autre procédé.

Il est bien entendu que chaque adjudicataire d'un ou de plusieurs lots du présent marché aura à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix forfaitaire du lot gros œuvre.

Maintien en état des voies, réseaux, etc.

L'entrepreneur du lot de gros œuvre, ou l'attributaire désigné principal, sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, et installations de toutes natures, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

Cet attributaire est nommément désigné dans le CCTP devra dans tous les cas prévenir les propriétaires fermiers ou concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt au maître d'ouvrage les permissions, arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra, à ses frais, assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

Ledit attributaire dénommé ci-dessus ne saurait se prévaloir à l'encontre de la responsabilité du présent article des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

L'attributaire fera, le cas échéant, son affaire de la répartition des frais découlant des obligations du présent article, entre les différents adjudicataires des autres lots intervenant sur le chantier en fonction de leur responsabilité quant à la cause de ces frais.

Percements - Scelllements - Rebouchages - Raccords - Etc.

Tous les percements, trous de scelllements, tranchées, saignées, scelllements, rebouchages, etc., dans les murs, cloisons, planchers, etc., existants, nécessaires pour les travaux, seront réalisés par L'entrepreneur de ce corps d'état.

Cet adjudicataire aura également à réaliser les raccords de plâtre ou autres, selon le cas.

Percements - Trous de scellement - Tranchées - Saignées - Etc.

Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants.

Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.

Scelllements

Dans le cas général, les scelllements se feront au mortier de ciment et sable fin. Les cales en bois dans les scelllements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans les parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer.

Fourreaux

Les fourreaux seront soit en tube acier peint au minium **sans plomb**, ou en PVC .

Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf au cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans le cas où un isolement phonique est nécessaire entre locaux, le vide entre le fourreau et le tuyau devra être bourré avec un matériau isolant.

Raccords

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Raccords de peinture et de papiers peints

Sur les parois et plafonds conservés dans leur état actuel :

- Les raccords de peinture et de papiers peints ne font pas partie des travaux du présent marché ;
- ou
- Les raccords de peinture seront à la charge de l'attributaire du lot peinture ainsi que les raccords de papier peint ; à défaut de papier peint d'origine disponible, ceux-ci seront à réaliser par peinture d'un ton adapté.

Nettoyages

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et les attributaires devront prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, les attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché devront enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, les attributaires de chaque lot devront, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel ils les ont trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de chaque attributaire sauf les frais des nettoyages en fin de travaux qui seront à la charge de l'attributaire étant intervenu à l'intérieur du bâtiment, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

En cas de non-respect par les attributaires de leurs obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par un intervenant extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles des attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent marché, et aux frais de ces derniers.

Pendant l'exécution des travaux

Le bâtiment et le site devront être maintenus, en permanence, en parfait état de propreté, les gravois étant évacués chaque jour du chantier.

Nettoyage en fin de chantier

Le nettoyage sera réalisé en trois phases :

Phase 1. Avant opérations préalables à la réception (OPR)

- Dépoussiérage, balayage, enlèvement des protections pour l'ensemble des locaux, vitrage, matériel et équipements, afin de permettre le contrôle quantitatif et qualitatif des ouvrages, appareils, châssis, etc.

Phase 2. Après levée des réserves d'OPR et avant réception

- Nettoyage final et complet de l'ensemble des locaux, appareils, vitres, équipements, etc., pour la livraison des locaux au maître d'ouvrage.

Phase 3. Après levée des réserves suivant la réception

- Nettoyage des locaux et des accès au lieu des levées de réserves.

Nettoyage des espaces extérieurs et des voiries y compris évacuation des gravois

Contrôle et nettoyage des canalisations d'assainissement

Une vérification de l'état des canalisations devra être effectuée au compte de l'attributaire du lot concerné. Cette vérification portera également sur le branchement de chaque colonne pour détecter d'éventuelles inversions de raccordement aux réseaux.

Ce contrôle sera effectué par le titulaire du lot gros œuvre :

- Après exécution des ouvrages de gros œuvre ;
- Pour la réception des travaux.

Les opérations de nettoyage ou de mise en conformité qui s'avéreraient nécessaires seront à la charge de l'attributaire précité.

De manière quotidienne

Tout chantier devant impérativement, afin de travailler sereinement, être propre et ordonné, le maître d'œuvre aura tout pouvoir pour faire intervenir un intervenant extérieur spécialisé dont la prestation sera imputée, et ce en cas de défaillance constatée dans le délai de 24 h après demande du maître d'œuvre des attributaires incriminés du présent marché (pour leur non-intervention) .

Sortie et enlèvement des matériaux de démolition et gravois

Chargement par tous moyens et enlèvement du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition du présent lot, de tous les matériaux, tous les gravois et décombres, bois, métaux, etc.

Transport par tous moyens et à toute distance, lieu de dépôt au choix de chaque adjudicataire et cela dans le cas où il n'est pas mis à disposition de bennes appropriées aux divers matériaux , pour élimination en centre de stockage des déchets ultimes (CDSU) classe 1, 2 ou 3 ou en décharge contrôlée, en fonction de la classification des gravois. L'attributaire aura à sa charge tous frais de droit de décharges et autres sujétions.

Tous les travaux prévus au marché comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier comprenant :

- Chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt reste au choix de l'attributaire à toute distance et (sera compris dans le détail du prix du m3 en fonction du type de son offre), tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'attributaire du présent marché

Gestion et collecte sélective des déchets

Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets à la source peut être réduite :

- Par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets ;
- En préférant la production de béton hors du site ;
- En privilégiant la préfabrication en usine des aciers.

Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matériaux.

Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Les pertes et les chutes seront réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Modalité de la collecte

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront :

- La signalisation des bennes et points de stockage ; l'identification des bennes sera notamment assurée par des logotypes facilement identifiables par tous.
- Des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail.
- Le transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage.
- Une aire centrale de stockage comprenant :
 - * Benne ou emplacement matérialisé pour le bois ;
 - * Benne ou emplacement matérialisé pour métaux non ferreux et stockage du fer ;
 - * Benne ou container pour le papier et le carton ;
 - * Benne pour les déchets industriels banals (DIB) ;
 - * Benne pour le plâtre ;
 - * Benne béton/ciment, maçonnerie brique ;
 - * Bag déchets industriels spéciaux solides ;
 - * Bag déchets industriels spéciaux liquides.
- L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation qui seront recherchées à l'échelle locale :
 - * Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage ;
 - * Déchets métalliques : ferraille ;
 - * Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités ;
 - * Déchets respectueux de l'environnement : compostage ;
 - * Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II ;
 - * Peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I ;
 - * Divers (classés en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II.

Modalités de suivi des déchets

Les modalités de suivi des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier. Elles comporteront notamment au niveau des contrôles :

- La fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets ;
- La tenue d'un registre des déchets de chantier précisant la nature, le volume et le tonnage, la date de transport, la destruction, la valorisation et le coût ;
- La présentation des justificatifs de valorisation ;
- L'établissement de bilans intermédiaires faisant apparaître les écarts éventuels vis-à-vis des quantitatifs prévisionnels.

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtres d'ouvrage, adjudicataires du présent marché, maître d'œuvre...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, L'attributaire expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.) ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre et du coordinateur environnemental quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Bennes pour gravais et déchets

Il devra être mis en place des bennes pour recevoir les gravais, emballages et autres petits déchets en provenance des travaux, à l'exclusion :

- Des matériaux de démolition des toitures ;
- Des gravais de démolition de gros œuvre ;
- Des matériels sanitaires et de chauffage déposés ;
- Des menuiseries et protections déposées, qui seront enlevés directement du chantier par les entrepreneurs respectifs.

Ces bennes devront être remplacées au fur et à mesure de leur remplissage.

Ces bennes seront à installer aux emplacements à définir pendant la période de préparation.

L'installation et le remplacement de ces bennes seront à la charge de L'entrepreneur du lot n° ...

Les frais en seront portés au compte prorata.

Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravais et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'attributaire du lot de gros œuvre ou dit aussi principal aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- Cet attributaire dit principal aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des attributaires ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les attributaires resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers.

0.2.1.3 SAUVEGARDE DES PROPRIÉTÉS VOISINES CONTIGÜES

Sauvegarde des propriétés voisines contiguës

L'attributaire du lot devra toujours prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas et cela, pendant la durée des travaux, ainsi que de la sauvegarde et le maintien en leur état de début de chantier les propriétés voisines contiguës ou non bâties.

Sauvegarde des propriétés bâties

La présente opération comporte l'exécution d'ouvrages contigus à des constructions existantes.

En conséquence, l'attributaire désigné ci-avant du lot pour le présent marché devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui sont imposées par ces conditions de chantier particulières.

Cet attributaire du lot sera contractuellement réputée avoir procédé, avant tout début de travaux, à une visite en détail des lieux pour reconnaître les principes des structures des existants, et leur état de conservation, la nature et la qualité des matériaux constituant ces existants, ainsi que toutes les particularités des constructions existantes.

De ce fait, cet attributaire du lot est réputé connaître toutes les conditions et contingences particulières dont il aura à tenir compte lors de l'exécution de ses travaux.

Toutes dispositions devront être prises en temps voulu pour éviter dans tous les cas tous dommages ou désordres, si minimes soient-ils, aux existants, tant en ce qui concerne les détériorations et dommages en cours d'exécution des travaux, qu'en ce qui concerne les désordres pouvant apparaître après finition de ces travaux.

Il devra également assurer le cas échéant l'étanchéité des existants pendant les travaux.

Dans le cadre de ces dispositions et précautions à prendre, cet attributaire du lot devra notamment, le cas échéant :

- Réaliser tous étalements et étré sillonnements des existants, s'il y a lieu ;
- Dans le cas de travaux de fondations à proximité d'un existant, procéder aux travaux par petites parties ;
- Mettre en place toutes protections des existants qui s'avéreront nécessaires, telles que panneaux, cloisons et planchers de garantie, garde-gravais, bâches, etc.

En cas d'utilisation de gros engins, l'emploi de ceux-ci ne devra en aucun cas causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles soient perceptibles dans les existants. Il en sera de même pendant l'emploi de trépan pour la traversée de roches ou anciennes fondations.

Il est bien entendu que cet attributaire du lot aurait, le cas échéant, à supporter toutes les conséquences des détériorations, dommages et désordres qui apparaîtraient sur les existants en cours d'exécution de ses travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux dispositions du présent article font implicitement partie des prix du marché du lot.....

Sauvegarde des propriétés non bâties

Les propriétés contiguës non bâties ne devront en aucun cas subir des dommages du fait des travaux.

Toutes dispositions seront à prendre par l'ensemble des lots et de cet attributaire du lot à ce sujet, pour éviter notamment toutes chutes de matériaux ou de gravois dans ces propriétés.

Les plantations en particulier ne devront le cas échéant subir aucun dommage, de même que les ouvrages de clôtures.

Travaux à réaliser dans des établissements en service

Les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant.

Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Les attributaires du présent marché devront en fonction de leur lot prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

Sécurité des personnes

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

Protection et sauvegarde des abords du chantier

Les abords du chantier ainsi que les zones utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par les attributaires de chaque lot à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les l'attributaire défaillant.

Clôtures intérieures des zones de chantier

Comme il est dit ci-avant, le chantier est situé à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement en service.

Dans ces conditions, et afin de limiter dans la mesure du possible les perturbations au fonctionnement normal d'une part, et pour assurer la sécurité des personnes, d'autre part, il sera nécessaire d'installer les clôtures provisoires de chantier.

Ces clôtures devront isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux.

Ces clôtures pourront être réalisées au choix de attributaire du lot soit en bois, soit en bardage, elles auront une hauteur minimale de 2 m au-dessus du sol, et elles comporteront les portes nécessaires.

Il aura à sa charge :

- L'installation des clôtures compris toutes fournitures ;
- L'entretien de ces clôtures pendant la durée du chantier ;
- La dépose et l'enlèvement des clôtures en fin de chantier et la remise en état d'origine du terrain à l'emplacement.

Ces clôtures seront mises en place à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases du chantier, et leurs tracés seront mis au point par attributaire du lot GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS – CLÔTURES et le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

Modularité des panneaux :

- La modularité des panneaux doit permettre une souplesse d'implantation de la clôture en fonction des obstacles éventuels et du relief ;
- Elle doit permettre l'insertion ou la suppression aisée de portes d'accès pour piétons ou pour véhicules de chantier ;
- Elle doit être facilement démontable.

Relief de la face apparente des panneaux

Les clôtures seront constituées d'éléments jointifs fixes présentant un relief dissuadant la pose d'affiches et la réalisation de graffitis.

Couleur des panneaux

La (les) couleur(s) de(s) la clôture(s) sera (seront) conforme(s) aux prescriptions des services.

Matériaux des panneaux de clôture

- Panneaux en acier avec reliefs.
- Les ossatures des panneaux de remplissage ainsi que celle des supports de signalisation et d'information devront être en métal traité anticorrosion et résistantes aux chocs.

Sécurité

- Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.
- Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.
- À cet effet, une lisse horizontale doit recouvrir la partie supérieure du panneau de remplissage de la clôture.

Espace libre en partie basse

La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Adaptation au relief

Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Adaptation de dispositifs urbains divers

La pose des clôtures sera accompagnée de l'implantation de dispositifs divers nécessaires au fonctionnement du site pendant la durée du chantier : panneaux de signalisation routière et piétonne et panneaux d'information, réceptacles de propreté, bornes de protection.

La fixation de ces dispositifs à la clôture ou au sol devra être démontable et se faire soit directement sur un élément de structure porteuse de la clôture, soit indirectement par l'intermédiaire d'un accessoire adapté dont la couleur sera la même que celle de la clôture.

Socles et fixation au sol

- Les socles et fixations au sol doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.
- Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.
- Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.
- À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conformes au projet.

L'attributaire du lot est chargé de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Les portails d'accès avec serrures à faire agréer par le maître d'ouvrage ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.

Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

À la charge de l'attributaire du lot 02 - GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES

Frais consécutifs aux prescriptions du présent article

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent chapitre seront implicitement compris dans le prix des marchés.

0.2.2 PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET**0.2.2.1 VÉRIFICATION DES DOCUMENTS****0.2.2.1.1 Vérification des pièces écrites**

Chaque soumissionnaire participant à un appel d'offres public est soumis à des obligations légales et réglementaires. Ainsi, il admet avoir une parfaite et totale connaissance du projet par le seul fait de soumissionner, non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'État mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot et de ceux ayant un lien direct avec son lot ou de ses lots.

En ce qui concerne la vérification des pièces écrites dans les documents du maître d'œuvre, il est recommandé à chaque soumissionnaire de vérifier attentivement les documents fournis par le maître d'œuvre et de lui signaler par écrit toute erreur ou omission dès que possible. Dans les cas d'un manque de pièces lors de l'édition des devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement dans l'AO, celles-ci peuvent à tout moment être consultées au bureau de la maîtrise d'œuvre et ou lui être envoyées par e-mail.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les dimensions mentionnées dans le devis descriptif différeraient de celles portées sur les plans, le soumissionnaire est tenu d'envisager pendant son étude la solution la moins onéreuse et elle est dite forfaitaire pour des ouvrages en parfaite finition. Il lui est fait également l'obligation et cela avant sa remise d'offre de faire par écrit toute remarque auprès du maître d'œuvre. Une fois qu'il passe de l'état de soumissionnaire à l'état d'attributaire d'un ou plusieurs lots, il ne pourra plus prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

0.2.3 DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**0.2.3.1 DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

La Qualité environnementale des bâtiments consiste à maîtriser les impacts des bâtiments sur l'environnement extérieur et à créer un environnement intérieur sain et confortable. Il s'agit d'une réponse opérationnelle à la nécessité d'intégrer les critères du développement durable dans l'activité du bâtiment. Cette qualité environnementale intéresse chacun d'entre nous et la collectivité. Elle a pour objectifs la qualité de vie de l'occupant et la protection de notre environnement. Elle se donne pour ambition que notre développement soit "durable". La qualité environnementale suppose une prise en compte de l'environnement à toutes les étapes de l'élaboration et de la vie des bâtiments : programmation, conception, construction, (gestion, utilisation, démolition).

Tous les acteurs de la construction sont concernés, ils doivent donc agir de manière concertée.

0.2.3.2 IDENTIFICATION DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX SIGNIFICATIFS

Le processus d'identification des aspects environnementaux significatifs vise à déterminer les priorités du système de gestion environnementale. La norme ISO 14004 précise que la politique, les objectifs et les cibles doivent être choisis en fonction de ces aspects et des impacts qui leurs sont associés.

L'essentiel à savoir est que lorsqu'une entreprise met en place un système de management environnemental selon la norme ISO 14001, elle doit déterminer ses aspects environnementaux significatifs (AES) (chapitre 6.1.2 de la norme). L'identification des AES est essentielle dans la mise en

œuvre du SME puisque ces aspects environnementaux vont être à l'origine de la définition des objectifs et des cibles, des plans d'actions et des mesures d'amélioration, des programmes de formations, etc. Il s'agit en fait d'effectuer une analyse des risques appliquée à l'environnement.

L'aspect environnemental correspond à tout ou partie d'une activité, d'un produit ou d'un équipement de l'installation qui a ou peut avoir un impact sur l'environnement. Les aspects qu'il faut identifier sont ceux :

- Que l'entreprise peut maîtriser ;
- Ou sur lesquels elle peut avoir une influence (par le changement de produits ou de process, la modification des activités, les commandes auprès des fournisseurs, etc.) ;
- D'identifier les Aspects Environnementaux et leurs impacts ;
- Caractériser les Aspects Environnementaux AE ;
- Déterminer les Aspects Environnementaux Significatifs (AES).

0.2.4 SERVITUDES DE CHANTIER

Chaque soumissionnaire participant à un appel d'offres public est soumis à des obligations légales et réglementaires. En ce qui concerne les servitudes de chantier, il est important de noter que les règles et recommandations peuvent varier en fonction de la nature et de la valeur du marché public concerné.

Règles dites générales

- Ainsi, les servitudes de chantier sont des contraintes imposées aux soumissionnaires du présent marché afin de garantir la sécurité des travailleurs et du public, ainsi que pour minimiser les impacts environnementaux et sociaux.
- Les servitudes de chantier peuvent inclure des restrictions sur l'utilisation des routes et des voies publiques, des exigences en matière de signalisation et d'éclairage, des limites de bruit et de poussière ainsi que des exigences en matière de gestion des déchets avec un tri sélectif approprié (REP : Responsabilité Élargie des Producteurs) et de protection de l'environnement.
- Il est donc recommandé aux soumissionnaires de se familiariser avec les règles et recommandations spécifiques applicables à leur marché public, ainsi qu'avec les exigences du maître d'œuvre en matière de sécurité, d'environnement et de qualité. Les soumissionnaires doivent également s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour respecter ces exigences avant de soumissionner un appel d'offres public.

0.2.4.1 CONTRAINTES PARTICULIÈRES

Chaque soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché prendra en compte toutes les précautions et sujétions accessoires inhérentes aux servitudes du site, de l'environnement, du voisinage et des ouvrages ou installations techniques à préserver et feront en sortes de limiter les nuisances du chantier.

0.2.4.1.1 Protection des existants suivant SPS

La protection de l'immeuble pendant les travaux. Se conformer aux prescriptions du plan général de coordination et du coordonnateur sécurité CSPS.

0.2.4.1.2 Nuisances sonores et poussières

La limitation des nuisances du chantier vis-à-vis des immeubles mitoyens ou voisins. Cela concerne les nuisances sonores, les poussières et l'encombrement du trottoir et de la voirie. Chaque soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra notamment réaliser les travaux bruyants dans des plages horaires à définir en concertation avec le maître d'ouvrage

0.2.4.1.3 Accès et circulation

Les accès et la circulation des piétons Le trottoir de la rue devra rester normalement libre et praticable. Toutes précautions seront prises tant en façade avant qu'en façade arrière pour assurer la sécurité des personnes. Chaque soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots fera son affaire pour toute injonction éventuelle émanant des pouvoirs publics.

0.2.4.1.4 Installations de chantier

Les installations de chantier seront aménagées suivant le plan d'implantation du maître d'œuvre.

Les emprises inévitables sur le trottoir pour les approvisionnements, le chargement des bennes à gravois et les branchements divers seront de toute manière soumises aux autorisations administratives requises et aux droits y afférent.

0.2.4.1.5 L'exploitation d'une partie de locaux existants

L'exploitation d'une partie de locaux existants pendant les travaux. Il faudra séparer le chantier, éviter les nuisances du chantier (bruit et poussière) et faire en sorte que les réseaux et installations techniques qui desservent les locaux existants soient opérationnels et permettent l'exploitation dans des conditions normales de sécurité.

0.2.5 PRISE DE POSSESSION DU SITE

Dès que la candidature du soumissionnaire d'un ou plusieurs lots aura été retenue et suivant la date du démarrage de ses travaux, Ledit attributaire prendra possession du dit chantier dans l'état où il se trouve et il devra tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du maître d'ouvrage. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais.

Le premier intervenant est le lot Gros-Terrassement, alors ce lot devra prendre possession du dit chantier dans l'état où il se trouve et il aura tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du maître d'ouvrage. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais. L'entrepreneur du présent lot devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier (Travaux sur voirie etc.).

0.2.5.1 CONSTATS D'HUISSIER

0.2.5.1.1 Constat d'huissier contradictoire

Dans tous les cas c'est l'attributaire qui intervient en premier sur les lieux qui à la charge de réaliser le constat d'huissier et notamment lorsque les travaux comportent de démolitions et ou autres travaux.

Dans le présent projet c'est le lot 02-GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Des constats contradictoires seront établis sous forme de constat par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la maîtrise d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement.

Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du :

- De l'attributaire et cela pour chaque lot avant leur intervention.

0.2.5.2 DÉMARCHES AUPRÈS DES CONCESSIONNAIRES ET AUTRES

0.2.5.2.1 Démarches et autorisations auprès des services publics

Il est précisé à chaque attributaire dans le cas où il est le seul intervenant :

Que si dans le cadre du présent projet le présent attributaire est le seul intervenant :

- Qu'il lui appartiendra d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes nécessaires auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Tous les frais en résultant qui seront compris dans son offre..
- Qu'il devra fournir les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

En effet, conformément à l'article correspondant du CCAP rendant applicable aux marchés dits privés de la norme NFP 03.001 et ceux du CCAG Travaux publics approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et est entré en vigueur le 1er avril 2021 123. Les dispositions du CCAG Travaux 2021 s'appliquent aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2023 et suivant cas des prescriptions du PGCSPS seront chiffrés dans ce poste.

0.2.6 SOLIDITÉ DES OUVRAGES EXISTANTS

0.2.6.1 SOLIDITÉ DES EXISTANTS ET HÉBERGÉS

Les règles et obligations en matière de solidité des existants et hébergés dans le cadre d'un marché public peuvent varier en fonction de la nature et de la valeur du marché public concerné.

En général, avant toute intervention sur un site public, lors de son étude chaque soumissionnaire doit avoir effectué une analyse préalable des risques et des contraintes liés à l'environnement existant, notamment en matière de sécurité, de santé et d'environnement et cela afin que lesdites contraintes soient prises en compte dans son offre dite forfaitaire.

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots doit également respecter les règles et les normes applicables en matière de construction, de rénovation et de maintenance des bâtiments et des infrastructures publiques. En outre, chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots doit se conformer aux exigences du maître d'œuvre en matière de formalisme des engagements, de modalités de contrôle et de la prise en compte des variations économiques.

Il est donc recommandé à chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots de se familiariser avec les règles et les normes spécifiques applicables à leur marché public, ainsi qu'avec les exigences du maître d'œuvre en matière de sécurité, d'environnement et de qualité. Les soumissionnaires d'un ou plusieurs lots doivent également s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour respecter ces exigences avant de soumissionner un appel d'offres public.

0.2.6.1.1 Appréciation de la solidité des ouvrages existants

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet, qu'il devra en fonction de son ou de ses lots, tout sondage approprié pour connaître les caractéristiques (les sections, autres) des éléments des ouvrages sur lequel il doit intervenir :

Exemple :

- * Changeant de destination avec une augmentation ou diminution de la charge d'exploitation ou la présence de nouveaux ouvrages ;
- * Création d'ouvrages neufs (cas de la surélévation). Les notes justificatives de la solidité de la structure existante avec les travaux neufs envisagés seront transmises pour avis technique (planchers, poutres, poteaux, fondations, etc.). Un phasage de démolition des cloisons existantes.
- * Modification par le remplacement d'ouvrages porteurs ;

Etc.

0.2.7 RÉALISATION DES OUVRAGES

0.2.7.1 OBLIGATION DES RÉSULTATS

L'obligation de résultat est un concept juridique qui implique qu'une partie à un contrat s'engage à atteindre un résultat déterminé contractuellement. En cas de manquement à cette obligation, la partie défaillante engage sa responsabilité contractuelle.

Il n'existe pas de texte de loi unique qui détermine l'obligation de résultat. Cependant, l'article 1137 du Code civil français traite des vices du consentement dans le cadre d'un contrat et définit le dol comme étant le fait pour un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges, ou par réciprocité dolosive c'est-à-dire par silence intentionnel.

Dans le cas où l'attributaire d'un ou plusieurs lots est dit débiteur, alors il sera condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, s'il ne justifie pas que l'exécution a été empêchée par la force majeure.

0.2.7.1.1 Engagement pour la réalisation de l'ouvrage

Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot devra exécuter l'ensemble de ses ouvrages en parfait état de finition suivant les plans de l'appel d'offres et conforme à son offre de prix. Il assurera également une parfaite coordination avec l'ensemble des autres titulaires des autres lots dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-dessous. Il est soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

- Il est à noter que tous les plans joints au présent dossier marché représentent graphiquement certains principes en complément au présent document. Ces plans ont pour objet de situer les prestations du présent lot dans le présent projet. Ces plans sont dits des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés et elles ne sont qu'indicatives et non limitatives ;
- Le présent lot devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat ;
- Lors de la mise en œuvre de ses ouvrages, l'attributaire devra respecter impérativement toutes les dispositions techniques, architecturales, géométriques ainsi que tous les documents qui lui ont été remis, de leurs annexes et dans les plans divers. Certaines techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages peuvent être omis dans le dossier, dans ce cas l'attributaire devra alors par son savoir-faire propre à son lot en faire la réalisation, et cela dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur au moment des travaux ;
- L'attributaire du présent lot devra proposer au maître d'œuvre ses plans d'exécution pour Visa avant tout démarrage de ses travaux et se reporter impérativement aux pièces générales du marché de ses annexes ainsi qu'aux documents dits particuliers de chacun des lots afin d'en avoir une parfaite connaissance.

0.2.8 DIAGNOSTICS

0.2.8.1 DIAGNOSTICS AMIANTE

Les soumissionnaires sont informés que dans le présent marché de démolition/déconstruction, le maître d'ouvrage qu'un diagnostic amiante a été fait et il est joint au présent document de l'AO.

0.2.8.1.1 Diagnostic en matière de recherche de matériaux amiantifères

Il est fait ici le rappel aux soumissionnaires de l'état actuel de la réglementation ci-dessous.

DIAGNOSTICS AMIANTE.

Diagnostic en matière de recherche de matériaux amiantifères :

- Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 (est toujours en vigueur en 2023) modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. (NOR:MESP0122854D) ;
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 (est toujours en vigueur en 2023) relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;
- Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 (est toujours en vigueur en 2023) relatif au repérage amiante pour la prévention du risque amiante à bord des navires (public utilisateur).
- **Projet De Construction Neuve RE2020:**
- * La réglementation environnementale **RE2020** entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, pour les bâtiments et parties de bâtiment à usage d'habitation. Les bâtiments neufs du secteur tertiaire seront soumis à la nouvelle réglementation thermique le 1^{er} juillet 2022. Par rapport à la réglementation thermique **RT2012**, la **RE2020** apporte plusieurs changements en termes :
 - ♦ D'objectifs: performance énergétique, décarbonations, et constructions neuves adaptées au changement climatique (confort d'été même en période de canicule)
 - ♦ D'indicateurs: prise en compte des consommations d'énergie primaire non renouvelables (Cep,nr), analyse du cycle de vie (ACV), degré heure d'inconfort estival (DH), mesure des émissions de gaz à effet de serre (ICconstruction, ICénergie)...
 - ♦ De contrôles: obligation de contrôler les systèmes de ventilation dans le résidentielle plus de la réalisation du test d'infiltrométrie l'achèvement des travaux

Par ailleurs, le dépôt de la demande de permis de construire peut désormais se faire en ligne

Il est fait également dans le présent projet le rappel à l'attributaire "adjudicataire" du présent marché de l'application de l'article R4412-97 du Code du travail (est toujours en vigueur en 2023). Il est inclus dans la Sous-section 2 : Dispositions communes à toutes les opérations comportant des risques d'exposition à l'amiante (Articles R4412-97 à R4412-124)

L'article R4412-97-1 (est toujours en vigueur en 2023) précise que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe

Il est précisé à chaque soumissionnaire qu'il devra avoir pris connaissance des derniers décrets applicables à la date de son intervention. Elle prend connaissance du diagnostic AMIANTE joint avec l'AO, et elle pourra faire d'éventuelles remarques sur ce document, puis de prendre toute mesure nécessaire pour satisfaire au retrait desdits matériaux amiantés ainsi qu'à la protection individuelle et collective des divers intervenants sur le site. Le décret n°2019-251 du 27 mars 2019 a modifié cet article

0.2.8.1.2 Évaluation initiale des risques du présent projet

Évaluation initiale des risques

Celle-ci est réalisée dans le cadre de l'évaluation des risques, prévue aux articles :

- L. 4121-3 qui est toujours en vigueur en 2023. Il est inclus dans la Sous-section 2 : Principes généraux de prévention (Articles L4121-1 à L4122-2).
- L. 4531-1, du Code du travail est également toujours en vigueur en 2023. Il est inclus dans la Section 1 : Dispositions générales (Articles L4531-1 à L4534-13).

Ainsi, le donneur d'ordre joint les dossiers techniques prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-7 du code de la santé publique et à l'article R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation. Et tout document équivalent permettant le repérage des matériaux contenant de l'amiante, y compris ceux relevant de ses obligations au titre de l'article L. 541-1 du code de l'environnement

Elle est dans le document fourni par le maître d'ouvrage ou son représentant. Les soumissionnaires sont réputés avoir pris connaissance du dossier d'évaluation des risques du présent projet ci-dessous.

Le dossier est composé de trois parties :

- 1 Le dossier amiante – parties privatives ;
- 2 Le « dossier technique amiante ;
- 3 Le rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C.

Le Maître d'Ouvrage informe les soumissionnaires par l'intermédiaire du Maître d'œuvre, que les soumissionnaires doivent avoir les certifications mentionnées ci-après pour les travaux du présent projet qui sont classées et font l'objet d'une certification SS3 et ou SS4, en sous-section :

- Sous-section : SS3 qui vise le retrait ou le confinement de matériaux contenant de l'amiante ;
- Ou
- Sous-section : SS4 qui concerne les interventions de maintenance, de réparation ou encore d'entretien.
- Ou
- Sous-section : SS3 et SS4 ou les deux ci-dessus.

0.2.8.2 DIAGNOSTIC EN MATIÈRE DE RECHERCHE DE MATÉRIAUX ET PEINTURES CONTENANT DU PLOMB “Crep”

Il est fait ici le rappel aux soumissionnaires sur l'état actuel de la réglementation,

Toutefois nous vous rappelons qu'au même titre que tout autre document relatif à la recherche des agents cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques, le présent rapport doit être transmis aux entreprises pour établir leur évaluation du risque selon :

En effet, l'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux / démolitions.

Ainsi sont définies les modalités de réalisation du diagnostic en matière de recherche de matériaux et peintures contenant du plomb est le **Décret n° 2023-828 du 28 août 2023**. Ce décret précise les modalités de mise en œuvre des traitements algorithmiques pour la recherche de matériaux et peintures contenant du plomb. Il est également appelé **CREP** (Constat de Risque d'Exposition au Plomb). Le CREP est un diagnostic obligatoire pour les biens immobiliers construits avant le 1er janvier 1949, lors de la vente ou la location d'un bien immobilier à usage d'habitation ou mixte. Il permet d'identifier les revêtements contenant du plomb et d'évaluer leur état de conservation. Le CREP doit être réalisé par un professionnel certifié. Certaines inspections du travail réclament un diagnostic en matière de recherche de matériaux contenant du plomb.

Si des matériaux et peintures ont été diagnostiqués, alors le soumissionnaire devra formaliser (avec ou sans le retrait des matériaux) et respecter les règles élémentaires pour que la réalisation du chantier se fasse dans des conditions de sécurité optimales pour les salariés du soumissionnaire et le voisinage. Se reporter, entre autres :

- Fiche de Sécurité maladies professionnelles - plomb, OPPBTP n° en vigueur au moment du présent projet ;
- Cahier du CSTB n° en vigueur au moment du présent projet le plomb dans l'habitat ancien - diagnostic et techniques de réduction des risques ;
- Brochure de 1TNRS Intervention sur les peintures contenant du plomb. Prévention des risques professionnels d'avril 2003.

A titre informatif, les mesures spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les revêtements contenant du plomb sont précisées

- Dans le guide de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) : inrs.fr/inrs « Intervention sur les peintures contenant du plomb – prévention des risques professionnels » ;
- Dans le guide de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) et de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) : oppbtp.fr/documentation/ « Peintures au plomb – aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » .
- Le constat de risque d'exposition au plomb (**Crep**), aussi appelé **diagnostic plomb**, est un document qui donne des informations sur la présence de plomb dans les logements. Votre logement est concerné par ce diagnostic s'il a été construit avant 1949. Le **Crep** doit être intégré au dossier de diagnostic technique (**DDT**). Le **DDT** doit être remis à l'acquéreur ou locataire en cas de vente ou location d'un logement. Des sanctions sont prévues notamment si le **Crep** n'est pas conforme à la réglementation

0.3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

Prestations à la charge des entrepreneurs

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement et d'une façon générale:

- Toutes leurs installations de chantier ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils seront à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;

- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- Seront également compris dans les prix des entrepreneurs les prestations mentionnées ci-après.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.1 GÉNÉRALITÉS

Les prestations des entreprises concernent la fourniture de la totalité de la main-d'œuvre, des matériaux, de l'équipement, des échafaudages, des accessoires, du transport et toutes sujétions non explicitement mentionnées mais strictement nécessaires pour mener à bien jusqu'à l'achèvement complet et en stricte conformité avec les présentes spécifications et les indications des plans applicables, la fourniture et la pose de tous les ouvrages décrits (voir descriptifs)

Chaque soumissionnaire reconnaît avoir eu connaissance de tous les plans et documents du CCTP auquel il est joint des graphiques et écrits nécessaires à la description et à la compréhension du projet. Le présent chapitre donne des renseignements sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacements ladite description n'a pas un caractère limitatif et chaque soumissionnaire du présent marché de travaux devra à la lumière de son étude exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot. Ainsi, en conséquence, le soumissionnaire une fois attributaire d'un ou de plusieurs lots ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et devis, qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Chaque soumissionnaire consulté dans le présent marché de travaux est considéré comme homme de l'art et qu'il maîtrise parfaitement toutes les techniques propres à son corps d'État en ayant les qualifications exigées dans le CCTP.

Dans le cas où le soumissionnaire constaterait des omissions ou des anomalies, il devra aviser par écrit, le Maître d'œuvre au plus tard avant la signature des marchés, de toutes réserves et remarques de sa part quant aux descriptions contenues dans le présent devis et qui lui semblent incompatibles avec l'art de la bonne construction. Il devra le cas échéant motiver les raisons de ses réserves et proposer une ou des solutions de remplacement qui ne devront en aucun être la cause de travaux supplémentaires pour tous les lots ayant un lien direct avec son lot.

0.3.1.1 TEXTES ET RÈGLEMENTS

Dans le présent marché de travaux, il est précisé à chaque commissionnaire que tous les ouvrages devront être conformes aux exigences des textes traitant de la construction en vigueur à la passation desdits marchés du présent projet et ces ouvrages seront considérés comme des ouvrages complets et cela même si dans le descriptif / DPGF, ils ne sont pas détaillés, de plus de leurs rappelés ci-après. :

- Que tous les documents ne sont pas reproduits dans le présent descriptif afin de ne pas être la cause d'un document trop volumineux et ils sont tous supposés connus de chaque soumissionnaire, qu'il se doit de les respecter dans leur intégralité.

Textes législatifs

- La constitution ;
- Les lois ;
- Le code de l'urbanisme et de l'habitation ;
- Le Code civil ;
- Le code du travail .

Réglementaires

- Les décrets ;
- Les arrêtés ministériels ;
- Les arrêtés interministériels ;
- Les arrêtés préfectoraux ;
- Les arrêtés municipaux ;
- Les circulaires.

Règles techniques

- Les normes françaises AFNOR ;
- Les documents techniques unifiés (D.T.U) .
- Les règles ou recommandations professionnelles .
- Les règles ou recommandations des fabricants .
- Le permis de construire du bâtiment ou la déclaration de travaux

Chaque soumissionnaire devenant attributaire du présent marché pour un ou plusieurs lots devra s'assurer que ses ouvrages sont bien conformes aux prescriptions des textes, et éventuellement proposer au Maître d'œuvre toutes sujétions permettant de s'y conformer et cela sans que cela apporte des travaux supplémentaires aux autres lots ayant un lien direct avec le sien.

En effet, tous les matériaux non traditionnels employés devront avoir fait l'objet d'un avis technique accepté par la commission technique de la section. Le descriptif est là pour cadrer le projet et à faire une simple description des ouvrages, une insuffisance d'indications ne saurait justifier l'inobservation desdites prescriptions des documents ci-dessus.

0.3.1.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les divers descriptifs constituant le présent document du projet donnent pour l'ensemble des lots tous les renseignements utiles sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, dimensions, emplacement. Mais l'ensemble de cette description n'a pas de caractère limitatif et l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessités par sa profession et qui sont indispensables pour l'achèvement complet de son lot.

En conséquence, l'attributaire d'un ou plusieurs lots ne pourra par la suite arguer que des erreurs ou omissions sur les plans et descriptifs du maître d'œuvre, qui puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

0.3.2 SPÉCIFICATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.

Il est spécifier à tous les soumissionnaires que la nomenclature des travaux de chacun des lots a été analysée avec le plus grand soin possible. Le présent CCTP et les plans qui y sont joint ont pour but de renseigner les soumissionnaires de chacun des lots sur la nature, le nombre, et, les dimensions des ouvrages à réaliser. Si ce n'était l'avis de l'entrepreneur, il ne pourrait toutefois se prévaloir de la brièveté, ou, de l'absence d'une prestation pendant ou après la période d'exécution.

Dans le présent projet, le cadre quantitatif "DPGF", lorsqu'il est inclus dans les documents d'appel à consultation, a pour but de faciliter aux entreprises l'approche de l'opération et de permettre une bonne comparaison des diverses offres parvenant au maître d'ouvrage. Les quantités y figurant sont la base conduisant à la détermination du prix global et forfaitaire. Il appartient donc aux soumissionnaires de formuler leurs observations pendant la période d'étude de leur proposition; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Ils devront dans ce laps de temps, indiquer au maître d'œuvre, toute erreur, oubli ou défaut de concordance entre les plans, le cahier des clauses techniques particulières - devis descriptif- et le cadre quantitatif (s'il lui en a été fourni un).

L'attributaire " adjudicataire" disposera ainsi d'un délai de 15 jours calendaires, décompté à partir de la date de notification de l'acceptation de son offre, pour procéder à la vérification complète de toutes les quantités y figurant.

Ainsi le fait d'avoir soumissionné, suppose que chaque soumissionnaire a obtenu tous les renseignements nécessaires à une parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et, qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'Art; quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis sur les documents d'appels d'offres, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne serait et ne pourrait d'ailleurs être financé.

L'attributaire " adjudicataire" devra impérativement et sous sa responsabilité la vérification soigneuse de toutes les cotes portées sur les divers documents et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants, s'il s'agit de rénovation ou s'il existe une mitoyenneté.

Par le fait de débiter ses travaux de sa compétence, impliquera automatiquement son acceptation complète des lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres attributaires " adjudicataires" réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devra en demander l'inscription en procès-verbal au maître d'œuvre ou à l'inspecteur de travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

Il est fait également mention des règles énoncées dans les CCAG. et CCAP, l'attributaire " l'adjudicataire" reste ainsi responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel et des intempéries: gel, déshydratation, etc... Pour pallier ces inconvénients, il lui appartient de prendre toutes précautions utiles : - Protections, bâchages etc... - Protection contre le vol, qui sont implicitement contenues dans sa proposition. Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance sérieuse de son chantier. En cas non concordance entre les divers documents de consultation et d'exécution, non signalées avant signature du marché, c'est la pièce la plus contraignante pour l'attributaire " l'adjudicataire" qui sera retenue pour l'exécution.

Ainsi compte tenu de ce qui précède, si en cours de chantier il est constaté des anomalies ou contradictions entre les différentes pièces du marché, la solution la plus contraignante pour l'entreprise pourra être tenue, sans contestation possible de l'entreprise, qui devra en accepter, et les contraintes d'exécution et éventuellement les plus-values correspondantes.

0.3.2.1 COMMANDE PUBLIQUE : PRENDRE EN COMPTE L'ÉVOLUTION DES PRIX DANS LES MARCHÉS

PRIX RÉVISABLES DANS LES MARCHÉS PUBLICS

- Les prix des offres des divers soumissionnaires peuvent faire l'objet d'une révision des prix et à la seule condition que celle-ci est prévue au marché. Elle a pour vocation à compenser le renchérissement du coût des prestations jusqu'à la complète exécution du marché.
- Cette prise en compte d'une révision des prix est encadrée par la partie réglementaire du Code de la commande publique et imposée pour les marchés d'une durée d'exécution supérieure à trois mois dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours mondiaux.
- Par une interprétation a contrario de L'article R2112-9 (Il a été créé par le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et est entré en vigueur du 1er Avril 2019) du Code de la Commande Publique précise que "Un prix ferme est un prix invariable pendant la durée du marché. Un marché est conclu à prix ferme, lorsque cette forme de prix n'est pas de nature à exposer les parties à des aléas majeurs du fait de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques pendant la période d'exécution des prestations".
- Ainsi est noté les dispositions des articles R.2112-8 à R.2112-14 du Code de la Commande Publique ont été créés par le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. Ils concernent les prix définitifs et révisables des marchés publics. La sous-section 2 (articles R2112-7 à R2112-14) traite spécifiquement des prix définitifs. Les articles R2112-9 à R2112-12 définissent les modalités des prix fermes, tandis que l'article R2112-8 stipule que le prix définitif peut être ferme ou révisable. La sous-section 3 (articles R2112-15 à R2112-18) traite des prix provisoires.
- Ainsi, les EPIC de l'état, les personnes publiques et toutes les personnes morales de droit privé soumises au code de la commande publique sont tenus, en application de l'article R.2112-13 du code de la Commande Publique, il a été créé par le décret n°2018-1225 du 24 décembre 2018 et est entré en vigueur le 1er avril 2019. Cet article traite des prix révisables dans les marchés publics. de conclure leurs marchés à prix révisables lorsque les parties sont exposées à des aléas majeurs du fait de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques pendant la période d'exécution des prestations.

0.3.2.2 URBANISME : LA RÉGULARISATION, UN OUTIL INCONTOURNABLE DU CONTENTIEUX AU SERVICE DU PRINCIPE DE LÉGALITÉ

Les évolutions jurisprudentielles récentes rendent peu probable l'annulation d'une autorisation de construire. Mais les recours ne sont pas vains pour autant et notamment :

- Selon un article sur le site web d'Identity Digital, l'annulation d'un permis de construire peut être demandée par une personne privée ou une association disposant d'un intérêt à agir, lorsque les collectivités locales s'opposent au projet ou lorsque la personne ayant obtenu une autorisation d'urbanisme finit par changer d'avis.
- L'article mentionne également que les motifs possibles pour contester un permis de construire sont les suivants:
 - * Le vice de forme:
 - ♦ il s'agit de l'ensemble des vices en rapport avec la composition du dossier et la procédure de délivrance du permis de construire. Dès lors que le permis de construire est annulé pour vice de forme, la construction devient illégale et doit disparaître ;
 - * La violation du Code de l'urbanisme ou du plan local d'urbanisme (PLU):
 - ♦ Cette annulation intervient pour illégalité interne du projet qui, en raison de sa nature architecturale et sa composition, ne peut pas être

réalisé dans le milieu. Il faut comprendre que le PLU est un document très important. Il définit ce qui est faisable et ce qui est interdit en matière de construction sur le territoire de chaque commune.

0.3.3 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES

Outres celles spécifier dans chacun des lots, toutes les prestations de base sont à la charge de chaque attributaire et cela en fonction de leur lot et suivant le cadre spécifique de chacun des marchés Lot/Lot, elles comprendront implicitement :

- L'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations du chantier ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- La réception de l'état des supports en présence du maître d'œuvre et de l'entrepreneur ayant réalisé les supports ;
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à sa charge selon le CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens des ouvrages ;
- La main-d'œuvre qualifiée en fonction de la technicité du lot et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, etc. des ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement, de tous les plans " comme construit " pour la remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata, le cas échéant ;
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérées ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complètent des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur ;
- Plans de récolement au format informatique (Dwg autres) et ou papiers.
- Autres :

0.3.4 RÉHABILITATION - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX EN LOCAUX OCCUPÉS

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots doit dans le contexte des marchés publics doit avoir une parfaite connaissance lorsque le projet est du type réhabilitation et fait donc référence à des travaux de rénovation effectués sur des bâtiments existants, dans le but de les remettre en état ou de les améliorer. Ces travaux peuvent être effectués pour répondre à des normes environnementales, pour améliorer la qualité de vie des occupants ou pour augmenter la valeur du bien immobilier.

En 2023, plusieurs mesures et réglementations ont été mises en place pour le secteur du bâtiment. Le gouvernement a prévu une série de mesures et de réglementations pour l'année 2023, dont certaines concernent le BTP. Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a fait le point sur l'ensemble de ces évolutions.

Le démarrage de la responsabilité élargie du producteur (REP) appliquée au bâtiment est l'un des changements majeurs en 2023. Cette mesure concerne l'application des écocontributions sur les produits et matériaux de construction du bâtiment, ainsi que le démarrage des services de reprise gratuite des déchets triés.

Le diagnostic **PEMD** remplace le diagnostic déchets depuis le 1er juillet 2023. Il est imposé à tout maître d'ouvrage qui réalise une déconstruction ou une rénovation significative, en détruisant ou remplaçant au moins deux des éléments de second œuvre.

0.3.4.1 PRÉAMBULE

Adaptation de chaque attributaire

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et faire preuve d'une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

Dispositions à prendre pour réduire les nuisances inévitables

Chaque soumissionnaire est tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne :

- Les ouvriers et leur nombre intervenant dans un même logement ;
- L'outillage et les appareils et machines utilisés ;
- Le mode d'exécution des travaux ;
- Les protections mises en place ;
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements pour réduire et atténuer au maximum les nuisances apportées aux occupants par l'exécution des travaux.

Ces nuisances ressenties par les locataires sont essentiellement les suivantes :

- Les dispositions essentielles à prendre par l'entrepreneur pour réduire ou atténuer ces nuisances sont précisées ci-après, mais l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra prendre toutes les autres dispositions nécessaires, même dans le cas où elles ne sont pas décrites dans le présent document.

0.3.4.2 PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS - OUVRIERS - MATÉRIELS

Programmation des interventions

En fonction de chaque lot, lesdits attributaires devront programmer leurs diverses interventions en parfait accord avec lesdits occupants.

Ils devront notamment :

- Informer les occupants **72 h** à l'avance de la date et de l'heure de leur intervention, et en cas d'indisponibilité des occupants à la date envisagée, prendre accord avec eux pour une autre date ;
- Respecter strictement les dates et horaires définis ;
- En cas d'absence momentanée des occupants pendant les travaux, prendre toutes mesures pour assurer la fermeture des ouvertures extérieures.

Ouvriers intervenants dans les travaux à l'intérieur des logements

En ce qui concerne les ouvriers intervenant à l'intérieur des logements :

- Ils devront être nominativement présentés aux occupants au démarrage des travaux ;
- Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution, il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux ;
- Ils devront obligatoirement porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec le nom de la société ou du groupement ;
- Un ouvrier intervenant dans un logement ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que chaque attributaire devra justifier auprès du maître d'œuvre.

Matériels et outillages

- En fonction de chaque lot, lesdits attributaires devront, dans la mesure du possible, n'utiliser que les matériels suivants :

- * Postes de soudure portatifs ;
- * Équipements sur accumulateurs pour éviter les câbles et rallonges électriques ;
- * Équipement de carottage pour les percements importants ;
- * Aspirateur de type industriel pour les nettoyages ;
- * Housses de protection plastiques en nombre suffisant pour la protection du mobilier ;
- * En cas d'utilisation d'un chalumeau, avoir un extincteur approprié .

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document . ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.4.3 AUTRES SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS**État des lieux**

Préalablement à toute intervention des divers attributaires dans chaque logement, il sera établi un état des lieux par le maître d'ouvrage, en présence :

- De chaque occupant concerné ;
- Du maître d'œuvre .

ET

- De L'attributaire concerné.

Ledit état des lieux sera établi sur un formulaire prévu à cet effet, celui-ci sera complété sur place et signé par les 3 intervenants précités. Et il sera consigné l'état du logement et plus particulièrement des revêtements de sols, des peintures et papiers peints, etc. ainsi que des mobiliers, appareils de cuisine, appareils sanitaires et autres.

En effet , chacune des parties présentes recevra par e-mail ou courrier en LR+AR un exemplaire de cet état des lieux.

Sécurité des occupants

Toutes dispositions seront à prendre par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots pour garantir dans tous les cas la sécurité des occupants et notamment en présence d'enfants.

Les matériels et outillages ainsi que les échelles dès lors qu'ils présentent un risque notamment vis-à-vis des enfants, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Travaux générant de la poussière

Pour tous les travaux générant de la poussière, chaque attributaire devra prendre toutes dispositions pour éviter ou tout au moins limiter la propagation de cette poussière, par tous moyens tels que :

- Aspirateur industriel à utiliser à proximité immédiate de la source de poussière ;
- confinement de l'emplacement des travaux sources de poussières par bâchage, film plastique ou autre ;
- Humidification au fur et à mesure sauf si cette humidification risque d'engendrer des dégâts ;

etc .

Mobiliers et équipements

- Au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux du logement, chaque attributaire du lot concerné devra assurer la protection des mobiliers et équipements par des housses en plastique.
- Les protections devront être d'une absolue efficacité et empêcher toute dégradation si minime soit elle des objets protégés.
- Les équipements devront de plus être protégés contre la pénétration des poussières
- Chaque attributaire aura également à sa charge, l'enlèvement et la remise en place, avec tous les soins requis, des mobiliers et équipements, indispensables pour permettre l'exécution des travaux.

Protection des sols et escaliers

- Les sols en tapis textile ou en moquette devront être protégés par bâche ou film plastique partout où ils pourraient subir des brûlures, salissures ou dégradations du fait des travaux.
- Il en sera de même des escaliers en bois apparent ou en moquette, qui devront être recouverts d'une bâche ou d'un film plastique d'épaisseur suffisante.
- Ces protections devront être parfaitement maintenues afin de ne pouvoir se déplacer par les déplacements de personnes ou autres.
- Des protections en papier fort ou carton ne seront pas admises
- Les fixations des protections devront être révisées tous les matins avant début de travaux.

Coupures d'électricité, d'eau et d'évacuation

- Les coupures indispensables à l'exécution des travaux devront être de la plus courte durée possible et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'électricité et l'évacuation de la cuvette de WC.

- Dans le cas où l'attributaire d'un ou plusieurs lots est amené à effectuer une coupure, il devra toujours informer préalablement (sous 48 h) les occupants à l'avance de l'horaire de la coupure et de sa durée.
- En ce qui concerne les fluides nécessaires à la préparation des repas, ils devront toujours être disponibles aux heures de l'occupation par les propriétaires et notamment pour les déjeuners et le soir au départ des ouvriers.

Nettoyages des logements

- En complément aux prescriptions ci-avant, il est précisé en ce qui concerne les nettoyages dans logements occupés.
- Le nettoyage sera à effectuer :
 - * Lors de chaque nettoyage, les gravois et déchets seront immédiatement sortis du bâtiment ;
 - * Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots prendra toutes dispositions lors de ces dits nettoyages afin que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances, il emploiera donc à cet effet des aspirateurs appropriés et de type industriel ;
 - * Tous les gravois "gravats", déchets, emballages ne devront en aucun cas être mis en vrac aux abords du bâtiment, ils seront mis en sac et enlevés tous les soirs, les abords devant toujours rester impeccablement propre ;
 - * En fin de travaux dans chaque logement, celui-ci devra être restitué aux occupants dans le même état de propreté que celui-ci était avant le démarrage des travaux ;
 - * Dans le cas contraire, et après avoir fait son PV en présence des 3 parties, le maître d'œuvre pourra faire intervenir une société de nettoyage, les frais en seront supportés par l'attributaire défaillant.

Mesures de conservation des revêtements de sols et peintures

- Les travaux à réaliser par chaque attributaire dans ou par l'intérieur des logements seront alors à effectuer dans des locaux dits occupés en parfait état d'entretien. Le maître d'ouvrage n'envisage pas la réfection des peintures et des revêtements de sols en fin de travaux ;
- Chaque attributaire devra alors prévoir toutes dispositions appropriées pour ne occasionner la moindre dégradation aux revêtements de sols et afin de limiter au maximum les dommages aux peintures et papiers peints au droit des percements, fixations et autres.

Raccords de plâtre et de peinture

- Le cas échéant, les raccords de plâtre au droit des percements, scellements, fixations ou autres seront réalisés par chaque attributaire ;
- En ce qui concerne les raccords de peinture et papiers peints **ces derniers seront à la charge de l'attributaire ou des attributaires incriminés.**

Cas de dégradations constatées aux existants et aux mobiliers

- Lors de la réception des travaux, l'état du logement sera comparé avec celui consigné sur l'état des lieux établi avant le début des travaux ;
- Dans le cas de dégradations constatées, les frais de remise en état seront à la charge de l'attributaire du lot concerné.

Prises en charge des frais

- Les frais consécutifs à toutes les mesures et dispositions à prendre pour permettre l'exécution des travaux en logements occupés dans les conditions précisées ci-avant seront à la charge l'attributaire du lot concerné.

Frais de consommation d'électricité et d'eau

- Dans le cas où l'un des attributaires du lot concerné est amené à utiliser, pour ses propres travaux, le courant électrique du logement, il prendra directement accord avec l'occupant pour le règlement des frais de consommations. (Relevé du compteur date et heure et de la prise de 2 photos, avant et après).
- Les mêmes spécifications que ci-avant concerneront les consommations d'eau, le cas échéant.
- Le maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas pour le règlement de ces frais de consommations.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.5 PRÉLIMINAIRES

L'attributaire du présent lot devra réaliser toutes les actions préliminaires nécessaires à la réalisation de son lot ainsi que celles des autres lots en liens direct ou indirect.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.5.1 ORIGINE DES TRAVAUX

0.3.5.1.1 Bâtiment ERP

0.3.5.1.2 Tertiaire

Les ouvrages du présent lot devront être réalisés suivant les plans fournis lors de l'AO ainsi que des directives du présent CCTP du maître d'œuvre.

0.3.5.2 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS "RÉHABILITATION"

Le soumissionnaire devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots est ainsi contractuellement réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

- De l'état des autres ouvrages avant son intervention ;
- De la nature des différents matériaux constituant la couverture ;
- Et de tous les autres constats que pourront faire les soumissionnaires du présent Lot.

Ainsi, toutes les offres des soumissionnaires seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette visite de reconnaissance sur site, et comprennent explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les attributaires qui dans la première phase de soumissionnaires pourront alors faire cette reconnaissance sur site et effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

A. Procédure de la protection et sauvegarde des existants

Étant en travaux de réhabilitation tous les travaux du présent Lot sont à réaliser sur une construction existante "dite " occupée.

Le présent attributaire d'un ou plusieurs lots devra prendre toutes dispositions et précautions pour ne causer aucune détérioration si minime soit-elle aux existants lors de son intervention.

Le l'attributaire d'un ou plusieurs lots sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Point particuliers : dans le cas les travaux du présent Lot nécessitent de passer par l'intérieur des logements, il devra prendre toutes les dispositions pour pas causer aucun dommage aux sols textiles et moquettes, et aux parquets le cas échéant.

Ainsi, le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de réaliser des protections complémentaires.

Il en sera de même en ce qui concerne les espaces verts et abords qui ne devront en aucun cas subir des dégradations du fait des travaux.

En cas du non-respect des directives ci-avant par l'entrepreneur attributaire du présent Lot il en subira toutes les conséquences éventuelles (financières de remise en l'état.

B. Nettoyages

Le nettoyage du chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur attributaire du présent Lot devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

En ce qui concerne les gravois et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

En fin de travaux, le présent lot devra effectuer tous les nettoyages nécessaires.

En ce qui concerne les gravois et déchets ils devront toujours être évacués au fur et à mesure hors du chantier.

Pour résumer, l'entrepreneur du présent Lot devra, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Sanction : dans le cas du non-respect par l'attributaire du présent Lot de ces obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, et à la charge de l'attributaire défaillant et cela sans mise en demeure préalable, sur le simple constat du non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur du présent Lot.

C. Choix des matériaux neufs mis en œuvre

Tous les matériaux neufs mis en œuvre et dits concomitamment avec des matériaux anciens conservés ou réemployés devront toujours être de même type et modèle que les matériaux anciens, et cela dans la mesure du possible être de même provenance, et d'être compatibles entre eux.

Le présent lot devra prendre connaissance des articles :

a SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX TRAVAUX DANS LOCAUX OCCUPÉS:**0.3.5.3 IMPLANTATION - TOLÉRANCES**

L'entrepreneur devenant l'attributaire d'un ou plusieurs lots il est le seul responsable de la mise en œuvre de ses ouvrages et cela dans les limites des tolérances admises dans le DTU du présent lot.

En cas d'erreur entraînant des reprises d'ouvrage et retards du planning, celle-ci supportera en totalité les conséquences financières.

il devra vérifier les zones de son intervention, ainsi que de tous les autres ouvrages en étroite relation avec les siens et notamment pour:

- Leur conformité aux DTU et règles de l'art ;
- Leurs implantations ;
- Leur altimétrie, entrant dans les limites des tolérances admises pour la mise en œuvre des divers matériaux employés à la réalisation du second œuvre ;

Le présent lot devra prendre connaissance de l'article 7 : Prise de possession du site bases contractuelles .

Et notamment si le présent lot ce trouve de le :**1er cas**

- Interventions de plusieurs lots,.

0.3.5.4 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS**Il est précisé à l'attributaire du présent lot :**

Que si dans le cadre du présent projet le présent attributaire est le seul intervenant :

- Qu'il lui appartiendra d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes nécessaires auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux Tous les frais en résultant qui seront compris dans son offre..
- Qu'il devra fournir les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

En effet, conformément à l'article correspondant du CCAP rendant applicable aux marchés dits privés de la norme NFP 03.001 et ceux du CCAG Travaux publics qui es applicable depuis le 01/04/2016 et suivant cas des prescriptions du PGCSPPS seront chiffrés dans ce poste.

0.3.5.5 CONDITIONS TECHNIQUES IMPRÉVUES

Dans le présent document, il est précisé aux divers soumissionnaires qu'une fois attributaire du présent lot , il devra prendre en compte :

- Les dispositions du présent CCTP s'appliquent compte tenu de la connaissance du site et des données connues au moment de la remise des offres des entrepreneurs dits soumissionnaires.

Si des conditions techniques imprévues, dans l'appréciation de la situation effectivement rencontrée ou dans l'état du sol ou du sous-sol (réseau par exemple), imposent une modification importante des conditions du marché, l'attributaire du présent lot en avisera aussitôt le maître d'œuvre et lui soumettra les nouvelles dispositions techniques qu'il propose d'adopter.

0.3.5.6 CONDITIONS PARTICULIÈRES SPÉCIFIQUES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents. L'attributaire du présent lot devra respecter les heures légales d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées et en sus notamment en cette période du COVID-19 et des heure du confinement.

En dehors de ces heures, aucun trouble ne devra être apporté à la tranquillité du voisinage.

0.3.5.7 PRISE DE POSSESSION DU SITE BASES CONTRACTUELLES

Dès sa soumission, le soumissionnaire prendra connaissance des pièces du marcher. Dès que son offre aura été retenue et en fonction de la date du démarrage de ses travaux, l'attributaire se conformera au cas 1 ou 2 ci-dessous :

1^{er} cas :

Le premier intervenant est le lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS ou un autre lot, alors ce lot devra prendre possession dudit chantier dans l'état où il se trouve et il aura tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du maître d'ouvrage. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais. L'entrepreneur devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier (Travaux sur voirie etc.).

2^{ème} cas :

Le présent lot est le seul intervenant, alors il devra prendre possession du dit chantier dans l'état où il se trouve et il aura à prendre toutes les directives mentionnées dans le 1^{er} cas.

0.3.5.7.1 Intervention sur site existant

Dans le cas d'un projet de rénovation et de sa seule intervention sur le site :

Le soumissionnaire du présent lot devra dès que sa candidature aura été retenue et devenant ainsi attributaire du présent lot, il devra suivant la date du démarrage de ses travaux, prendre possession dudit chantier dans l'état où il se trouve et il aura tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages existants et cela en présence d'un huissier, tant ceux qui sont à l'intérieur de l'emprise de l'opération que ceux mitoyens ou riverains, publics ou privés. Tous ces constats seront effectués avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du maître d'ouvrage. Il est précisé qu'en aucun cas les voiries ne devront être déformées lors de la circulation de divers engins et autres véhicules, dans le cas contraire, le titulaire du présent lot en devra la réfection et cela à ses frais et devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise du chantier.

Le présent lot doit prendre connaissance de l'article :

- a** Réhabilitation - Spécifications et prescriptions particulières pour travaux dans existants occupés ;
- b** Réhabilitation - Spécifications particulières relatives aux travaux de rénovation intérieurs en locaux vides

0.3.5.7.2 Intervention projet NEUF

Dès que sa candidature aura été retenue et suivant la date du démarrage de ses travaux, le titulaire du présent lot prendra possession du dit chantier après avoir réceptionné le support et il aura tous les constats contradictoires à effectuer sur les ouvrages livrés par le lot ou les lots ayant un lien direct ou indirect avec son lot et cela en présence du Maître d'œuvre afin que ce dernier puisse faire un PV de réception du support. Ladite réception sera faite avant tout démarrage des travaux et après leur achèvement. Le titulaire du présent lot devra également mettre en œuvre la préparation et l'aménagement de l'emprise de sa zone d'intervention.

0.3.5.7.3 Situation du chantier

Les soumissionnaires sont contractuellement réputés avoir parfaite connaissance :

- De tous les critères et paramètres concernant l'implantation géographique du site, la situation, les dimensions, etc. du présent projet.

Ils devront, compte tenu de leurs parfaites connaissances, procéder au contrôle des supports ayant un lien direct avec le présent lot et qu'ils répondent à la description faite dans DESCRIPTION DES TRAVAUX et de suppléer (*) au éventuelles omissions et cela suivant les règles de l'art et DTU propres du présent lot.

(*) Dans le cas contraire : le soumissionnaire établira son offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Le soumissionnaire établira son offre sur la base du projet remis et joindra, en annexe à cette offre, une seconde offre comprenant les incidences des modifications qu'il aura apportées pour rendre le projet conforme à la réglementation.

Si l'attributaire remet uniquement une offre sur la base du projet remis, cette offre sera réputée répondre à la réglementation en vigueur.

0.3.5.7.4 Découvertes archéologiques

0.3.5.7.5 État du chantier

Les travaux ne pourront être effectués que si les différentes conditions sont toutes satisfaites, sauf instructions différentes du maître d'œuvre. Ces différentes conditions à satisfaire sont énumérées dans le NF DTU du présent lot.

La réalisation du présent se fera :

- En site occupé ;

0.3.5.7.6 Côtes de construction

Les dimensions exactes des ouvrages à réaliser devront également tenir compte :

- De la fonction qui leur a été attribuée sur les plans et documents d'appel d'offre et en particulier pour les tolérances de côtes qui peuvent être différentes suivant le type des matériaux ou des matériels utilisés ;
- De leur bonne position avec les autres types d'ouvrages avoisinants et cela afin de réaliser une mise en œuvre parfaite des divers matériaux ou des matériels du présent projet ;
- Les côtes définitives de construction des divers locaux elles seront relevées sur le chantier par l'attributaire. En effet les cotes mentionnées sur les plans sont indicatives et en fonction de l'exécution propre des ouvrages de chaque lot.

0.3.5.7.7 Cantonnement, installation de chantier

Le cantonnement de chantier sera assuré par la mise à dispositions par la Maîtrise d'Ouvrage au sein de l'établissement, comprenant :

- Vestiaires, réfectoire, sanitaires et douche. Aires de stockage ouvertes ou fermées, sur cour, selon plan de cantonnement.
- Clôtures de protection, portail d'accès. Droits de voirie à charge entreprise.
- Bureau de chantier comprenant : bureau, chaises, rangement pour dossiers et des équipements de protection individuelle "EPI"

L'ensemble des frais d'installation et d'entretien et de remise en état initial, en fin de chantier y afférent en l'absence du lot GROS-ŒUVRE/MAÇONNERIE sont à la charge de l'attributaire du présent lot .

0.3.5.7.8 Local ou locaux de stockage

La mise à disposition du local ou des locaux nécessaire(s) au stockage des matériaux approvisionnés sur chantier, les opérations de séchage, de maintien en état de siccité et de chauffage si nécessaire de ce local ou de ces locaux feront partie des obligations du maître d'ouvrage.

En tout état de cause, les conditions de stockage des matériaux approvisionnés devront impérativement respecter les préconisations du fournisseur.

0.3.5.7.9 Locaux témoins

Pour les chantiers dont l'importance le justifie, le maître d'œuvre pourra exiger, dès que l'avancement du chantier le rendra possible et pour la date qui sera fixée par le maître d'œuvre, il devra être réalisé un local ou un groupe de locaux « témoins ».

- L'attributaire du présent lot devra exécuter les travaux lui incombant pour terminer ce ou ces « témoins » dans le délai imparti. Ce ou ces « témoins » permettront en tant que besoin de mettre au point les détails de construction et de finition, L'attributaire du présent lot sera tenu également d'y apporter toutes les modifications que le maître d'œuvre jugerait utiles pour améliorer la qualité des travaux, prévus au présent lot et cela dans la limite toutefois des obligations contractées par le présent lot au titre de son marché. L'attributaire du présent lot tiendra compte de ces mises au point dans l'exécution de la suite de leurs travaux.

0.3.5.8 RÉCEPTION DES SUPPORTS DES AUTRES LOTS

Réception des supports

L'entrepreneur attributaire du présent lot devra procéder à la réception des supports ayant un lien direct avec le sien..

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les ouvrages répondent bien aux exigences des DTU et aux Règles professionnelles, et plus particulièrement au DTU du présent lot.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

Supports non conformes

En cas de supports ou parties de supports non conformes, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.

Le maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires.

Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le lot ayant exécuté les supports, soit par le présent lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur ayant exécuté les supports.

Dans le cas où le présent intervient après un autre lot , alors, le présent lot doit réceptionner le support sur lequel ses travaux seront à réaliser. Une fois les travaux entrepris, le présent ne pourra arguer d'un mauvais état dudit support pour tout recours auprès du lot.

0.3.5.8.1 Réception des planchers

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les planchers de toutes natures, il devra fournir ses propres plans d'incorporation "réservations" au lot Gros-Œuvre. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner lesdits planchers avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Gros-Œuvre et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.8.2 Réception des murs en maçonnerie

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les murs de toutes nature, il devra fournir ses propres plans d'incorporation "réservations" au lot Gros-Œuvre/Maçonnerie. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces murs avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Gros-Œuvre/Maçonnerie et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.8.3 Réception des dalles BA

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés "réservations" dans les dalles en béton dites avec ou sans pentes, il devra fournir ses propres plans d'incorporation au lot Gros-Œuvre. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces dalles BA avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Gros-Œuvre et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.8.4 Réception des supports bois

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les supports bois, il devra fournir ses propres plans d'incorporation "réservations", au lot Charpente bois - Menuiserie. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces supports bois avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Charpente bois-Menuiserie et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.8.5 Réception des supports acier

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les supports acier, il devra fournir ses propres plans d'incorporation " réservations" au lot Charpente Métallique. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces supports bois avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Charpente Métallique et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.8.6 Réception cloisons sèches et traditionnelles

Dans le cas où le présent à des ouvrages incorporés dans les supports bois, il devra fournir ses propres plans d'incorporation " réservations" au lot Cloisons sèches / Plâtrerie - Menuiserie. Néanmoins, l'attributaire du présent lot devra réceptionner ces supports bois avant l'exécution de ses travaux, en présence de l'attributaire du Charpente bois-Menuiserie et de la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où une mise en œuvre de l'attributaire du présent lot serait réalisée sans réception du support, celui-ci serait considéré comme tacitement réceptionné. De ce fait, l'ensemble des travaux de reprise de planéité, ragréage, etc. serait à la charge du présent lot.

0.3.5.9 Responsabilité vis à vis des tiers

Le titulaire du présent lot sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux :

- Du maintien en bon état des installations de toute nature effectuées ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin de ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'attributaire du présent lot dans le cas express d'une non-connaissance du lot incriminé.

En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.

0.3.5.10 Règles de calcul

Elles ne sont pas énumérées , elles sont réputées connues par les soumissionnaires , puis comme attributaire d'un ou plusieurs lots et ils sont réputés comme homme de l'art.

0.3.5.11 Étude préalable

Il est fait ici le rappel aux soumissionnaires, puis comme attributaires d'un ou plusieurs lots qu'il appartiendra à chaque corps d'état d'établir les plans de génie civil et autres, des réservations appropriées et desdits percements et autres nécessaires à ses ouvrages en étroite collaboration avec les autres corps d'état. Ces éléments seront transmis en temps voulu aux lots Gros-Œuvre et autres lots qui en effectueront la synthèse et en vérifieront la faisabilité technique propre de leur lot et cela compte tenu des ouvrages divers concernées du présent projet.

0.3.5.12 Planning

L'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet est informé que le planning joint avec l'AO est indicatif. Le phasage n'est qu'indicatif , seules les dates de début et de fin sont contractuels.

En effet, le planning ne sera devenu contractuel qu'après analyse des diverses phases d'interventions sur site et de leurs validations par chacun des lots en fonction de leur capacité d'intervention.

Ainsi, après l'approbation des diverses phases par chaque lot et de la validation par le Maître d'Ouvrage et en plein accord avec le Maître d'Œuvre. Chaque lot sera tenu de respecter le phasage et dans le cas contraire il s'exposera aux conséquences de l'application de pénalités dans le cas où celles-ci seraient indiquées dans le présent document.

Seul le Maître d'Œuvre sera alors habilité à apporter des modifications au planning et tout changement fera l'objet d'un ordre écrit par lui.

0.3.5.12.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution du planning, chaque attributaire s'expose à une pénalité calendaire.

0.3.6 CONCEPTION EN ZONE SISMIQUE

- NF P06-014 (décembre 1995) Règles PS-MI 89 révisées 92 (toujours en vigueur en 2023) Règles de construction parasismique -Construction parasismique des maisons individuelles et des bâtiments assimilés - Domaine d'application - Conception - Exécution. Modifié par : Amendement A1 (février 2001) ; Amendement A2 (janvier 2011) - (Indice de classement : P06-014).

Etc.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet devra se soumettre aussi bien pour la qualité des matériaux que pour l'exécution des travaux aux règles de l'Art et aux Textes et Règlements en vigueur et notamment :

- Aux lois physiques connues et au sens commun : à titre d'exemple non limitatif. La stabilité d'un élément et la transmission des efforts doivent pouvoir être justifiées en tout point. Tout appareil susceptible de recevoir une intervention doit être fixé à un support capable d'encaisser les conséquences de la présence d'un intervenant (poids, action d'une échelle ...). Toute structure couverte peut être déneigée localement ou totalement tant que la surcharge de neige extrême n'est pas atteinte...
- A l'ensemble des Normes et Règles en vigueur à la date de remise de l'offre pour La construction. . La sécurité des personnes et des biens. le respect du Code du Travail.
- Aux prescriptions de l'Avis Technique du **CSTB** et aux prescriptions des fabricants concernant les matériaux mis en œuvre, ainsi qu'aux impositions complémentaires imposées par la Commission des Assurances et le GABAT Pour tous les Textes paraissant avant l'établissement de la soumission, modifications à charge de l'entreprise. Pour tous les Textes paraissant après. il appartient à l'entreprise de proposer les incidences financières qui en découlent, au Maître d'Ouvrage avant toute exécution.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-avant et ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.6.1 Zones sismiques du projet

Zonage sismique de la France

- Le nouveau zonage sismique de la France en vigueur à partir du 1er mai 2011 ;
- Les avancées scientifiques et l'arrivée du nouveau code européen de construction parasismique - l'Eurocode 8 (EC8) - ont rendu nécessaire la révision du zonage sismique de 1991 ;
- Ce contexte a conduit à déduire le zonage sismique de la France non plus d'une approche déterministe, mais d'un calcul probabiliste (calcul de la probabilité qu'un mouvement sismique donné se produise au moins une fois en un endroit et une période de temps donné), la période de retour préconisée par les EC8 étant de 475 ans ;
- Cette étude probabiliste se fonde sur l'ensemble de la sismicité connue (à partir de la magnitude 3,5 - 4), la période de retour de la sismicité (soit le nombre de séismes par an), le zonage sismotectonique, c'est-à-dire un découpage en zones sources où la sismicité est considérée comme homogène ;
- Le nouveau zonage a ainsi bénéficié de l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des nouvelles données de sismicité instrumentale et historique depuis 1984. Pour rappel, le zonage de 1991 se fondait sur des données sismologiques antérieures à 1984. A l'issue de cette étude probabiliste, une nouvelle carte nationale de l'aléa sismique a été publiée par le ministère en charge de l'écologie le 21 novembre 2005. La révision du zonage réglementaire pour l'application des règles techniques de construction parasismique s'est appuyée sur cette dernière ;
- Le zonage sismique français en vigueur à compter du 1er mai 2011 est défini dans les décrets n° 2010-1254 et 2010-1255 du 22 octobre 2010, codifiés dans les articles R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du Code de l'Environnement. Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en 5 zones de sismicité :

Classement de la zone sismique du présent projet :
Voir articles ci-dessous.

0.3.6.1.1 Zone 3 : sismicité modérée

0.3.7 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Ces choix seront réalisés :

- Selon le cas, le choix des matériaux et produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.
- Produit défini par le maître d'œuvre par une marque nommément désignée « ou équivalent »

Pour les marchés publics :

- S'agissant, non pas de spécifications techniques ou de normes, mais de « marques », le principe est leur interdiction afin d'éviter toute discrimination ou pratique anticoncurrentielle limitant l'égal accès des sociétés à la commande publique.
- Cependant, une marque peut être mentionnée dès lors qu'elle l'est à titre purement indicatif, qu'elle ne servira pas de justification pour éliminer des candidats, et qu'elle est accompagnée de la mention « ou équivalent ».

Pour les marchés privés :

- La qualité et provenance des matériaux peuvent être précisées dans le contrat, afin de garantir une bonne exécution d'un ouvrage. Cela ressort soit du Cahier des charges, soit des instructions du maître d'œuvre. Il n'y a aucun problème de concurrence. Le titulaire du marché (ou ses sous-traitants) devra, en outre, être en mesure de prouver la provenance des matériaux utilisés. La mention de spécifications techniques, normes ou « marques » peut être perçue également comme étant l'empreinte d'un souci de qualité et de perfection de la part du maître d'ouvrage. Le degré d'exigence est mesuré subjectivement, cas par cas, par les juridictions.
- Chaque soumissionnaire aura toujours la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc.
- L'acceptation du maître d'œuvre des matériaux ou produits proposés par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra faire l'objet d'un accord écrit.
- Produit à proposer par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots
- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc., voulus.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-avant et ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.7.1 RÈGLEMENT EUROPÉEN PRODUITS DE CONSTRUCTION - MARQUAGE CE

Il est fait le rappel aux soumissionnaires de chaque lot, que dans le présent projet toutes les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associée sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

Les soumissionnaires ont le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

En conséquence, chaque attributaire du présent projet devra faire et fournir la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

0.3.7.2 PRODUITS ET PROCÉDÉS INNOVANTS

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché, il devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs recommandations professionnelles **RAGE** ou d'un ou plusieurs **Guides RAGE** dont la liste est disponible sur le site www.programmepacte.fr et **PACTE** et **PROFEEL** (Programme rénovation énergétique des bâtiments existants lancé en 2018 et du plan de relance de 2020).

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

Dans le présent projet il sera fait l'appréciation technique d'expérimentation (ATEx).

L'ATEx est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

Évaluation technique européenne (ETE).

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE remplace progressivement les Agréments Techniques Européen (ATE). L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant, sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Le Pass'Innovation.

Le Pass'Innovation est une procédure récente d'évaluation technique des innovations initiée au CSTB pour répondre au besoin de rapidité ressenti dans l'intégration en France des solutions techniques méritant un développement urgent, notamment celles contribuant aux orientations données par le Grenelle de l'Environnement. Cette procédure d'évaluation s'adresse principalement aux techniques bénéficiant déjà d'un retour d'expérience réussi ou d'une évaluation étrangère favorable d'aptitude à l'emploi.

Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM).

Rappel aux soumissionnaire qu'il arrive souvent que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est l'ETPM.

Certification et classements de produits.

Rappel aux soumissionnaire que dans le présent projet de leur Démarche est dite volontaire. En effet, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- La constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- La certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée,
- Une réduction de ses contrôles de réception,
- Une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

Prescriptions environnementales

Rappel aux soumissionnaire que dans le présent projet que toutes les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou du social.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- De la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;
- De donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

0.3.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR ATTRIBUTAIRE

Responsabilité :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment

- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- Pose en intérieur ou à l'extérieur ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux, etc.
- Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.
- Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.9 RESPONSABILITÉ VIS A VIS DES TIERS

Les règles et réglementations qui peuvent affecter la responsabilité de l'entreprise vis à vis des tiers dans les marchés publics en 2023 sont définies par le Code de la commande publique. Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique est **entré en vigueur le 1er janvier 2023.**

De plus, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots sera ainsi responsable jusqu'à l'achèvement des travaux du présent lot :

- Du maintien en bon état des installations de toutes natures effectuées ;
- Il devra en conséquence, prévoir toutes les mesures qui s'imposent afin ne pas occasionner de dommages, ni de motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers ;
- Dans les cas d'un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'attributaire concerné.
- **En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée.**

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-avant et ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.10 REMISE DE LA PROPOSITION, REPRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF

Le soumissionnaire, lors de sa remise de son offre, le devis estimatif sera ainsi présenté en suivant l'ordre logique du descriptif et les articles du bordereau quantitatif lorsqu'il est fourni. Il devra remettre son prix en le décomposant article par article. Toute autre présentation, ou absence de détail motiverait le rejet pur et simple de la proposition.

Tous les matériaux, éléments, ou ensembles envisagés, devront satisfaire aux spécifications techniques ainsi qu'aux diverses normes particulières homologuées de chacun des lots. Dans le cas où un soumissionnaire souhaite proposer: soit, des matériaux différents, soit, un système constructif tendant à favoriser la rapidité de l'exécution, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation, il ne pourrait le faire sans que les dits matériaux soient conformes aux exigences légales plus hautes citées. D'autre part, il devrait en tenir le maître d'œuvre informé pendant la période d'étude de sa proposition. Cette variante pourrait alors figurer en appendice de sa proposition, mais seulement en variante, avec un court exposé des motifs. Le maître d'œuvre jugera du bien-fondé, et transmettra au Maître de l'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision. Ainsi, ces matériels, ou équipements, proposés devront faire l'objet de présentation sous forme d'échantillons, chaque fois que les Maîtres de l'ouvrage et d'œuvre, l'exigeront.

0.3.11 PLANS DE RÉCOLEMENT

Le plan de récolement est dit un document qui décrit les travaux effectués sur un chantier de construction. Il permet ainsi de vérifier que les travaux ont été effectués conformément aux plans et aux spécifications.

En 2023, les règles et obligations en matière de plans de récolement pour les marchés publics et privés sont régies par le Code de la commande publique. Les règles applicables aux marchés publics ont été modifiées en 2023. **Depuis le 1er janvier 2023,** les candidats ou soumissionnaires à un marché public peuvent transmettre à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique lors de la procédure de passation du marché.

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle :

- 1/100ème ;
- 1/ 50ème

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

0.3.12 PRÉPARATION - COORDINATION

OPC : Ordonnancement - Pilotage - Coordination

Les travaux étant réalisés en lots séparés, la coordination des travaux comprendra l'ordonnancement et le pilotage.

Cette mission comprendra :

- Gestion de tous les intervenants, organisation et coordination de toutes leurs interventions dans le cadre des délais et des objectifs fixés dans les plannings, ainsi que dans le respect des contraintes techniques, de qualité et des règles de l'art ;
- Établissement du planning détaillé opérationnel tous corps d'état et des prévisions initiales de moyens (effectif et matériel) ;
- Établissement des pointages permanents de l'avancement de la production des travaux ; recalage si besoin est du planning général ;
- Établissement des bordereaux de suivi des plans visés disponibles ;
- Déclenchement des visites qualitatives auprès des services concernés et gestion des travaux curatifs éventuels : autocontrôles, réceptions de support, points d'arrêt ;
- Organisation des visites de pré-réception et réception, gestion des levées de réserves.

Période de préparation :

- L'article 28.1 du CCAG Travaux traite de la période de préparation des travaux. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché et correspond à la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Il précise également que la période de préparation commence à la date fixée par l'ordre de service prescrivant les dispositions préparatoires et s'achève à la date fixée par l'ordre de service prescrivant le début de l'exécution des travaux ;
- En ce qui concerne les règles en 2023, le CCAG Travaux a été modifié par l'arrêté du **30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Cet arrêté est entré en vigueur le **1er octobre 2021** et est donc applicable en 2023.

Il est donc procédé au cours de cette période, à la désignation par l'adjudicataire (*personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise, ce représentant étant l'interlocuteur du maître d'œuvre*) du choix de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots ;

- Désignation des sous-traitants ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions de l'article 29.1.1 du CCAG Travaux traite des documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les documents précités.
- Fournir les études de synthèse correspondantes (cf. art. du **CCAP**) ;
- Fourniture de l'ensemble des échantillons des matériaux que l'entreprise se propose de mettre en œuvre ;
- Dans les **dix jours** suivant la notification du marché, l'attributaire du lot Gros œuvre devra remettre au maître d'œuvre un plan d'installation et de circulation du chantier, lequel plan tiendra compte, le cas échéant, des directives du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Plans d'exécution :

Les missionnaires sont consultés quant au « projet de base » sur la base d'un dossier DCE comprenant les plans définissant le principe des ouvrages, qui sont ceux inclus dans le dossier marché tous corps d'état.

Chaque missionnaires devenant attributaire d'un ou plusieurs lots et a par conséquent à sa charge la réalisation des POE correspondants (Plans d'exécution des ouvrages) qui devront être portés au visa du bureau de contrôle et à l'approbation du maître d'œuvre, l'entreprise gardant la responsabilité du projet d'exécution de l'ouvrage.

En conséquence, les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, notes de calculs, études de détail, spécifications techniques détaillées, seront fournis par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots à ses frais et seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre qui devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 2 semaines après leur réception.

Au cours de leur diffusion, en vue de leur approbation, les plans et autres documents seront remis en 5 exemplaires, à raison de la répartition suivante :

- 3 exemplaires au maître d'œuvre qui vérifiera l'exactitude et/ou la fidélité à ce qu'il souhaite voir mettre en œuvre (2 ex. à l'architecte, 1 ex. au BET) ;
- 2 exemplaires au contrôleur technique qui vérifiera plans et notes de calcul et donnera son avis.

Après approbation, les plans et autres documents seront remis en 5 exemplaires à raison de la répartition suivante :

- 1 : dossier chantier
- 2 : maître d'œuvre (1 à l'architecte, 1 au BET)
- 1 : contrôleur technique
- 1 : maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre imposera un cartouche type.

Cotes du projet

En complément de **l'article 24 du CCAG travaux**, Cet article stipule que les vérifications sont effectuées selon les indications stipulées dans les documents particuliers du marché. Le maître d'œuvre indique s'il y a lieu de procéder à des vérifications sur le chantier, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire et des sous-traitants ou fournisseurs. Les vérifications sont exécutées par le maître d'œuvre.

Dans le présent que chaque attributaire d'un ou plusieurs lots sera tenu de vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et aux dessins qui lui seront fournis par le maître d'œuvre et de s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détails, le **CCTP** les ouvrages existants, afin de réaliser correctement les interfaces entre les ouvrages.

Chaque attributaire devra de plus en fonction de son ou ses lots s'assurer sur place de la possibilité de respecter les cotes données et signaler toutes les erreurs ou omissions au maître d'œuvre qui opérera, s'il y a lieu, les mises au point ou rectifications nécessaires.

Chaque attributaire restera ainsi seul responsable de son ou de ses lots y compris de ses éventuelles erreurs, ainsi que des modifications qu'entraînerait pour lui l'inobservation des clauses ci-dessus. À tout moment, l'architecte pourra demander l'intervention d'un géomètre expert, à la charge de l'entreprise, pour contrôle des implantations de l'entreprise.

Visa du contrôleur technique

Tous les plans et notes de calcul sont à la charge de chaque attributaires en fonction de leur lot et ils devront être visés, après contrôle par le contrôleur technique mentionné au **CCAP** suivant les missions qui lui sont imparties.

0.3.13 DIFFUSION DES DOCUMENTS DE CHANTIER

Tous les documents comporteront un cartouche avec un numéro et indice, défini par le maître d'œuvre. La liste des documents établis par l'ensemble des intervenants sera tenue à jour de manière permanente. Liste et documents à jour seront diffusés de manière hebdomadaire à l'ensemble des intervenants par l'**OPC**.

Les plans ne seront définitivement approuvés que si leur diffusion complète a bien été assurée.

Hypothèses de calcul

Sont celles propres à chaque Eurocode en vigueur.

Charges d'exploitation

Suivant norme NF EN 1991-1-1 « Charges d'exploitation des bâtiments ». **Eurocode 1** - Actions sur les structures - Partie 1-1 : actions générales -

Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments

0.3.14 ÉCHAFAUDAGE / MATÉRIEL DE LEVAGE

Chaque attributaire prévoira en fonction de leur lot tous les moyens d'échafaudage et de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux. Il prévoira également tous les dispositifs d'accrochage permettant les entretiens ultérieurs (inserts, douilles, crochets d'ancrage, etc.). L'utilisation de ces matériels se fera sous la responsabilité des attributaires.

L'attributaire du lot Gros-œuvre diffusera au maître d'œuvre en début de période de préparation les notes de calcul de grue précisant ses caractéristiques et ses modalités de fonctionnement.

LE BON ÉTAT DES ÉCHAFAUDAGE ET MATÉRIEL DE LEVAGE

Chaque attributaire a des obligations au regard des normes de sécurité sur l'ensemble des moyens utilisés en accessibilité en hauteur. Ainsi, les obligations relatives à l'utilisation des échafaudages et du matériel de levage en parfait état de sécurité sont régies par le Code du travail. Les **articles R4323-69 à R4323-80** du Code du travail définissent les règles relatives aux échafaudages, L'article R4323-69 stipule que les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17. En effet, les employeurs doivent s'assurer que tous les échafaudages et matériels de levage utilisés par ses travailleurs ont été révisés d'un point de vue de la sécurité des personnes (**conformément à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages précisent les éléments qui doivent être examinés pour assurer la sécurité des travailleurs**) et que lesdits utilisateurs ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

En cas d'infraction, les sanctions peuvent varier en fonction de la gravité de l'infraction. Les employeurs peuvent être condamnés à une amende allant jusqu'à 75 000 euros et/ou à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 2 ans. Les travailleurs peuvent également être sanctionnés pour non-respect des règles relatives à l'utilisation des échafaudages et du matériel de levage.

0.3.15 LIVRAISON ET STOCKAGE

Chaque attributaire devra le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ses travaux, et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprendra :

- Toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires ;
- Tous emballages, protections et autres ;
- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Le stockage sur chantier sera réalisé conformément au plan d'installation de chantier et comprendra en outre :

- Toutes les installations nécessaires ;
- Toutes les protections durant le cours du chantier ;
- Tous les nettoyages des magasins de chantier avec enlèvement des emballages et déchets aux décharges.

Les matériaux seront stockés soit dans des baraquements à la charge de chaque attributaire, soit dans les locaux construits avec l'accord du maître d'œuvre. En tout état de cause, l'attributaire restera responsable des dégradations et détournements de ses approvisionnements.

Sur simple injonction du maître d'œuvre, chaque attributaire devra évacuer les locaux dans lesquels les matériaux auront été stockés et qui pourraient gêner la bonne marche du chantier.

Si cette recommandation n'est pas respectée, le maître d'œuvre pourra, 8 jours après la mise en demeure, procéder à leur enlèvement, les faire transporter à la décharge publique, les déposer sur des terrains en location, et/ou vendre aux enchères publiques les matériaux non enlevés, matériels ou déchets se trouvant dans les locaux et le tout aux frais de chaque attributaire et sans qu'il puisse faire une réclamation.

Il ne sera alloué à chaque attributaire aucune indemnité pour les déménagements, même successifs. Les stockages se feront dans les enceintes de chantier, selon les plans de phasage du présent DCE, tout autre emplacement sera soumis à l'accord express du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

0.3.16 DOCUMENTS DOE A FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Les modalités de remise de ces documents seront définies au **CCAP**.

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, hypothèses de calculs, etc.) seront à la charge de l'entreprise sous la forme définie ci-après, contrôlé, vérifié et complété.

Présentation du DOE:

- Pour chaque corps d'état, le Dossier des ouvrages exécutés sera fourni sous forme de CD-Rom plus 5 exemplaires papier (pièces écrites, notice et plans), comme indiqué au paragraphe suivant.
- Pour un lot donné, chaque exemplaire du dossier **DOE** se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans perforés).
- Pour un même lot, tous les classeurs devront être de la même couleur.

Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires :

- Intitulé de l'opération ;
- Nom du lot en clair ;
- Numéro du lot ;
- Nom de l'entreprise ;
- Numéro d'ordre du classeur.

Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier :

- Liste des pièces écrites ;
- Liste des plans.

Et chaque classeur son sommaire particulier.

Tous les documents devront comporter, sur le cartouche, la mention DOE, en gros caractères.

Ces plans seront complétés par une série réduite des vues en plan des niveaux, facilement maniables.

Contenu du DOE

Le contenu de base commun à tous les lots techniques et ceux non techniques est défini ci-après, les documents particuliers à certains lots à rajouter étant définis dans les CCTP correspondants (stock de pièces détachées, quelques matériaux de rechange, etc.).

A) Pour les lots techniques

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

– Pièces écrites :

- * Listes des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques accompagnées de plans permettant leur repérage à l'intérieur du bâtiment, avec des marques et des produits, adresse et téléphone des fournisseurs, et localisation dans les bâtiments ;
- * Avis techniques et ATEX éventuels ;
- * Notice rappelant les hypothèses de calcul pour toutes les zones ;
- * Notices de fonctionnement des installations ;
- * Notices d'entretien des installations indiquant la périodicité de ces entretiens.

Pièces graphiques :

- Tous les plans d'exécution des ouvrages ;
- Tous les plans d'atelier et de chantier.

Toutes ces pièces graphiques devront être remises également sur support informatique (CD) compatible avec le logiciel AutoCAD®

B) Pour les lots de finition

Par opposition aux lots techniques, ce sont tous les autres lots de travaux.

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

Pièces écrites :

- Liste des produits mis en œuvre ;
- Référence commerciale ;
- Fiche technique ;
- Adresse fournisseur et téléphone ;
- Avis techniques et ATEX éventuels ;
- Notices d'entretien des produits.

Pièces graphiques :

- Plans de repérage des matériaux ;
- Carnets de détails pour les menuiseries intérieures et extérieures.

Tous ces documents devront être remis au maître d'œuvre le jour de la réception des ouvrages.

Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

En vue de l'élaboration du **DIUO** par le coordonnateur **CSPS**, les attributaires fourniront en parallèle au **DOE**, et ce pour chacun des corps d'état concerné, une notice technique accompagnée de plans, dessins, croquis, etc. contenant toutes les recommandations utiles pour l'exploitation et l'entretien des ouvrages. Cette notice devra souligner notamment celles des dispositions constructives qui joueront un rôle important dans la sécurité, telles que (liste non exhaustive à compléter en fonction du **CGCSS** et des demandes du coordonnateur SPS) :

- Surcharges admissibles des planchers par zone ;
- Précautions pour les percements et scellements ;
- Maintien en position fermée des portes qui contribuent à l'encloisonnement des escaliers ;
- Fixation des éléments démontables de faux-plafonds ;
- Réfection périodique de peintures intumescentes ;
- Puissance maximum pouvant être demandée à chaque point de livraison du courant électrique, etc.

Chaque attributaire participera obligatoirement aux réunions animées par le coordonnateur **CSPS** pour la mise au point du **DIUO** et complètera les fiches qui lui seront remises à cet effet par le coordonnateur.

0.3.17 LIAISONS ENTRE CORPS D'ÉTAT

Chaque liaison entre les différents entrepreneurs concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'attributaire du lot de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Chaque attributaire réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque attributaire mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux seront liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
- Chaque attributaire devra travailler en bonne intelligence avec les autres attributaires intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les attributaires seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun attributaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

0.3.18 TRAVAUX SPÉCIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'attributaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un autre entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

0.3.19 EMPLOI DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS DE L'UNION EUROPÉENNE (UE)

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est informé que l'emploi en détachement de travailleurs est une pratique qui permet à une entreprise d'envoyer temporairement des travailleurs dans un autre pays de l'Union européenne (UE) tout en continuant à les employer et à les rémunérer dans leur pays d'origine.

En 2023, les règles et normes en matière de détachement de travailleurs sont régies par la directive européenne 2018/957/UE. Cette directive a pour objectif de renforcer la protection des travailleurs détachés et de garantir une concurrence loyale entre les entreprises. Ladite directive 2018/957/UE prévoit que les travailleurs détachés doivent bénéficier des mêmes conditions de travail et d'emploi que celles applicables aux travailleurs locaux, notamment en matière de salaire, de durée du travail, de congés payés, de santé et de sécurité au travail. En outre, ladite directive prévoit que les États membres doivent mettre en place des mesures pour lutter contre la fraude et le dumping social.

À partir du 30 juillet 2024, la durée maximale du détachement sera limitée à 12 mois, avec une possibilité de prolongation d'une année supplémentaire dans des cas exceptionnels.

Les travailleurs détachés sont donc des salariés envoyés par leur employeur dans un autre pays de l'Union européenne pour y effectuer une mission temporaire **sera limitée à 12 mois en 2024**. Selon le site Service-public.fr, le statut de salarié détaché concerne un salarié amené à travailler temporairement à l'étranger, pour le compte de son employeur français, avec lequel il conserve un lien contractuel pendant le temps de sa mission. En tant que salarié détaché, celui-ci bénéficie toujours du régime français de sécurité sociale et du régime unique d'assurance-vieillesse.

0.3.20 ÉCHANTILLONS

Obligations :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.
- Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.
- Ils seront entreposés par chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre.
- Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés.
- Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage, qui manifestera ainsi son acceptation.
- Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'attributaire d'un ou plusieurs lots, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures ci-dessus visées.

0.3.21 ÉLÉMENTS « MODÈLES »

Pour les éléments modèles il est précisé :

- Que pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander aux divers entrepreneurs la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».
- Que cet élément puisse être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat.
- Que ce modèle serve à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'attributaire devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.
- Que dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'adjudicataire et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

0.3.22 LUTTE CONTRE LE BRUIT

BRUITS DE CHANTIERS

1) Le chantier est situé dans une zone très isolée, et les bruits de chantier ne pourront en aucun cas apporter une gêne de voisinage.

Ou

2) Le chantier est situé dans une zone où les bruits de chantier apporteront une gêne de voisinage.

Dans ce cas 2, la lutte contre le bruit devient une priorité pour l'attributaire du présent lot. La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'attributaire du présent lot dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Le présent lot est soumis à une obligations de résultat :

- Dans le cadre contractuel de son marché, l'attributaire du présent lot sera tenu à une obligation de résultat ;
- Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Responsabilités en cas d'infractions :

- En cas d'infractions constatées, l'attributaire du présent lot sera seul et unique responsable, et il devra en supporter toutes les conséquences. Il devra immédiatement prendre toutes les dispositions qui s'imposent. Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être appelé en responsabilité, quelles que soient les infractions commises par l'attributaire du présent lot.

Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles:

- Ils devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite, ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent".

0.3.22.1 ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ

Chaque attributaire du présent marché devra respecter l'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles **R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement** énonce les règles pour lutter contre le bruit dans les établissements de santé 1. Cet arrêté précise les mesures à prendre pour prévenir les risques liés aux bruits et aux sons amplifiés dans les établissements de santé, notamment les hôpitaux, les cliniques, les centres de soins, etc. Il s'applique également aux établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées ou handicapées

0.3.22.2 BÂTIMENTS D'HABITATION

- Chaque attributaire devra respecter l'application de la loi cadre pour lutter contre le bruit dans les bâtiments d'habitation **en 2023**. Cependant, la loi cadre sur le bruit est une loi-cadre qui a été promulguée en 1992 et qui a été modifiée à plusieurs reprises depuis lors. Elle a pour objectif principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Elle prévoit des mesures préventives pour limiter les émissions sonores, réglemente certaines activités bruyantes, fixe de nouvelles normes applicables aux infrastructures de transports terrestres, instaure des mesures de protection des habitants touchés par le bruit des transports aériens financées par une taxe sur les aéroports, simplifie la constatation des infractions et crée de nouvelles catégories d'agents habilités à les constater, renforce les mesures judiciaires et administratives pour l'application de la réglementation. En matière d'urbanisme, par exemple, la loi bruit limite la construction autour des aéroports. Sur le plan de l'acoustique des bâtiments, la loi impose une isolation renforcée près des zones affectées par les transports bruyants. L'accès aux niveaux sonores via les documents d'urbanisme informe le citoyen sur les nuisances auxquelles il s'expose en choisissant son lieu d'habitation. Dans une approche curative, la loi a créé les plans de gêne sonore autour des grands aéroports et organise l'attribution de l'aide à l'insonorisation des logements construits antérieurement dans ces zones. Pour plus d'informations sur cette loi, vous pouvez consulter le site Recueil de textes officiels.
- **NRA. - Nouvelle réglementation acoustique :**
- * Elle vise à définir des exigences minimales concernant l'isolation phonique par rapport aux bruits tiers. Les résultats de cette isolation doivent être effectifs in situ, c'est-à-dire après que les travaux d'isolement sont mis en place. Depuis le 1er janvier 2013, une attestation de prise en compte de cette réglementation acoustique doit être établie lors de l'achèvement des constructions d'habitation neuves.
- * Ainsi les exigences de la Nouvelle Réglementation Acoustique
- * La Nouvelle Réglementation Acoustique s'applique aussi bien aux bruits provoqués à l'extérieur du bâtiment qu'entre les différents logements d'un immeuble. Elle concerne notamment les bruits aériens intérieurs (discussion, télévision...), les bruits extérieurs aériens (une rue très passante), les bruits d'impact (les bruits de pas ou les chutes d'objet, par exemple), les bruits produits par les équipements individuels et intérieurs au logement (machine à laver, VMC, etc.) et enfin la correction acoustique dans les parties communes. Exprimé en décibels, le bruit provenant de ces différentes sources ne doit pas dépasser un certain seuil, défini par la réglementation en vigueur.
- * Se protéger des bruits extérieurs Chaque bâtiment est classé selon son exposition au bruit des infrastructures de transports terrestres en cours ou en projet. Ce classement, de **BR1 à BR5** (la catégorie 1 étant la plus bruyante), sert à adapter l'isolation phonique du bâtiment en fonction du bruit produit à l'extérieur. Quelle que soit la position du bâtiment dans ce classement, une valeur d'isolement minimum de 30 décibels doit être respectée. La Nouvelle Réglementation Acoustique ne s'applique pas entre les pièces d'un même logement.
- Suivant le Code de la construction en vigueur relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.
- Suivant le Code de la construction en vigueur relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.

Etc.

0.3.22.3 BÂTIMENTS AUTRES QUE D'HABITATION

Circulaire du **25 avril 2003** (**Toujours en vigueur en 2023**)- relatif à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation.

En effet dans la circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation précise un certain nombre de considérations complémentaires à prendre en compte lors de la conception des bâtiments . Voici quelques-unes de ces considérations:

- Limiter les bruits de choc: Les bruits de choc sont des bruits qui se propagent par les vibrations des éléments de construction. Pour limiter ces bruits, il est recommandé d'utiliser des matériaux amortissants tels que des plaques de plâtre, des panneaux de fibres minérales ou des dalles flottantes ;
- Isoler les bruits aériens: Les bruits aériens sont des bruits qui se propagent par l'air. Pour limiter ces bruits, il est recommandé d'utiliser des matériaux isolants tels que des panneaux de laine minérale, de la mousse acoustique ou du liège ;
- D'optimiser la disposition des pièces: La disposition des pièces peut avoir un impact significatif sur le niveau sonore dans un bâtiment. Il est recommandé d'éviter les pièces en enfilade et les pièces avec une hauteur sous plafond importante ;
- Prévoir une ventilation adaptée: Une ventilation inadaptée peut causer des bruits gênants pour les occupants. Il est recommandé d'utiliser des systèmes de ventilation silencieux et bien dimensionnés pour éviter les bruits excessifs ;
- Prévoir une isolation phonique pour les équipements techniques: Les équipements techniques tels que les ascenseurs, les pompes ou les groupes électrogènes peuvent générer des bruits importants. Il est recommandé de prévoir une isolation phonique pour ces équipements afin de limiter leur impact sonore sur l'environnement .

Etc.

0.3.22.4 LOCAUX DE TRAVAIL

Il sera fait l'application de l'article R. 235-11 du code du travail relatif à la correction acoustique des locaux de travail. ainsi que tous autres textes officiels et **il est toujours en vigueur en 2023**. Cet article est défini dans l'arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R. 235-11 du code du travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail. Cet arrêté précise que le maître d'ouvrage d'un bâtiment doit intégrer des traitements de correction acoustique à la conception du lieu de travail ou lors d'un réaménagement, dès lors que des salariés sont susceptibles d'être soumis à des niveaux d'exposition sonore quotidiens supérieurs à 85 dB (A).

Etc.

0.3.22.5 LIMITATION DU BRUIT DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement. la circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation est toujours en vigueur en 2023.
- Vu la directive 98/34/CE (toujours en vigueur en 2023) et le code de l'environnement.

Etc.

0.3.22.6 BRUIT DE VOISINAGE

Applications de l'arrêté préfectoral et/ou de l'arrêté municipal (quant ils existent) et la loi bruit en **vigueur en 2023 est la loi n° 2021-1366 du 20 octobre 2021** relative à la lutte contre le bruit et à la protection de la santé auditive. Cette loi vise à renforcer la prévention, le contrôle et la sanction des nuisances sonores, ainsi qu'à améliorer l'information et l'éducation du public sur les risques auditifs liés à l'exposition au bruit. Les dispositions du Code de la Santé Publique sont applicables. Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités mêmes non incluses dans la nomenclature.

Les principaux articles et arrêtés de la loi bruit sont les suivants :

L'article 1er

- Il modifie le code de la santé publique pour introduire une définition du bruit, préciser les obligations des exploitants d'activités bruyantes, renforcer les pouvoirs de contrôle et de sanction des agents habilités, et créer un fonds national de lutte contre le bruit.

L'article 2

- Il modifie le code de l'environnement pour renforcer les normes acoustiques applicables aux bâtiments d'habitation, aux établissements recevant du public, aux transports terrestres et aériens, et aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'article 3

- Il modifie le code du travail pour abaisser la limite d'exposition quotidienne au bruit des travailleurs de 90 à 85 décibels, et imposer des mesures de prévention et de protection collective et individuelle.

L'article 4

- Il modifie le code de l'éducation pour intégrer l'éducation à la santé auditive dans les programmes scolaires, et imposer des normes acoustiques aux établissements d'enseignement.

L'article 5

- Il modifie le code de la sécurité sociale pour améliorer la prise en charge des troubles auditifs liés au bruit, et créer un dispositif de dépistage précoce des déficiences auditives chez les enfants.

L'article 6

- Il modifie le code général des collectivités territoriales pour renforcer le rôle des collectivités locales dans la lutte contre le bruit, notamment en matière de planification urbaine, de réglementation des activités bruyantes, et de médiation entre les riverains.
- L'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés fixe les modalités d'application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement. Il définit notamment les niveaux sonores maximaux autorisés pour les activités diffusant des sons amplifiés, les obligations des exploitants en matière d'affichage, de mesure, de limitation et d'enregistrement du niveau sonore, ainsi que les modalités de contrôle et de sanction par les agents habilités.
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 (modifiant l'article R.48-1 du CP) relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires). Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 571-18.
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 et le décret n°2012-343 du 9 mars 2012 (modifiant l'article R.48-1 du CP) relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires). Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 571-18.
- Aux termes de l'article R1337-6 du Code de la santé publique, les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés prévus à l'article R1334-36 sont constitutifs d'une infraction.
- Vu le code pénal.
- Vu le code de la santé publique, notamment son article L.1311-1.
- Vu le nouveau code du travail..

Etc.

0.3.22.7 BRUITS DES ENGINS SUR SITE

Les bruits de chantier sont soumis à des règles de prévention du risque bruit pour la santé et la sécurité des salariés fixées par le Code du travail (articles R. 4213-5 à R. 4213-6, R. 4431-1 à R. 4437-4 du Code du travail et R.4435-2 à R.4436-1 pour le suivi individuel de l'état de santé et l'information des travailleurs) . Les bruits de chantier sont également soumis à la réglementation relative à la lutte contre les bruits de voisinage (**art. R.1336-10 du Code de la santé publique qui toujours en vigueur en 2023).**

Les bruits de chantier sont soumis à des règles de prévention du risque bruit. Le Code du travail énonce les principes généraux d'une démarche de prévention, dont les obligations principales de l'employeur sont les suivantes :

- D'éviter les risques ;
- Dévaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- De Combattre les risques à la source ;
- D'agir sur les conditions et l'organisation du travail (choix des équipements, des procédés, des substances...)
- De former et informer les salariés sur les risques et leur prévention ;
- De prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
-

Les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés au bruit sont déterminées d'une part par les articles R. 4213-5 à R. 4213-6 et d'autre part par les articles R. 4431-1 à R. 4437-4 du Code du travail.

Enfin , **l'arrêté du 17 avril 2023** relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement est en vigueur en 2023. Cet arrêté fixe les limites sonores pour les engins de chantier en fonction de leur type et de leur utilisation.

Les limites sonores pour les engins de chantier sont les suivantes

Type d'engin	Niveau sonore maximal
Pelles hydrauliques	110 dB(A)
Chargeuses sur pneus	105 dB(A)
Tombereaux articulés	105 dB(A)
Compacteurs	100 dB(A)
Niveleuses	100 dB(A)

- Il est fait le rappel au titulaire du présent lot qu'il devra prendre toute mesure pour ne pas perturber le voisinage lors de son intervention et qu'il doit également protéger son personnel et les autres intervenants sur site.

- Application de l'arrêté du 18 septembre 1987 modifié, remplacé par l'arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses- pelleteuses.
- Arrêté du 12 mai 1997, pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores :
 - * Des moto compresseurs,
 - * Des groupes électrogènes de puissance,
 - * Des groupes électrogènes de soudage,
 - * Des grues à tour,
 - * Des marteaux- piqueurs et des brise-béton,
 - * Des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses- pelleteuses.

Chaque soumissionnaire doit prendre connaissance de tous les articles du présent document rappelant les normes et réglementations en matière de bruits dans le chantier et en périphérie des zones avoisinant au présent projet.

Nota:

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.3.22.8 PRÉVENTION DES BRUITS DE CHANTIERS

Étendue de la réglementation municipale applicable

L'article L. 2213-4 du Code général des Collectivités Territoriales précise que le maire peut : « par arrêté motivé, soumettre à des prescriptions particulières relatives aux conditions d'horaires et d'accès à certains lieux et aux niveaux sonores admissibles les activités s'exerçant sur la voie publique, à l'exception de celles qui relèvent d'une mission de service public ».

Sur ce fondement juridique, le maire peut limiter les nuisances sonores générées par les chantiers sur le territoire de la commune en définissant notamment :

Les horaires possibles :

Lorsque l'arrêté d'un maire autorise la réalisation de chantiers, entre **8 heures et 19 heures**, la Cour d'appel de Paris, par exemple, estime que constituent des troubles anormaux de voisinage, les travaux de construction effectués en dehors des heures prévues (C.A. de Paris, 6 juill. 1994, Amaro c. Amouroux, *Juris-Data* n° 024104).

Une autorisation pour un chantier bruyant n'exonère pas automatiquement son bénéficiaire de toute responsabilité

Des horaires peuvent être fixés et des sujétions particulières imposées aux chantiers en application des dispositions de l'article L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la police municipale.

Néanmoins, **l'autorisation accordée par le maire, ne dégage pas l'auteur du bruit de toute responsabilité**. Ainsi, la jurisprudence rappelle que le propriétaire de l'immeuble auteur des nuisances et les constructeurs à l'origine de celles-ci sont responsables de plein droit vis-à-vis des voisins victimes. Le maître de l'ouvrage ne peut s'exonérer de toute responsabilité en invoquant le fait que la construction a été réalisée conformément à un permis de construire (C.A. d'Aix-en-Provence, 28 oct. 2011, Synd. des copropriétaires de l'ensemble immobilier Le Shakespeare c. SCI Cannes-Milton-Carnot, *Juris-Data* n° 025213).

0.3.22.8.1 Répression des bruits de chantier

Champ d'application de l'article R. 1336-10 du Code de la santé publique

Tous les chantiers ne sont pas concernés par la répression spécifique des bruits des chantiers de l'article R. 1336-10 du Code de la santé publique. En effet, cette réglementation vise :

- les chantiers de travaux publics ou privés soumis à autorisation ou à déclaration ;
- les travaux intéressant les bâtiments et les équipements soumis à autorisation ou à déclaration (permis de construire ou déclaration de travaux).

Mise en œuvre de l'article R. 1336-10 du Code de la santé publique

Les chantiers ne sont susceptibles d'être réprimés, en vertu des dispositions contenues à l'article R. 1336-10 du Code de la santé publique, que si la personne, à l'origine du bruit transgresse une des trois conditions édictées par ce texte.

Est, ainsi, punie d'une amende correspondant à une contravention de la 5^{ème} classe (1 500 euros au plus), toute personne qui :

- N'aura pas respecté les conditions d'utilisation ou d'exploitation de matériels, fixées par les autorités compétentes ;
- Ou, aura négligé de prendre toute les précautions pour limiter le bruit ;
- Ou encore, aura fait preuve d'un comportement anormalement bruyant.

Autres sanctions applicables en cas de non respect des règles sur les bruit de chantier et cela suivant l'article R.1337-6 du code de la santé publique ;

- Sur le plan pénal, les bruits de chantier qui troublent de manière anormale le voisinage sont punis d'une contravention de 5^{ème} classe, soit une amende maximale de **1 500 euros** pour les personnes physiques et de **7 500 euros** pour les personnes morales. En cas de récidive, l'amende peut être portée au double ;
- Sur le plan administratif, les autorités compétentes (préfet, maire, etc.) peuvent prendre des mesures pour faire cesser les nuisances sonores, telles que la suspension d'activité, la mise en demeure, la fermeture provisoire ou définitive du chantier, etc. Ces mesures peuvent être assorties d'astreintes journalières pouvant aller jusqu'à **3 000 euros** par jour de retard.

0.3.22.8.2 Indemnisation des préjudices subis a l'occasion du fonctionnement des chantiers

0.3.22.8.2.1 Responsabilité civile

Éléments considérés par la jurisprudence comme constitutifs de troubles de voisinage

Le juge doit rechercher si le bruit de chantier en cause constitue un inconvénient excédant les obligations normales du voisinage, c'est-à-dire un inconvénient qui dépasse ceux qu'on est normalement appelé à supporter, de la part de ses voisins :

- Une **durée excessive de travaux**, l'anormalité du trouble de voisinage s'appréciant en fonction de l'intensité et de la durée de ce trouble. Ainsi constituent des troubles anormaux de voisinage, les travaux de démolition et de construction d'un bâtiment jouxtant un fonds de commerce de bar brasserie, les travaux ayant duré six mois et engendré notamment des nuisances sonores significatives. La perte d'exploitation subie par l'exploitant est justifiée à hauteur de 11 575 euro, sur la base d'une perte d'activité moyenne de 15 couverts par jour, durant la période s'étant écoulée de mi-juin à mi-octobre. Par ailleurs, une diminution de la fréquentation de l'établissement de la part des habitués et une importante atteinte à son image commerciale sont indemnisées à hauteur de 5 000 € (C.A. de Rennes, 21 mai 2013, Sté La Petite Fourchette EURL c. Sté Kaufman & Broad, *Juris-Data* n° 015289) ; de même, suffit à caractériser le caractère anormal de l'inconvénient de voisinage lié à un chantier d'une durée d'un mois seulement le niveau insupportable des nuisances sonores confirmé par les très nombreuses pièces produites par l'exploitant de l'hôtel, émanant tant de ses clients et de son personnel que de ses partenaires commerciaux, et qui relatent que le bruit constituait une gêne importante à compter de 8 h 30 du matin et jusqu'à 16 h 30 les jours ouvrables, de telle sorte que les clients de l'hôtel ne pouvaient ni profiter d'un petit déjeuner sur la terrasse de l'hôtel, ni de son parc, et étaient incommodés jusque dans leurs chambres (C.A. de Rouen, 13 mars 2013, SAS Le Fol TP contre SNC Immo Mousquetaires Région parisienne et autres, *Juris-Data* n° 008708) ;
- Des travaux de construction entrepris par deux sociétés sur des terrains jouxtant un camping en période touristique, 7 jours sur 7, au bruit des outils manipulés par les ouvriers du chantier s'ajoutant le bruit d'un groupe électrogène (C.A. de Bastia, 10 avril 2013, M. Raymond Egéa c. Mme Antoinette de la Rossat (*Juris-Data* n° 2013-012275) ; dans cette espèce les sociétés de construction ont été condamnées à verser 38 589 euros chacune à l'exploitant du camping au titre des dommages et intérêts pour préjudice économique résultant de l'annulation de certains de ses clients et du remboursement demandé par d'autres ;
- Des travaux caractérisés par d'importantes nuisances auditives et olfactives produites de manière continue, l'horaire fixé par le Maire et ménageant une trêve entre 12 et 14 heures pour les travaux bruyants et générateurs de poussière n'ayant pas été respecté par les entreprises (C.A. de Versailles, 29 sept. 2011 (3ème ch.), Madame Joenta Lachacka Bozenna épouse Kowalczyk et autre c/ SARL Constructeurs Parisiens et autres (req. n° 10/00303). Le juge a estimé à 10 000 euros le préjudice subi par un restaurant du fait des troubles dépassant les inconvénients normaux du voisinage résultant du chantier. Le juge s'était fondé sur un document comparatif des chiffres d'affaires 2006, 2007 et 2008, les chiffres laissant paraître une baisse sensible pour l'année 2007, le lien de causalité entre la baisse du chiffre d'affaires et la présence du chantier étant suffisamment établi.

L'existence d'une faute n'est pas nécessaire pour qu'un trouble de voisinage soit sanctionné. La Cour de cassation a posé nettement le principe selon lequel le trouble anormal de voisinage doit être sanctionné même en l'absence de faute (Cass. 2ème civ., 24 avr. 1989, n° 87-16.696 V, arrêt n° 893 D, Murer, Rueffli c. Cordier, Chevalet). Ce principe a été réaffirmé lors d'une demande de réparation consécutive à des nuisances occasionnées par un chantier (C.A. de Paris, 12 janv. 1999, Mutuelle du Mans Assurances Iard c. Voillot, *Juris-Data* n° 020049).

0.3.22.8.2 Responsabilité administrative

Les fondements de la responsabilité administrative en matière de bruits de chantiers

Lorsque l'auteur du dommage est une personne publique ou que le dommage résulte de travaux publics ou d'ouvrages publics, la responsabilité de la puissance publique peut être retenue.

Cette responsabilité (qui pèse également sur les concessionnaires de services publics) est fondée :

- Soit sur la faute des agents de la collectivité ;
- Soit sur les simples risques ou inconvénients pour le voisinage « des travaux publics ».

Les bruits de chantiers constitutifs d'un préjudice anormal et spécial

Subissent ainsi un préjudice anormal (c'est-à-dire très important) et spécial (c'est-à-dire ne touchant qu'un très petit nombre d'individus) de travaux publics :

- les **victimes de bruits provoqués par un chantier** à proximité d'une maison d'habitation excédant les sujétions que les riverains doivent supporter et qui constituent un préjudice indemnisable (C.A.A. de Bordeaux, 13 oct. 1997, Ministre de l'Équipement des transports et du tourisme c. Charpentier, n° 94BX01270) ;
- De même, **des indemnités ont été accordées pour un préjudice découlant d'un chantier** sur une période de neuf mois (C.E. 28 oct. 1988, Cne de Cagnes-sur-mer, n° 74997) ;

En revanche, ne donnent pas à droit à réparation :

- Tous les travaux d'aménagement urbain, de voirie et de réalisation de la ligne n° 1 du tramway à Nice dès lors que le commerçant concerné se cantonne à des allégations peu circonstanciées qui ne permettent pas de caractériser l'existence d'un dommage anormal, le juge précisant, au contraire, que les gênes subies par le requérant dans l'exploitation de son commerce du fait des travaux effectués pour le compte de la communauté d'agglomération et de la commune n'excèdent pas les sujétions susceptibles d'être imposées normalement aux riverains des voies publiques et ne sont, dès lors, pas de nature à ouvrir droit à indemnité à son profit .

Nota :

Pour comprendre qui de l'architecte, du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ou du bureau d'étude peut être jugé responsable des nuisances générées par un chantier de construction.

Lire mon analyse de l'arrêt de la Cour de Cassation de 2011.

0.3.22.8.3 Textes officiels relatifs aux bruits de chantier en France

- Les bruits de chantier sont soumis à la réglementation relative à la lutte contre les bruits de voisinage, qui est codifiée aux articles R.1336-1 à R.1336-10 du Code de la santé publique .Cette réglementation indique que les bruits de chantier ne doivent pas porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, et que les responsables des travaux doivent prendre des précautions appropriées pour

limiter ces bruits. Les bruits de chantier peuvent constituer une infraction punie d'une amende pouvant aller jusqu'à 1 500 euros pour les personnes physiques et 7 500 euros pour les personnes morales ;

- Les bruits de chantier sont également soumis à la réglementation relative à la prévention du risque bruit pour la santé et la sécurité des salariés, qui est codifiée aux articles R.4213-5 à R.4213-6, R.4431-1 à R.4437-4 et R.4435-2 à R.4436-1 du Code du travail. Cette réglementation impose des mesures de protection collective et individuelle pour réduire l'exposition des travailleurs au bruit, ainsi qu'un suivi médical et une information des travailleurs sur les risques liés au bruit ;
- Le décret n° 2006-892 du 19 juillet 2006 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse, qui a modifié les articles R.1336-1 à R.1336-5 du Code de la santé publique, précisant les modalités de mesure et d'évaluation des bruits de voisinage ;
- Le décret n° 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques résultant des émissions sonores des équipements de travail, qui a modifié les articles R.4431-1 à R.4437-4 et R.4435-2 à R.4436-1 du Code du travail, transposant la directive 2003/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 février 2003 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit) ;
- Les arrêtés préfectoraux ou municipaux pris en application des articles R.1336-5 et R.1336-8 du Code de la santé publique, fixant les conditions d'autorisation ou de dérogation pour les activités bruyantes, notamment les travaux de chantier, ainsi que les horaires et les zones sensibles ;
- Arrêté du 12 mai 1997, n'est plus en vigueur en 2023. Il a été abrogé par le décret n° 2018-1121 du 10 décembre 2018 relatif à la limitation des émissions sonores des matériels et engins de chantier, qui transpose la **directive (UE) 2015/2193** du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions dans l'atmosphère de certains polluants provenant des installations de combustion moyennes. Ce décret fixe des valeurs limites d'émission sonore plus strictes pour les matériels et engins de chantier, ainsi que des modalités de contrôle et de sanction renforcées. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2020 pour les nouveaux matériels et engins de chantier, et le 1er janvier 2023 pour les matériels et engins de chantier existants.

0.3.22.8.4 Les valeurs limites de bruits applicables aux matériels et engins de chantier en 2023 "Charte de « Chantier vert »"

Charte de « Chantier vert »

Les valeurs limites de bruits applicables aux matériels et engins de chantier en 2023 sont fixées par le décret n° 2018-1121 du 10 décembre 2018, qui transpose la directive (UE) 2015/2193 du 25 novembre 2015. Ces valeurs limites sont exprimées en décibels A (dB(A)) et dépendent de la puissance des matériels et engins. Voici un tableau récapitulatif des valeurs limites pour les matériels et engins mentionnés ci-après :

Matériel ou engin	Puissance (kW)	Valeur limite (dB(A))
Moto compresseur	< 147	80
Groupe électrogène	< 147	80
Grue à tour	< 147	80
Pelle hydraulique	< 147	80
Pelle à câbles	< 147	80
Buteur	< 147	80
Chargeuse	< 147	80
Chargeuse-pelleteuse	< 147	80
Moto compresseur	≥ 147 et < 221	83
Groupe électrogène	≥ 147 et < 221	83
Grue à tour	≥ 147 et < 221	83
Pelle hydraulique	≥ 147 et < 221	83
Pelle à câbles	≥ 147 et < 221	83
Buteur	≥ 147 et < 221	83
Chargeuse	≥ 147 et < 221	83
Chargeuse-pelleteuse	≥ 147 et < 221	83
Moto compresseur	≥ 221 et < 368	87
Groupe électrogène	≥ 221 et < 368	87
Grue à tour	≥ 221 et < 368	87
Pelle hydraulique	≥ 221 et < 368	87
Pelle à câbles	≥ 221 et < 368	87
Buteur	≥ 221 et < 368	87
Chargeuse	≥ 221 et < 368	87
Chargeuse-pelleteuse	≥ 221 et < 368	87
Moto compresseur	> 368	90
Groupe électrogène	> 368	90
Grue à tour	> 368	90
Pelle hydraulique	> 368	90
Pelle à câbles	> 368	90
Buteur	> 368	90
Chargeuse	> 368	90
Chargeuse-pelleteuse	> 368	90

0.3.22.8.5 Norme de référence acoustique:

- Acoustique NF ISO 6393 de juillet 2008 (réf Afnor 2023).
- Mesurage du bruit aérien émis par les engins de terrassement

- NF ISO 6394 de juillet 2008 (réf Afnor 2023) ;
- NF ISO 6395 de mai 2008 (réf Afnor 2023) ;
- NF ISO 6396 de mai 2008 (réf Afnor 2023) ;
- NF ISO 6396/AC1: de mai 2009 (réf Afnor 2023).

0.3.22.8.6 Réglementation européenne

La réglementation européenne ne concerne que certaines catégories d'engins et se substitue pour celles-ci à la réglementation française. A terme et en fonction de l'élaboration de nouvelles directives, la réglementation européenne se substitue totalement à la réglementation nationale. Il existe ainsi aujourd'hui (2023) en France une procédure française d'homologation des engins et une procédure européenne, qui diffèrent sensiblement.

Les normes suivant la Réglementation européenne en vigueur bruits de chantier en 2023 sont les suivantes :

- La directive 2003/10/CE du 6 février 2003 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit)¹. Cette directive fixe les valeurs limites d'exposition au bruit des travailleurs sur les chantiers, ainsi que les mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre ;
- La directive 2015/996/UE du 19 mai 2015 établissant des méthodes communes de calcul du bruit dans l'environnement. Cette directive harmonise les méthodes de calcul du bruit émis par les sources sonores, dont les chantiers, afin de faciliter la comparaison des données entre les États membres et d'évaluer l'impact du bruit sur la santé et le bien-être des populations ;
- Le règlement (UE) 2019/1242 du 25 juillet 2019 relatif aux exigences en matière d'émissions sonores applicables aux véhicules à moteur. Ce règlement limite le niveau sonore des véhicules à moteur, y compris ceux utilisés sur les chantiers, afin de réduire la pollution sonore et de protéger l'environnement et la santé publique ;
- Le règlement (UE) 2020/367 du 4 mars 2020 établissant des exigences en matière d'émissions sonores applicables aux équipements pour utilisation extérieure. Ce règlement limite le niveau sonore des équipements pour utilisation extérieure, tels que les tondeuses à gazon, les tronçonneuses ou les perceuses, afin de réduire la nuisance sonore et de protéger l'environnement et la santé publique ;

Ces normes sont transposées dans le droit national des États membres et peuvent être complétées par des dispositions plus spécifiques selon les situations locales. Il est donc conseillé de se renseigner auprès des autorités compétentes avant de réaliser un chantier.

0.3.22.8.7 Bruits de travaux de chantier exécutés dans des zones particulièrement sensibles

Les travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles sont soumis à des règles spécifiques selon le code de l'urbanisme et la loi sur l'eau. Voici ci-après les divers textes et lois en vigueur en 2023 qui concernent ces travaux :

- Le décret n° 2023-890 du **21 septembre 2023** relatif à l'extension du périmètre d'application du mécanisme de réparation des atteintes à l'environnement prévu par le code civil. Ce décret vise à renforcer la protection des zones humides, des cours d'eau, des espaces remarquables du littoral et des sites Natura 2000 en cas de dommages causés par des travaux ou des activités illicites ;
- La loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique. Cette loi permet aux maîtres d'ouvrage publics de recourir au tiers financement pour réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments situés dans des zones sensibles, notamment les zones de montagne, les zones littorales et les zones de revitalisation rurale ;
- La loi n° 2023-24 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (**LOPSI**). Cette loi prévoit des mesures pour renforcer la sécurité des personnes et des biens dans les zones sensibles, notamment en matière de prévention des risques naturels et technologiques, de lutte contre les incendies, de surveillance des sites sensibles et de protection du patrimoine culturel ;
- La section 2 du code de l'urbanisme relative aux dispositions applicables aux travaux exécutés sur des constructions existantes et aux changements de destination de ces constructions. Cette section détermine les cas où les travaux sur des constructions existantes ou les changements de destination de ces constructions sont soumis à déclaration préalable ou à permis de construire, en fonction de la nature et de l'importance des travaux, ainsi que du caractère protégé ou non du site ou du bâtiment concerné.

0.3.22.8.8 Le code de l'environnement relative à la lutte contre le bruit en 2023 est composé de deux chapitres principaux

Le chapitre 1er :

- Celui-ci a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter la pollution sonore, soit l'émission ou la propagation des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement. Ce chapitre définit les prescriptions relatives aux niveaux sonores admissibles, aux conditions d'utilisation, aux méthodes de mesure du bruit, au marquage et à l'information du public pour les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées, ainsi que les règles applicables à leur fabrication, importation et mise sur le marché. Il prévoit également les procédures d'homologation et de certification attestant leur conformité aux normes acoustiques, ainsi que les modalités de contrôle et de sanction par l'autorité administrative .

Le chapitre II

- Celui-ci a pour objet l'évaluation, la prévention et la réduction du bruit dans l'environnement, en application de la directive 2002/49/CE². Ce chapitre impose aux États membres un cadre commun pour la lutte contre les nuisances sonores des infrastructures de transports terrestres, des aéroports et des agglomérations. Il prévoit l'établissement de cartes d'exposition aux bruits et l'adoption de plans d'actions, dits plans de prévention du bruit dans l'environnement (**PPBE**), en matière de prévention et de réduction du bruit dans l'environnement. Il fixe également les modalités de consultation du public et de diffusion des informations relatives au bruit dans l'environnement.

0.3.23 LOCAUX TÉMOINS

Dès que l'avancement du chantier le rendra possible, et pour la date qui sera fixée par le maître d'œuvre, il devra être réalisé un local ou un groupe de locaux « témoins ».

Les attributaires du présent marché devront exécuter les travaux leur incombant pour terminer ce ou ces « témoins » dans le délai imparti. Ce ou ces « témoins » permettront, en tant que besoin, de mettre au point les détails de construction et de finition, les entrepreneurs seront alors tenus d'y apporter toutes les modifications que le maître d'œuvre jugerait utiles pour améliorer la qualité de la construction, dans la limite toutefois des obligations contractées par les attributaires au titre de leurs marchés. Les attributaires tiendront compte de ces mises au point dans l'exécution de la suite de leurs travaux.

0.3.24 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Tous les travaux devront être exécutés :

- Selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage ;

- À ce sujet, il est formellement précisé à chaque soumissionnaire qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne lui sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Dans le cas où une démolition est nécessaire et si tous les travaux effectués sont reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'attributaire dit défaillant, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne lui sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « dits non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

0.3.25 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

Généralités :

- Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.
- Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.
- Dans le cadre des prescriptions du CCTP le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.
- Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.
- Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, les entrepreneurs ne pourront mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Produits de marque

- Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.
- Les soumissionnaires auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité techniques, de durée, dimensions, formes, aspects, etc.

Responsabilité de l'entrepreneur soumissionnaire

- Ainsi, en passant de soumissionnaire à l'attributaire d'un ou plusieurs lots il est reconnu comme intégralement responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.
- Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

Agréments - Essais - Analyses

- Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB chaque attributaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.
- Chaque attributaire sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.
- À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur défaillant.

0.3.26 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCHELLEMENTS - RACCORDS, ETC.

Prescriptions générales :

- Ainsi, en passant de soumissionnaire à l'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché, les attributaires auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.
- Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'attributaire du lot de gros-œuvre, les refouilllements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.
- En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.
- Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les attributaires des corps d'état concernés.
- Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'attributaire du corps d'état concerné.

Réservations au coulage et / ou à la préfabrication :

- Tous les attributaires dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc. dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.
- Ces plans de réservations devront être transmis à l'attributaire du lot de **gros-œuvre** sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans "mannequin notamment pour l'emplacement des appareils sanitaires et cela pour éviter une mauvaise implantation avec les cloisons" qui lui auront été remis. En cas de non fourniture des plans de réservations . (*) Le lot gros-œuvre facture les éventuelles modifications à l'attributaire défaillant en fonction des solutions disponibles en fonction de l'avancement du chantier lot/lot
- La fourniture des caissons de coffrage, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations sera à la charge de l'attributaire du lot de gros œuvre. Même remarque que (*) ci-avant.
- Chaque soumissionnaire qui est l'attributaire d'un ou plusieurs sera tenu de s'assurer que les réservations demandées et qui ont été réalisées par le gros-œuvre ont bien été conformément aux plans remis, et il devra, le cas échéant, signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été effectuées au coulage ou à la préfabrication seront obligatoirement exécutées par le gros-œuvre, et les frais en seront supportés :

- Par l'attributaire du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservations serait incomplet ou inexact ;
- Par l'attributaire de gros-œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées, le cas échéant:

- Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage

Chaque soumissionnaire doit bien noter que c'est l'attributaire du lot de gros-œuvre qui devra la mise en place au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués. Ces pièces seront fournies en temps utile au gros-œuvre par le corps d'état concerné. Les attributaires d'un ou plusieurs lots concernés fourniront au dit lot gros-œuvre tous plans et dessins cotés **"éventuellement les divers mannequins notamment pour l'emplacement des appareils en fonction de leurs lots"** concernant ces incorporations, et ils en contrôleront la mise en œuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.

Canalisations incorporées au coulage incorporées au coulage

Dans le cas où des conduits électriques ou autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les adjudicataires concernés avant le coulage du béton. En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires. Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.

Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations :

- L'attributaire "adjudicataire" du lot de gros-œuvre pourra ne pas être tenu de réaliser certaines réservations, incorporations, etc. qui lui seraient demandées par les autres corps d'état, dans le cas où une impossibilité technique viendrait à apparaître. Il appartiendra alors à l'attributaire "adjudicataire" de gros-œuvre d'apporter la preuve de cette impossibilité avec toutes justifications techniques valables à l'appui.
- Dans ce cas, l'attributaire "adjudicataire" demandeur aura à trouver une autre solution d'exécution.
- Percements dans des maçonneries et ouvrages autres que béton
- Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans les cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les adjudicataires concernés.
- Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'attributaire devra obtenir l'accord du maître d'œuvre avant d'exécuter ses percements.

Tranchées - Gaignes - dans des maçonneries et cloisons :

- Mêmes prescriptions que pour les percements.
- Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.
- Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

Scellements :

- Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.
- Dans le cas de scellement dans des parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.
- Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.
- Les scellements devront toujours être arasés de 0,010 environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

Fourreaux :

- Les fourreaux seront soit en tube acier peint au minium de plomb, soit en PVC. Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf dans le cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.
- Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.
- Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.
- Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

Raccords :

- Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.).
- Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.
- La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé

Dans le cas où, par suite de modifications intervenues après réservation, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

- Accord de l'ingénieur chargé des études de béton armé et, le cas échéant, du bureau de contrôle et de l'attributaire "adjudicataire" de gros-œuvre ;
- Exécution par l'attributaire "adjudicataire" du lot de gros-œuvre ;
- Exécution, dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté. Dans le cas où un adjudicataire procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de gros-œuvre aux frais de l'attributaire "adjudicataire" en cause.

Respect des isolements phoniques

• Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les attributaires "adjudicataires" devront veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

0.3.27 FIXATION DES OUVRAGES SUR CHEVILLES

Pour tous les ouvrages dont la tenue doit être absolument garantie ou qui présentent des risques aux tiers en cas de tenue défectueuse tels que

bardages ou habillages de façades, ouvrages fixés en plafond, garde-corps et rampes d'escaliers, couvertines métalliques, etc., la fixation sur chevilles pourra être autorisée par le maître d'œuvre. Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra alors fournir un procès-verbal d'essais à l'arrachement et à la rupture des fixations sur chevilles, établi sur site par le fournisseur des chevilles.

0.3.28 PROTECTION DES OUVRAGES

Protection des ouvrages des autres corps d'état :

- Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis;
- Cette prescription s'applique notamment plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il ;
- Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'attributaire dit responsable en subira toutes les conséquences financières et autres;
- Mise en place d'une protection adaptée à chaque ouvrage par tous les attributaires de leurs propres ouvrages ;
- Les attributaires de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception ;
- Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace ;
- En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints;
- Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir ;
- Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers, où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé ;
- Les appareils sanitaires devront également être parfaitement protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé, pelables appropriés ;
- En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes ;
- Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux et jusqu'à la réception des travaux;
- En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé "dit aussi pelable qui est conçu pour être facilement détachable de ladite surface protégée ";
- Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

0.3.29 NETTOYAGE DE CHANTIER

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le cloisonneur aux attributaires de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque attributaire aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque adjudicataire devra prendre ses dispositions à ce sujet.

De plus, et à raison d'une fois par mois au minimum, l'attributaire de gros-œuvre devra effectuer un nettoyage et balayage général de la construction.

Seront également à la charge du gros-œuvre le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque attributaire et le gros-œuvre a en plus à sa charge le nettoyage dit mensuel.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et / ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des attributaires de l'opération ou par un intervenant extérieur de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'attributaire en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

0.3.30 GESTION DES DÉCHETS “REP PMCB”

0.3.30.1 DÉCHETS DE CHANTIER

ANNEXE 2 - DÉCHETS DE CHANTIER

A) TEXTES LÉGISLATIFS - RÉGLEMENTATION

Les déchets de chantiers de bâtiment devront être gérés et traités par les attributaires d'un ou plusieurs lots et cela dans le cadre de la législation en vigueur au moment de l'AO du présent marché et notamment :

Contexte législatif

Il n'existe pas de réglementation spécifique aux déchets de chantier. Leur gestion et leur élimination doivent être réalisées à partir du cadre général qui sous-tend la politique des déchets et sont précisées à partir de quatre lois essentielles :

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, modifiée janvier 2015 TITRE VI bis et loi du 26/Oct/2020 (**est toujours en vigueur en 2023**): Dispositions financières (Articles 22-1 à 22-3) , relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Cette loi s'applique à tous les déchets et fait du producteur ou du détenteur de déchets le responsable de la mise en œuvre d'une solution satisfaisante pour leur élimination.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, (**est toujours en vigueur en 2023**) relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Elle complète et modifie les deux lois précédentes. Cette loi fixe les priorités de la politique des déchets :

- Prévention ou réduction de la production et de la nocivité des déchets en agissant sur la fabrication et la distribution des produits ;
- Organisation du transport des déchets et sa limitation en distance et volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique ;
- Information du public.

Loi complétant et modifiant les deux précédentes.

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 (**est toujours en vigueur en 2023**) relative aux renforcements de la protection de l'environnement et qui introduit le transfert de compétences possible entre les

préfectures et les conseils généraux ou régionaux pour l'élaboration et le suivi des plans d'élimination des déchets. Cette loi impose aussi le paiement d'une taxe jusqu'en 2002 pour tout exploitant d'une installation d'élimination de déchets industriels spéciaux par incinération, coïncinération, stockage, traitement physico-chimique ou biologique. Le taux est le même que celui pour les installations de stockage des déchets ménagers.

Autres textes officiels concernant les déchets**Textes généraux****DÉCRETS :**

- Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020) ;
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (**est toujours en vigueur en 2023**). Ce décret a pour objectif de prévenir les risques liés à l'exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. Il impose aux propriétaires d'immeubles de faire réaliser des repérages de matériaux et produits contenant de l'amiante, de faire réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité ou un suivi de l'état des matériaux en place, et d'élaborer des documents rassemblant les informations relatives à la présence de ces matériaux et produits. Les dispositions du décret sont applicables aux propriétaires de tout ou partie d'immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, qu'ils appartiennent à des personnes privées ou publiques ;
- Décret n° 2022-1748 du **30 décembre 2022** relatif aux produits contenant de l'amiante, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. et relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE » est en vigueur en 2023. **Ce décret est entré en vigueur le 1er février 2023**. Il rend obligatoire l'usage de la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE » pour les opérations de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante ou de matériaux, équipements, matériels ou articles en contenant pour lesquelles le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante est transmis à compter du **1er février 2023** ;
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante **est toujours en vigueur en 2023**. Ce décret précise les modalités selon lesquelles la protection des travailleurs contre les risques d'exposition à l'amiante est assurée par les employeurs, notamment en ce qui concerne la détermination de la valeur limite d'exposition professionnelle, les conditions du contrôle du respect de cette valeur limite ainsi que les modalités de mesurage des empoussièrtements ;
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante il complète la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire **est toujours en vigueur en 2023**. Ce décret a pour objectif de renforcer la surveillance épidémiologique des maladies liées à l'amiante en France. Il impose aux médecins de déclarer les cas de maladies professionnelles liées à l'amiante, ainsi que les cas de cancer broncho-pulmonaire primitifs ;
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, il **est toujours en vigueur en 2023**. Ce décret a été modifié par le Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif aux produits contenant de l'amiante, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opération Ce décret il **est toujours en vigueur en 2023** et il impose aux donneurs d'ordre, maîtres d'ouvrage, propriétaires d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles de faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette obligation vise à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels et d'ajuster les protections collectives et individuelles de ses travailleurs ;
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, **est toujours en vigueur en 2023**.

ARRÊTÉS :

- **Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux, il est toujours en vigueur en 2023 ;**
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrtement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis, **il est toujours en vigueur en 2023 ;**
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, **il est toujours en vigueur en 2023 ;**
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante. Il est toujours en vigueur en 2023. Cet arrêté a été pris en application de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, et a été modifié à plusieurs reprises depuis sa publication initiale. Il énonce les règles relatives au stockage des déchets d'amiante, notamment les conditions de stockage, les modalités de tri et de conditionnement des déchets, ainsi que les mesures de sécurité à respecter pour protéger la santé des travailleurs et l'environnement ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrtement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages **est toujours en vigueur en 2023**. Cet arrêté a été pris en application de la directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante pendant le travail, et a été modifié à plusieurs reprises depuis sa publication initiale. Il énonce les règles relatives aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrtement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la **liste A - B** contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, **il est toujours en vigueur en 2023**. Cet arrêté a été pris en application de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, et a été modifié à plusieurs reprises depuis sa publication initiale. Il énonce les règles relatives à l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, ainsi que les modalités de repérage et de rapportage ;
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » **il est toujours en vigueur en 2023**. Cet arrêté énonce les règles relatives aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante » ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 1er juin 2015 relatif aux modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la **liste A** contenant de l'amiante, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 20 avril 2015, **il est toujours en vigueur en 2023**, modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant ;
- Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 20 juillet 2018 portant création du titre professionnel d'opérateur de chantier de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 20 juillet 2018 portant création du titre professionnel d'encadrant technique d'une opération de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers **il est toujours en vigueur en 2023**. Le titre professionnel est enregistré au répertoire national des certifications professionnelles pour une durée de cinq ans à compter du 1er janvier 2019 1. Il est classé au niveau III de la nomenclature des niveaux de formation et dans le domaine d'activité 230p (code NSF) . Les référentiels d'emploi, d'activités et de compétences et le référentiel de certification du titre professionnel sont disponibles sur le site www.travail-emploi.gouv.fr.
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, **il est toujours en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 26 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 1er octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses, **il est en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, **il est en vigueur en 2023** ;
- L'arrêté du 14 octobre 2022 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses a été publié au Journal officiel de la République française le 21 octobre 2022. **Il est en vigueur en 2023** ;
- Arrêté du 2/03/2023 relatif au plan national de prévention des déchets 2021-2027, **il est toujours en vigueur en 2023** ;

Classification des déchets

- Arrêté du 25 novembre 1993 modifiant l'arrêté du 21 février 1990, modifié, relatif aux critères de classification et aux conditions d'étiquetage et d'emballage des produits dangereux, **il est en vigueur en 2023** ;
- La Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives a été mise en place pour réglementer la gestion des déchets en Europe, y compris les déchets du bâtiment. Cette directive impose le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets du BTP à hauteur de 70% en poids depuis 2020 ;

Déchets de chantiers et emballages

- Directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 qui a établi un cadre pour la gestion des déchets et a fixé des objectifs de recyclage pour les emballages est toujours en vigueur en 2023 12. Cette directive a modifié la Directive (UE) n° 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages ;

Pour les marchés publics

- La gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics est réglementée par plusieurs textes législatifs et réglementaires. La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 fixe l'objectif de 70% de valorisation des déchets du BTP à l'horizon 2020. Les déchets du BTP sont également réglementés par la directive-cadre déchet de l'Union européenne.

Le document est pièce contractuelle.

Documents pouvant être consultés par les entreprises

Les attributaires d'un ou plusieurs lots sont fortement invités à se procurer le Guide des déchets de chantiers de bâtiment, établi par l'ADEME.

Les informations contenues dans ce guide peuvent être utilement complétées par les documents suivants :

- ADEME - en fonction de la région

Les informations contenues dans ce guide peuvent être utilement complétées par les documents suivants :

- Guide Chantiers verts du plan construction et architecture ;
- Guide Management environnemental des chantiers de la fédération départementale du BTP des Côtes-d'Armor.

Le guide de l'ADEME comprend également en chapitre X intitulé « Bibliographie » la liste de nombreux ouvrages concernant les déchets de chantier.

Guide de la prévention des déchets d'emballage (1998) élaboré par le Conseil National de l'emballage.

Un guide méthodologique d'audit et de diagnostic des bâtiments avant démolition a été mis au point par le CEBTP. Il est disponible à l'ADEME.

B) PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES DÉCHETS DE CHANTIER**Classification des décharges ou centres d'enfouissement**

Les décharges ou centres d'enfouissement sont actuellement classés en trois classes, à savoir :

- Classe 1 : pour déchets dangereux, et notamment les déchets d'amiante friable ;
- Classe 2 : pour déchets ménagers et assimilés, et déchets de chantier non triés, sauf ceux dangereux ;
- Classe 3 : pour déchets inertes, ainsi que les déchets des matériaux non friables contenant de l'amiante, dans la mesure où l'installation comporte des alvéoles dédiées à cet usage.

Récapitulation à titre indicatif et non imitative suivant tableaux ci-dessous

Type de déchets	Tri niveau 1	Tri niveau 2	Tri niveau 3
Déchets non dangereux métaux (acier, cuivre), bois non traités, matières plastiques,	1 contenant ou conteneur	1 contenant ou conteneur	2 contenants ou conteneurs - peinture (pots d'emballages souillés -autres produit
Déchets inertes pierre, béton, carrelage, terre, déchets de sanitaires, verre ordinaire	1 contenant	1 contenant liquides et solides	1 contenant
Déchets non dangereux métaux (acier, cuivre), bois non traités, matières plastiques, revêtement de sols, laine de roche...	2 contenants - métaux treillis soudés, cerclage, gaines VMC - autres produits	4 contenants - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastinges.... - plâtre - autres produits	5 contenants et + - métaux - bois non traités (palettes cassées, bastinges.... - plâtre - autres produits
TOTAL	4 contenants ou conteneurs	6 contenants ou conteneurs	8 contenants ou conteneurs

Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- Par réemploi ;
- Par traitement de valorisation, selon le cas ;
- Par l'entrepreneur dans une installation agréée,
- Par cession par l'adjudicataire à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- Par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de l'entrepreneur ;
- Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

Classification des déchets de chantier

Les déchets de chantier peuvent être classés en différentes catégories, à savoir :

Les déchets inertes

- Ce sont les déchets de béton, briques, tuiles, carrelages et autres matériaux ne se décomposant pas, ne brûlant pas et ne produisant aucune réaction chimique après stockage.

Les déchets d'emballage :

- Sauf ceux pollués par les produits dangereux qu'ils ont contenus ;
- Les déchets ménagers et assimilés ;
- Les déchets dangereux.

Tri des déchets sur chantiers

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes ;
- Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Élimination des déchets de chantier après tri

Pour respecter la réglementation en vigueur , il appartient aux maître d'ouvrage de rappeler responsabilité élargie des producteurs (**REP**) **et cela en ce qui concerne la gestion des déchets en 2023, la charte de chantier vert doit être conforme au cadre réglementaire suivant :**

- Le décret n° 2020-1818 du 30 décembre 2020 relatif à la gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics, qui impose aux maîtres d'ouvrage et aux maîtres d'œuvre de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments ;
- L'arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments, qui précise le contenu attendu dans le diagnostic et le formulaire de récolement en fin de chantier ;
- Le déploiement de la nouvelle filière à responsabilité élargie des producteurs (**REP**) des déchets du bâtiment au 1er janvier 2023, qui vise à améliorer la collecte, le tri et le recyclage des déchets issus des produits, matériaux et équipements du bâtiment (PMCB), tels que les fenêtres, les portes, les revêtements de sols ou les isolants ;

La charte de chantier vert est donc un outil volontaire qui peut s'adapter aux spécificités de chaque projet et de chaque territoire. Elle vise à promouvoir une construction durable et responsable, en cohérence avec les enjeux écologiques actuels .

Déchets dangereux :

- Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1 ;
- Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

Déchets inertes :

- Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3 ;
- Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux ;
- Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par chaque attributaire du présent marché et cela en fonction de leur lot (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'adjudicataire, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci-avant.

Emballages ayant contenu des produits dangereux

- Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire ;
- Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier .

Transport des déchets

- Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Déchets dangereux

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de La direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que chaque attributaire du présent marché devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres

Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition.

Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- La provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- Les moyens de transport utilisés ;
- La conformité des matériaux utilisés à leur destination.

0.3.30.1 Responsabilités - imputation des frais**Responsabilité des producteurs ou des détenteurs**

Audit et diagnostic des bâtiments existants avant travaux

Pour certains chantiers en fonction de leur importance et de la nature des travaux, un audit devient nécessaire pour connaître la nature et la répartition des matériaux constituant les ouvrages à démolir. Cet audit doit être réalisé avant consultation des entreprises, et le résultat de l'audit doit être annexé au DCE.

Pour les déchets de chantier de bâtiment, les attributaires seront tout d'abord dits producteurs des déchets, du fait de l'exécution des travaux, et

ensuite détenteurs.

Si le contrat n'a rien stipulé ou s'il est contesté, le tribunal devra déterminer qui, du maître d'ouvrage ou de l'attributaire est le « producteur » ou le « détenteur » des déchets.

La composition du déchet jouera un rôle très important dans l'appréciation de la responsabilité de l'attributaire. Si cette composition est classique ou susceptible d'être connue de l'attributaire compétent, ce dernier assumera les conséquences des dommages causés par le déchet. Si, en revanche, le déchet se trouve modifié par une intervention du maître d'ouvrage qui n'en pas informé chaque attributaire d'un ou plusieurs lots, alors cet attributaire pourra éventuellement se décharger de sa responsabilité en plaçant le défaut de transfert de la garde du déchet.

Ainsi, un maître d'ouvrage techniquement compétent qui cache une partie des données (aux soumissionnaires et alors qu'elles deviennent attributaires) de sorte que ces derniers ne peuvent effectuer l'élimination des déchets dans de bonnes conditions, reste responsable. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation (9 juin 1993 - Bull. Civ. 1. 213, p. 148) à propos de la démolition d'un silo à grains, en estimant que le maître d'ouvrage professionnel agricole ne pouvait ignorer le risque de pollution des cours d'eau par fermentation présenté par l'orge, à l'inverse de l'attributaire "adjudicataire" du lot démolition, et l'a déclaré seul responsable en sa qualité de gardien des gravats.

Implications du maître de l'ouvrage, maître d'œuvre et coordonnateur CSPS

Le maître de l'ouvrage doit, à la demande des attributaires "adjudicataires" fournir tous les renseignements nécessaires en sa possession à ce sujet et dans les travaux de démolition et de réhabilitation, il doit permettre aux attributaires de constater, sur les lieux, les différentes natures de matériaux constituant les existants.

Le maître d'œuvre doit faciliter aux entreprises la gestion des déchets sur chantier et prévoir les emplacements nécessaires dans la mesure du possible.

Le coordonnateur **CSPS** doit, selon la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, inclure dans sa mission :

- Les conditions de circulation des camions sur le chantier ;
- Les conditions d'enlèvement des gravats et déchets.

Le plan général de coordination doit comprendre, dès le début du chantier, les mesures et conditions applicables au stockage sur chantier et à l'enlèvement des déchets.

Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets. Tous les frais et coûts de la gestion, sur chantier, des traitements de valorisation et / ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des attributaires participant au chantier.

Ces frais et coûts seront portés au compte prorata :

- Le comité du compte prorata établira au début du chantier une convention de répartition de ces frais lot par lot, en fonction pour chaque lot des quantités de déchets générés et des coûts d'élimination plus ou moins importants selon la nature de ces déchets générés ;
- Le marché de chacun des lots comprend un poste prévu au dossier de consultation rémunérant ces frais pour chaque lot.

Le marché de l'attributaire dit principale ou général comprend un poste prévu au dossier de consultation rémunérant globalement ces frais pour tous les lots :

- Cet attributaire dit principal négociera avec chacun des lots la répartition de cette rémunération globale ;
- L'attributaire dit principale ou générale/ le mandataire du groupement a prévu dans son marché le montant prévisionnel de ces frais pour l'ensemble des entreprises sous-traitantes / cotraitantes. Cette entreprise dite principale proposera au début du chantier la répartition des frais revenants à chacun des lots.

0.3.30.2 LIMITATION DES VOLUMES ET QUANTITÉS DE DÉCHETS

La production de déchets à la source peut être réduite:

- Par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage...) générateurs de moins de déchets ;
- En préférant la production de béton hors du site, en privilégiant la préfabrication en usine des aciers.
- Tous les gravats de béton peuvent être ainsi réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup ;
- Tous les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières ;
- Toutes les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages dits métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison ;
- Tous les emballages devront être contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs ;
- Toutes les pertes et les chutes sont ainsi réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

0.3.30.3 TRI ET DÉCHETS À LA CHARGE DE CHAQUE LOT

Chaque attributaire du présent marché est personnellement responsable du tri et du traitement des déchets de chantier générés par son activité, et ceci conformément à la réglementation en vigueur. Il remettra ainsi au représentant de la maîtrise d'ouvrage, sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre un bordereau de suivi des déchets évacués dûment renseigné.

A.1 Déchets courants

- La Directive (UE) n°2018/851 du 30 mai 2018 modifie la Directive cadre européenne 2008/98/CE relative aux déchets. Elle fixe des exigences minimales de fonctionnement pour les programmes de responsabilité élargie des producteurs (**REP**) et renforce les règles relatives à la prévention des déchets 123. La directive a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 14 juin 2018 et elle est entrée en vigueur le 4 juillet 2018 et **elle est toujours en vigueur en 2023 ;**
- Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets **est toujours en vigueur en 2023**. Cette ordonnance modifie les dispositions législatives du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles 2 à 22 de la présente ordonnance ;
- Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011, v. init (Art de 1 à 30) .Ce décret a pour objectif de transposer en droit français plusieurs directives européennes relatives aux déchets, notamment la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets .Ce texte du décret est organisé en quatre parties. La première partie concerne les dispositions générales relatives à la prévention et à la gestion des déchets. La deuxième partie traite de la planification de la gestion des déchets, tandis que la troisième partie porte sur les installations de stockage de déchets inertes. Enfin, la quatrième partie aborde les garanties financières relatives aux

installations de stockage de déchets non dangereux.

- Le Décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets a été publié au Journal Officiel de la République Française le 19 juin 2016 1. Il est entré en vigueur le lendemain, soit le 20 juin 2016 .Ce décret a pour objectif de préciser les modalités d'élaboration, de révision et de mise en œuvre des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets, ainsi que les modalités d'information du public sur ces plans . Il s'applique aux conseils régionaux, aux producteurs de déchets et aux entreprises de gestion des déchets, entre autres. **En ce qui concerne l'article 1 à 4, il** s'agit des dispositions générales relatives au plan régional de prévention et de gestion des déchets. L'article 1 précise l'objet du décret, tandis que **l'article 2** définit les termes utilisés dans le texte. L'article 3 traite des objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets, tandis que **l'article 4** aborde les principes généraux qui doivent être respectés lors de l'élaboration et la mise en œuvre du plan. Enfin, selon la **version en vigueur au 1er avril 2023**, le Décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets est toujours en vigueur
- L'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement est la nomenclature des déchets. Elle répertorie les déchets dangereux et non dangereux issus de diverses activités 1. Les différents types de déchets figurant sur la liste sont définis de manière complète par le code à six chiffres du déchet et par les codes à deux chiffres et à quatre chiffres correspondant aux titres des chapitres et sections. L'inscription sur la liste ne signifie pas que la matière ou l'objet en question soit un déchet dans tous les cas. L'inscription ne vaut que si la matière ou l'objet répond à la définition du terme "déchet" figurant à **l'article L. 541-1 du Code de l'Environnement 4**. Les déchets considérés comme dangereux sont signalés par un astérisque dans cette liste. En ce qui concerne l'article R 541-7 et 8, ils établissent une liste unique des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R. 541-8 5. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste .Selon la version en vigueur au **1er avril 2023, l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement est abrogée par le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016, article 6 3° 23**. Cependant, la liste des déchets est toujours en vigueur et est disponible sur le site officiel d'AIDA ;
- Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : article L 541-10 du Code de l'Environnement qui précise les modalités d'application du principe REP en France. Il oblige toute personne physique ou morale qui élabore, fabrique, manipule, traite, vend ou importe des produits générateurs de déchets ou des éléments et matériaux entrant dans leur fabrication, dite producteur au sens de la présente sous-section, à pourvoir ou contribuer à la prévention et à la gestion des déchets qui en proviennent ainsi qu'à adopter une démarche d'écoconception des produits.
- Collecte et transport de déchets, déclaration préfecture : article R 541-50 du Code de l'Environnement précise les modalités de déclaration pour l'exercice de l'activité relative à la collecte, au transport, au négoce et au courtage des déchets en France. Pour exercer l'activité de collecte et de transport de déchets, les entreprises doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant . Cette obligation s'applique dès lors que les entreprises collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux ou une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux . Il est important de noter que certaines entreprises sont exemptées de cette obligation de déclaration. Il s'agit notamment des personnes qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier du livre V du Code de l'environnement . Les personnes effectuant uniquement la collecte de déchets ménagers pour le compte de collectivités publiques sont également exemptées
- Bordereaux de traçabilité des déchets : L'article R. 541-45 du Code de l'Environnement précise les modalités de traçabilité des déchets en France . Il oblige toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers à émettre un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets .Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets" . Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique . Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle;
- **Registre déchets** : arrêté du 29 février 2012 fixe le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'Environnement en France 1. Il oblige les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, à établir et tenir à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants . Le registre des déchets entrants doit contenir au moins les informations suivantes pour chaque flux de déchets entrants: le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets, le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53, le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets, le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé et le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- **Obligations liées aux emballages** : Les articles R. 543-66 à R. 543-74 du Code de l'Environnement précisent les obligations liées aux emballages en France .Tout producteur ou importateur dont les produits sont commercialisés dans des emballages est tenu de contribuer ou de pourvoir à la gestion de l'ensemble de ses déchets d'emballage, dans le respect des dispositions des articles L. 2224-13 à L. 2224-16 du Code général des collectivités territoriales . Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 et R. 543-74 du Code de l'Environnement portant application des articles L. 541-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages ;
- **Diagnostic déchets avant démolition** : Le décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments, oblige les maîtres d'ouvrage à réaliser un diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition de certains bâtiments, préalablement à la demande de permis de démolir et à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés. Ce diagnostic doit être réalisé par un professionnel et doit préciser la nature et la quantité des déchets issus des travaux de démolition, ainsi que les filières de traitement envisagées pour ces déchets. Le diagnostic doit être communiqué aux entreprises chargées des travaux de démolition et doit être joint à la demande de permis de démolir . L'arrêté du 19 décembre 2011 précise les modalités d'établissement du diagnostic portant sur les déchets issus des travaux de démolition ;
- **Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets du BTP** . L'article L. 541-14 du Code de l'Environnement, introduit par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, oblige les régions à élaborer des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) pour les déchets issus des chantiers du **BTP**. Ces plans ont pour objectif de coordonner les actions entreprises pour atteindre les objectifs

nationaux adoptés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) [1][1]. Les **PRPGD** doivent notamment préciser les mesures envisagées pour réduire la production de déchets, favoriser leur réemploi et leur valorisation, ainsi que les modalités de gestion des déchets non dangereux et dangereux. L'article L. 541-14 du Code de l'Environnement a été modifié par l'**ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 (elle est toujours en vigueur en 2023)** et qui a notamment renforcé les obligations en matière de prévention et de gestion des déchets du BTP [1][1]. Le Plan national de prévention des déchets (**PNPD**) fixe les orientations stratégiques en matière de prévention des déchets et décline les actions à mettre en œuvre pour réduire les quantités des déchets ménagers et des déchets issus des activités économiques, développer le réemploi, et lutter contre le gaspillage des ressources. Le **PNPD** est piloté par le ministère chargé de l'environnement ;

- **Transfert transfrontalier de déchets transfrontaliers** : L'article L541-40 du Code de l'environnement, modifié par la loi n°2015-992 du 17 août 2015 (**elle est toujours en vigueur en 2023**), mentionne les dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. Ce règlement met en œuvre les dispositions de la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et non dangereux .

A.2 Déchets dangereux

- **Collecte et transport de déchets dangereux** : L'arrêté du 21 décembre 2021 (**Il est toujours en vigueur en 2023**) définit le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Cependant, il ne mentionne pas la collecte et le transport de déchets dangereux. L'article R541-50 du Code de l'environnement (**Il est toujours en vigueur en 2023**) précise que les entreprises qui transportent des déchets dangereux sont soumises à déclaration dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux . Ce transport peut également relever de la réglementation du Transport des Matières Dangereuses (TMD).
- **Obligation de caractérisation des déchets et d'emballage des déchets dangereux** : L'ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets, oblige les producteurs et détenteurs de déchets à caractériser leurs déchets, à emballer et à étiqueter leurs déchets dangereux, et leur interdit le mélange de déchets dangereux de catégories différentes . Les conditions et les modalités de la caractérisation des déchets et de l'emballage et du conditionnement et de l'étiquetage des déchets dangereux sont précisées par décret. Cependant, la loi **DADUE du 9 mars 2023** portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture a été promulguée le 9 mars 2023 et transpose plusieurs directives et met en cohérence le droit français avec des règlements européens dans divers domaines .
- **Transit, regroupement ou tri des déchets dangereux** : Le décret applicable en 2023 qui mentionne le Transit, regroupement ou tri des déchets dangereux : ICPE 2718 est l'Arrêté du 06/06/18 (**Il est toujours en vigueur en 2023**) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement .

A.3 Déchets d'amiante

- **Étiquetage des déchets d'amiante** : Le décret qui fait mention de l'étiquetage des déchets d'amiante en 2023 est l'**Arrêté du 30 août 2023** relatif à l'identification des substances dangereuses dans les produits générateurs de déchets. Cet arrêté établit la liste des substances dangereuses au sens de l'article L. 541-9-1 du code de l'environnement dont le niveau de préoccupation est comparable aux substances extrêmement préoccupantes et qui ne sont pas publiées sur la liste mentionnée à l'**article 59, paragraphe 10**, du règlement (CE) n° 1907/2006. Il est entré en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel . Depuis le **1er janvier 2023**, les producteurs, importateurs et tout autre metteur sur le marché répondant à certains critères doivent mettre à la disposition du consommateur au moment de l'acte d'achat et sous un format dématérialisé accessible sans frais, les informations relatives notamment à :
 - * La composition des produits ;
 - * Les impacts environnementaux liés à leur production, leur utilisation et leur fin de vie ;
 - * Les modalités de tri et de traitement des déchets issus de ces produits.
- **L'arrêté qui mentionne le stockage des déchets d'amiante en 2023** : Est l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux . Cet arrêté établit les prescriptions générales applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. **Il est entré en vigueur le 13 septembre 2023** .

Nota:

- Chaque attributaire est reconnu avoir une parfaite connaissance sur l'ensemble des modalités applicables au moment de L'AO . Certaines informations peuvent avoir évolué après la MAJ du présent article.

0.3.30.4 TRANSPORT DES DÉCHETS AMIANTÉS DES DÉMOLITIONS

Les déchets de matériaux contenant de l'amiante sont classés comme dangereux pour l'homme et l'environnement ; leur transport et leur élimination sont réglementés.

L'arrêté du 29 mai 2009 modifié dit « Arrêté TMD » et ses annexes – dont l'ADR – définit les conditions de transport des marchandises dangereuses par voies terrestres. Également appelé « réglementation ADR » pour sa partie « route », ce texte définit les règles pour le transport d'amiante. Celui-ci est affecté à la classe 9 (matières et objets divers), au sein de la subdivision M1 « Matières qui, inhalées sous forme de poussière fine, peuvent mettre en danger la santé ».

Sauf cas particuliers, l'amiante est donc classé comme marchandise dangereuse par l'ADR.
En outre, cette réglementation ne prévoit pas de notion de concentration.

A) Principe de classement ADR

L'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement (ex 2002-540) donne la classification relative aux déchets dangereux.

Par exemple :
15 01 10* : « emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus »

- 11 02 02* : « boues provenant de l'hydrométallurgie du zinc (y compris jarosite et goethite) »

Numéro ONU Classe Désignation officielle de transport Groupe d'emballage UN 2212 9 Amiante, Amphibole II UN 2590 9 Amiante, Chrysotile III En l'absence d'un diagnostic sûr : classement par défaut sous UN 2212 (le plus dangereux au sens de l'ADR)

Suivant la nature des déchets, la réglementation ADR spécifie la classe de danger, le code de classification, le groupe d'emballage, la nature des étiquettes, les dispositions spéciales, les instructions d'emballage.

À noter : le

Code de l'environnement prévoit que ce transport soit accompagné du récépissé de déclaration au titre du transport de déchets dangereux, s'il y a plus de 100 kg de déchets amiantés à bord.

Transports simultanés de déchets amiantés classés UN 2212 et UN 2590

B) DISPOSITIONS SPECIALES RELATIVES AU TRANSPORT DE DECHETS ISSUS DE CHANTIERS ROUTIERS OU DE CHANTIERS DE DEMOLITION OU DE REHABILITATION D'IMMEUBLES SINISTRES, CONTAMINES PAR L'AMIANTE NON LIE DES N° ONU 2212 OU 2590

Par dérogation aux dispositions du chapitre 7.3 et de la colonne (17) du Tableau A du chapitre 3.2 de l'ADR et sous réserve de respecter les prescriptions suivantes, le transport en vrac de déchets ou objets visés au 3.9.1 ci-dessous est autorisé **dans des véhicules découverts**, depuis le chantier de travaux routiers ou le chantier de désamiantage ou de réhabilitation d'ouvrages ou d'immeubles sinistrés où ces déchets sont générés vers un centre agréé de stockage de déchets.

Les dispositions des codes VC1 à VC3 du 7.3.3 de l'ADR ne sont pas applicables.

Conclusion : Dispositions pour le transport en vrac non applicables et véhicules non couverts

C) DECHETS ADMISSIBLES

Sont admissibles exclusivement :

- les déchets solides issus de chantiers routiers, tels que fraisats d'enrobés, etc., contaminés par l'amiante non lié ou les **déchets solides contaminés** par l'amiante non lié issus de chantiers de démolition ou de réhabilitation d'ouvrages ou d'immeubles après sinistre. Ces déchets comprennent :
 - des **terres contaminées** par l'amiante **non lié** après sinistre, ou
 - des **déchets de chantiers ou des objets contaminés** par l'amiante non lié **provenant d'ouvrages ou d'immeubles sinistrés, si leurs dimensions ou leur masse les rendent compatibles avec les prescriptions du 3.9.2 ci dessous.**

La méthode d'emballage visée au 3.9.2 ci dessous n'est utilisée que si les déchets de chantiers ou les objets contaminés par l'amiante non lié visés ci-dessus ne peuvent, du fait de leurs dimensions, être emballés conformément aux instructions d'emballage P002 du 4.1.4.1 ou IBC08 du 4.1.4.2.

NOTA : L'utilisation de big bag se fera en priorité

Il est **interdit de mélanger** aux déchets emballés selon la méthode visée au 3.9.2 ci-dessous des déchets (par exemple déchet de flocage contenant de l'amiante non lié) ou des objets (par exemple équipement de protection individuelle contaminé par l'amiante non lié) qui, du fait de leurs dimensions, peuvent être emballés conformément aux instructions d'emballage P002 du 4.1.4.1 ou IBC08 du 4.1.4.2.

Il est interdit de mélanger aux déchets emballés selon la méthode visée au 3.9.2 d'autres déchets, solides ou non, dangereux ou non, non contaminés par de l'amiante non lié.

L'exemption est alors toujours applicable à l'aide d'une méthodologie de calcul définie dans l'ADR : la masse nette des déchets classés UN 2590 est à multiplier par 1 ; celle des déchets classés UN2212 est à multiplier par 3.

Exemple de calcul pour savoir si un transport est exempté :

Une entreprise est-elle autorisée à transporter simultanément dans son véhicule 500 kg d'amiante chrysotile (UN 2590) GE III, catégorie de transport 3, et 200 kg d'amiante amphibole (UN 2212) GE II, catégorie de transport 2 ? » Calcul permettant de savoir si les limites du 1.1.3.6.3 ne sont pas dépassées :

- UN 2590 = 500 kg x coef. 1 = 500
 - UN 2212 = 200 kg x coef 3 = 600
- Total = 1 100

D) METHODE D'EMBALLAGE

Les déchets visés au 3.9.1 ci-dessus sont **emballés dans des grands sacs dits « conteneurs-bags », aux dimensions d'une benne**, conformes aux dispositions des 4.1.1.1, 4.1.1.2 et 4.1.1.6 de l'ADR. Il est interdit d'utiliser plusieurs conteneurs-bags de dimensions plus réduites dans une même benne pour le transport des déchets visés au 3.9.1.

Les conteneurs-bags visés plus haut sont **constitués au minimum de deux enveloppes, solidaires ou non**. L'enveloppe intérieure est rendue étanche aux poussières afin d'empêcher la libération de fibres d'amiante en quantité dangereuse pendant le transport. L'enveloppe extérieure assure une fonction de résistance mécanique du conteneur-bag chargé avec les déchets, face aux chocs et aux sollicitations habituelles en cours de transport, notamment lors du transbordement de la benne chargée de son conteneur bag entre engins de transports ou entre engins de transport et entrepôts.

NOTA : Il appartiendra à l'utilisateur de vérifier la conformité de cet emballage

Les conteneurs-bags **résistent également au poinçonnement ou à la déchirure** que les déchets ou objets contaminés visés au 3.9.1 qui y sont emballés sont susceptibles de provoquer du fait de leurs angles ou aspérité **second du même type**.

La **masse totale** de déchets ainsi emballés est limitée à **7 tonnes maximum** par emballage ainsi constitué.

0.3.30.4.1 Bordereau de suivi des déchets de chantier de bâtiment et TP

Deux mesures issues de la loi anti-gaspillage et économie circulaire (AGEC) depuis le 10 février 2020 ont été précisées dans le décret n°2020-1817 et ont fort un impact sur les entreprises de bâtiment :

- L'obligation de faire figurer des mentions "déchets" dans les devis de travaux ;
- La création d'un bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux non inertes ;
- Ces mesures visent à renforcer la traçabilité des déchets et à contribuer à la lutte contre les dépôts sauvages.

Mentions « déchets » dans les devis de travaux (Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020) (toujours en vigueur en 2023). Ce décret porte sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets. Il précise les dispositions réglementaires permettant aux maîtres d'ouvrage de s'assurer de la bonne gestion des déchets issus de leurs chantiers et dont ils sont responsables.

il sera **obligatoire depuis le 1er juillet 2021** de faire figurer dans les devis de travaux de construction, de rénovation et de démolition de bâtiments, des mentions concernant les déchets gérés par les travaux, à savoir :

- Une estimation de la quantité totale de déchets générés par l'entreprise de travaux pendant le chantier ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
- Le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- **Depuis le 1er juillet 2021, chaque attributaire doit utiliser les modèles de la FFB pour ses devis ;**
- A noter qu'en cas de manquement à cette obligation, une amende administrative est prévue dont le montant ne peut excéder **3 000 €** pour une personne physique et **15 000 €** pour une personne morale ;
- Bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux non inertes
- Depuis le 1er juillet 2021, un bordereau de dépôt devra être remis gracieusement par l'installation de collecte à l'entreprise de travaux qui vient y déposer ses déchets inertes (béton, gravats, tuiles, briques...) et non dangereux (bois, plastiques, métal, plâtre...) ;
- Toutes les installations de collecte et collecteurs sont concernés y compris les déchetteries publiques qui accueillent les professionnels et les distributeurs qui réceptionnent des déchets de chantier ;
- Ce document est rempli et signé conjointement par l'entreprise de travaux et l'installation de collecte ;

L'attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché devra y indiquer :

- Sa raison sociale, son numéro SIRET ou SIREN et son adresse ;
- Les informations concernant le ou les maîtres d'ouvrage des chantiers d'où proviennent les déchets (noms ou raisons sociales, adresses, numéros SIRET ou SIREN) ; plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés notamment en cas de mélange de déchets de plusieurs chantiers.

L'installation de collecte quant à elle précisera :

- Ses coordonnées ;
- La date de dépôt des déchets ;
- La nature des déchets déposés après examen visuel ;
- Pour chacun des déchets : la quantité déposée exprimée en volume ou en masse estimée suite à un examen visuel ou mesurée par un dispositif de pesée ;

Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à présenter sur demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle. Un arrêté viendra préciser le contenu de ce bordereau

En cas de manquement à cette obligation, de lourdes sanctions sont prévues : selon l'article **R541-78 du Code de l'environnement**, le fait de ne pas utiliser un bordereau de suivi des déchets dangereux est passible d'une amende administrative pouvant aller jusqu'à **75 000 € pour une personne morale**.

Pour rappel, un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) et un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) existent déjà pour les déchets dangereux.

A noter que la FFB a obtenu de nombreuses simplifications sur ce texte dans le cadre des réunions de concertation permettant d'alléger les contraintes administratives pour les artisans et entreprises du bâtiment.

(1) Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

(2) Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets.

Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Téléchargement du bordereau :

www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/documentation.html

0.3.30.5 CHARGEMENT-DÉCHARGEMENT

A) CHARGEMENT- DÉCHARGEMENT

Les engins de transport sont équipés de bennes amovibles de type "ampli roll" ou de bennes "TP". Les bennes équipées de systèmes de fermeture automatique des portes arrières ainsi que les bennes à enrochement sont prohibées. Les bennes ne comportent aucune aspérité intérieure (échelle intérieure ...) susceptible de déchirer l'emballage lors du déchargement.

NOTA : Respect du type de benne imposé par le cadre dérogatoire

Lors d'un transbordement, **toute manœuvre** visant à transférer un conteneur-bag chargé de déchets **d'une benne dans une autre est interdite**.

La procédure de chargement et de déchargement des conteneurs-bags répond aux prescriptions relatives à la protection des travailleurs contre le risque d'exposition à l'amiante prévues par les articles R. 4412-94 et suivants du Code du Travail.

Article

R4412-94

Modifié par Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 - art. 1

Les dispositions de la présente section s'appliquent :

1° Aux travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition ;

2° Aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Le déchargement des conteneurs-bags s'effectue de préférence avec la benne de transport déposées à terre.

B) PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Chaque transport fait l'objet d'un « chargement complet » au sens du 1.2.1.
Le document de transport visé au 5.4.1 comprend, outre la désignation officielle de transport pour l'amiante, les mentions suivantes :

- "Déchets de chantiers routiers contaminés à l'amiante non lié" ou "Déchets de chantier de réhabilitation après sinistre contaminés à l'amiante non lié" ou "Déchets de chantier de démolition après sinistre contaminés à l'amiante non lié" selon le cas,
- "Transport effectué selon les dispositions du 3.9 de l'annexe I de l'arrêté TMD",
- Adresse de départ (adresse du chantier de travaux publics ou de désamiantage après sinistre) et adresse d'arrivée (adresse du centre agréé de stockage de déchets) du transport.

NOTA : Le document de transport autre que le BSDA pour « Chantiers routiers contaminés » ou « chantiers après sinistre » ou « chantiers de démolition » devra comporter la mention « Transports effectués selon les dispositions du 3.9 de l'annexe I de l'arrêté TMD »

S'il est utilisé en lieu et place du document de transport visé ci-dessus, le bordereau d'élimination des déchets comprendra, outre la désignation officielle de transport pour l'amiante non lié, la mention "Déchet contenant de l'amiante non lié, transport selon le 3.9 de l'annexe I de l'arrêté TMD".

NOTA : Le BSDA pour « Chantiers routiers contaminés » ou « chantiers après sinistre » ou « chantiers de démolition » devra comporter la mention "Déchet contenant de l'amiante non lié, transport selon le 3.9 de l'annexe I de l'arrêté TMD" en complément de la désignation officielle.

Le document de transport ou le bordereau d'élimination des déchets susvisé est en outre **accompagné des documents suivants :**

- **Copie de la fiche technique du type de conteneur-bag utilisé**, à en-tête du fabricant ou du distributeur des conteneurs-bags, mentionnant les dimensions de cet emballage ainsi que la masse maximale de déchets à laquelle il résiste ;
- **Copie du certificat d'acceptation préalable** des déchets visé à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux, émis par le centre agréé de stockage de déchets destinataire du transport. Ce certificat d'acceptation préalable mentionne explicitement l'adresse du chantier de travaux publics routiers ou de désamiantage après sinistre d'où les déchets transportés sont issus ainsi que le mode d'emballage (simple ou double conteneur-bag) prévu par la méthode visée au 3.9.2 ci-dessus ;
- **Copie le cas échéant de la procédure de déchargement** visée au 3.9.3 ci-dessus selon le cas.

Les conteneurs-bags sont dispensés du marquage et de l'étiquetage visés au chapitre 5.2 de l'**ADR**. Un ou plusieurs marquages conformes à l'annexe I du décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante apparaissent de manière visible sur les conteneurs-bags.

NOTA : Présence de l'étiquette « amiante » mais aucune étiquette de classe 9 sur le conteneur bag.

0.3.30.6 PLANS D'EXÉCUTION DU RETRAIT DES MATÉRIAUX AMIANTÉS

Le PRC est le document de référence consultable par tous... Voici la liste indicative de points pouvant servir à la rédaction d'un PRC si dessous :

Renseignement administratif

- L'entreprise, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordinateur, le ou les sous-traitants, la liste des organismes officiels et des médecins du travail des entreprises, la qualification de l'entreprise, l'avis du MDT et du CHSCT ou DPTé.

Renseignements généraux concernant le chantier

- L'adresse du chantier, la nature des travaux (retrait, confinement, imprégnation, encoffrement), type d'amiante, date du début de chantier, le planning, l'organigramme du chantier, les horaires, les filières des déchets, l'estimation du volume et du poids des déchets, contraintes spécifiques

Analyse des risques

- Le risque amiante de la préparation à la restitution, les risques dûs à l'activité dans les locaux, à la nature des travaux, à l'utilisation de produits, aux procédés et méthodes employés

Installation de l'entreprise sur le chantier

- Les vestiaires, les sanitaires, le réfectoire, la clôture du chantier, le stockage du matériel, le stockage des déchets, l'interférence avec les activités du site et avec les autres entreprises

Travaux préalables au début du chantier

- Le déménagement du mobilier, du matériel, la création des réseaux d'alimentation et de rejet (électricité/eau/air), la consignation des réseaux, le matériel et équipements nécessaires (outillages/nacelles/échafaudages)

Travaux de préparation du chantier

- L'isolement de la zone, le calfeutrement de la zone, le nettoyage des matériels à évacuer et de ceux restant en place, le confinement statique et dynamique, le test de fumée

Travaux de retrait et/ou de confinement

- Les traitements choisis par zone et par type de produit, le mode opératoire, les contrôles du processus et de qualité

Programme de contrôle pendant les travaux

- Les contrôles d'empoussièrément (type/fréquence/nombre/personne et/ou laboratoire) dans la zone de travaux, dans les SAS, à proximité du chantier, contrôle du confinement (mode/responsable/critères), plan de situation des points de mesure

Évacuation des déchets

- Le conditionnement des déchets (décontaminables/ou non/modes opératoire), l'étiquetage, l'évacuation des déchets (procédure/stockage/matériel et type de conditionnement pour le transport/bordereau de suivi/entreprise de transport/destination)

Nettoyage de la zone de travail

- Le nettoyage des surfaces traitées, film plastique (polyane), le mode et les moyens de retrait des films, la dépollution des matériels utilisés (mode/moyens), le contrôle visuel de la zone nettoyée (responsable), le moyen de contrôle du maintien en dépression de la zone

Restitution des locaux après travaux

- La mesure du niveau d'empoussièrément après nettoyage terminal (laboratoire/conditions de rendu des résultats), la dépose des cloisons, le retrait des derniers matériels, les modalités de restitution des locaux au maître d'ouvrage

Description et caractéristiques des matériels employés

- Les équipements des intervenants (compresseur/installation d'air respirable/débit/réserve...), les appareils de protection respiratoire, les vêtements, les équipements chantier (SAS/production d'eau chaude/éclairage/pulvérisateur/nébulisateur/matériel de secours...).

0.3.30.6.1 Plan de retrait amiante

Il est fait le rappel à l'attributaire du présent lot que le plan de retrait ou de confinement est le document de base et obligatoire pour tout chantier de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante (MCA). Il est établi par l'attributaire qui réalise les travaux.

Un mois avant le début des travaux, le PRC est soumis à l'avis :

- Du médecin du travail.
- Du CHSCT ou aux délégués du personnel le PRC est soumis à l'accord :
- * De l'inspection du travail ;
- * Des services de prévention de la "SECU" ;
- * De l'OPPBTP (si l'entreprise est du secteur "bâtiment").

L'attributaire du présent lot devra fournir au Maître d'œuvre son plan de retrait à savoir :

- Il permet aux entreprises certifiées de planifier la prévention des risques, notamment ceux liés à l'amiante, sur le chantier.
- Il a pour but de garantir des conditions de travail correctes pour tout intervenant sur le chantier.
- Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage de l'amiante s'impose pour les entreprises certifiées chargées de la démolition, du retrait ou de l'encapsulage des matériaux contenant de l'amiante (sous-section 3).
- Il permet aux entreprises certifiées de planifier la prévention des risques, notamment ceux liés à l'amiante, sur le chantier.
- Il a pour but de garantir des conditions de travail correctes pour tout intervenant sur le chantier.
- Ainsi le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage des matériaux amiantés est établi sur la base de l'évaluation des risques. Il est spécifique à chaque chantier. L'évaluation du risque amiante est établie afin de déterminer, notamment, la nature, la durée et le niveau d'exposition des travailleurs à l'inhalation des poussières provenant de l'amiante ou de matériaux en contenant.
- Cette évaluation du risque amiante porte sur la nature des fibres en présence, sur les niveaux des expositions collectives et individuelles. Elle comprend les descriptifs des processus mis en œuvre et notamment :
- Sur les techniques et processus mis en œuvre ainsi que les moyens de prévention :
- * Les équipements de protection ;
- * Les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement ;
- * Le traitement des déchets ;
- * L'organisation des secours.

0.3.30.7 STATION DE TRANSIT, REGROUPEMENT OU TRI DE PRODUITS MINÉRAUX OU DE DÉCHETS NON DANGEREUX INERTES AUTRES QUE CEUX VISÉS PAR D'AUTRES RUBRIQUES

Matériaux, minerais et métaux

- Rubrique modifiée par le décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux est entré en vigueur le 1er janvier 2022. Il précise les conditions de l'élimination des déchets non dangereux et interdit progressivement la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables. Les évolutions des conditions de l'élimination des déchets non dangereux sont également précisées dans ce décret. Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.
- Rubrique créée par le décret n° 2023-943 du 11 octobre 2023 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est entré en vigueur le lendemain de sa publication, soit le 12 octobre 2023. Ce décret concerne les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant des rubriques 2251 et 2630. Il supprime le régime de l'autorisation pour la rubrique 2251 (préparation et conditionnement de vin) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et précise le champ couvert par la rubrique. Il supprime également le régime de l'autorisation pour la rubrique 2630 de la nomenclature et soumet les plus grosses installations au régime de l'enregistrement, qui est une autorisation simplifiée;
- L'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est en vigueur en 2023. Cet arrêté a été modifié par l'arrêté du 5 mai 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La superficie de l'aire de transit étant :

1. Supérieure à 10 000 m² ----- (E) ;
2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²----- (D)*

Régime de l'enregistrement :

L'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est en vigueur en France. Cet arrêté a été modifié par l'arrêté du 7 janvier 2022 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Régime de la déclaration :

L'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : "Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques" est en vigueur en France. Cet arrêté a été modifié par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517

0.3.30.8 INSTALLATIONS CLASSÉES ET NOMENCLATURE ICPE > NOMENCLATURE DES ICPE > RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DES ICPE > CLASSEMENT PAR ACTIVITÉS

- 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 ;
- 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques,

- à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 ;
- 2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 ;
- 2713. Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 ;
- 2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 ;
- 2715. Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 ;
- 2716. Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ;
- 2717. Transit, regroupement ou tri de déchet contenant des substances ou mélanges dangereux (Rubrique supprimée à compter du 9 juin 2018) ;
- 2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 ;
- 2719. Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de catastrophes naturelles ;
- 2720. Stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières ;
- 2750. Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles.

0.3.30.9 NOUVELLE MENTION « DÉCHETS » DANS LES CCMI

Dès le 1er juillet 2021, et par décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020, le CCMI devra obligatoirement contenir les mentions obligatoires suivantes :

- Estimation de la quantité totale de déchets générés par l'entreprise pendant le chantier. Ainsi, ladite quantité totale estimée des déchets générés pour toute construction d'une maison d'habitation d'une surface de 100 m², que le volume desdits déchets est d'environ 2,5 tonnes et cela comprend également toutes les terres dites excavées ainsi que tous les gravats. Ainsi, il en est déduit, un ratio à partir de ces informations et celui-ci détermine la quantité de déchets estimée à 5 tonnes pour la construction de la maison objet de la présente notice descriptive ;
- Estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets, ainsi, pour mémoire une construction de 200 m² habitables le prix de base estimé est de 70 € HT la tonne ;
- Modalités de gestion et de collecte des déchets, portant notamment sur l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
- Le ou les points de collecte vers lesquels le constructeur ou ses sous-traitants a prévu d'acheminer ses déchets, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Il est ainsi entendu que sauf toutes dispositions contraires précisées dans ladite notice descriptive, que ladite gestion et l'enlèvement des déchets ainsi générés par lesdits travaux sont ainsi à la charge dudit constructeur et en fonction de son choix et notamment à la charge :
 - Dudit constructeur ;
 - Des entreprises dites sous-traitantes ;
 - De plusieurs ou un prestataire dit externe au chantier qui est (sont) ainsi sous contrat avec ledit constructeur ;
 - De divers intervenants du type le service public spécialiste dans la gestion des déchets en fonction de leurs natures.

Bordereau de dépôt pour les déchets inertes et non dangereux non inertes :

- Depuis le 1er juillet 2021, un bordereau de dépôt devra être remis gracieusement par l'installation de collecte qui vient y déposer ses déchets inertes (béton, gravats, tuiles, briques et non dangereux (bois, plastiques, métal, plâtre...)).
- Toutes les installations de collecte et tous les collecteurs sont concernés, y compris les Déchetteries publiques qui accueillent les professionnels et les entreprises qui collectent des déchets de chantier ;
- Ce document est rempli et signé conjointement par le constructeur et l'installation de collecte. L'entreprise devra y indiquer :
 - Les informations concernant le ou les maîtres) d'ouvrage des chantiers d'où sont issues les déchets (noms ou raisons sociales, adresses, numéros SIRET ou SIREN). Plusieurs maîtres d'ouvrage peuvent être concernés, notamment en cas de mélange de déchets de plusieurs chantiers.
 - Sa raison sociale, son numéro SIRET ou SIREN et son adresse.

L'installation de collecte, quant à elle, précisera :

- Ses coordonnées.
- La date de dépôt des déchets.
- La nature des déchets déposés après examen visuel et pour chacun des déchets, la quantité déposée exprimée en volume ou en masse estimée suite à un examen visuel ou mesurée par un dispositif de pesée ;
- Ce bordereau est à conserver par l'entreprise et à présenter à la demande au maître d'ouvrage du chantier ou en cas de contrôle. Un arrêté viendra préciser ce point ;
- En cas de manquement à cette obligation, de lourdes sanctions sont prévues : à savoir deux ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende ;
- Pour rappel, un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) et un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) existent déjà pour les déchets dangereux.

0.3.30.10 LES FILIÈRES À RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS "REP PMCB"

Pour assurer le développement de la collecte et la valorisation de ces déchets et ainsi d'éliminer tous les dépôts sauvages, la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ("AGEC") a ainsi prévu la mise en place d'une nouvelle filière à responsabilité élargie des producteurs (**REP PCMB**) pour les produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment.

Règle:

- La REP signifie Responsabilité Élargie des Producteurs, elle est fidèle au principe du pollueur/payeur ; le payeur étant le fabricant ou le producteur.

Les dispositifs "**MAJ le 27-02-2020**" de collecte séparée des déchets ménagers et assimilés concernent en France un grand nombre de produits usagés, et sont organisés en filières. Depuis 2012, ces dispositifs s'appliquent également à certains déchets professionnels.

Mise en place de la REP PCMB

La publication du décret est prévue pour septembre, celle du cahier des charges pour les éco-organismes à l'automne. Les candidatures se feront officiellement dans la foulée, et les agréments étatiques devront être donnés **fin 2021- début 2022**. "Nous disposons de six mois pour réaliser ce que d'autres filières ont fait en dix-huit", assure Hervé de Maistre.

Dans le cadre de la **REP PCMB** les fabricants, distributeurs pour les produits de leurs propres marques, importateurs, qui mettent sur le marché des produits générant des déchets, doivent prendre en charge, notamment financièrement, la gestion de ces déchets.

Bien que basée sur la responsabilité individuelle du producteur, la REP peut être assurée par les metteurs sur le marché de manière individuelle ou collective, au travers d'un éco-organisme.

Les filières REP ont prouvé leur utilité pour la prévention et la prise en charge des déchets issus de certains types de produits.

Objectifs de la REP PCMB

- **REP : Responsabilité Élargie des Producteurs ;**
- **PCMB :Produit Matériaux Construction pour le secteur du Bâtiment).**

Ainsi, on compte 3 objectifs principaux aux filières à responsabilité élargie des producteurs :

- Développer le recyclage de certains déchets et augmenter la performance de recyclage de ces déchets ;
- Décharger les collectivités territoriales de tout ou partie des coûts de gestion des déchets et transférer le financement du contribuable vers le consommateur ;
- Internaliser dans le prix de vente du produit neuf les coûts de gestion de ce produit une fois usagé afin d'inciter les fabricants à s'engager dans une démarche d'écoconception.

La **Responsabilité Élargie du Producteur " REP"**, celle-ci concerne ainsi toute **entreprise et de leur gestion de déchets**. Ce principe, apparu en 1975, désigne les entreprises comme **responsables du cycle de vie de leurs produits**. Le cycle de vie d'un produit désigne la **conception du produit jusqu'à sa fin de vie**.

Ainsi tous les producteurs vont devoir financer la fin de vie des produits et matériaux (ici de construction) dès leur mise sur le marché. Pour ce faire, ils versent une contribution financière (une éco contribution) à un « éco-organisme » qui va se charger à leur place de prendre en charge la collecte et la valorisation de leurs déchets. Les éco-organismes sont agréés par l'Etat. A ce jour, 4 éco-organismes ont obtenu un agrément pour la gestion des déchets du bâtiment : VALOBAT, ÉCOMAISON (ex ECO-MOBILIER), VALDELIA et ÉCOMINERO. La REP est organisée autour de 2 catégories de déchets :

- Les déchets inertes (**catégorie 1**) ;
- Les déchets non dangereux non inertes (**catégorie 2**).

Les éco-organismes sont agréés par l'État. A ce jour, 4 éco-organismes ont obtenu un cet agrément pour la gestion dite des déchets du bâtiment et notamment :

- **VALOBAT** a un agrément pour les 2 catégories. **ÉCOMINÉRO** a un agrément pour les déchets inertes (catégorie 1) ;
- **ÉCOMAISON** et **VALDELIA** ont un agrément pour les autres déchets (catégorie 2) et ont, chacun, une convention avec Écominéro pour leurs collectes de déchets inertes.

Ainsi chaque entreprise est concernée par une REP et elle devra :

- **Repenser l'écoconception** de leurs produits, en privilégiant les ressources renouvelables ;
- **Limitier et mieux gérer les déchets** liés à la conception ainsi qu'à la consommation du produit ;
- **Allonger la durée d'usage** du produit ;
- **réfléchir à la fin de vie du produit**, sa ré-employabilité, sa possible réparation ou son recyclage.

Les parties concernées par la REP Bâtiment

La REP pour le Bâtiment, est celle en fonction du type de projet et donc de son cahier des charges des éco-organismes, concerne :

- Tous les fabricants et les importateurs de produits et matériaux de construction secteur du bâtiment ;
- Tous les distributeurs de ces mêmes produits, à condition que leur surface de vente soit supérieure à 4000 m² ;
- Tous les opérateurs de réemploi et réutilisation de ces mêmes produits et matériaux ;
- Toutes les collectivités territoriales chargées du service public de gestion des déchets ;
- Ainsi que les organismes candidats à devenir éco-organisme ou coordinateur de la REP bâtiment.

La REP a pour obligations des diverses parties dite " REP Bâtiment"

Comme pour l'ensemble des autre REP, les parties du bâtiment ont diverses **obligations à respecter et notamment :**

a Dans un premier temps les obligations des producteurs :

- **Ils sont réputés responsables du cycle de vie de leurs produits, de leur production à leur fin de vie. Pour cela, ils peuvent :**
- ♦ **Agir seul** et développer leurs propre système de collecte-réemploi-recyclage ;
- ♦ **Se lier à un éco-organisme agréé**, qui ainsi répondra à ces obligations en échange d'une contrepartie financière.

Nota:

Toutefois, à l'heure de la présente rédaction, ladite éco-organisme qui se chargera de la REP Bâtiment n'a pas encore été défini, mais qu'au 1/01/2023 un report avait été demandé au 1/2024 par la CAPEB.

Les obligations des distributeurs :

- Ainsi chaque distributeur, quant à lui, devra **faciliter la reprise des déchets issus de leurs produits**. Pour cela, il doit **mettre à disposition des contenants** afin de récupérer ces déchets, **sans frais et sans obligation d'achat d'un produit en échange**.
- Il doit également **se lier à un éco-organisme agréé** qui collectera et traitera ces déchets. Comme dit précédemment, à l'heure actuelle, aucun éco-organisme n'a encore été défini pour la REP Bâtiment.

AINSI LES PRODUITS DU BÂTIMENT SONT CONCERNÉS PAR LA REP.

Ainsi suite au décret n°2021-1941 du 31 décembre 2021, les produits concernés peuvent être divisés en **deux catégories**.

1) Tous les produits et matériaux de construction constitués majoritairement de minéraux, ne contenant ni verre, laines minérales ou plâtre :

- Produits et matériaux de construction constitués majoritairement en masse de métal, hormis ceux indiqués au d ;
- Produits et matériaux de construction constitués majoritairement en masse de bois, hormis ceux indiqués au d ;
- Mortiers, enduits, peintures, vernis, résines, produits de préparation et de mise en œuvre, y compris leur contenant, autres que ceux mentionnés au 7° de l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- Toute menuiseries comportant du verre, parois vitrées et produits de construction connexes ;
- Produits et matériaux de construction à base de plâtre hormis ceux mentionnés au c ;
- Tous les produits et matériaux de construction constitués majoritairement en masse de plastique ;
- Tous les Produits et matériaux de construction à base de membranes bitumineuses
- Tous les Produits et matériaux de construction à base de laine de verre ;
- Tous les Produits et matériaux de construction à base de laine de roche ;
- Tous les Produits de construction d'origine végétale, animale, ou autres matériaux non cités dans une autre famille de cette catégorie.

2) Les produits répondant à cette première catégorie et faisant partie des familles suivantes sont concernées par la REP :

- Béton et mortier ou concourant à leur préparation ;
- Chaux ;
- Pierre types calcaire, granit, grès et laves ;
- Terre cuite ou crue ;
- Ardoise ;
- Mélange bitumineux ou concourant à la préparation de mélange bitumineux, à l'exclusion des membranes bitumineuses ;
- Granulat ;
- Céramique ;
- Produits et matériaux de construction d'origine minérale non cités dans une autre famille de cette catégorie .

La description ci-dessus n'est pas limitative et n'a comme pour but que d'attirer l'attention de chaque soumissionnaire sur les obligations en matière de **REP PCMB** dans le présent marché travaux.

Nota:

Chaque soumissionnaire au présent marché est réputé avoir une totale connaissance de le **REP PMCB** et de ce fait avoir intégré dans son offre de prix toutes les contraintes si afférents.

0.3.30.11 A LOI ANTI-GASPILLAGE ET POUR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE "AGEC"

La loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire "AGEC" :

La loi anti-gaspillage et pour une économie circulaire (AGEC) a été promulguée le 10 février 2020 . Elle est entrée en vigueur à différentes dates selon les dispositions. Par exemple, l'article 58 de la loi **AGEC** a été mis en œuvre par les acheteurs publics depuis mars 2021 et s'inscrit dans le cadre des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP). La loi **AGEC est toujours en vigueur en 2023** et elle a un impact sur de nombreux aspects de la vie quotidienne, notamment la production, la consommation, le recyclage et la gestion des déchets.

Qui paiera ?

De manière très directe, ce sont les producteurs (ceux qui mettent les produits et matériaux sur le marché) qui paieront le financement de l'éco-organisme auquel ils adhéreront. Mais, de manière "*mécanique*", comme le précise Hervé de Maistre, ce coût de gestion supplémentaire, qui permettra de concrétiser la reprise gratuite des déchets, sera répercuté dans les factures. En dernière analyse, cela sera donc le client/maître d'ouvrage qui paiera - comme cela se fait déjà, par exemple, sur la reprise des déchets électroniques, où une ligne éco contribution apparaît sur les factures. Une ligne apparaîtra-t-elle sur les devis de travaux, pour bien signaler cela aux clients ? La question est entre les mains de l'État, mais les acteurs engagés dans Valobat y sont plutôt favorables.

Qu'est-ce que cela va concrètement changer pour les entreprises ?

Pour les chantiers de démolition, "*le mouvement de tri et de collecte est déjà enclenché*", estime Hervé de Maistre. Pour les entreprises engagées dans la construction de maisons individuelles, "*il y a beaucoup à faire, car la pratique n'est pas à la collecte séparée à la source*", même si certains acteurs ont pris de l'avance. Enfin, dans les petits chantiers de second œuvre sous maîtrise d'ouvrage de particuliers, nous sommes loin du compte. Il est ainsi probable que les entreprises de construction devront apprendre à, du mieux possible, opérer une forme de pré-tri des déchets pour faciliter leur collecte (un peu sur le modèle des systèmes de 'big-bags' que l'on voit fleurir ici ou là). Au vu de l'ampleur de la tâche et du travail nécessaire de sensibilisation et de formation, les acteurs sont d'accord pour dire que la Rep ne se fera pas du jour au lendemain.

L'un des enjeux majeurs de l'éco-organisme sera, pour faciliter la vie des entreprises, d'améliorer le maillage territorial des points de collectes.

0.3.31 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque attributaires "dit également adjudicataire" enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'attributaire "adjudicataire" de gros-œuvre aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier et il aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des attributaires "adjudicataires" ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

0.3.32 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC. DES TRANCHÉES

Les attributaires "dit également adjudicataires" auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- Toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- Toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- La signalisation de jour et de nuit, et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

0.3.33 OUVRAGES COMMUNS POUR PETITS TRAVAUX ET TRAVAUX À PRIX UNITAIRES

Barrières et clôtures de chantier

Barrières de chantier

Sur demande expresse du maître d'œuvre. Toute barrière non demandée par le maître d'œuvre, mais estimée utile par l'attributaire "adjudicataire" pour la protection de son matériel ou de ses matériaux ou pour la sécurité du chantier, ne sera pas facturée et sera considérée comme incluse dans les frais de l'attributaire "adjudicataire" compris dans les prix unitaires du bordereau.

Barrière légère en bois ou métallique, de 1 m de hauteur environ, avec ou sans attaches intermédiaires, autostable.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de barrière x Nombre de jours effectivement approvisionnée et utilisée, quels que soient le nombre et la fréquence des déplacements intermédiaires.

- Double transport, pose et dépose;
- Location journalière, compris entretien;
- Compris 1er jour de montage et dernier jour d'utilisation.

Clôture de chantier

Sur demande expresse du maître d'œuvre. Toute clôture non demandée par le maître d'œuvre, mais estimée utile par l'attributaire "adjudicataire" pour la protection de son matériel ou de ses matériaux ou pour la sécurité du chantier, ne sera pas facturée et sera considérée comme incluse dans les frais de l'attributaire "adjudicataire" compris dans les prix unitaires du bordereau.

En panneaux métalliques peints ou en planches jointes peintes, compris poteaux et lisses, plots en béton, portillons et portails de service ou retours pour maintenir l'accès aux portes, cours, magasins et autres passages utiles. Compris trous pour poteaux, s'il y a lieu, et rebouchage en raccord de même matériau que celui d'origine.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de clôture mesurée au sol.

Double transport, pose et dépose

- Clôture jusqu'à 1,50 m de hauteur ;
- Clôture de 1,51 à 3,00 m de hauteur.

Location journalière, compris entretien :

- Compris 1er jour de montage et dernier jour d'utilisation.

Mode de mesurage :

Linéaire clôture au sol x Nombre de jours ouvrables.

- Clôture jusqu'à 1,50 m de hauteur;
- Clôture de 1,51 à 3,00 m de hauteur.

0.3.34 SIGNALISATION

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Toute installation de signalisation non demandée par le maître d'œuvre, mais estimée utile par l'attributaire "dit également adjudicataire" pour la protection de son matériel ou de ses matériaux ou pour la sécurité du chantier, ne sera pas facturée et sera considérée comme incluse dans les frais de l'entreprise compris dans les prix unitaires du bordereau.

0.3.35 ÉCHAFAUDAGES/ ET LEVAGES

0.3.35.1 ÉCHAFAUDAGES

Tous les prix du « Bordereau de prix » comprennent les échafaudages quels qu'ils soient, pour travaux exécutés jusqu'à 4 m de hauteur depuis le niveau du sol du lieu de l'intervention.

Les échafaudages ci-après ne sont donc facturables que pour des travaux exécutés à plus de 4 m de hauteur depuis le niveau du sol du lieu d'intervention.

Échafaudage vertical de pied

Comprenant :

- Simple ou double rang d'échasses ;
- En bois ou métalliques ;
- Planchers intermédiaires ;
- Garde-corps/garde-gravois ;
- Échelles de service ;
- Toutes fixations.

Mode de mesurage :

Au m2 de la surface « S » calculée comme suit :

Hauteur : depuis le sol d'appui de l'échafaudage jusqu'à 1 m au-dessus du plancher supérieur.

Longueur : linéaire de l'emprise au sol.

Installation, démontage et double transport

Location journalière

Mode de mesurage : surface calculée « S » x Nombre de jours.

Déplacement et réinstallation.

Le prix au m2 de cette prestation sera égal à 50 % du prix au m2 de l'installation de base.

Mode de mesurage : surface totale ou partielle de la surface calculée « S ».

Échafaudage horizontal de pied fixe ou roulant

Mode de mesurage : surface calculée « S » en plan du plancher de travail.

Comprenant :

- Échelles de service ;
- Garde-corps et garde-gravois ;
- En bois ou métalliques ;
- Toutes fixations et lestages.
- Installation, démontage et double transport
- Location journalière

Mode de mesurage :

La surface « S » x Nombre de jours.

- Majoration pour travaux à réaliser situés à plus de 6 m
- Majoration pour travaux à réaliser situés à plus de 6 m au-dessus du sol d'appui : par hauteur ou fraction de hauteur de 2 m en plus.
- Majoration de 20 % du prix de l'installation de base ci-dessus.

Exemple : échafaudage horizontal de 12 m² pour travaux en plafond situé à 9 m au-dessus du sol :

Facturation majoration : prix au m² de l'installation de base (jusqu'à 6 m de hauteur)

- x 20 % par hauteur de 2 m en plus
- x 2 hauteurs de 2 m (ou fraction de hauteur) en plus
- x 12 m².

Déplacement et réinstallation

Uniquement pour échafaudage fixe.

Mode de mesurage : au m² de plancher effectivement déplacé x (s'il y a lieu) Nombre de déplacements.

Valeur du m² d'un déplacement : 50 % de l'installation de base et de la majoration de hauteur, s'il y a lieu.

Exemple : 6 m² de l'échafaudage horizontal précédent déplacés et réinstallés pour travaux situé à 9 m du sol d'appui :

Facturation : prix au m² de l'installation de base (jusqu'à 6 m de hauteur)

- + 20 % majoration pour hauteur 2 m (ou fraction) en plus
- x 40 % en déplacement-réinstallation
- x 6 m² de plancher déplacé.

Échafaudages fixes sans appui au sol

Pour échafaudages suivants :

- Sur échelles et taquets ;
- En bascule ou en porte-à-faux ;
- En éventail ou sur consoles ;
- Sur balcon.

Comprenant :

- Potences-vérins ;
- Contreventements ;
- Garde-corps/garde-gravois ;
- Toutes fixations ;
- Tous coltinages aux étages ;
- À toutes hauteurs.

Mode de mesurage :

Au mètre linéaire du plancher de travail, compris ses déplacements lorsqu'il n'y a pas de modification des supports.

- Installation, démontage et double transport

Location journalière

- Longueur « L » x Nombre de jours.
- Déplacement et réinstallation, avec descente au sol : 75 % de l'installation de base.
- Déplacement et réinstallation, sans descente au sol : 50 % de l'installation de base.

Échafaudage volant

Compris :

- Tous types d'amarrage à toutes hauteurs ;
- Plancher de travail ;
- Garde-corps/garde-gravois ;
- Poulies, câbles, matériel de manœuvres ;
- Tous accessoires et toutes sujétions.

Mode de mesurage :

Au mètre linéaire d'installation d'un plateau, avec 2 ou 3 treuils manuels.

- Installation, démontage et double transport
- Location journalière
- Déplacement et réinstallation : 50 % du prix de l'installation de base.

Échafaudage sur combles

Comprenant :

- Planchers intermédiaires en place ou déplacés ;
- Échelles de service ;
- Toutes fixations et amarrages ;
- Garde-corps et garde-gravois ;

- Coltinage à travers étages et sur combles ;
- Montage par tous moyens ;
- Sur couvertures de toutes natures et toutes pentes ;
- Dépose-repose d'éléments de couverture ;
- Protection de couverture existante.

Mode de mesurage :

Au m2 de surface réelle verticale « S » de l'échafaudage mesurée comme suit :

Hauteur : moyenne mesurée depuis l'appui sur combles jusqu'à 1 m au-dessus du plancher de travail supérieur.

- Longueur : mesurée entre les montants d'extrémité de l'échafaudage.
- Longueur pour cas de souche de cheminée ou ouvrage assimilé : longueur du garde-corps périmétrique.
- Installation, démontage et double transport
- Location journalière
- Déplacement et réinstallation, avec descente au sol : 75 % du coût de l'installation de base.
- Déplacement et réinstallation, sans descente au sol : 50 % du coût de l'installation de base.

0.3.35.2 MOYEN DE LEVAGE

D'une façon générale ce type de moyen est à la charge l'attributaire du lot Gros œuvre . En effet il diffusera au maître d'œuvre et cela dès le début de la période dite de préparation toute note de calcul sur le type de grue employé et en précisant ses caractéristiques et ses modalités de fonctionnement.

Les autres lots pourront faire appel à ce moyen de levage après accords financiers avec le lot Gros œuvre.

0.3.36 PASSAGES PROTÉGÉS - BÂCHAGES EXTÉRIEURS**Passages protégés pour piétons**

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Plafond de protection en planches jointives avec bâche ou en panneaux métalliques, compris toutes fixations, surveillance et entretien.

Mode de mesurage : au m2 de la surface protégée au sol.

Plafond de protection simple sans protections verticales latérales

Sous échafaudage de pied, ou devant échafaudage avec poteaux supplémentaires.

- Installation, dépose et double transport
- Location journalière
- Déplacement et réinstallation = 50 % de la valeur de base de l'installation

Protections verticales latérales

En bâches ou planches ou panneaux métalliques, compris lisses supplémentaires, toutes fixations et lestages.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de protection par face du passage protégé.

- Installation, dépose et double transport
- Location journalière
- Déplacement et réinstallation = 50 % de la valeur de base de l'installation.

Bâchages extérieurs

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Pour bâchages verticaux ou horizontaux, contre façades ou devant échafaudages, sur avancées de balcons, marquises ou autres, sur combles (sauf cas déjà prévu avec échafaudage sur combles) et toutes utilisations de même ordre.

Bâches en toile ou en plastique ou filets de protection, pour assurer la protection des façades, des passants ou de la circulation.

À l'exclusion des mesures de sécurité du personnel de l'entreprise qui, dans tous les cas, font partie des charges de l'entreprise au même titre que les garde-corps d'échafaudages.

Mode de mesurage : au m2 de bâches effectivement utilisées.

Installation, dépose et double transport :

- Location journalière ;
- Déplacement et réinstallation, avec descente au sol = 50 % du prix de base de l'installation ;
- Déplacement et réinstallation, sans descente au sol = 20 % du prix unitaire de l'installation de base.

0.3.37 INSTALLATIONS DE MONTAGE OU DESCENTE

Tous les prix des ouvrages du « Bordereau de prix » comprennent le montage jusqu'à 28 m (ou la descente) depuis le niveau d'approvisionnement.

Les prix de sortie des gravois de dépose ou de démolition prévus dans le présent document comprennent implicitement les installations de descente (ou de montage) jusqu'à 28 m de hauteur.

Les installations du présent article ne sont facturables que dans des cas très particuliers et exceptionnels, sur ordre de service spécial du maître d'œuvre.

Monte-matériaux motorisé

Quels que soient la puissance et le type de l'installation.

L'installation fixe comprendra : le bloc-treuil et son lestage, la tour métallique ou les rails de guidage, la plate-forme mobile et tous les accessoires et protections nécessaires.

Installation extérieure contre façade sur rue ou dans cour, compris toutes sujétions d'accès.

Mode de mesurage : hauteur comptée entre les niveaux de chargement et de déchargement de la plate-forme de manutention.

Installation jusqu'à 10 m hauteur

Mode de mesurage : hauteur comptée entre les niveaux de chargement et de déchargement de la plate-forme de manutention.

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Installation jusqu'à 20 m hauteur

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Poulie de manutention

L'installation comprendra :

- La console ou chène ou support de même nature, sur échafaudage ou balcon, dans embrasure d'ouverture ou en rive de toiture, compris toutes sujétions de fixation, de calage, de lestage, etc. ;
- La poulie, les cordages et bacs nécessaires.

Cette installation extérieure située contre la façade sur rue ou cour, ou en intérieure dans cage d'escalier ou autres trémies, compris toutes sujétions de protections.

Mode de mesurage : hauteur comptée entre les niveaux de chargement et de déchargement des bacs de manutention.

Jusqu'à 10 m hauteur

Mode de mesurage : hauteur comptée entre les niveaux de chargement et de déchargement des bacs de manutention.

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Jusqu'à 20 m hauteur

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Goulotte pour gravois

Installation de goulotte en éléments juxtaposables, comprenant l'entonnoir, jupe, fixations, tous accessoires et toutes sujétions de protections.

Installation contre façade sur rue ou dans cour ou sur échafaudage du chantier, compris toutes sujétions d'accès.

Mode de mesurage : hauteur mesurée entre l'arase de l'entonnoir et la base de la jupe.

Jusqu'à 10 m hauteur

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Jusqu'à 20 m hauteur

- Double transport, installation et démontage
- Location journalière.

Grue

Location d'engin automobile quel que soit le type, sa portée ou l'inclinaison de sa flèche.

Comprenant le conducteur d'engin et tous accessoires de manutentions et de protections.

Pour charges de 500 kg maximum à 10 m hauteur maximum

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

Pour charges de 500 kg maximum à 20 m hauteur maximum

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

Pour charges de 1 000 kg maximum à 10 m hauteur maximum

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

Pour charges de 1 000 kg maximum à 20 m hauteur maximum

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

Nacelle mobile

Location d'engin automobile à nacelle.

Compris conducteur d'engin et tous accessoires de protections, signalisation, etc.

Mode de mesurage : la hauteur prise en compte est mesurée entre le sol et l'ouvrage à réaliser.

Jusqu'à 10 m hauteur

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

Jusqu'à 20 m hauteur

- Location d'une demi-journée
- Location d'une journée.

0.3.38 MONTAGE DE MATÉRIAUX

Montage de matériaux

Comme spécifié dans l'article ci-avant, le montage des matériaux jusqu'à 28,00 m est compris dans les prix du présent document.

Les prix du présent chapitre ne sont donc facturables que pour des travaux dont le plancher du lieu des travaux se situe à plus de 28,00 m au-dessus du niveau où ont lieu les approvisionnements.

Les prix de montage ci-après comprennent les installations de montage, quelles qu'elles soient.
Ces prix s'entendent par étage à partir de l'étage situé à plus de 28,00 m, celui-ci compris.

Montage de matériaux au-dessus de 28,00 m

Mode de mesurage : au cube des ouvrages réalisés majoré de 20 % pour foisonnement, et par hauteur d'étage.

Exemple : 0,5 m³ de maçonnerie réalisée au 3e étage au-dessus de celui à plus de 28,00 m.

Facturation :

$0,5 \times 1,20 \text{ foisonné} \times 4 \text{ étages} = 2\,400 \text{ m}^3$.

- Par monte-matériaux motorisé
- À la poulie
- À la grue
- Montage manuel.

Pour montage par escalier extérieur ou intérieur, compris toutes protections et nettoyages (nettoyage journalier dans le cas de cage d'escalier d'immeuble occupé).

0.3.39 SORTIE DES GRAVOIS ET TERRES

Sortie des gravois et terres

Descente des gravois (ou montage)

Les prix de sortie des gravois du « Bordereau de prix » comprennent :

- Le coltinage au niveau d'exécution des travaux pour amener au droit de l'installation de descente (ou de montage) ou au droit de l'escalier ;
- La descente (ou le montage) des gravois jusqu'au niveau de chargement du camion ou de la benne, dans la limite où le plancher du lieu d'exécution des travaux se situe jusqu'à 28,00 m du niveau de chargement.

Les prix de descente des gravois ci-après ne sont donc facturables que dans le cas de travaux de dépose ou de démolition dont le plancher du lieu de travail se situe à plus de 28,00 m au-dessus du niveau de chargement de camion ou de benne.

Ces prix s'entendent par étage à partir de l'étage situé à plus de 28,00 m, celui-ci compris.

Les prix de descente (ou de montage) comprennent implicitement les installations nécessaires quelles qu'elles soient.

Descente de gravois depuis plus de 28,00 m

Mode de mesurage : au cube des ouvrages démolis majoré de 30 % pour foisonnement, et par hauteur d'étage (environ 3,00 m).

Sauf spécifications différentes dans le bordereau.

Exemple : 0,3 m³ de maçonnerie démolie au 2e étage au-dessus de celui à plus de 28,00 m.

Facturation :

$0,3 \times 1,30 \text{ foisonné} \times 3 \text{ étages} = 1\,170 \text{ m}^3$.

- Par monte-matériaux motorisé ;
- À la poulie ;
- Par goulotte ;
- À la grue ;
- À dos d'homme pour descente par escalier intérieur ou extérieur.

Compris toutes protections et nettoyages (nettoyage journalier dans le cas de cage d'escalier d'immeuble occupé).

Sortie des terres

Les prix de terrassements du bordereau comprennent la sortie des terres et le montage jusqu'au niveau de chargement pour enlèvement.

- Sortie des gravois
- Ramassage, mise en sacs, bacs ou brouettes et coltinage à l'étage des travaux.
- Descente (ou montage) compris toutes installations nécessaires.
- Sortie au niveau de chargement.

Mode de mesurage : au cube des ouvrages démolis majoré de 30 % de foisonnement sauf spécifications différentes dans le bordereau.
par monte-matériaux motorisé

- À la poulie ;
- Par goulotte ;
- À la grue ;
- À dos d'homme pour descente par escalier intérieur ou extérieur.

Compris toutes protections et nettoyages (nettoyage journalier dans le cas de cage d'escalier d'immeuble occupé).

0.3.40 ENLÈVEMENT DES GRAVOIS - ENLÈVEMENT DES TERRES

Enlèvement des gravois et terres

Enlèvement comprendra le chargement, le transport, le déchargement et tous frais ou taxes de décharge publique ou privée.

Mode de mesurage : comme précisé dans le document pour les différents cas ci-dessous.

Par camion

À toute distance.

Par benne en location (5 à 10 m3)

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Dans le cas où la benne mise en place servirait également pour recevoir les déchets et résidus de chantier dont l'enlèvement est compris dans les prix du présent document, les prix ci-dessous d'amenée et de repli et de location seraient appliqués proportionnellement.

Amenée et repli de benne

Compris toutes charges et taxes.

À compter une seule fois pour le chantier.

- Location journalière

Durée correspondante à la période de démolitions, ou de terrassements à l'exclusion de toute immobilisation pour le stockage des résidus de chantier et emballages divers, ou comptée proportionnellement. Compris toutes charges et taxes, droits d'occupation de voirie, etc.

Par jour ouvrable.

transport à la décharge :

- À toute distance.

0.3.41 PROTECTIONS INTÉRIEURES

Par un bâchage

Protections verticales ou horizontales en bâche toile ou plastique.

Sur demande expresse du maître d'œuvre.

Compris toutes fixations et lestage, montage et coltinage aux étages, descente et enlèvement.

Mode de mesurage : surface réelle de bâche nécessaire et effectivement utilisée.

- Double transport, mise en place et dépose;
- Déplacement et réinstallation sans descente au sol = 15 % de l'installation de base;
- Déplacement et réinstallation avec descente au sol = 50 % de l'installation de base;
- Location journalière.

0.3.41.1 PROTECTION DES OUVRAGES

Dans le cas de travaux de revêtements de sol, l'attributaire concerné devra assurer la protection de ses revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Dans le cas de travaux de plomberie-sanitaires, l'attributaire devra ainsi protéger tous les appareils sanitaires, et notamment ceux en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Dans le cas de travaux de menuiserie en bois, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Dans le cas de travaux de menuiserie en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, les ouvrages devront obligatoirement être protégés par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par chaque attributaire et elles seront comprises dans son offre.

0.3.42 NETTOYAGES

Nettoyages

La Norme NF P 03-001 du 20 Octobre 2017 regroupe dans son Annexe A les articles ci-dessous :

- **A.3.1** Nettoyage et remise en état ;
- **A.3.1.1** Il n'est pas décompté de prorata au titre de nettoyage du chantier ;
- **A.3.1.2** Chaque attributaire, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets " les frais sont compris dans les prix du « Bordereau de prix » ;

L'attributaire "dit également adjudicataire" qui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

- **A.3.1.3** Chaque attributaire aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages " les frais sont compris dans les prix du « Bordereau de prix », sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé.

0.3.43 PERCEMENTS DANS CLOISONS

Dans cloisons de toutes natures, pour passage de gaines, canalisations et ouvrages similaires.

Compris bâchage de protection au sol, nettoyage et sortie et enlèvement des gravois hors du chantier.

Non compris ragréage ni rebouchage.

Non compris étalement, le cas échéant

Mode de mesurage : à l'unité de percement, suivant sa surface utile demandée, compris sujétions de débord par manque de précautions ou du fait de la nature du matériau constituant la cloison.

Cloison jusqu'à 8 cm épaisseur totale

- Jusqu'à 0,05 m2 surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m2 surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m2 surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m2 surface utile ;
- De 0,501 à 1 m2 surface utile ;
- De 1,01 à 2 m2 surface utile ;

- De 2,01 à 4 m2 surface utile.

Cloison de 8,1 à 17 cm épaisseur totale

- Jusqu'à 0,05 m2 surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m2 surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m2 surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m2 surface utile ;
- De 0,501 à 1 m2 surface utile ;
- De 1,01 à 2 m2 surface utile ;
- de 2,01 à 4 m2 surface utile.

0.3.44 PERCEMENTS DANS MURS

Percements dans murs.

Dans maçonneries hourdées au mortier de chaux ou de ciment.

Compris bâchage de protection au sol, nettoyage et sortie et enlèvement des gravois hors du chantier.

Non compris étaielement, ragréage ni rebouchement.

Non compris étaielement, le cas échéant.

Mode de mesurage : à l'unité de percement suivant son volume nécessaire (surface utile demandée x épaisseur) compris sujétions de débord par manque de précautions ou du fait de la nature du matériau constituant le mur.

Dans maçonnerie de blocs creux.

En briques creuses de tous types ou agglomérés creux:

- Trou jusqu'à 0,020 m3 ;
- Trou de 0,021 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,100 m3 ;
- Trou de 0,101 à 0,200 m3 ;
- Trou de 0,201 à 0,300 m3 ;
- Trou de 0,301 à 0,500 m3 ;
- Trou de 0,501 à 1 m3.

Dans maçonnerie pleine.

En agglomérés pleins, briques pleines de toutes natures, moellons, meulière ou pierre de taille:

- Trou jusqu'à 0,020 m3 ;
- Trou de 0,021 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,100 m3 ;
- Trou de 0,101 à 0,200 m3 ;
- Trou de 0,201 à 0,300 m3 ;
- Trou de 0,301 à 0,500 m3 ;
- Trou de 0,501 à 1 m3.

Dans béton de gravillon.

Dans béton armé ou non armé, compris découpe des armatures, s'il y a lieu, et avec autorisation du maître d'œuvre.

Percements par tous moyens compatibles avec l'environnement de l'ouvrage:

- Trou jusqu'à 0,020 m3
- Trou de 0,021 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,100 m3 ;
- Trou de 0,101 à 0,200 m3 ;
- Trou de 0,201 à 0,300 m3 ;
- Trou de 0,301 à 0,500 m3 ;
- Trou de 0,501 à 1 m3.

Percements de trous à la perceuse.

Percement de trous à la perceuse équipée de mèche à béton, pour passage d'une canalisation, d'une gaine électrique ou pour sondage d'épaisseur d'une cloison ou mur, ou ouvrages similaires:

- Dans cloison jusqu'à 8 cm épaisseur ;
- Dans cloison de 8,1 à 17 cm épaisseur.

Dans maçonnerie de toutes natures

- De 17 à 30 cm épaisseur ;
- De 31 à 50 cm épaisseur ;
- De 51 à 80 cm épaisseur ;
- De plus de 80 cm épaisseur.

Dans mur en béton de gravillon.

En béton armé ou non armé.

- Jusqu'à 20 cm épaisseur ;
- De 21 à 40 cm épaisseur ;
- De plus de 40 cm épaisseur.

0.3.45 REFOUILLEMENTS DE TROUS ET AUTRES

Refouillements de trous et autres

Trou comportant 5 parois, c'est-à-dire non traversant, pour niche ou pour matériel à encasturer, dans maçonneries.

Compris nettoyage, sortie et enlèvement des déchets hors du chantier.

Non compris ragréage ou scellement ou rebouchement.

Mode de mesurage : à l'unité du refouillement aux dimensions utiles demandées, suivant principe du mode de mesurage des percements.

Dans maçonnerie de blocs creux

En briques creuses de tous types ou agglomérés creux:

- Trou jusqu'à 0,010 m3 ;
- Trou de 0,011 à 0,020 m3 ;
- Trou de 0,021 à 0,030 m3 ;
- Trou de 0,031 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,070 m3 ;
- Trou de 0,071 à 0,100 m3.

Dans maçonnerie pleine

En agglomérés pleins, briques pleines de tous types, dans moellon ou meulière ou pierre de taille:

- Trou jusqu'à 0,010 m3 ;
- Trou de 0,011 à 0,020 m3 ;
- Trou de 0,021 à 0,030 m3 ;
- Trou de 0,031 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,070 m3 ;
- Trou de 0,071 à 0,100 m3.

Dans béton de gravillon

Dans les mêmes conditions que pour les percements:

- Trou jusqu'à 0,010 m3 ;
- Trou de 0,011 à 0,020 m3 ;
- Trou de 0,021 à 0,030 m3 ;
- Trou de 0,031 à 0,050 m3 ;
- Trou de 0,051 à 0,070 m3 ;
- Trou de 0,071 à 0,100 m3.

Refouillements à la perceuse :

- Refouillements à la perceuse équipée de mèche à béton.
- Diamètre : jusqu'à 20 mm, et profondeur jusqu'à 0,15 m.

Mode de mesure : à l'unité de refouillement :

- Dans maçonneries de toutes natures : agglos pleins ou creux, briques pleines ou creuses, moellon, meulière, pierre de taille ferme ou 1/2 ferme, hourdées au mortier de chaux ou de ciment.
- Dans béton de gravillon

Béton armé ou non armé.

0.3.46 SAIGNÉES D'ENCASTREMENT

Il sera fait une façon de saignées pour encastrement divers (gainés - canalisations). Non compris bâchage de protection au sol, nettoyage, et sortie et enlèvement des gravois hors du chantier.

Mode de mesure :

Au mètre linéaire de saignée. La section à considérer est la section utile nécessaire, calculée théoriquement en ajoutant 4 cm au diamètre extérieur de l'élément à encastrement.

Exemple :

- * Pour scellement d'un tube de Ø 25 mm : $2,5 + 4 = 6,5$ cm
- * Saignée de $6,5 \times 6,5$ cm = 42 cm² section utile.

Dans matériau tendre

Dans carreaux de plâtre, ou agglomérés à base de mâchefer, de sciure, de granulés expansés, de béton cellulaire et assimilés.

- Jusqu'à 30 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 15 mm maximum.

- De 31 à 50 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 16 à 30 mm environ.

- De 51 à 80 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 31 à 50 mm environ.

- De 81 à 150 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 51 à 80 mm environ.

- De 151 à 220 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 81 à 110 mm environ.

- De 221 à 300 cm² section utile ;

Soit pour encastrement d'élément de 111 à 130 mm environ.

Dans maçonnerie en blocs creux

Dans briques creuses de tous types, agglomérés creux en béton ou ciment, hourdés au plâtre ou au mortier de chaux ou de ciment.

- Jusqu'à 30 cm² section utile ;
- De 31 à 50 cm² section utile ;
- De 51 à 80 cm² section utile ;
- De 81 à 150 cm² section utile ;
- De 151 à 220 cm² section utile ;
- De 221 à 300 cm² section utile.

Dans maçonneries dures

Dans maçonneries pleines, telles que briques pleines de tous types, agglomérés pleins en béton ou ciment, meulière, moellons, pierre de taille non

apparente (enduite ou cachée).

- Jusqu'à 30 cm² section utile ;
- De 31 à 50 cm² section utile ;
- De 51 à 80 cm² section utile ;
- De 81 à 150 cm² section utile ;
- De 151 à 220 cm² section utile ;
- De 221 à 300 cm² section utile.

Dans béton de gravillon

Dans béton armé ou non armé, compris découpe des armatures, s'il y a lieu, et avec autorisation du maître d'œuvre.

Saignées par tous moyens compatibles avec l'environnement de l'ouvrage.

- Jusqu'à 30 cm² section utile ;
- De 31 à 50 cm² section utile ;
- De 51 à 80 cm² section utile ;
- De 81 à 150 cm² section utile ;
- De 151 à 220 cm² section utile ;
- De 221 à 300 cm² section utile.

0.3.47 FOURREAUX

Fourreaux

Dans la mesure où les schémas d'implantation lui ont été remis en temps opportun par les entrepreneurs du second œuvre, le lot Gros-œuvre a, à sa charge, l'incorporation dans les bétons et maçonneries, de tous les éléments tels que fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, etc., pouvant être exécutés lors de ses ouvrages. Cette pose sera effectuée sous le contrôle des attributaires "adjudicataires" de second œuvre. Tous ces éléments sont fournis au lot Gros-œuvre par le second œuvre auquel ils sont nécessaires, sauf dérogations.

Mise en place des fourreaux :

- Les fourreaux continus sont noyés dans le béton (pieuvres et tubes électriques notamment) :
 - Fourniture par l'attributaire "adjudicataire" du Corps d'État concerné ;
 - Pose par cette même entreprise qui intervient au moment du Gros-Œuvre.
- Les fourreaux ponctuels sont noyés dans le béton :
 - Fourniture par l'attributaire "adjudicataire" du Corps d'État concerné ;
 - Pose par l'attributaire "adjudicataire" de Gros-Œuvre.
- Les fourreaux ponctuels sont posés après coup dans les murs et planchers :
 - Réservation du passage par l'attributaire "adjudicataire" de Gros-Œuvre ;
 - Ou percement après coup par le Corps d'État concerné dans la maçonnerie ;
 - Pose et scellement du fourreau par le Corps d'État concerné ;
- * Les fourreaux sont posés dans les trémies de gaines.

Fourniture, pose et calage de fourreaux ou gaines, compris coupes et chutes, dans mur, cloison ou plancher.

Non compris percement ou saignée d'encastrement, ni scellement ou calfeutrement.

Fourreaux traversants

Pour protéger la traversée de murs, cloisons ou planchers par des canalisations.

Fourreaux ou gaines de section circulaire, carrée ou rectangulaire.

Extrémités parfaitement d'aplomb et lisses, meulées non coupantes.

Mode de mesurage :

au mètre linéaire de fourreau en fonction des sections ci-après :

- Pour section circulaire : dimension = diamètre intérieur ;
- Pour section carrée : dimension intérieure d'un côté ;
- Pour section rectangulaire : moyenne des 2 côtés intérieurs.

En plastique

- Jusqu'à 30 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 31 à 80 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 81 à 120 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 121 à 200 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 201 à 300 mm de diamètre ou côté intérieurs.

En métal

Tubes en acier noir ou galvanisé, tube cuivre, etc.

- Jusqu'à 30 mm de diamètre intérieur ou côté intérieurs ;
- De 31 à 80 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 81 à 120 mm de diamètre ou côté intérieurs ;
- De 121 à 200 mm de diamètre ou côté intérieurs.

Fourreaux linéaires

Pour protéger le passage en saignée d'encastrement de câbles divers d'électricité, courants faibles, TV ; etc.

Compris tire-fil ou fil galvanisé.

Fourreaux ou gaines de section circulaire, compris calage dans les saignées et scellement par points pour maintien à 1 cm minimum du parement fini du mur ou de cloison.

Les dimensions ci-après sont les diamètres réels intérieurs.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de gaine ou fourreau.

En plastique

Plastique simple ou rigide, de type conforme aux normes dans le cas de fourreaux ou gaines destinées au passage de canalisations électriques.

- Jusqu'à 25 mm de diamètre intérieur ;
- De 26 à 40 mm de diamètre intérieur ;
- De 41 à 60 mm de diamètre intérieur

En métal

En tube cuivre ou acier galvanisé, compris coudes à grand rayon, s'il y a lieu.

- Jusqu'à 25 mm de diamètre intérieur ;
- De 26 à 40 mm de diamètre intérieur ;
- De 41 à 60 mm de diamètre intérieur.

0.3.48 BOUCHEMENT ET RAGRÉAGES DE TROUS ET SAIGNÉES

Comprenant le nettoyage des parois de trous et saignées, et l'incorporation de produit améliorant l'adhérence de la reprise, si nécessaire.

- Dressement de trou ou de niche refouillé ou réservé ;
- Dressement des parois de trou ou de niche, par reprise en mortier de ciment ou béton, compris coffrages s'il y a lieu, et ragréage soigné ou enduit de finition en mortier de ciment ou en plâtre sur les parois du trou ou de la niche.

Les reprises seront arasées à 15 mm au moins en retrait du nu des parements de cloisons et murs, pour permettre les raccords d'enduit.

Non compris raccords d'enduit sur murs et cloisons.

Mode de mesurage :

- À l'unité de trou ou de niche, aux dimensions finies.

Dans cloison jusqu'à 8 cm épaisseur totale

Trous traversants.

- Jusqu'à 0,05 m² surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m² surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m² surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m² surface utile ;
- De 0,501 à 1 m² surface utile.

Dans cloison de 8,1 à 12 cm épaisseur totale

Trous traversants.

- Jusqu'à 0,05 m² surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m² surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m² surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m² surface utile ;
- De 0,501 à 1 m² surface utile ;

Dans murs de toute nature

Trous traversants ou niches non traversantes.

- Trous jusqu'à 0,020 m³ ;
- Trou de 0,021 à 0,050 m³ ;
- Trou de 0,051 à 0,100 m³ ;
- Trou de 0,101 à 0,200 m³ ;
- Trou de 0,201 à 0,300 m³ ;
- Trou de 0,301 à 0,500 m³ ;
- Trou de 0,501 à 1 m³.

Bouchement de trou

Pour bouchement de trou ou de refouillement avec ou sans scellement de canalisation ou de fourreau.

En plâtre ou en mortier de ciment avec ou sans briques ou agglomérés ou cassons de briques, ou en béton, compris coffrage, s'il y a lieu.

Bouchements arasés à 15 mm du nu fini pour permettre les raccords d'enduit.

Mode de mesurage : à l'unité de bouchement suivant dimensions, sans déduction des gaines ou canalisations à sceller ou à encastrer.

Dans cloison jusqu'à 8 cm épaisseur totale

- Jusqu'à 0,05 m² surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m² surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m² surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m² surface utile ;
- De 0,501 à 1 m² surface utile.

Dans cloison de 8,1 à 12 cm épaisseur totale

- Jusqu'à 0,05 m² surface utile ;
- De 0,051 à 0,10 m² surface utile ;
- De 0,101 à 0,20 m² surface utile ;
- De 0,201 à 0,50 m² surface utile ;
- De 0,501 à 1 m² surface utile.

Dans mur

- Trou jusqu'à 0,020 m³ ;
- Trou de 0,021 à 0,050 m³ ;
- Trou de 0,051 à 0,100 m³ ;
- Trou de 0,101 à 0,200 m³ ;

- Trou de 0,201 à 0,300 m3 ;
- Trou de 0,301 à 0,500 m3 ;
- Trou de 0,501 à 1 m3.

Bouchement de saignées

Bouchement de saignées avec ou sans calfeutrement d'élément à encasturer.

En plâtre ou en mortier de ciment avec ou sans cassons de briques, ou en béton, compris coffrage ou canalisation ou fourreau, s'il y a lieu.

Bouchements arasés à 15 mm du nu fini pour permettre les raccords d'enduit.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de bouchement, suivant section de la saignée en cm2 (exemple : 9 cm largeur x 6 cm profondeur = 54 cm2).

Lorsque le même entrepreneur effectuera la saignée et son rebouchement, le mode de mesurage des saignées sera appliqué pour définir la section utile.

- jusqu'à 30 cm2 section utile ;
soit pour encastrement d'élément de 15 mm maximum
- de 31 à 50 cm2 section utile ;
soit pour encastrement d'élément de 16 à 30 mm environ
- de 51 à 80 cm2 section utile ;
soit pour encastrement d'élément de 31 à 50 mm environ
- de 81 à 150 cm2 section utile
soit pour encastrement d'élément de 51 à 80 mm environ
- de 151 à 220 cm2 section utile ;
soit pour encastrement d'élément de 81 à 110 mm environ
- de 221 à 300 cm2 section utile ;
soit pour encastrement d'élément de 111 à 130 mm environ.

0.3.49 RACCORDS D'ENDUITS

Il sera prévu tous les raccords de parement de mur ou cloison, en plâtre ou en mortier de ciment au nu de parements existants contigus.

Compris fourniture et scellement de grillage à mailles fines pour raccord sur supports différents, le cas échéant.

Finition lissée ou feutrée suivant le type du parement contigu.

Compris repiquage s'il y a lieu des rives de raccord, renformis d'épaisseur pour dressement et toutes sujétions, notamment celles dues à la présence d'éléments scellés : colliers, consoles, canalisations, fourreaux, etc.

Raccords ponctuels

Mode de mesurage : à l'unité de raccord mesuré à l'équerre, c'est-à-dire largeur moyenne + longueur moyenne.

- Jusqu'à 10 cm à l'équerre ;
- De 11 à 20 cm à l'équerre ;
- De 21 à 40 cm à l'équerre ;
- De 41 à 80 cm à l'équerre ;
- De 81 à 1,20 m à l'équerre ;
- De 1,20 m à 2,00 m à l'équerre.

Raccords linéaires

Mode de mesurage : au mètre linéaire de raccord suivant largeur moyenne.

- Jusqu'à 10 cm largeur ;
- De 11 à 20 cm largeur ;
- De 21 à 30 cm largeur ;
- De 31 à 40 cm largeur.

Bouchement de fissures et raccords

Raccord en plâtre ou en mortier de ciment, après ouverture de fissure au burin, coupement de rives et calfeutrement de la fissure.

Mode de mesurage : au mètre linéaire suivant largeur moyenne du raccord.

- Jusqu'à 5 cm largeur ;
- De 5 à 10 cm largeur ;
- De 11 à 20 cm largeur.

0.3.50 PERCEMENTS DANS PLANCHERS

Démolition partielle de plancher existant pour perçement de trou ou réalisation d'une trémie.

Ne comprenant pas :

- La découpe de poutres en bois, en fer ou en béton ;
- La façon de chevêtre, ragréage de rives, rebouchement ;
- La protection au sol ou étaielement.

Comprenant :

- Les démolitions par tous moyens compatibles avec le type de plancher et l'environnement à respecter ;
- Les découpes avec soins de revêtement de sol quel qu'il soit (plancher avec lambourdes, revêtements collés, etc.) ;
- Les découpes de plancher en bois incorporé ou non (coffrage perdu, etc.) ;
- Les découpes avec soins de plafond en plâtre, s'il y a lieu, ou dépose de plaques de faux-plafond ;
- La sortie et enlèvement des gravats hors du chantier.

Mode de mesurage : dans tous les cas :

- La surface de perçement à facturer est la surface « utile » nécessaire, dans le cas de trou ou la surface « utile » finie dans le cas de trémie, compris toutes sujétions de débord du fait de la nature du matériau démoli ou pour l'exécution de chevêtre ou ragréage ;
- La surface « utile » à prendre en compte pour les trous est calculée en ajoutant 5 cm à chaque dimension de l'élément qui doit traverser le plancher.

Exemples :

- Surface utile du trou pour le passage d'une gaine de 15 x 20 cm : $0,20 \times 0,25 \text{ cm} = 0,05 \text{ m}^2$
- Surface utile du percement pour réaliser une trémie finie demandée de 50 x 0,60 cm : $0,50 \times 0,60 = 0,30 \text{ m}^2$.

Planchers à remplissage en dur

Dans tous planchers à structure en solives bois ou poutres en fer ou poutrelles en béton armé.

Démolition de remplissage en béton de gravillon ou de mâchefer, ou en hourdis ou voûtain de tous types, compris chape de répartition, s'il y a lieu.

Quelle que soit l'épaisseur du remplissage, surface utile :

- Jusqu'à 0,05 m²
- De 0,051 à 0,10 m²
- De 0,101 à 0,20 m²
- De 0,201 à 0,50 m²
- De 0,501 à 1,00 m²
- De plus de 1,00 m²

Planchers sans remplissage en dur

Dans tous planchers à solives bois ou fer sans remplissage en dur.

Découpe avec soins de parquet ou plancher en bois, de revêtement de sol avec ou sans chape, de planchers intermédiaires avec ou sans matelas d'isolation (en mâchefer ou similaire en vrac, en granulés, laine minérale, etc.) et de plafonds de tous types.

Quelle que soit l'épaisseur de l'ensemble, surface utile :

- Jusqu'à 0,10 m²
- De 0,101 à 0,50 m²
- De 0,501 à 1,00 m²
- De plus de 1,00 m²

Planchers en béton armé

Dans planchers du type « dalle pleine » en béton armé.

Épaisseur totale avec chape rapportée, s'il y a lieu.

Surface utile :

Jusqu'à 0,05 m²

- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur

De 0,051 à 0,10 m²

- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur

De 0,101 à 0,20 m²

- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur

De 0,201 à 0,50 m²

- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur
- De 0,501 à 1,00 m²
- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur

De plus de 1,00 m²

- Jusqu'à 10 cm épaisseur
- De 11 à 15 cm épaisseur
- De 16 à 20 cm épaisseur
- De 21 à 30 cm épaisseur

Dans voûtes en maçonnerie

Dans maçonneries de toutes natures : moellons, briques, béton cyclopéen, etc. hourdées au mortier de chaux ou de ciment.

Mode de mesurage :

Surface « utile » demandée x épaisseur moyenne relevée au centre du percement.

- Jusqu'à 0,050 m³
- De 0,051 à 0,100 m³
- De 0,101 à 0,200 m³
- De 0,201 à 0,300 m³

- De 0,301 à 0,400 m3
- De plus de 0,400 m3

Dans voûtes en maçonnerie

Voûtes en béton de gravillon armé ou non armé, compris coupe des armatures, s'il y a lieu, et avec autorisation du maître d'œuvre.

Mode de mesurage : idem article précédent.

- Jusqu'à 0,050 m3
- De 0,051 à 0,100 m3
- De 0,101 à 0,200 m3
- De 0,201 à 0,300 m3
- De 0,301 à 0,400 m3
- De plus de 0,400 m3

Percement de planchers à la perceuse :

- Percement à la perceuse équipée de mèche à béton, pour passage d'une canalisation ou de fourreau, pour sondage d'un plancher ou d'une voûte ou ouvrages de même nature.
- Diamètres jusqu'à 20 mm.
- Dans remplissage de plancher
- Dans remplissages de toutes natures entre solives bois ou fer : béton, maçonnerie, hourdis, voûtains ou similaires.
- Mode de mesurage : à l'unité de percement, quelle que soit sa longueur.
- Dans dalle BA ou voûte, à travers dalle en béton armé ou voûtes de toutes natures.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de percement.

0.3.51 CHEVÊTRES ET RAGRÉAGES DE TRÉMIES

Chevêtres

Création de chevêtre avec recoupe d'une ou plusieurs poutres ou solives, et fourniture et pose d'une ou plusieurs poutres pour report des charges sur les solives ou poutres conservées.

Non compris étalement.

Compris toutes coupes sur existant, toutes sujétions d'assemblage des poutres et solives, tasseaux, feuillures et rainures d'appuis, boulonnerie et tous accessoires.

Compris sortie et enlèvement des gravois et déchets.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de poutres formant chevêtre.

Chevêtres en bois

Poutres de reprise et de report des charges, compris tous assemblages, tasseaux, percements de trous, boulons, tire-fond, etc.

Poutre jusqu'à 200 cm2 section

- De 201 à 300 cm2 section
- De 301 à 400 cm2 section
- De 401 à 600 cm2 section

Chevêtres métalliques

Poutrelle de reprise et report de charges, compris tous assemblages, soudures, équerres, percements de trous et boulons.

Poutrelles de tous types (IPN - UPN - etc.).

Poutrelle jusqu'à 20 kg/ml

- De 20,1 à 30 kg/ml
- De 30,1 à 40 kg/ml
- De plus de 40 kg/ml

Chevêtres en poutre béton armé

Compris liaison d'encastrement aux appuis, béton pour béton armé, coffrages, armatures et sujétions de reprise des solives interrompues.

- Jusqu'à 300 cm2 section utile
- De 301 à 500 cm2 section utile
- De 501 à 700 cm2 section utile
- De 701 à 1 000 cm2 section utile

Ragréage de rives de trémies

Pour finition des rives de trémie définitive, après percement, avec ou sans chevêtre de renfort : ragréage dressé, avec raccords d'arêtes droites, compris grillage d'armature et toutes sujétions.

En mortier de ciment ou en plâtre (pour le plâtre, épaisseur minimum de 3 à 4 cm suivant le degré coupe-feu demandé).

Mode de mesurage : à l'unité de trémie suivant sa surface en plan finie.

- Jusqu'à 0,10 m2 finie
- De 0,10 à 0,15 m2 finie
- De 0,151 à 0,20 m2 finie
- De 0,201 à 0,30 m2 finie
- De 0,301 à 0,50 m2 finie
- De 0,501 à 1 m2 finie
- De 1,01 à 2 m2 finie

0.3.52 BOUCHEMENT DE TROUS DANS PLANCHERS

Bouchement au mortier de ciment ou en béton de gravillon, pour obturation de trou ou pour scellement de fourreau, gaine, canalisation ou ouvrage similaire.

Compris : coffrage et armatures, s'il y a lieu.

Nettoyage des rives ou dressement.

Ragréage soigné de sous-face et de dessus.

Dans plancher ou voûte en maçonnerie ou béton.

Mode de mesurage : à l'unité de bouchement suivant la surface en plan du trou et l'épaisseur du plancher, sans déduction de l'élément scellé.

Jusqu'à 15 cm épaisseur

- Trou jusqu'à 0,05 m2 surface
- De 0,051 à 0,20 m2 surface
- De 0,201 à 0,50 m2 surface
- De 0,501 à 1 m2 surface

De 16 à 30 cm épaisseur

- Trou jusqu'à 0,05 m2 surface
- De 0,051 à 0,20 m2 surface
- De 0,201 à 0,50 m2 surface
- De 0,501 à 1 m2 surface
- De plus de 30 cm épaisseur

XXI Trous et saignées et rebouchements dans dallages

Dans dallages, chapes et similaires en mortier de ciment ou béton de gravillon, percements ou saignées exécutés par tous moyens.

Comprenant la sortie et enlèvement des gravois.

Comprenant, s'il y a lieu, la découpe avec soins du revêtement de sol scellé ou collé, et la découpe ou la conservation d'armatures existantes.

Les prix des ouvrages comprennent les sujétions de surlargeur ou de débord résultant d'un manque de précautions ou de la nature de la chape ou du dallage.

Trous dans dallages

Percement de trous dans dallages, sur épaisseur partielle ou traversante.

Mode de mesurage : à l'unité de trou suivant sa surface « utile ».

Jusqu'à 12 cm épaisseur

- Jusqu'à 0,10 m2 surface utile
- De 0,101 à 0,30 m2 surface utile
- De 0,301 à 0,60 m2 surface utile
- De 0,601 à 1 m2 surface utile
- À la perceuse - diamètre jusque 20 mm

De 13 à 20 cm épaisseur

- Jusqu'à 0,10 m2 surface utile
- De 0,101 à 0,30 m2 surface utile
- De 0,301 à 0,60 m2 surface utile
- De 0,601 à 1 m2 surface utile
- À la perceuse - diamètre jusque 20 mm

De 21 à 30 cm épaisseur

- Jusqu'à 0,10 m2 surface utile
- De 0,101 à 0,30 m2 surface utile
- De 0,301 à 0,60 m2 surface utile
- De 0,601 à 1 m2 surface utile
- À la perceuse - diamètre jusque 20 mm.

Saignées d'encastrement dans dallages

Saignée taillée pour encastrement d'un petit élément (tube ou gaine électrique, par exemple) et ne traversant pas le dallage.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de saignée suivant sa section utile.

La section « utile » est calculée théoriquement en ajoutant 4 cm au diamètre extérieur de l'élément à encastrer.

Exemple :

- * Pour encastrement d'un tube de 15 mm diamètre : $1,5 + 4 = 5,5$ cm
- * Saignée de $5,5 \times 5,5 = 30$ cm2 section utile.
- Jusqu'à 30 cm2 Section Utile
- De 31 À 50 Cm2 Section Utile
- De 51 À 80 Cm2 Section Utile
- De 81 À 150 Cm2 section utile.

Saignées à travers dallages

Exécution de saignée traversant toute l'épaisseur du dallage.

Y compris, s'il y a lieu, enlèvement de sous-couche et de terre sur 30 cm de profondeur maximum, pour passage de canalisation sous dallage, par exemple, ou exécution de caniveau.

Au-delà de 30 cm de profondeur, appliquer les prix de fouilles en tranchées.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de saignée, suivant sa largeur « utile » calculée théoriquement en ajoutant 10 cm à la dimension extérieure de l'élément à enterrer.

Dallage jusqu'à 12 cm épaisseur

- Jusqu'à 15 cm largeur utile
- De 16 à 25 cm largeur utile
- De 26 à 45 cm largeur utile
- De 46 à 65 cm largeur utile
- De 66 à 1,00 m largeur utile

Dallage de 13 à 20 cm épaisseur

- Jusqu'à 15 cm largeur utile
- De 16 à 25 cm largeur utile
- de 26 à 45 cm largeur utile
- De 46 à 65 cm largeur utile
- De 66 à 1,00 m largeur utile

Dallage de 21 à 30 cm épaisseur

- Jusqu'à 15 cm largeur utile
- De 16 à 25 cm largeur utile
- De 26 à 45 cm largeur utile
- De 46 à 65 cm largeur utile
- De 66 à 1,00 m largeur utile

Bouchement de trous dans dallages

En mortier de ciment ou béton de gravillon, pour bouchements divers ou scellement de canalisations, fourreaux, etc.

Compris remise en état de la sous-couche de dallage, s'il y a lieu.

Compris talochage soigné de finition ou lissage en raccordement avec le dallage conservé contigu.

Mode de mesurage : à l'unité de trou suivant sa surface quelle que soit l'épaisseur du dallage, et sans déduction de l'appareil à sceller.

- Trou de perceuse diamètre 20 mm
- Trou jusqu'à 0,10 m² surface
- De 0,101 à 0,30 m² surface
- De 0,301 à 0,60 m² surface
- De 0,601 à 1 m² surface

Calfeutrement de saignée dans dallage

Rebouchement en mortier de ciment ou en béton de gravillon, compris nettoyage de saignée, incorporation de produit facilitant l'adhérence du calfeutrement, talochage ou lissage de finition en raccordement avec le dallage conservé.

Mode de mesurage : au mètre linéaire de saignée selon section.

- Jusqu'à 30 cm² section utile
- De 31 à 50 cm² section utile
- De 51 à 80 cm² section utile
- De 81 à 150 cm² section utile
- Rebouchement de saignée à travers dallage

Reconstitution de dallage en béton.

Compris remise en état de la sous-couche, s'il y a lieu, armatures en recouvrement avec les armatures laissées en attente, et talochage ou lissage en raccord avec le dallage existant contigu.

Quelle que soit l'épaisseur de dallage, largeur de saignée refermée, mode de mesurage : au mètre linéaire de saignée selon section.

- Jusqu'à 15 cm largeur
- De 16 à 25 cm largeur
- De 26 à 45 cm largeur
- De 46 à 65 cm largeur
- De 66 à 1 m largeur utile

0.3.53 FIXATIONS, TROUS, SCELLEMENTS

Trous chevillés

Façon de trou à la perceuse et fourniture et pose de cheville.

Dans sols, parois ou en plafond.

Mode de mesurage : à l'unité de trou avec cheville.

Avec cheville simple

Chevilles de tous types et tous diamètres:

Dans matériaux tendres

Dans carreau de plâtre, brique creuse, aggro creux et assimilés.

Dans matériaux durs

Dans tous types de maçonneries en éléments pleins, y compris pierre de taille, sauf marbre et granit.

Dans matériaux très durs

Dans béton de gravillon, marbre, granit ou similaires ou autres maçonneries avec revêtement en faïence, grès cérame ou similaires.

Avec cheville à expansion ou autoforeuse

Fourniture et pose avec chevilles en tous diamètres et toutes profondeurs.

Dans matériaux classés comme ci-dessous.

Dans sols, parois verticales ou en plafond.

- Dans matériaux tendres

- Dans matériaux durs
- Dans matériaux très durs

Scellement au pistolet automatique

Compris main-d'œuvre, cartouches et tampons de tous types, dans tous matériaux.

Taquets, patins ou blochets en bois

Fourniture et pose de taquets, patins ou blochets en bois, compris refouillement dans maçonnerie, lardés de clous, scellement au mortier de ciment et raccord de parement.

Mode de mesure : à l'unité, quelle que soit la section du bois, et suivant longueurs ci-après.

Dans matériaux classés comme ci-avant.

Dans matériaux tendres

- Jusqu'à 10 cm longueur
- De 11 à 20 cm longueur
- De 21 à 30 cm longueur
- De 31 à 40 cm longueur
- De 41 à 50 cm longueur

Dans matériaux durs

- Jusqu'à 10 cm longueur
- De 11 à 20 cm longueur
- De 21 à 30 cm longueur
- De 31 à 40 cm longueur
- De 41 à 50 cm longueur

Dans matériaux très durs

- Jusqu'à 10 cm longueur
- De 11 à 20 cm longueur
- De 21 à 30 cm longueur
- De 31 à 40 cm longueur
- De 41 à 50 cm longueur

0.3.53.1 PRINCIPE

Sous réserve des prestations incluses au lot Gros-Œuvre, sont à la charge des autres Corps d'État :

- Les fixations de toutes natures
- Tous les trous n'ayant pu être réservés
- Les petits percements
- L'ouverture des saignées pour les encastresments Les scellements
- Les rebouchements de trous et saignées
- Les calfeutresments et raccords divers.

0.3.53.1.1 Prescriptions

Les scellements, calfeutresments et raccords sont réalisés :

- Au ciment à prise normale dans le béton et la maçonnerie (le ciment à prise rapide sera exclu, sauf cas particulier).
- Au plâtre dans les ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre.

L'exécution des scellements sera particulièrement soignée, y compris nus réservés ou parements impeccables, pour parachèvement des travaux de finition, par le corps d'état concerné.

0.3.53.1.2 Bouchement des saignées et raccords dans les ouvrages en plâtre

Les bouchements de saignées et raccords sur les ouvrages en plâtre ou en plaques de plâtre seront arasés en retrait par les entrepreneurs des Corps d'État concernés et l'entrepreneur de du lot Gros-Œuvre ou de Plâtrerie finira ces raccords par un lissage superficiel au plâtre ou plâtre et colle.

0.3.53.1.3 Règle générale**0.3.53.1.3.1 Les travaux de l'entreprise de gros-œuvre comprennent**

- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire.
- Les gros percements dans les murs et planchers existants.
- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines.
- La révision des parois des gaines techniques.
- La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures.
- Les scellements et calfeutresments des huisseries des blocs portes intérieurs.
- Les raccords sur les saignées et encastresments divers.
- La révision des gaines techniques.

0.3.53.1.3.2 Les travaux des corps d'état comprennent pour leurs ouvrages

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie.
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastresments et leurs rebouchements.
- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutresments de leurs ouvrage.
- Les raccords de finition.

0.3.53.2 TROUS ET RÉSERVATIONS**0.3.53.2.1 Réservations, trous, scellements**

0.3.53.2.1.1 Obligation de chacun

Tous les trous, scellements, calfeutrements, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus. Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Ils leur appartiennent de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques".

Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires aux autres entrepreneurs ainsi que les scellements et calfeutrements, recueillis des autres Entrepreneurs. Les trous, trémies, sont rebouchés par un matériau reconstituant le degré de résistance au feu du support. Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutrements par du matériau résistance au feu suffisante.

0.3.53.2.2 Dans porteurs et non-porteurs**0.3.53.2.2.1 Réservations dans porteurs**

Afin d'éviter les percements dans les éléments préfabriqués, les bétons armés terminés, les entrepreneurs des lots intéressés seront dans l'obligation de confirmer ou d'indiquer de la maîtrise d'œuvre, dans les délais impartis par le calendrier d'exécution, les réservations à pratiquer dans les ouvrages. L'entrepreneur n'ayant pas répondu à ces instructions subira les frais des ouvrages complémentaires aux réservations exécutés alors par le lot Gros-œuvre. En cas de détérioration des ouvrages, les réfections seront effectuées par l'entrepreneur correspondant, aux frais de l'entrepreneur en faute. Un mémoire spécial sera remis à la maîtrise d'œuvre. La réservation des trous sera à la charge du lot Gros-œuvre. Les taquets, pièces de fixation et fourreaux, sauf prescriptions contraires, seront fournis par les entrepreneurs intéressés et mis en place par l'entrepreneur Gros-œuvre. Les entrepreneurs vérifieront sur place avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies. Les entrepreneurs concernés resteront solidairement responsable avec le lot Gros-œuvre en cas de mauvaise implantation.

NOTA : Les reprises et bouchements de trémies ou réservations intéressés par le calcul de structure ou la stabilité au feu seront réalisés par l'entrepreneur du lot Gros œuvre. Tous les autres bouchements, scellements et calfeutrements seront exécutés par les entrepreneurs des lots concernés, avec faculté de sous-traiter ces travaux au lot Gros-œuvre.

0.3.53.2.2.2 Réservations dans non porteurs

Suivant la norme NF P 03-001, chaque adjudicataire exécutera trous, scellements et bouchements propres à leurs ouvrages. Ils doivent être livrés en matériaux de même nature (ou compatibles) que le subjectile. Les raccords éventuellement nécessaires ainsi que le bouchement de trous non utilisés seront exécutés par les adjudicataires des lots concernés, aux frais de l'entrepreneur fautif.

0.3.53.3 TROUS NON RÉSERVÉS**0.3.53.3.1 Trous et percements après coups****0.3.53.3.1.1 Trous et réservations oublié**

Les trous non réservés dans le béton, béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, sont exécutés par le lot Gros-œuvre, mais à la charge des entrepreneurs défaillants. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur défaillant prendra toutes dispositions nécessaires et supportera toutes conséquences de refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la maîtrise d'œuvre.

0.3.53.4 RÈGLE GÉNÉRALE**0.3.53.4.1 Les travaux de l'entreprise de gros-œuvre comprennent**

- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire.
- Les gros percements dans les murs et planchers existants.
- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines.
- La révision des parois des gaines techniques.
- La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures.
- Les scellements et calfeutrements des huisseries des blocs portes intérieurs.
- Les raccords sur les saignées et encastres divers.
- La révision des gaines techniques.

0.3.53.4.2 Les travaux des corps d'état comprennent pour leurs ouvrages

- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie.
- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastresments et leurs rebouchements.
- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutrements de leurs ouvrages.
- Les raccords de finition.

0.3.54 TRÉMIES**0.3.54.1 TRÉMIES ET PAROIS DES GAINES TECHNIQUES****0.3.54.1.1 Trémies et parois des gaines techniques**

L'attributaire du lot GROS ŒUVRE qui réalise les ouvertures de trémies dans les planchers, y compris les enchevêtrures nécessaires. Dans ce cas, pour les trémies comportant plusieurs conduits et canalisations, l'attributaire du lot de Gros-Œuvre réalise également une dalle de bouchement de trémie de même degré coupe-feu que le plancher, comportant des réservations circulaires ou rectangulaires à l'intérieur desquelles les entrepreneurs des corps d'état mettront en place leurs canalisations et conduits et leurs fourreaux.

Il devra s'assurer que les réservations soient bien plombées d'étage à étage, de telle sorte que les canalisations et conduits se posent verticalement.

0.3.54.1.2 Socles de gaines accessibles

Les trémies des gaines accessibles par des portes ou des trappes basses comporteront une dalle surélevée ou une chape ciment rapportée, formant un socle surélevé de 10 cm sur le sol fini dans le cas de local carrelé (pour passer la plinthe sous la porte de gaine) et de 3 cm dans les autres cas.

0.3.54.1.3 Fourreaux et calfeutrements CF

Les attributaires des Corps d'état secondaires ont à leur charge les fourreaux ou bandes isolantes autour des canalisations et conduits, ainsi que les calfeutrements à l'intérieur des réservations circulaires ou rectangulaires afin d'assurer le même degré coupe-feu que le plancher.

0.3.55 PERCEMENTS DANS LES EXISTANTS**0.3.55.1 TYPE DE PERCEMENTS****0.3.55.1.1 Gros percements dans les existants**

L'attributaire du lot GROS ŒUVRE qui réalise les ouvertures de trémies et des baies dans les existants ainsi que les gros percements de murs et planchers de plus de Ø 100 mm.

Les entrepreneurs des CORPS D'ÉTAT ont à leur charge la fourniture et pose des fourreaux, les scellements et rebouchements ainsi que les percements d'un Ø de 0 inférieur à 100 mm.

0.3.56 ÉTAIEMENTS

En fonction de chaque type de lot, le soumissionnaire devenant l'attributaire que tous les prix d'ouvrages du présent document comprennent implicitement les sujétions « dans l'embarras des étais ».

Tous les prix d'étaisements ci-après comprennent tous :

- Coltinages, montage, descente ; ils comprennent également la valeur ou location de tous les accessoires nécessaires tels que boulons, pointes, vis, colliers, étriers, serre-joints, calage, etc.

Étai métallique réglable

Comprenant les semelles de répartition en bois au pied et en tête d'étais.

Mode de mesurage : à l'unité d'étais.

- Double transport, installation et dépose;
- Dépose et repose en 2e installation ou autre installation supplémentaire;
- Location journalière.

Étaisements en bois assemblés

En bois assemblés par entailles ou boulonnés.

Pour semelles, poteaux, chapeaux, moises, contreventements, etc. pour travaux en sous-œuvre, étrésolement; d'ouvertures et ouvrages similaires.

Mode de mesurage : au mètre cube net en place.

Les étaisements en cintre, quel que soit le type d'arc, seront assimilés aux étaisements en bois assemblés.

- Double transport, façonnage, pose et dépose;
- Dépose et repose en 2e installation ou autre installation supplémentaire;
- Location journalière.

Étaisements en bois non assemblés

Pour bois cloués ou simplement calés, tels que lisses de répartition, poteaux isolés, contreventements cloués et ouvrages similaires.

Mode de mesurage : au mètre cube net en place.

- Double transport, façonnage, pose et dépose;
- Dépose et repose en 2e installation ou autre installation supplémentaire;
- Location journalière.

Étaisements en poutrelles métalliques

En fers laminés du commerce pour répartition ou report de charges concentrées, coupés de longueur, posés sur le sol ou sur points d'appui.

Compris calages et tous accessoires.

Mode de mesurage : au kilogramme de poutrelles en place.

En poutrelles assemblées

Poutrelles moisées ou accouplées entre elles, compris trous et boulons.

- Double transport, installation et dépose;
- Dépose et repose en 2e installation ou autre installation supplémentaire;
- Location journalière.

En poutrelles non assemblées

Poutrelles non assemblées.

- Double transport, installation et dépose;
- Dépose et repose en 2e installation ou autre installation supplémentaire;
- Location journalière.

0.3.57 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES**0.3.57.1 VÉRIFICATION DES COTES**

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'attributaire sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages

sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'attributaire ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

0.3.58 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

0.3.58.1 OUVRAGES EXPLICITEMENT DÉCRITS

0.3.58.1.1 *Ouvrages explicitement décrits*

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'attributaire "dit également adjudicataire". Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par celui-ci et font partie intégrale du prix global.

0.3.59 OUVRAGES IMPLICITEMENT COMPRIS

Ouvrages implicitement décrites :

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par chaque attributaire dans le cadre du lot considéré.

La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'attributaire **d'un ou plusieurs lots** devra à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

0.3.60 TERMINOLOGIES POUVANT ÊTRE EMPLOYÉES DANS CE DOCUMENT

0.3.60.1 DANS LES DOCUMENTS PARTICULIERS DES MARCHÉS, SONT APPELÉS

Dans les documents particuliers des marchés, sont appelés :

- ABF: les Architectes des Bâtiments de France ;
- ACMH : les Architectes en Chef des Monuments Historiques ;
- CTBA : le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement ;
- CCTG : le Cahier des Clauses Techniques Générales ;
- CCTP : le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- CCAG : le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- CCAP : le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- BPU-DE: le Bordereau de Prix Unitaires - Détail Estimatif ;
- CCS : le Cahier des Clauses Spéciales attaché au DTU ;
- DTU : les Documents Techniques Unifiés ;
- DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- BPU : Bordereau de prix unitaire ;
- DQE : Détail quantitatif estimatif ;
- AO : Appel d'Offres ;
- DIUO : Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- MOE : maître d'œuvre.

ET

Ceux mentionnés dans l'article 17 : GLOSSAIRE

0.3.61 MATÉRIAUX ET MATÉRIELS DE RÉCUPÉRATION

Chaque attributaire du présent projet est informé que le maître d'ouvrage se réserve aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

En effet pour certains matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux. Ils seront à déposer par l'attributaire "dit également adjudicataire" du lot concerné et avec soin, d'effectuer, de ranger par les attributaires concernés dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile. Ainsi toutes les sujétions de récupération font partie du prix des marchés et inclus dans les prix unitaires et ou forfaitaire de chaque lot.

De plus et cela en dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les attributaires concernés auront toutefois la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils en devront leur évacuation du chantier en même temps que les gravois et dans des bennes spécifiques appropriées aux types de chaque matériau.

Ainsi pour tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, ils seront acquis aux attributaires "dit également adjudicataires" des lots concernés et qui pourra en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

0.3.62 EMPLOI DE GROS ENGINS MÉCANIQUES

Dans le présent projet il est fait le rappel aux divers attributaires devant utiliser de gros engins de chantier que compte tenu des conditions du présent projet de chantier, l'attention aux attributaires du lot de gros œuvre et de VRD est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux. À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- Être la cause des vibrations telles, qu'elles soient ainsi perceptibles dans les constructions du présent projet et de celles qui sont avoisinantes ;
- D'entraîner par suite des grandes manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils aux ouvrages existants et de ceux conservés du projet ainsi qu'également ceux qui sont situés dans le proche voisinage (un constat devra être réalisé par l'attributaire intervenants et à sa charge en présence d'un huissier et du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage éventuellement)

0.3.63 L'IMPORTANCE DU RESPECT DES RÈGLES DE L'ART EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Le non-respect des Règles de l'Art et des textes réglementaires peut entraîner la déchéance de tout droit à garantie pour l'assuré, notamment en ce

qui concerne la responsabilité décennale (annexe 1 de l'article A 243.1 du code des assurances. En effet, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil à propos de travaux de construction, et dans les limites de cette responsabilité.

Conclusion :

- Il est extrêmement important de respecter les normes, DTU et avis techniques qui représentent la partie codifiée des Règles de l'Art, dans le cadre d'une bonne politique de gestion des risques.
- En effet, en cas de procédures contentieuses, il vous sera toujours reproché, en tant que professionnel du Bâtiment, de ne pas les avoir respectées considérant qu'elles font partie intégrante des connaissances de base de votre métier.

0.3.64 PROTECTIONS INDIVIDUELLES COVID-19

Les ouvriers devront porter un masque conforme à la réglementation en vigueur au moment de leurs interventions sur le site. Des sanctions seront prises en cas d'infractions caractérisées.

0.3.64.1 Covid-19 Loi- Décret-Ordonnance - Code du travail

Version à jour du 27 mai 2020, intégrant les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique du 24 avril 2020 et du Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés, publié par le ministère du travail, version du 9 mai 2020. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Textes partiels ci-dessous: l'attributaire devra se rendre :

Covid-19 : délivrance des arrêts de travail par les médecins du travail

Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail

Covid-19 : Les arrêts de travail dérogatoires basculent en activité partielle

Loin° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 e finances rectificative pour 2020, prévoit que les salariés du secteur privé se trouvant dans l'impossibilité de continuer à travailler pour l'un des motifs suivants seront placés en activité partielle.

Covid-19 : reprise des délais pour certaines procédures du Code du travail

Décret n° 2020-471 du 24 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi...

Covid-19 : Prolongation des délais en matière d'AT-MP

Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 prolonge les délais relatifs aux déclarations et à la procédure d'instruction des accidents du travail (AT) et des maladies professionnelles (MP)...

Covid-19 : reprise des délais en matière d'astreintes, de clauses pénales et d'urbanisme

Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19. Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Covid-19 : Mesures spécifiques en matière de formation professionnelle

Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle. Elle détermine des dispositions spécifiques en matière de formation professionnelle pour les employeurs, organismes de formation et opérateurs, afin de leur permettre de satisfaire à leurs obligations légales en la matière dans le contexte de crise sanitaire liée à la propagation du covid-19.

Covid-19 : Missions et fonctionnement des services de santé au travail

Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle en adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire

Déchets et produits de construction ou de démolition

LOI n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Cette loi est le résultat de longs travaux qui ont débuté en octobre 2017. Elle a été définitivement adoptée le 21 janvier à l'Assemblée nationale et le 30 janvier au Sénat.

Elle comprend de nombreuses nouvelles mesures. Parmi elles, retenons ces points susceptibles d'intéresser les différents acteurs du BTP.

Mobilité des alternants à l'étranger : modèles de convention

Arrêté du 22 janvier 2020 relatif au modèle de convention prévu aux articles R. 6222-67 - R. 6325-34 - R. 6222- 66 et R. 6325-33 du code du travail Deux arrêtés du 22 janvier 2020 fixent les modèles de convention de mobilité d'un apprenti ou d'un bénéficiaire d'un contrat de professionnalisation, dans ou hors de l'Union européenne.

Code du travail : nouveaux seuils d'effectif salarié

Décret n° 2019-1586 du 31 décembre 2019 relatif aux seuils d'effectif aux seuils d'effectif

La loi Pacte (loin° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises) a modifié plusieurs seuils d'effectif salarié notamment prévus par le Code de la sécurité sociale et le Code du travail, ainsi que les modalités de décompte de l'effectif.

Le décret n° 2019-1586 du 31 décembre 2019 apporte des précisions sur les modalités de décompte et de dépassement des effectifs salariés fixés par la loi Pacte.

0.3.64.2 Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction-Covid-19

Chaque attributaire "dit également adjudicataire" doit prendre toute disposition nécessaire pour ce conformer aux prescriptions sanitaires à la date de ses travaux.

Obtenir systématiquement l'accord préalable des clients :

Pour chaque opération, quelle que soit sa taille, le maître d'ouvrage formalise, après analyse, le cas échéant par le maître d'œuvre et le coordonnateur **CSPS** (lorsque l'opération est soumise à ce dispositif), en accord avec les entreprises intervenantes, une liste des conditions sanitaires afin de s'assurer que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et respecter dans la durée les mesures complémentaires édictées. Cette analyse prendra en compte :

- La capacité de toute la chaîne de production de reprendre son activité (maître d'œuvre, coordonnateurs **CSPS**, bureaux de contrôles, sous-traitants, fournisseurs, transporteurs) ;
- Les conditions d'intervention extérieures ou intérieures ;
- Le nombre de personnes sur le chantier ;
- La coactivité.

L'organisation proposée visera à limiter autant que faire se peut la coactivité et préciser les conditions de respect des mesures sanitaires dans le cas où la coactivité n'est pas évitable.

Le maître d'ouvrage pourra désigner un référent **Covid-19** chargé de coordonner les mesures à mettre en œuvre.

Pour les opérations de 1ère catégorie, un **CISST** doit se tenir, idéalement par visioconférence.

Pour les opérations relevant du coordonnateur SPS (**CSPS**) met à jour le **PGC SPS** afin de définir les mesures de prévention de l'épidémie sur le chantier dans le cadre des exigences du présent guide et le respect des mesures barrières édictées par les autorités sanitaires ; il doit notamment définir les mesures collectives et organisationnelles pour pouvoir les décliner dans les modes **opératoires/PPSPS**.

Il en va de même, pour les opérations relevant d'un Plan de prévention (décret de 1992), qui est mis à jour directement par le donneur d'ordre.

Le coordonnateur CSPS

- Il doit pouvoir assurer sa mission, y compris les visites régulières du chantier, limiter autant que faire se peut la coactivité et préciser les conditions de respect des mesures sanitaires dans le cas où la coactivité n'est pas évitable.

Pour les clients particuliers

- Il convient que ces derniers acceptent les conditions générales d'intervention, et en particulier les conditions spécifiques d'hygiène et de règles sanitaires (capacité à respecter les gestes barrières, distance minimale de 1 m avec toute personne, accès à un point d'eau pour le lavage des mains, accès aux installations d'hygiène).

0.3.64.2.1 Application du guide de l'OPPBTP

Le masque obligatoire dans 3 situations de travail

Le port du masque est obligatoire dans trois situations de travail :

- Travail à moins d'un mètre d'un autre compagnon (sans autre solution opératoire possible), intervention chez des particuliers malades, à la santé fragile.
- Dans les autres cas, le port du masque n'est pas obligatoire, selon les directives gouvernementales, et doit faire l'objet d'un échange au sein du dialogue social des entreprises.
- Une fiche conseil est consacré au port du masque : comment le mettre, l'enlever, l'entretenir, le jeter, etc. Petit détail : il est recommandé d'être rasé si l'on porte un masque **FTP**. Une fiche est consacrée à l'explication des différents types de masques, les circonstances dans lesquelles ils sont adaptées, etc.

Désigner un référent Covid au sein de chaque entreprise

Le guide comporte 23 pages. Les consignes générales rappellent, par exemple, que les personnels à risque élevé - diabétiques, etc. - ne doivent pas travailler et doivent avoir un arrêt de travail. Chaque **attributaire "dit également adjudicataire"** doit désigner un référent **Covid-19** pour l'entreprise et par chantier. Il coordonne et fait respecter les mesures à mettre en œuvre. Le guide rappelle aussi que les conditions de travail actuelles sont moins « dégradées » par rapport à l'habitude - moins de personnel, moins de matériel, moins de sous-traitants, etc. -, il faut donc faire encore **Plus** attention aux risques traditionnels des chantiers : chute, heurt, risque électrique, engins, produits chimiques, etc.

Consignes sévères en cas d'utilisation d'un véhicule partagé

Les préconisations indiquées par le guide sont contraignantes. Dans le cas d'une utilisation partagée d'un véhicule ou d'un engin, il faut désinfecter les surfaces de contact à chaque changement d'utilisateur. Il faut prévoir pour cela des lingettes désinfectantes, du gel ou une solution hydroalcoolique. Le guide préconise de diviser par deux la capacité d'accueil nominal de toutes les installations des bases vie, sauf des bureaux. Il recommande aussi l'installation d'un point de lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie, ainsi que la mise à disposition de lingettes dans les toilettes afin de les désinfecter avant chaque usage. Deux pages traitent des conditions de travail proprement dites et détaille notamment

0.3.65 CHARTE ARCHITECTE / ATTRIBUTAIRES DES LOTS

Il est précisé aux attributaires d'un ou plusieurs lots chaque lot, que des réunions de chantier sont hebdomadaires et toutes les attributaires "dit également adjudicataires" convoqués sont tenus d'y assister, du début à la fin suivant l'ordre de l'horaire lui étant assigné, et cela afin de se tenir informé de l'avancement et des modifications éventuelles de son lot, si un impératif technique d'un autre lot apporte des ajustements pour chaque lot. Ainsi, il en découle que toute absence ou retard, non motivés, à une réunion de chantier seront immédiatement sanctionnés suivant les informations du présent document.

Chaque attributaire s'engage, et cela sans restriction ni contestation possible à intervenir immédiatement sur simple demande de l'architecte, pour effectuer une prestation susceptible de retarder le chantier. Chaque attributaire "dit également adjudicataire" s'engage à respecter soigneusement les prestations des autres corps d'état, faute de quoi le montant des reprises et réparations sera immédiatement retenu sur le montant des sommes dues à l'entreprise ayant détérioré.

Dans le cas où un attributaire ne se présente pas à la date de réunions de chantier, il se verra appliqué une pénalité et cela conformément au CCAP du présent marché.

0.3.66 DÉPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Sont à charge de chaque attributaire :

- Ainsi, tous les déplacements d'installations de chantier et dépôts divers :
- * Matériels, magasins, bureaux, matériaux etc.

Ces déplacements se feront au fur et à mesure de l'avancement des travaux et en fonction des besoins propres des différents corps d'état et ou suivant l'ordre du maître d'œuvre ou de son représentant.

0.3.67 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET ÉTUDES TECHNIQUES SPÉCIFIQUES.

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de ses qualifications à l'OPQCB ou CIP pour les artisans et petites entreprises du bâtiment, et de références en rapport avec la nature et l'importance des travaux à réaliser dans ce projet. Les soumissionnaires ont à prévoir dans leurs prestations leurs études spécifiques qu'ils feront établir par un BET qualifié, mais le fait d'exécuter les travaux sans rien y changer, ne les privent en aucune manière de leur responsabilité professionnelle personnelle. Sont dues cependant les études suivantes : Dans tous les cas, les entreprises titulaires doivent, comme étant inclus dans leur prix :

- Les plans, documents, notes techniques, etc... lorsqu'ils ne leur sont pas fournis par le maître d'œuvre ou un bureau d'études désigné par le maître de l'ouvrage.
- Les documents prévus à l'article 29 du CCAG Travaux de 2021 (*qui concerne le dossier d'ouvrages exécutés (DOE) que chaque titulaire du marché doit remettre en fin de travaux au maître d'œuvre, puis ce dernier au maître d'ouvrage*) ;
- Les documents prévus à l'article du CCAP ;
- Plans de réservations et des ouvrages à intégrer dans ceux d'un autre corps d'État ;

Et plus généralement tout plan, schéma et document dont l'approbation préalable à toute exécution serait jugée indispensable par le maître d'œuvre

0.3.68 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

La liaison entre les différents acteurs concourant à la réalisation des ouvrages du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les attributaires :

- Celui du lot de gros-œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'État afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Ils réclameront au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Ils se mettront en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'État dont les travaux seront liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui seront nécessaires ;
- Ils devront travailler en bonne intelligence avec les autres entrepreneurs intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Ils seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'État.

À aucun moment durant le chantier, aucun attributaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'État pour la poursuite de leurs travaux.

0.4 ÉTUDES PRÉPARATOIRES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.4.1 DOCUMENTS TECHNIQUES À OBSERVER

0.4.1.1 BASES DE CALCUL

0.4.1.1.1 Vérification et calculs dans existants

Les bases de calcul ci-après concernent les ouvrages et installations à réaliser à neuf, le renforcement des ouvrages existants ainsi que les ouvrages existants non modifiés pour lesquels il faudra s'assurer par des sondages, des relevés, des contrôles visuels et des essais de chargement direct si nécessaire qu'ils sont compatibles avec leurs fonctions. Les sondages, relevés, contrôles et essais sont compris dans les marchés et seront systématiquement réalisés par les entrepreneurs des corps d'état concernés, principalement l'attributaire " dit également adjudicataire " de gros œuvre pour les murs, poteaux, poutres, planchers, balcons, escaliers.

En revanche, dans le cas où ils décèleraient la nécessité d'un renforcement généralisé, voire la réfection, d'un ouvrage ou ensemble d'ouvrages existants qui manifestement ne serait pas prévu dans les prestations contractuelles, l'attributaire "adjudicataire" devra en informer le maître d'œuvre et proposer s'il y a lieu un devis des prestations complémentaires. La conservation d'un ouvrage en l'état, dès lors qu'il présenterait une insuffisance ou un danger ou un état douteux est exclue et impliquerait la responsabilité de l'attributaire " dit également adjudicataire " qu'il ne l'aurait pas signalé.

0.4.1.2 APPROBATION DES DOCUMENTS TECHNIQUES

0.4.1.2.1 Approbation des documents technique

Durant la période de préparation, l'attributaire " dit également adjudicataire " doit établir et soumettre à la maîtrise d'œuvre et éventuellement au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres attributaires " dit également adjudicataires " . Si plusieurs entrepreneurs sont appelés à concourir à un même ouvrage, chaque desdits entrepreneurs sera tenu de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la maîtrise d'œuvre pour accord.

Ces documents seront soumis à la maîtrise d'œuvre au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier le projet sans approbation de la maîtrise d'œuvre. Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la maîtrise d'œuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la maîtrise d'œuvre, l'attributaire " adjudicataire " doit tous les exemplaires suffisants des documents pour transmission aux différentes entreprises intéressées par ceux-ci sous sa propre responsabilité. entrepreneur du lot de Gros-Œuvre doit fournir, à tous les corps d'état concernés, des contre-calques pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc...

0.4.1.3 VÉRIFICATION DES DIMENSIONS DES EXISTANTS PAR CHAQUE ATTRIBUTAIRE DU PRÉSENT PROJET

L'attributaire de chaque lot participant au présent projet devra vérifier toutes les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP et qui ne sont que des dimensions dites approximatives et seulement données à titre strictement indicatif et en aucun cas contractuelles. Il en est de même pour ce qui est des cotes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Ainsi chaque attributaire et en fonction de lot est réputé contractuellement réputé avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot. Au moment des travaux, les divers attributaires procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

0.4.2 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

0.4.2.1 A LA REMISE DE L'OFFRE

0.4.2.1.1 Documentations et fiches techniques

L'attributaire " dit également adjudicataire" joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

0.4.2.1.2 Produits retenus

l'attributaire " adjudicataire" joint à son offre la liste détaillée et complète des produits qu'il aura retenus y compris ceux figurant en base dans le CCTP de consultation.

0.4.2.2 A LA MISE AU POINT DU MARCHÉ

0.4.2.2.1 Documents complémentaires éventuels

Les documents complémentaires, éventuellement demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sont fournis par l'attributaire " dit également adjudicataire" en nombre suffisant et sous la forme requise, avec toutes précisions nécessaires, conformément aux prescriptions du **CPS**, (**C**ahier des **P**rescriptions **S**péciales).

0.4.2.3 PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

0.4.2.3.1 Remise de documents de l'entreprise

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'attributaire " dit également adjudicataire" est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Le visa du maître d'œuvre n'enlève pas à l'attributaire " adjudicataire" la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur **CSPS** après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

0.4.2.4 ÉTABLISSEMENT DE PLANS D'EXÉCUTIONS

0.4.2.4.1 Obtention des documents

L'attributaire " dit également adjudicataire" pourra obtenir, contre remboursement, toutes les séries de documents du dossier de la maîtrise d'œuvre nécessaire à ses études et à la conduite de son chantier. Il devra constamment se préoccuper d'avoir à sa disposition et à celle de son personnel, les plans et détails dans leur plus récente mise à jour. Il veillera également à annuler les exemplaires périmés

0.4.2.4.2 Établissement de plans d'exécutions

La maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'attributaire " adjudicataire" établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Il dressera ces documents à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et les soumettra à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du Bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'attributaire " adjudicataire" toutes les justifications complémentaires. Il se réserve également le droit de lui faire supporter toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'attributaire " dit également adjudicataire" ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages. l'attributaire " dit également adjudicataire" se conformera aux rectifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages. La vérification des plans par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité L'attributaire " dit également adjudicataire"

0.4.2.5 AVANT LA RÉCEPTION

0.4.2.5.1 Remise de documents avant réceptions

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au maître d'œuvre par l'Entrepreneur, il est joint la nomenclature des pièces du dossier.

0.4.3 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX

0.4.3.1 MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX

0.4.3.1.1 Modifications diverses

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément. Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre ne pourront, également, prétendre à supplément. L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

0.5 INSTALLATIONS

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.5.1 INSTALLATION DE CHANTIER

0.5.1.1 BASE VIE

Dans le cas où le présent projet comporte plusieurs lots :

- Les soumissionnaires devront se reporter au Plan d'installation de chantier joint au PGC et mis à jour par l'attributaire du lot n° 02 en tenant compte des besoins des divers intervenants. L'attributaire doit présenter à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (**CSPS**), dans un délai de dix jours suivant la notification du marché, le projet de ses installations de chantier. Ce projet doit tenir compte des échelonnements des travaux, des surfaces à réserver éventuellement aux stockages des terres de déblais, du nombre d'intervenants. L'attributaire du lot n° 02 est chargé de l'installation générale du chantier comportant tous les ouvrages nécessaires à l'ouverture du chantier. Les branchements provisoires de chantier, mis hors gel, en eau et en électricité pour les autres lots. L'installation de Sanitaires de chantier. L'entretien et l'équipement d'un local de chantier, comportant une pièce destinée aux réunions de chantier, 1 pièce destinée à la maîtrise d'œuvre comportant 2 bureaux et des sièges, et occasionnellement au **CSPS**. Ces locaux sont convenablement chauffés, ventilés et éclairés, les bureaux destinés à la maîtrise d'œuvre comportent une installation de téléphone, un photocopieur, et mobilier de bureaux.

0.5.1.1.1 Base vie des ouvriers

L'attributaire " adjudicataire" du lot principal doit la location, l'installation et l'entretien des baraques de chantier pour l'ensemble des autres entrepreneurs (local de réunion, bureau maîtrise Œuvre, vestiaires y compris réfectoire) pendant toute la durée du chantier de tous les corps d'état. Les consommations et entretien des locaux de chantier sont gérés par le compte des dépenses interentreprises, le gestionnaire du compte des dépenses interentreprises étant le titulaire du lot principal (tableau de répartition des coûts d'installations de chantier, joint en annexe afin de définir les imputations financières). Compris tout démontage des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

0.5.1.1.2 Bureau pour les réunions de chantier

L'attributaire du lot principal doit la location, l'installation et l'entretien de baraquement servant de bureau de chantier avec une table de réunion pouvant rassembler les 2/3 des entrepreneurs plus 3 places. Ces locaux seront gérés par le compte des dépenses inter-entrepreneurs, le gestionnaire du compte des dépenses inter-entrepreneurs étant le titulaire du lot principal (tableau de répartition des coûts d'installations de chantier, joint en annexe de la convention inter-entrepreneur pour les imputations financières).

Il devra en outre l'affichage permanent des plans d'exécution (y compris les modificatifs), leur remplacement en cas de substitution par des entrepreneurs. En outre il devra une armoire fermant à clé pour le rangement de documents et échantillons. Il fournira les clés nécessaires et étiquetées (porte bungalow et armoire en 5 exemplaires :

- 1 pour le représentant de l'attributaire " adjudicataire" principal ;
- 1 pour l'**OPC** ;
- 1 pour le maître d'œuvre ;
- 1 pour le **CSPS** ;
- 1 pour le Maître d'ouvrage.

Compris tout démontage ou transfert des installations ci-dessus suivant planning et remise en état des abords et chaussées.

0.5.1.2 PANNEAUX DE CHANTIER

0.5.1.2.1 Emplacement du panneau de chantier

Le Panneau de chantier suivant emplacement à fixer en accord avec la maîtrise d'œuvre, exécutés suivant informations définies par le maître d'ouvrage.

Ledit panneau de chantier sera réalisé par le **Lot n°02 GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES**, et cela comme étant gestionnaire du compte prorata, selon le modèle qui sera transmis par le Maître d'Ouvrage, les dépenses seront équipement réparties en fonction de chaque lot.

Nota :

D'une façon dite générale, le panneau de chantier est imposé dans tous les cas en lot unique ou plusieurs lots dans le présent projet et fait l'objet d'un accord de travaux délivré par la mairie et il est à la charge de l'attributaire et inclus dans ses prix.

L'attributaire d'un ou plusieurs lots doit prendre également connaissance de l'article dépenses communes inter-entreprises

0.5.1.3 CLÔTURE

0.5.1.3.1 Clôture de chantier

L'attention de l'attributaire du lot principal est attirée sur le fait qu'il doit réaliser les clôtures de chantier et prendre toutes mesures de protection à l'égard du public. Conformément aux prescriptions portées dans le **PGC** du coordonnateur **CSPS**. Cette clôture sera constamment révisée pour son maintien en bon état durant tout le chantier de tous les corps d'état.

0.5.1.4 NETTOYAGE

0.5.1.4.1 Entretien et nettoyage

L'attributaire du lot principal doit entretenir les locaux communs du chantier et les voiries d'accès. Le coordonnateur **CSPS** peut commander directement à une autre entreprise extérieure en cas de besoin ou de manquement aux obligations de nettoyage courant. Toutes sujétions de nettoyage dans les 48 heures, des graffitis et affiches, sont aux frais de l'attributaire du lot principal.

0.5.1.5 UTILISATION D'ÉCHAFAUDAGES FIXES

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots est tenue d'assurer ses propres postes de travail pour effectuer la mise en œuvre de ses ouvrages. Pour des échafaudages, elle est responsable tant pour son montage, démontage et entretien que pour son utilisation.

- La recommandation R408 de la CNANTS est un référentiel des compétences pour les différents intervenant impliqué dans le montage (**elle est toujours en vigueur en 2023**) – Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied ;
- La recommandation R457 de la CNANTS – Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants (**elle est toujours en vigueur en 2023**). Elle a été adoptée par la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) en 2012 et a pour objectif de prévenir les risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants. Elle propose un référentiel de compétences pour les différents intervenants impliqués dans l'utilisation de ces équipements. Les principales mesures de prévention recommandées par la R457 sont les suivantes:

- * La mise en place d'un plan de montage et de démontage des échafaudages roulants ;
- * La formation des intervenants impliqués dans le montage, l'utilisation et le démontage des échafaudages roulants ;
- * La vérification régulière des échafaudages roulants avant leur utilisation ;
- * L'installation de garde-corps et de filets de sécurité pour prévenir les chutes ;
- * En fin de l'usage d'équipements de protection individuelle (EPI) tels que les harnais de sécurité, les casques, les chaussures de sécurité, etc.
- * Il est important de noter que la recommandation R457 est un document de référence et non une réglementation. Cependant, elle est souvent utilisée comme base pour l'élaboration des règles nationales relatives à l'utilisation des échafaudages roulants.

0.5.1.5.1 Procès-verbal de réception

Au regard de l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages, le chef d'établissement dont le personnel utilise un échafaudage est tenu à l'exécution des vérifications pertinentes. Il doit mettre à disposition des personnes chargées des vérifications, les documents adéquats tels que plans et instructions de montage, démontage, stockage, etc. Il doit également mettre par écrit les personnes qualifiées pour l'utilisation de ce poste de travail. Le procès-verbal de réception doit être établi par un établissement indépendant à l'entreprise.

Cet arrêté définit les règles relatives aux vérifications générales périodiques, aux vérifications lors de la mise en service et de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité, prévues par les articles R. 233-11, R. 233-11-1 et R. 233-11-2 du Code du travail .

Nota:

L'article R. 233-11 stipule que les équipements de travail doivent être conçus et utilisés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Les articles R. 233-11-1 et R. 233-11-2 définissent les règles relatives aux vérifications générales périodiques et aux vérifications lors de la mise en service et de la remise en service après toute opération de démontage et remontage ou modification susceptible de mettre en cause leur sécurité.

0.5.1.5.2 Utilisation commune

Lorsqu'un échafaudage est utilisé par plusieurs attributaires, sur un même site et dans la même configuration, il n'est pas nécessaire que chaque chef des attributaires réalise les vérifications avant mise en service. Par contre tout attributaire souhaitant utiliser les postes de travail par échafaudage doit en avoir l'autorisation expresse et écrite du responsable de ce-dit échafaudage avec copie au maître d'ouvrage. Les frais d'éventuels d'utilisations communes sont à débattre entre les attributaires utilisateurs et à la charge de ceux-ci.

0.5.1.6 ACCÈS DU TERRAIN, VOIE D'ACCÈS AU TERRAIN, AIRE DE CHANTIER, VOIE PUBLIQUE

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, et selon le calendrier prévisionnel si celui-ci a été établi et joint au DCE.

Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

La sortie de chantier sur la voie publique sera équipée de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier.

L'accès du chantier pour l'entreprise se fera par :

0.5.1.7 ÉTAT ACTUEL DU TERRAIN

Il est précisé à chaque attributaire d'un ou plusieurs lots qu'il aura lors de sa première visite pris toutes les informations nécessaires pour son ou ses lots et les incidences éventuelles sur les autres lots ayant un lien direct avec son ou ses lots.

0.5.2 ABONNEMENTS CONCESSIONNAIRES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO

0.5.2.1 FRAIS DE RACCORDEMENTS ET DE CONSOMMATIONS

0.5.2.1.1 Frais de concessionnaires

Les attributaires des divers lots du présent projet ont l'obligation de se rapprocher de tous les services intéressés et d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'exécution de ses travaux, de s'astreindre à toutes vérifications et visites de ces services ou des organisations désignées par eux, de présenter tous documents et toutes pièces justificatives réclamées.

D'obtenir tout accord utile pour les installations faisant partie de la concession ainsi que les installations intérieures, de communiquer à la maîtrise d'œuvre toutes informations recueillies au cours de contacts et concernant soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations, d'obtenir tout certificat de conformité, de contrôle ou de vérification.

D'indiquer aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions, d'exécuter toutes démarches nécessaires auprès des services compétents pour l'obtention dans les délais impartis de la mise en service des installations, de se procurer et compléter tout imprimé utile revêtu de la signature du maître d'ouvrage et ensuite remis aux services concernés. L'attributaire du lot de Gros-œuvre fera son affaire des demandes, installations, déposes, etc, de tous les branchements de chantier qui seraient nécessités par l'exécution de son contrat et celui des autres corps d'état.

0.5.3 FRAIS DE VOIRIE

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO

0.5.3.1 FRAIS DE VOIRIES PUBLIQUES

0.5.3.1.1 Voirie publique

Chaque attributaire sera responsable des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles auprès des services compétents. Il aura à sa charge toutes demandes d'autorisations auprès des services municipaux, préfectoraux ou de police pour l'utilisation et l'empiètement des voiries ainsi que les frais s'y afférents.

0.5.3.2 VOIRIE DE CHANTIER, AIRE DE STOCKAGE

0.5.3.2.1 Voirie de chantier

Dans le présent projet il est précisé que l'attributaire du lot principal est en charge de réaliser une voirie dite de chantier. Ainsi, cette voie sera dimensionnée comme indiqué aux plans de chantier. L'attention de l'attributaire du lot principal est attirée sur le fait qu'il doit en outre à la fin des travaux la remise en état à l'identique suivant le rapport d'état des lieux établi au préalable (terre végétale prévue à cet endroit), ainsi que sur le fait que l'épaisseur de cette voirie soit adaptée à la circulation des poids lourds. Il doit en outre la réalisation de l'aire de préfabrication et de l'aire de stockage dans la continuité de la voie d'accès.

0.5.4 DÉMÉNAGEMENTS

0.5.4.1 DÉMÉNAGEMENTS ET DÉPLACEMENTS D'OBJETS ET MOBILIERS

0.5.4.1.1 Déménagement

Il est noté que le déménagement ou le déplacement des machines-outils, du matériel et du mobilier sont à la charge de l'attributaire du lot de Gros-œuvre tant en ce qui concerne les transferts et déplacements. Manutention de bureaux, matériel de bureaux, machines et cartons d'archives, ces manutentions comprendront l'étiquetage et repérage, le démontage et le remontage avec raccordements par une société spécialisée, la mise en carton de documents et petits matériels seront à la charge de l'établissement. Un état des lieux contradictoire sera relevé avant l'exécution des transferts ou des déplacements. Tout matériel ou machine restant en place sera soigneusement protégé des poussières, vibrations, humidité ou autre agent agressif.

0.5.4.1.2 Déplacements

Il est noté que le déplacement de matériel et du mobilier sont à la charge des attributaires du présent projet dont l'intervention nécessite de tels mouvements. Un état des lieux contradictoire sera relevé avant l'exécution de ces déplacements.

0.5.4.1.3 Déménagement et déplacement dus par le client

Il est noté que le déménagement ou le déplacement des machines, du matériel et du mobilier sont à la charge du maître d'ouvrage. Les attributaires du présent projet doivent ainsi lors d'une réunion de chantier et par e-mail ou autres moyens appropriés en informer la maîtrise d'œuvre du désir de tels mouvements nécessaires à la bonne exécution des ouvrages et dans des délais suffisants pour permettre une telle action. Si des dégradations surviennent, alors que l'entreprise n'a pas protégé ou n'a pas souhaité un déménagement, elle sera tenue pour responsable devra toutes les remises en état.

0.6 INSTALLATION GÉNÉRALE DE CHANTIER LOT 02 " GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES"

D'une façon générale, une installation de chantier comprend :

- Outre les prestations définies au **CCAG**, et notamment pour l'amenée et le repli du matériel et des bâtiments de chantier, et qu'en fin de travaux de la remise en état des lieux pour réception du présent projet. Dans cette prestation il est compris la réalisation et l'entretien des accès existants ou spécialement créés à l'initiative de l'entrepreneur pour ses travaux.
- La répartition desdites prestations et des coûts s'y rattachant concernant l'organisation générale du chantier, les matériels et les locaux sont définis dans les prescriptions communes de l'opération.
- L'ensemble des règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité sont bien entendus applicables et l'installation de chantier mise en place ainsi que les modes opératoires adoptés y seront conformes sans qu'il soit nécessaire que la description en soit faite dans les articles ci-dessous.

La charge du lot 01 " GROS OEUVRE- VOIRIES RESEAUX DIVERS - CLÔTURES" :

Clôture de chantier

- Une clôture de chantier sera mise en place et entretenue pendant la durée des travaux.

Généralités

- Les divers dispositifs de clôture à mettre en place devront faire l'objet d'un accord de la maîtrise d'œuvre et des utilisateurs.

Descriptif de la clôture

- Cette clôture sera d'une hauteur de **2 m** au minimum.

Modularité des panneaux

- La modularité des panneaux doit permettre une souplesse d'implantation de la clôture en fonction des obstacles éventuels et du relief. Elle doit permettre l'insertion ou la suppression aisée de portes d'accès pour piétons ou pour véhicules de chantier.

Elle doit être facilement démontable

- Relief de la face apparente des panneaux

Couleur des panneaux :

- Les clôtures seront constituées d'éléments jointifs fixes présentant un relief dissuadant la pose d'affiches et la réalisation de graffitis
- La (les) couleur(s) de(s) la clôture(s) sera (seront) conforme(s) aux prescriptions des services.

Matériaux des panneaux

- Panneaux en acier avec reliefs.
- Les ossatures des panneaux de remplissage ainsi que celle des supports de signalisation et d'information devront être en métal traité anticorrosion et résistantes aux chocs.

Sécurité

- Aucune partie saillante ne doit pouvoir entraîner un risque de blessure aux personnes circulant à proximité immédiate.
- Les parties saillantes ou tranchantes de la clôture doivent être éliminées.
- À cet effet, une lisse horizontale doit recouvrir la partie supérieure du panneau de remplissage de la clôture.

Espace libre en partie basse

- La zone comprise entre le sol et la partie inférieure des panneaux ne doit pas excéder 11 cm de façon à éviter tout débordement des déblais à l'extérieur des emprises des chantiers.

Adaptation au relief

- Le mode d'assemblage des éléments entre eux doit permettre l'adaptation de la clôture au profil du terrain.

Adaptation de dispositifs urbains divers

- La pose des clôtures sera accompagnée de l'implantation de dispositifs divers nécessaires au fonctionnement du site pendant la durée du chantier : panneaux de signalisation routière et piétonne et panneaux d'information, réceptacles de propreté, bornes de protection.
- La fixation de ces dispositifs à la clôture ou au sol devra être démontable et se faire soit directement sur un élément de structure porteuse de la clôture, soit indirectement par l'intermédiaire d'un accessoire adapté dont la couleur sera la même que celle de la clôture.

Socles et fixation au sol

- Les socles et fixations au sol doivent maintenir les éléments de clôture en position verticale de façon à résister à la poussée du vent ou des passants.
- Si les socles maintiennent la clôture grâce à leurs masses, le dépassement de ceux-ci par rapport à l'extérieur de l'emprise ne doit pas être supérieur à 10 cm.
- Les scellements sont réalisés par procédés adéquats.
- À l'issue du chantier, aucun élément en saillie ne doit rester en place et les sols devront être remis en état d'origine ou conforme au projet.

L'adjudicataire chargé de cette réalisation établira son prix en prenant en compte :

- L'entretien ;
- Les portails d'accès avec serrures à faire agréer par le maître d'ouvrage ;
- Toutes démarches administratives réglementaires ;
- Le démontage et la remise en état des lieux en fin de chantier.
- Cette clôture sera maintenue et entretenue durant la totalité des travaux de tous les lots.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

Plans d'installation de chantier / Plan d'organisation de chantier

- L'entreprise définira l'organisation du chantier en respectant les règlements de sécurité et le plan d'installation de chantier devra être présenté au maître d'œuvre OPC et SPS pour approbation dans le respect du planning établi pour la période de préparation du chantier et joint au DCE.

Le plan d'organisation de chantier comportera :

- Les accès au chantier ;
- L'aire réservée aux cantonnements des entreprises, aux bureaux de chantier ;
- Les accès, les circulations ;
- Les aires de préfabrication et de stockage des matériaux et des composants avant montage ;
- La position et l'encombrement des engins de manutention ;
- Les installations communes d'hygiène et de sécurité ;
- Les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement ;
- Les voies d'accès des véhicules lourds avec les dispositifs de décrochage ;
- L'emplacement et le type des clôtures de chantier ;
- Les dates de réalisation des installations ; les dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène soient toujours adaptées aux effectifs globaux en activité sur le chantier ;
- L'emprise au sol des stockages, matériels, installations de chantier.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

- Voies d'accès provisoires / Aires de chantier / Voies publiques
- Les voies d'accès provisoires et les aires de chantier seront exécutées en période de préparation de chantier, selon le calendrier prévisionnel établi et joint au DCE.
- Elles seront réalisées, entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.
- Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.
- Les sorties de chantier seront équipées de dispositifs de décrochage des roues de camions et d'engins divers de chantier (aire de lavage bétonnée avec raccordement et débourbeur).

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

- Bureaux de chantier communs
- À prévoir selon réglementation en vigueur, et PGCSPS joint au dossier DCE.
- Tous ces bureaux seront chauffés, ventilés, éclairés et entretenus quotidiennement, ils seront groupés géographiquement en formant un ensemble cohérent.
- L'installation à la charge du lot ... et entretien au compte prorata.
- Bureaux et cantonnements de chantier des entreprises

seront installés par l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre : (vestiaires, réfectoires, bureaux)

- Suivant des surfaces et implantation à confirmer pendant la période de préparation dans le cadre de l'élaboration et du phasage des installations de chantier. Ils respecteront les prescriptions du PGC. La surface de ces installations et leur implantation devra recevoir l'approbation du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre, de l'OPC et figurer sur le plan d'organisation du chantier, en fonction des emplacements disponibles.

Installation à la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS. et entretien au compte prorata.

- Les sanitaires, douches de chantier et réfectoire
- À proximité des cantonnements de chantier, sera installé un groupe de sanitaires avec douches collectives ainsi qu'un réfectoire pour l'ensemble des entreprises.
- Ces locaux seront raccordés aux réseaux divers.
- Leur nombre et leurs installations seront conformes aux règlements en vigueur. Ils devront être éclairés, aérés et chauffés.
- Les différentes circulations entre locaux seront couvertes.
- L'attention des entreprises est attirée sur la qualité de l'entretien à apporter à ces locaux.
- Seront inclus toutes sujétions de construction, équipement, électricité, etc.
- L'entretien général et démontage en fin de chantier.

Installation à la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS et entretien au compte prorata.

- Distribution électrique de chantier
- Branchement et comptages provisoires y compris démarches administratives.
- Alimentation et fourniture de coffrets électriques de chantier à définir suivant les plans d'installation de chantier. Chaque coffret couvrant une surface maximum délimitée par un rayon de 25,00 m.
- L'éclairage des circulations intérieures du chantier.
- L'alimentation des baraques de chantier communes ou non et des circulations d'accès (y compris blocs de sécurité), y compris coffret en attente avec protection.
- Le démontage en fin de chantier.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS.

- La réalisation et entretien de réseaux provisoires d'évacuation et de leur raccordement sur l'assainissement public.
- La réalisation et entretien des ouvrages de protection du terrain contre les eaux de ruissellement (caniveaux, fossés...).
- L'évacuation des eaux (avec pompage, si nécessaire) y compris taxes de rejet éventuelles.
- Les descentes d'eaux pluviales provisoires éventuelles.
- La réalisation à la charge du lot ... et entretien au compte prorata.

Distribution d'eau potable :

- Réalisation des branchements provisoires ou définitifs avec comptage.
- Alimentation des installations de chantier suivant le plan d'organisation du chantier.
- Alimentation en apparent pour l'intérieur des cantonnements et locaux de chantier communs ou non, y compris vanne d'arrêt.
- Démontage en fin de chantier.

Réalisation à la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS et entretien au compte prorata

- Boîtes à lettres chantier
- Pour faciliter la diffusion à chaque entreprise des différents courriers, il sera installé, dans le bureau de chantier, un casier par entreprise plus 6 casiers pour le maître d'ouvrage, l'architecte d'opération, le BET, le coordonnateur de sécurité, le contrôleur technique et l'OPC - Dimensions de chaque casier : 30 x 30 x 25 cm.
- Et une boîte à lettre aux normes P et T au droit de l'entrée du chantier.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS**Dépenses de fonctionnement et de consommations :**

Les dépenses de fonctionnement et de consommation telles que :

- Électricité;
- Chauffage;
- Eau;
- Téléphone, fax;
- Fournitures pour photocopieur et télécopieur, nettoyage par une entreprise extérieure spécialisée des bureaux de la maîtrise d'œuvre, des bureaux communs et des sanitaires, douches, réfectoires et voies d'accès;
- Gardiennage, contrôle d'accès.

Sont à la charge du compte prorata :

- Photos de chantier
- L'entreprise prévoira la réalisation d'une fois 10 clichés par mois sur la durée du chantier.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

- Dispositifs de sécurité
- Suivant le Plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé.
- Documents contractuels
- Fourniture de deux exemplaires du dossier marché complet de l'opération (plans, pièces écrites, etc.).
- Un de ces exemplaires sera celui de travail et l'autre sera rangé dans une armoire fermée à clé.
- Ces deux exemplaires seront toujours maintenus complets (vols, dégradations, etc.).
- L'ensemble de ces documents sera tenu à jour pendant toute la durée du chantier par l'entreprise.
- Ces documents seront à la disposition des maîtres d'œuvre et d'ouvrage dans une armoire fermant à clef.

À la charge du lot .FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

- Gestion des clés / Fermetures provisoires
- Afin d'éviter les vols et les dégradations, la gestion des clés sera assurée par l'entreprise du lot ... jusqu'à la réception.

- Des portes et cloisons provisoires seront placées pour fermer et isoler les zones de finitions, les circulations, pour protéger des intempéries, etc.

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS**Moyen dit de levage :**

- La mise en place et l'exercice du levage approprié et avec une totale sécurité sera assuré par le présent lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS et également pour les autres corps d'état le sollicitant et que lesdits frais engendrés leurs seront attribués.

Autres dépenses :

- Sont également à la charge des entreprises les dépenses relatives à des travaux ou prestations qui découleraient des mesures d'intérêt général demandées par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre.
- Préchauffage et chauffage jusqu'à réception des travaux
- Le chauffage de chantier est nécessaire à la bonne marche des travaux et à leur réalisation dans les délais du planning général, les frais afférents à cette prestation (installation, consommation, surveillance, entretien) seront à la charge du compte prorata.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.7 TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.7.1 RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS

Il est rappelé ici la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction, à laquelle tous les attributaires seront soumis pour :

1 Marchés publics suivant celle au moment du projet.**Il est rappelé ci-dessous les textes essentiels à ce sujet :**

- Code civil - article 1793

« Lorsqu'un attributaire est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le Maître d'ouvrage ».

Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

0.7.1.1 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ

Obligation de respect de la réglementation :

La réalisation des travaux des présents marchés devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objet des marchés.

Sont rappelés ci-après les différents textes, documents et autres constituant cette réglementation.

Tous ces textes, documents et autres constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » des présents marchés (sauf précisions contraires ci-après).

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque attributaire d'un ou plusieurs lot du présent marché s'engage à respecter cette réglementation.

Cette réglementation est constituée par :

- Les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc.) ;
- Les textes et règlements généraux ;
- Les textes et documents techniques.

Obligations contractuelles :

- Seront documents contractuels pour l'exécution du ou des présents marchés tous les documents énumérés ci-dessous ;
- Textes législatifs et textes réglementaires ;
- Toutes les lois, décrets, arrêtés, circulaires et autres concernant tout ou parties des travaux des présents marchés
- Les réponses ministérielles apportent un éclairage à un moment donné sur un sujet qui peut intéresser les acteurs de l'acte de construire ;
- La réponse à une question écrite n'a pas de valeur normative.

Textes et règlements généraux

Devront être respectés ces textes et règlements dans la mesure où l'exécution des travaux des présents marchés entre dans leur domaine d'application:

- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN « Enquête de Technique Nouvelle ;
- La législation sur l'accessibilité aux handicapés. La loi du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance pour l'accessibilité aux handicapés, qui prévoit que dans les établissements d'une capacité d'accueil de plus de 200 personnes ;
- La notice de sécurité ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et RE 2020) "**pour cette dernière voir (*) en bas du présent article**" ;

Marchés Privés :

- * Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés privés (Norme NF P03.001 d'Octobre 2017) ;

Marchés Publics :

- * Application du code des marchés publics 2016 (décret 2016-360) applicable à compter du 01/04/2016 .
- * Application du nouveau CCAG TRAVAUX Entrée en vigueur : le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 2021 . Il s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter de cette date. Toutefois, jusqu'au 1er octobre 2021, les acheteurs publics peuvent faire référence au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux dans sa rédaction antérieure au présent arrêté ;
- Le Code civil ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code des communes ;
- Le code du travail ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural ;
- Le nouveau code de la commande publique (CCP) du 1/04/2019 et des modifications suivant la loi n° 2021-1109 du 24/08/2021 ;
- Le règlement sanitaire ;
- Le résultat de la campagne de sol ;
- Les attendus du permis de construire ;
- Les avis des Bâtiments De France (ABF) ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU, les règles des DTU ;
- Les essais des installations techniques de bâtiments réalisés par les entreprises sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement, font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplace les anciens PV Coprec ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les prescriptions de la santé publique ;
- Les réglementations incendie ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les Règles de l'Art ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Les remarques du permis de démolir ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées ;
- NF X 46-011, Travaux de traitement de l'amiante modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises ;
- Normes AFNOR ;
- Prescription technique du concessionnaire EDF ;
- Prescriptions techniques DU CSTB
- Règles de calcul et DTU .

(*) Nota :

La RE 2020 "Réglementation Environnementale" est en vigueur et est obligatoire pour tous les bâtiments neufs depuis le 1er janvier 2022. et remplace la RT 2012.

Liste ci-dessus non limitative.

Texte suivant la commande publique applicable au 1/04/2019 :

- A partir du 1/04/2019 application de la commande publique constitue un enjeu économique essentiel dans la passation et l'exécution des contrats, ainsi que de susciter la meilleure prise en compte de la dimension économique des marchés publics
- Le décret n° 2018-1225 du 25/12/2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique vise à soutenir l'innovation dans la commande publique ; ce texte crée une expérimentation de trois ans permettant aux acheteurs de passer des marchés négociés pour leurs achats innovants d'un montant inférieur à 100 000 €.
- Le décret du 26/12/2018 définit les modalités de l'obligation de déclaration à l'observatoire économique de la commande publique des procédures d'expérimentation en matière d'achats innovants, prévue à l'article 2 du décret n° 2018-1225. Il porte également des mesures relatives à la révision de prix, à l'augmentation du montant des avances et à la diminution de celui de la retenue de garantie dans les marchés publics passés par l'État avec des PME, ainsi qu'à la dématérialisation de la commande publique.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.7.1.2 RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs

Elles sont applicables aux travaux des présents marchés pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Ci-dessous la réglementation générale : les CCTP des différents lots précisent la réglementation applicable pour chacun des lots

- Directive « Produits de construction »
- Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 transposée en France par le décret no 92-647 du 8 juillet 1992, remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 et le décret no 2003-947 du 3 octobre 2003. qui a été également **modifié par le décret n° 2022-1000 du 2 août 2022** concernant l'Aptitude à l'usage des produits de construction ;
- Un « produit de construction » est défini comme suit par La directive qui définit un produit de construction est la directive 89/106/CEE du Conseil . Cette directive a été abrogée et **remplacée par le règlement (UE) n°305/2011** qui établit les conditions de commercialisation des produits de construction sur le marché de l'Union européenne. Selon ce règlement, un produit de construction est défini comme un produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil .
- La directive impose à ces « produits de construction » sont incorporés :
 - * 1. Résistance mécanique et stabilité ;
 - * 2. Sécurité en cas d'incendie ;
 - * 3. Hygiène, santé et environnement ;
 - * 4. Sécurité d'utilisation ;
 - * 5. Protection contre le bruit ;
 - * 6. Économie d'énergie et isolation thermique.

Marquage CE

- Le marquage CE indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué. Le marquage CE est une marque de conformité qui indique que le produit est conforme aux exigences essentielles de sécurité, de santé et de protection de l'environnement applicables aux produits commercialisés dans l'Union européenne . Les normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées sont énoncées dans les textes des directives/règlements d'harmonisation techniques ou des mesures nationales qui les ont transposées .
- Il existe plusieurs textes réglementaires d'harmonisation technique (directives ou règlements) qui prévoient l'apposition du marquage CE, couvrant de vastes catégories de produits. Voici une liste indicative de textes réglementaires (directives et règlements) prévoyant le marquage CE pour les travaux de bâtiment :
 - * 1. Matériel électrique basse tension: 2014/35/UE ;
 - * 2. Produits de construction: Règlement UE 305/2011 ;
 - * 3. Compatibilité électromagnétique (CEM): 2014/30/UE ;
 - * 4. Appareils brûlant des combustibles gazeux: Règlement UE 2016/426 ;
 - * 5. Rendement des chaudières à eau chaude alimentées en combustibles liquides ou gazeux: 92/42/CEE ;
 - * 6. Explosifs à usage civil: 2014/28/UE ;
 - * 7. Appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (ATEX): 2014/34/UE ;
 - * 8. Ascenseurs: 2014/33/UE.

Remarque:

Le marquage CE ne remplace pas les marques de qualité, l'objet du marquage CE est de répondre aux exigences réglementaires et d'assurer la libre circulation des produits en cause dans l'Espace économique européen.

Guides d'agréments techniques européens :

Les **Guides d'agréments techniques européens (ETAG)** sont des documents qui définissent les critères d'évaluation technique pour les produits de construction. Les **Documents d'évaluation européens (EAD)** sont des documents qui décrivent les méthodes d'évaluation technique pour les produits de construction. Les **EAD** sont élaborés par l'Organisation européenne pour l'évaluation technique dans la construction (**EOTA**). Les **EAD** et les **ETAG** sont consultables sur le site de l'**EOTA**.

En France, l'Évaluation Technique Européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produits de Construction (règlement (UE) n°305/2011). L'**ETE** succède progressivement aux Agréments Techniques Européens (**ATE**). Les **ATE** en cours de validité peuvent être utilisés par les fabricants en tant qu'**ETE** pour établir la déclaration de performance et marquer CE les produits conformes :

- Ils sont établis par l'**EOTA** et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction ;
- Agréments techniques européens (**ATE**) ;
- Ils sont établis par l'**EOTA** et sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France) ;
- **Euro-agréments** ;
- Ils sont établis par l'**UEAtc**, procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ils ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article 4 de la directive. Cette conformité est établie au moyen d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la directive.

Normes harmonisées

- Les normes européennes harmonisées, dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) définissent les spécifications techniques dont les professionnels ont besoin pour produire et mettre sur le marché des produits conformes aux exigences essentielles.
- La conformité à ces normes n'est pas obligatoire mais les administrations nationales sont obligées de reconnaître aux produits conformes aux normes harmonisées, une présomption de conformité aux exigences essentielles.
- Les références correspondantes des normes françaises transcrivant les normes européennes harmonisées pouvant être utilisées pour l'application de la réglementation sont publiées au Journal officiel de la République française (JORF ou JO).

Règles de calcul « Eurocodes »

Les 10 règles de calcul Eurocodes ont déjà été éditées en tant que prénormes européennes et intégrées à titre expérimental dans les collections nationales :

- Eurocode 0 : Bases de calcul des structures ;
- Eurocode 1 : « Actions sur les structures », définit les principes généraux de calcul et de chargement des structures à construire **"Celui-ci ayant remplacé les anciennes règles NV 65"** ;
- Eurocode 2 : « Calcul des structures en béton », définit les principes généraux de calcul des structures en béton ;
- Eurocode 3 : « Calcul des structures en acier », définit les principes de calcul des structures en acier ;
- Eurocode 4 : « Calcul des structures mixtes acier-béton » ;
- Eurocode 5 : « Calcul des structures en bois » ;
- Eurocode 6 : « Calcul des ouvrages en maçonnerie » ;
- Eurocode 7 : « Calcul géotechnique » ;
- Eurocode 8 : « Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes » ;
- Eurocode 9 : « Calcul des structures en alliages d'aluminium ».

Les Eurocodes sont élaborés en deux temps :

- Tout d'abord, les Eurocodes sont rédigés et publiés en tant que prénorme européenne (ENV), afin d'être expérimentés pour une durée de trois ans sur des projets de construction. Durant cette période, les règles nationales coexistent avec les Eurocodes ;
- À ce stade, la publication par l'Afnor comprend l'Eurocode, sous la forme du texte de la prénorme européenne (ENV) tel qu'adopté dans sa totalité par le CEN, accompagné du Document d'application nationale (DAN). Ce dernier ne fait pas l'objet d'un document séparé mais est intégré tout au long du texte et doit être utilisé conjointement.

Ensuite, les Eurocodes sont convertis en normes européennes (EN) :

- Ces règles Eurocodes sous forme de normes européennes expérimentales ne sont pas applicables pour le moment, sauf si elles sont citées dans les documents particuliers du marché ;
- Les normes européennes fondées sur les Eurocodes ne sont pas des normes harmonisées. Elles restent des normes volontaires et, par conséquent, les États ne sont pas obligés d'abandonner leurs règles nationales concernant les mêmes domaines. Il leur sera seulement demandé, s'ils décident de conserver ces règles, de faire en sorte qu'elles n'empêchent pas l'utilisation, en alternative, des Eurocodes ;
- Réaction au feu des matériaux « Euroclasses » ;
- En application de la directive européenne 89/106 du 21 décembre 1988, l'Union européenne a fait paraître une série de normes harmonisées. Elle a été transposée en droit français par le **Règlement Produits de Construction** (règlement (UE) n°305/2011) ;
- Parmi ces normes, la norme DIN EN 13823 d'avril 2023 : Essais de réaction au feu des produits de construction - Produits de construction à l'exclusion des revêtements de sol exposés à une sollicitation thermique provoquée par un objet isolé en feu - Version allemande EN 13823:2020+A1:2022.

En annexe à cet arrêté, il y a trois tableaux donnant les EUROCLASSES admissibles au regard des catégories M mentionnées dans les règlements de sécurité contre l'incendie (valable tant que la réglementation française n'a pas été révisée pour intégrer directement les euroclasses):

Classes selon NF EN 13501-1+A1			Exigence
A1	-	-	Incombustible
A2	s1	d0	M0
A2	s1	d1	
A2	s2 s3	d0 d1	M1
B	s1 s2 s3	d0 d1	
C	s1 s2 s3	d0 d1	
D	s1 s2 s3	d0 d1	M3
			M4 (non gouttant)
Toutes classes autres que E-d2 et F			M4

Ces textes européens ont été transcrits en droit français par l'arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement - **Euroclasses qui distingue deux catégories** :

- Les produits de construction ;
- Les produits d'aménagement ;

L'annexe 1 de l'arrêté précise que les produits de construction sont classés suivant la norme européenne EN 13-501-1 (Euroclasse). Suivant l'annexe 2 les matériaux d'aménagement sont classés par les normes françaises de la série NF P92-5XX.

Certains produits ou matériaux n'ont pas besoin d'essais pour justifier leurs réactions au feu. On appelle cela les classements conventionnels, ils sont définis dans l'annexe 3 de l'arrêté du 21 novembre 2002.

- **Les produits de construction comprennent deux familles :**
- Les produits pour revêtements de sol ;
- Les autres produits.

Les produits d'aménagement ne font pas partie des Euroclasses, ils restent dans le domaine du classement « M » français.

Les produits de construction relèvent des Euroclasses :

- Le classement de ces produits est donné à l'Annexe 1 des produits de construction autres que les revêtements de sol sont classés de A à F. Les revêtements de sol sont classés de AFL à FFL.

Deux autres critères ont été ajoutés :

- La production de gouttelettes ou particules enflammées au cours des essais : critères d0 à d2 ;
- La production de fumée définie par les critères S1 à S3.

Les textes réglementaires français relatifs à la sécurité incendie ne vont pas être repris, car l'Annexe 4 de l'arrêté susvisé fixe la correspondance entre le classement « M » et les Euroclasses.

Classification française

- En France, il existe un classement sous norme NF P92-507, composé de 5 catégories qui définissent la réaction au feu des matériaux : ils vont de M0 pour l'incombustible à M4 pour désigner les matériaux les plus inflammables jusqu'à leur propension à la propagation du feu. Cette classification, qui correspond au temps de résistance d'un matériau à une température donnée, est établie par des laboratoires agréés par le ministère de l'Intérieur, comme le CSTB et le LNE dont les sites délivrent de plus amples informations ;
- La combustibilité est la chaleur émise par combustion complète du matériau, tandis que l'inflammabilité est la quantité de gaz inflammable émise par le matériau ;
- Aujourd'hui la classification française est appliquée pour les matériaux d'aménagement seulement. Les autres matériaux sont classés suivant les euroclasses et la norme EN 13501-1.

Combustibilité	Inflammabilité	Exemples	Types
M0	incombustible		Pierre, brique, ciment, tuiles, plomb, acier, ardoise, céramique, plâtre, béton, verre, laine de roche, Staff
M1	incombustible	inflammable	matériaux composites, PVC rigide, dalles minérales de faux-plafonds, certains bois ignifugés, certains polyesters ignifugés, isolant paille enduit.
M2	incombustible	difficilement inflammable	moquette murale, panneau de particules
M3	incombustible	moyennement inflammable	bois (y compris lamellé-collé), revêtement sol caoutchouc, moquette polyamide, laine
M4	incombustible	facilement inflammable	papier, polyester, polypropylène, tapis fibres mélangées
NC		non classé	

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées ;
- Les documents d'évaluation européens.

Le Règlement Produit de Construction (RPC) impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE du produit.

L'attributaire du présent lot aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.7.1.3 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES – RESSORTISSANTS EUROPÉENS ET EXTRA-COMMUNAUTAIRES

Ainsi il est précisé à tous les entreprises européennes ou extra-communautaire, dès lors qu'elle intervient en France, doit :

- Appliquer la réglementation française en matière de santé et de sécurité des travailleurs conformément à ce que prévoit l'article Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux.

En conséquence, l'entreprise soumissionnaire installée dans un autre État membre ou hors de l'Union européenne et souhaitant effectuer sur le territoire français des travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux amiantés doit se conformer à la réglementation française et aux normes françaises y afférentes.

Cette entreprise soumissionnaire, qui peut par ailleurs détenir une certification dans son pays d'origine, doit apporter la preuve de l'équivalence au dispositif français de ses mesures de formation, de prévention, de ses obligations documentaires et de la procédure de certification de son pays d'origine (article Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux.)

Ces entreprises soumissionnaires établies hors de France peuvent y détacher du personnel afin d'exercer une prestation temporaire. Le recours à la prestation de services doit alors respecter les règles du Code du travail en matière de détachement prévues aux articles Code du travail au moment de l'AO du présent marché de travaux. : déclaration préalable, prestation temporaire, lien préexistant entre le salarié et son employeur, activité non permanente en France, respect du noyau dur de la réglementation du travail, etc.

Suivant l'article du code du travail en vigueur au moment du présent marché en France, les employeurs détachant des salariés en France sont tenus d'effectuer une déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail du lieu où débute la prestation. La télédéclaration, qui est disponible sur le site internet **SIPSI**, et elle est obligatoire depuis octobre 2016. De plus, lorsqu'un salarié détaché est victime d'un accident du travail, une déclaration est envoyée à l'inspection du travail du lieu où s'est produit l'accident.

Le détachement temporaire de salariés en France par des entreprises établies hors de France est soumis à plusieurs conditions et formalités obligatoires. Les salariés détachés doivent bénéficier des dispositions prévues par le droit du travail français dans un certain nombre de matières. Pour détacher des salariés en France, l'entreprise doit obligatoirement accomplir plusieurs formalités, notamment :

1. La déclaration préalable de détachement de salariés en France ;
2. La désignation d'un représentant ;
3. La carte d'identification professionnelle obligatoire dans le secteur du BTP ;

Les salariés détachés temporairement sur le territoire national bénéficient, des dispositions du « noyau dur » du droit du travail, si elles sont plus favorables que leur contrat de travail ou la législation de l'État d'envoi. Pour les matières listées ci-dessous, les dispositions légales et les stipulations conventionnelles de branche d'application générale leur sont applicables, comme elles le sont aux salariés employés par les entreprises de la même branche d'activité établies en France :

- 1 Libertés individuelles et collectives dans la relation de travail ;
- 2 Discriminations et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- 3 Protection de la maternité, congés de maternité et de paternité et d'accueil de l'enfant, congés pour événements familiaux ;
- 4 Conditions de mise à disposition et garanties dues aux salariés par les entreprises exerçant une activité de travail temporaire ;
- 5 Exercice du droit de grève ;
- 6 Durée du travail, repos compensateurs, jours fériés, congés annuels payés, durée du travail et travail de nuit des jeunes travailleurs ;
- 7 Rémunération au sens de l'article L. 3221-3, paiement du salaire, y compris les majorations pour les heures supplémentaires ;
- 8 Règles relatives à la santé et sécurité au travail, âge d'admission au travail, emploi des enfants ;
- 9 Travail illégal ;
- 10 Remboursements effectués au titre de frais professionnels correspondants à des charges de caractère spécial inhérentes à sa fonction ou à son emploi supportés par le salarié détaché, lors de l'accomplissement de sa mission, en matière de transport, de repas et d'hébergement ;

0.7.1.4 RÉGLEMENTATION EUROPÉEN PRODUITS DE CONSTRUCTION - MARQUAGE CE ET RPC

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le **Règlement Produit de Construction (RPC)**, règlement (UE) n° 305/2011 s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées ;
- Les documents d'évaluation européens.

Le **Règlement Produit de Construction (RPC)** impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE du produit.

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le

marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- Le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- Le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.7.1.5 LA COMMANDE PUBLIQUE EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 1ER JANVIER 2023

Le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique est en vigueur depuis le 1er janvier 2023 1. Ce décret a pour objectif de simplifier les procédures de passation des marchés publics et d'améliorer la trésorerie des entreprises. Il prévoit notamment la possibilité pour les candidats à un marché public de transmettre une copie de sauvegarde de leur offre par voie dématérialisée, ainsi que les mesures d'application des dispositions créant un nouveau cas de réservation des marchés et concessions pour les entreprises implantées en milieu pénitentiaire et employant des personnes détenues .

Etc.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.7.2 CODES ET RÈGLEMENTS

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

0.7.2.1 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP

Connaissance des réglementations et des documents contractuels. Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU, CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Dates de prise d'effet des CCTG, DTU, normes, etc.

Pour les marchés publics, du CCAG Travaux :

- Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix
- ou

Pour les marchés privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017) :

- Les normes applicables sont celles dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de trois mois à celui du lancement de la consultation, sauf indication contraire indiquée dans les normes.
- Par extension, il est ici formellement stipulé que pour les autres documents contractuels cités, les dates de prises d'effet seront les mêmes que celles ci-dessus, sauf indication contraire portée dans le document.
- Les textes législatifs ne peuvent être mis en application qu'après publication au JO (à moins que le législateur n'ait expressément prévu une autre date de mise en vigueur). Les textes réglementaires peuvent être applicables dans un certain délai après sa parution au JO ou à une date précisée.

Remarque

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU/CCTG et des normes, il est précisé :

En ce qui concerne les CCTG, DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU/CCTG, ce sont toujours les

spécifications du CCTP qui prévaudront.

Les soumissionnaires sont reconnus avoir une parfaite connaissance des Marchés :

- **Publics, du CCAG Travaux ;**
- **Privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017).**

0.7.3 LES RÈGLES DE L'ART

0.7.3.1 MATÉRIAUX

0.7.3.1.1 Qualité des matériaux

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

Chaque attributaire est tenu de produire, à la demande du maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. La soumission de chaque attributaire doit prendre en compte toutes les redevances à des Brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet. Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, chaque attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de transmettre au coordonnateur **CSPS** toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences, les méthodes d'entretien et d'intervention.

0.7.3.2 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES

0.7.3.2.1 Documents techniques unifiés (DTU)

L'attributaire d'un ou plusieurs lots est réputé par le fait de soumissionner devra se conformer aux divers textes des Documents Techniques Unifiés français de son ou ses lots en vigueur et de connaître ceux ayant un lien direct et cela afin de pouvoir faire la réception de travaux réalisés avant son intervention.

Nota:

Le simple fait du démarrage de ses travaux a pour valeur l'acceptation du ou des supports de toute nature. En cas de non-conformités, cela lui impose donc d'en avertir le Maître d'œuvre par e-mail ou autres moyens appropriés afin que de dernier puisse prendre toute mesure contre l'attributaire incriminé.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

0.7.3.2.2 Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG)

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent marché devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire.

0.7.3.2.3 Le cahier des clauses administratives générales CCAG travaux applicable depuis le 1^{er} avril 2021 et le CCAG des marchés privés, CCAG

Chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lots et ainsi participant au projet reconnaît avoir pris connaissance :

A) Marchés Publics:

- CCAG travaux qui est en application au 1 Avril 2021 suivant l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

b) Marchés Privés

- Pour les marchés privés, CCAG (NF P03-001 du 20 Octobre 2017)

0.7.4 LES NORMES

0.7.4.1 LES NORMES FRANÇAISES (Y compris RE2020)

0.7.4.1.1 Normes estampillées NF

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots devra respecter l'ensemble des normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé NF.

0.7.4.1.2 Documents techniques unifiés (DTU)

Il est fait ici le rappel à chaque soumissionnaire qu'un DTU constitue un cahier des clauses techniques types applicables contractuellement à des marchés de travaux de bâtiment. Le marché de travaux doit, en fonction des particularités de chaque projet, définir dans ses documents particuliers, l'ensemble des dispositions nécessaires qui ne sont pas définies dans les DTU ou celles que les contractants estiment pertinentes d'inclure en complément ou en dérogation de ce qui est spécifié dans les DTU. En particulier, les DTU ne sont généralement pas en mesure de proposer des dispositions techniques pour la réalisation de travaux sur des bâtiments construits avec des techniques anciennes. L'établissement des clauses techniques pour les marchés de ce type relève d'une réflexion des acteurs responsables de la conception et de l'exécution des ouvrages, basées, lorsque cela s'avère pertinent, sur le contenu des DTU, mais aussi sur l'ensemble des connaissances acquises par la pratique de ces techniques anciennes.

L'exécution des ouvrages devra être exécutée suivant la dernière mise à jour de DTU de leur propre lot ainsi que de ceux avoisinants et qu'ils se réfèrent, pour la réalisation des travaux, à des produits ou procédés de construction, dont l'aptitude à satisfaire aux dispositions techniques des DTU est reconnue par l'expérience. Lorsque le présent document se réfère à cet effet à un Avis Technique ou à un Document Technique d'Application, ou à une certification de produit, le titulaire du marché pourra proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuve en vigueur dans d'autres États Membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits «EA», ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à la norme **NF EN /IEC 17065 Décembre 2012 et qui remplace la EN 45011**. Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. L'acceptation par le maître d'ouvrage d'une telle équivalence est définie par le Cahier des Clauses Spéciales des DTU (CCS).

Toute norme mentionnée dans le présent document n'est qu'indicative, celle applicable est celle en vigueur au moment de l'AO du

présent marché public et ou privé.**0.7.4.2 LES NORMES EUROPÉENNES****0.7.4.2.1 Normes estampillées CE**

Dans le présent projet, chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un lot ou de plusieurs lots qu'il devra respecter les normes européennes (Eurocodes) pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé CE.

0.7.4.2.2 Normes européennes EN

Dans le présent projet, il est précisé aux soumissionnaires qu'ils trouveront dans le catalogue AFNOR, toutes les normes Européennes auxquelles, ils devront satisfaire. En effet elles sont reprises dans la collection des normes françaises, avec la référence NF EN. Elles annulent et remplacent les normes nationales en contradiction.

0.7.4.3 LES NORMES INTERNATIONALES**0.7.4.3.1 Normes internationales ISO**

Les soumissionnaires sont informés que toutefois ces normes n'ont toutefois qu'une influence marginale, mais seront appréciées par le maître d'ouvrage pour des productions avec ce label.

0.7.5 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS**0.7.5.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RÉGLEMENTAIRES****0.7.5.1.1 Prescriptions techniques réglementaires**

Les dispositions particulières à chacun des lots sont précisées dans leurs spécifications techniques respectives. Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage de l'ouvrage, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie de l'ouvrage sont, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en (*) vigueur.

(*) Toute norme mentionnée dans le présent document n'est qu'indicative, celle applicable est celle en vigueur au moment de l'AO du présent marché public et ou privé.

0.7.5.2 TEXTES PROPRES A LA SPÉCIFICITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE**0.7.5.2.1 Textes propres à la SNCF**

Dans le présent CCTP il est porté à la connaissance de Le titulaire du présent lot, que la **SNCF** est une **EPIC** (*attention annonce d'une nouvelle classification*). Il sera fait l'utilisation des prescriptions des livrets du **CPC** de la **SNCF** dans sa version à jour citée ci-après qui seront applicables au présent marché lorsqu'elles seront plus restrictives que celles des règles nationales applicables aux bâtiments, avec les précisions suivantes :

- Livret 2-00, Organisation de la qualité, intégralement ;
- Livret 2-01, Conception et calcul des ouvrages en béton, chapitre 1.4.4.1 ;
- Livret 2-21, Exécution des ouvrages en béton armé, chapitre 1 - chapitre 2 - chapitres 3.1, 3.2, 3.3, 3.6, 3.7 - chapitres 4.1 à 4.4, 4.6 à 4.11.

Le titulaire du présent lot devra en avoir un exemplaire et dans le cas contraire passer commande d'un C.P.C auprès des services achats ou autres de la SNCF.

0.7.5.2.2 Textes propres à l'éducation nationale

Les cahiers de recommandations techniques de l'Éducation Nationale.

0.7.5.3 RÈGLES PROFESSIONNELLES

Il est fait le rappel au soumissionnaire que lorsque celui-ci sera attributaire de un ou de plusieurs lots du présent marché qu'il devra respecter, pour les ouvrages concernés, les « Règles professionnelles de son lot et de ceux ayant un lien direct avec le présent lot »

Le soumissionnaire est contractuellement réputé en avoir eu connaissance. La liste faisant référence pour le présent marché est celle en cours à la date de signature dudit marché.

Dans le cas où l'attributaire souhaiterait mettre en œuvre d'autres moyens ou procédés, matériaux que ceux préconisés dans le présent document, il devra :

- Vérifier, auprès de son assureur, si celui-ci ne fait pas l'objet de conditions spéciales de souscription d'assurance.
- Si cela est le cas, faire part par écrit au maître d'ouvrage de l'ouvrage concerné par cette mise en observation ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché ;
- Il devra, si c'est le cas, faire part, par écrit au maître d'ouvrage, de l'ouvrage concerné par cette "mise en observation" ainsi que des démarches effectuées pour garantir l'assurance des prestations objet du présent marché. En tout état de cause, l'attributaire ne pourra, en aucun cas, mettre en œuvre des ouvrages qui ne seraient pas couverts par ses assureurs.

Nota :

Dans le cas où dans un lot il a été constaté la présence de matériaux amiantés dans les divers ouvrages du présent projet, chaque attributaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires pour satisfaire à la norme NF X46-101 est obligatoire depuis le **1er janvier 2020** pour les organismes certificateurs de qualification en matière d'attribution, de suivi et de retrait des certificats de qualification des entreprises dans le domaine du traitement de l'amiante friable (matériaux ou produits friables contenant de l'amiante et elle remplace la norme NF X46-011, l'attributaire d'un ou plusieurs lots devra avoir une certification en vigueur au moment des travaux.

0.7.5.4 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots devra respecter les exigences fixées par la réglementation incendie propre pour chaque lot concerné, et il devra respecter l'ensemble des exigences fixées par la réglementation incendie, concernant le comportement au feu et la protection de son installation de son ou de ses lots etc..

Lorsqu'une résistance au feu est requise, les règles pour la justification de la protection et du dimensionnement des éléments formant l'ouvrage de toute nature et sont contenues dans les Eurocodes appropriés à chacun des lots.

Le présent attributaire devra prendre toute mesure nécessaire pour ne pas être le responsable d'un incendie pendant l'exécution de son lot et la durée légale de responsabilité de recours, il devra respecter notamment :

Établissements recevant du public :

- Règlement de sécurité incendie dans les ERP : Livre 2 Dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories ;
- Titre 1 Dispositions générales - Chapitre 1 Généralités - Articles GE1 à GE10 ;
- Titre 1 Dispositions générales - Chapitre 2 Construction - Section 5 Façades - articles CO 19 à CO 22 (arrêté du 25 juin 1980 et modifié).

Le soumissionnaire devra inclure dans son offre, tous éléments non-portés au présent CCTP nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages décrits.

Rappel des dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories suivant les arrêtés et lois en vigueur

Le titulaire doit suivre et respecter l'ensemble des exigences fixées par la réglementation incendie, notamment :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place.

Le choix du type des matériaux en fonction du type des travaux devra répondre aux prescriptions découlant de la classification du bâtiment (fonction de son type) et satisfaire au Code du Travail.

Nota:

Bâtiment d'habitation: du nouveau pour la réglementation incendie

Un arrêté ministériel publié le 20 août 2021 vient de modifier certaines règles applicables concernant la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation. Impact?

Un arrêté ministériel, daté du 13 août 2021 et publié le 20 août 2021 (NOR : LOGL2116566A), est venu modifier l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.7.5.5 DOCUMENTS DU PROGRAMME RAGE, PACTE ET PROFEEL

Afin de respecter les obligations issues du Grenelle de l'Environnement, l'attributaire du présent marché, il devra impérativement vérifier si les ouvrages qu'il sera amené à mettre en œuvre font l'objet d'une ou plusieurs recommandations professionnelles **RAGE** ou d'un ou plusieurs **Guides RAGE** dont la liste est disponible sur le site www.programmepacte.fr et **PACTE** et **PROFEEL**.

Si c'est le cas, il devra impérativement suivre, pour les ouvrages concernés, les prescriptions et les recommandations indiquées dans ces documents.

S'il constate, pour les travaux objet du présent Lot, une impossibilité technique à suivre ces prescriptions, il devra impérativement en faire part par écrit au maître d'œuvre.

0.7.5.6 EUROCODES EN VIGUEUR

Dans la présente description chaque soumissionnaire d'un ou plusieurs lot du présent projet et devenant attributaire, il est réputé avoir une pleine connaissance de chaque Eurocode approprié à son ou ses lots.

Les Eurocodes

Ils sont un ensemble de normes européennes qui harmonisent les méthodes de calcul utilisées pour vérifier la stabilité et le dimensionnement des différents composants de bâtiments ou de structures. Ils visent à harmoniser les techniques de construction en Europe et à faciliter le libre accès des entreprises aux marchés des autres États membres. Les Eurocodes sont répartis en 10 familles, chacune couvrant un aspect spécifique du dimensionnement et de la justification des structures de bâtiment et de génie civil :

- Eurocode 0 : Base de calcul des structures ;
- Eurocode 1 : Actions sur les structures ;
- Eurocode 2 : Calcul des structures en béton ;
- Eurocode 3 : Calcul des structures en acier ;
- Eurocode 4 : Calcul des structures mixtes acier-béton ;
- Eurocode 5 : Calcul des structures en bois ;
- Eurocode 6 : Calcul des ouvrages en maçonnerie ;
- Eurocode 7 : Calcul géotechnique ;
- Eurocode 8 : Calcul des structures pour leur résistance aux séismes ;
- Eurocode 9 : Calcul des structures en aluminium.

Nota:

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.8 SÉCURITÉ ET CONTRAINTES SUR SITE

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de l'AO.

0.8.1 DÉPENSES LIÉES À LA MISSION "SANTÉ SÉCURITÉ"

Les dépenses d'intérêt commun liées à la mission "santé-sécurité" (santé, sécurité, équipements communs, consommation commune, ...) sont définies et réparties dans le PGCSPPS (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le coordonnateur de sécurité CSPPS désigné par le Maître d'ouvrage.

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots devra se référer obligatoirement à ces documents afin de déterminer l'affectation et la répartition des dépenses communes.

Les prestations affectées à chaque entreprise seront incluses dans l'offre de prix et réputées rémunérées par le prix du marché.

0.8.2 HYGIÈNE, SÉCURITÉ, PROTECTION DE LA SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet. Sauf dans le cas d'intervention d'un seul intervenant (Lot) sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Chaque soumissionnaire devenant attributaire d'un ou plusieurs lots sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent à leur lot et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les attributaire du présent projet sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements

Ainsi chaque attributaire d'un ou plusieurs lots doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation ci-dessous.

Hygiène, sécurité et conditions de travail :

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au code du travail, 4ème partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créé par l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative). La partie législative du code du travail (annexes I et II à la présente ordonnance) fait l'objet d'une publication spéciale annexée au Journal officiel de ce jour)

Coordination sécurité :

Les principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant seront celles ci-dessous (non limitatives) :

- De respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1 ;
- De rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM, et OPPBTP) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74, 4ème partie livre V ;
- De participer et laisser participer les salariés au CISSCT, De respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPPS.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- De respecter les obligations issues de la 4ème partie du code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- De viser le RJC et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Décrets :

- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ;
- Décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret n° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- modifiant le décret N° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante ;
- Décret N°2008-244 du 7 mars 2008) modifiées et complétées.

Norme :

- NF X46-020 Août 2017 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante :

- Flocages d'amiante ;
- Calorifugeage en amiante ;
- Matériaux contenant de l'amiante tels que ouvrages de couverture, bardages, tuyaux, gaines, etc., en fibrociment et autres ;
- Faux-plafonds en plaques contenant de l'amiante ;
- Revêtements de sols en vinyle-amiante

L'attributaire de chaque lot doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.8.2.1 AUTORITÉ ET MOYENS DU COORDONNATEUR CSPS

0.8.2.1.1 Autorité du coordonnateur CSPS

Le rôle du coordonnateur CSPS devra informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS devra prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

0.8.2.1.2 Moyens donnés au coordonnateur CSPS

Le coordonnateur CSPS. a libre accès au chantier. L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet communique directement au coordonnateur CSPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.5 du présent CCAP.

L'attributaire informe le coordonnateur CSPS

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet donnera suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS Tout différend entre l'attributaire concerné et le coordonnateur CSPS. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur CSPS l'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

L'attributaire s'engage ainsi à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

0.8.2.2 OBLIGATION GÉNÉRALES DE CHAQUE L'ENTREPRENEUR ATTRIBUTAIRE DU PRÉSENT MARCHÉ

Les prix du marché comprendront implicitement tous les types d'échafaudages, agrès, etc. nécessaires et appropriés en fonction du lot concerné et cela afin de réaliser lesdits travaux du présent marché, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel et de tout autre intervenant susceptible de les utiliser.

0.8.2.2.1 Pour chaque entrepreneur

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots, en ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

0.8.2.2.2 Spécialement

Spécialement, l'attributaire d'un ou plusieurs lots doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

L'article R4323-72 du Code du travail stipule que les échafaudages doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les employeurs sont tenus de faire contrôler les échafaudages conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Cet article exige également que les assemblages soient réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés. Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

Échafaudages			
Contrôle	Fréquence	Obligatoire ou Recommandé	Référence
Examen, montage et installation	Avant mise en service	Obligatoire	R 4323-72
Examen, montage et installation	Journalière	Obligatoire	R 4323-72
Examen approfondi de l'état de conservation	3 mois	Obligatoire	Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17. Il comporte, notamment :

Article R4323-69 :

- 1° La compréhension du plan de montage, de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
 - 2° La sécurité lors du montage, du démontage ou de la transformation de l'échafaudage ;
 - 3° Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
 - 4° Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourrait être préjudiciable aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
 - 5° Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;
 - 6° Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage et de transformation précitées peuvent comporter.
- Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R. 4323-3. La formation à la sécurité dont bénéficient les travailleurs chargés de l'utilisation ou de la maintenance des équipements de travail est renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire pour prendre en compte les évolutions de ces équipements.

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V) et valide en 2023**Article R4323-70 :**

- La personne qui dirige le montage, le démontage ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent disposent de la notice du fabricant ou du plan de montage et de démontage, notamment de toutes les instructions qu'ils peuvent comporter.
- Lorsque le montage de l'échafaudage correspond à celui prévu par la notice du fabricant, il est réalisé conformément à la note de calcul à laquelle renvoie cette notice.
- Lorsque cette note de calcul n'est pas disponible ou que les configurations structurelles envisagées ne sont pas prévues par celle-ci, un calcul de résistance et de stabilité est réalisé par une personne compétente.
- Lorsque la configuration envisagée de l'échafaudage ne correspond pas à un montage prévu par la notice, un plan de montage, d'utilisation et de démontage est établi par une personne compétente.
- Ces documents sont conservés sur le lieu de travail.

Article R4323-71 :

- Une protection appropriée contre le risque de chute de hauteur et le risque de chute d'objet est assurée avant l'accès à tout niveau d'un échafaudage lors de son montage, de son démontage ou de sa transformation.

Article R4323-72 :

- Tous les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage sont d'une solidité et d'une résistance appropriées à leur emploi.
- Tous les assemblages sont réalisés de manière sûre, à l'aide d'éléments compatibles d'une même origine et dans les conditions pour lesquelles ils ont été testés.
- Ces éléments font l'objet d'une vérification de leur bon état de conservation avant toute opération de montage d'un échafaudage.

Article R4323-73 :

- La stabilité de l'échafaudage doit être assurée ;
- Tout échafaudage est construit et installé de manière à empêcher, en cours d'utilisation, le déplacement d'une quelconque de ses parties constituantes par rapport à l'ensemble.

Article R4323-74 :

- Tous les échafaudages fixes sont construits et installés de manière à supporter les efforts auxquels ils sont soumis et à résister aux contraintes résultant des conditions atmosphériques, notamment des effets du vent. Ils sont ancrés ou amarrés à tout point présentant une résistance suffisante ou protégés contre le risque de glissement et de renversement par tout autre moyen d'efficacité équivalente ;
- La surface portante a une résistance suffisante pour s'opposer à tout affaissement d'appui.

Article R4323-75 :

- Lors du déplacement ou le basculement inopiné des échafaudages roulants lors du montage, du démontage et de l'utilisation est empêché par des dispositifs appropriés ;
- Aucun travailleur ne doit demeurer sur un échafaudage roulant lors de son déplacement.

Article R4323-76 :

- La charge admissible d'un échafaudage est indiquée de manière visible sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.

Article R4323-77 :

- Les échafaudages sont munis sur les côtés extérieurs de dispositifs de protection collective tels que prévus à l'article R. 4323-59.

Article R4323-78 :

- Les dimensions, la forme et la disposition des planchers d'un échafaudage sont appropriées à la nature du travail à exécuter et adaptées aux charges à supporter. Elles permettent de travailler et de circuler de manière sûre. Les planchers des échafaudages sont montés de telle sorte que leurs composants ne puissent pas se déplacer lors de leur utilisation. Aucun vide de plus de 20 centimètres ne doit exister entre le bord des planchers et l'ouvrage ou l'équipement contre lequel l'échafaudage est établi ;
- Lorsque la configuration de l'ouvrage ou de l'équipement ne permet pas de respecter cette limite de distance, le risque de chute est prévenu par l'utilisation de dispositifs de protection collective ou individuelle dans les conditions et selon les modalités définies aux articles R. 4323-58 à R. 4323-61. Il en va de même lorsque l'échafaudage est établi contre un ouvrage ou un équipement ne dépassant pas d'une hauteur suffisante le niveau du plancher de cet échafaudage

Article R4323-79 :

- Des moyens d'accès sûrs et en nombre suffisant sont aménagés entre les différents planchers de l'échafaudage.

Article R4323-80 :

- Lorsque certaines parties d'un échafaudage ne sont pas prêtes à l'emploi notamment pendant le montage, le démontage ou les

transformations, ces parties constituent des zones d'accès limité qui sont équipées de dispositifs évitant que les personnes non autorisées puissent y pénétrer.

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots . Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document , ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.8.2.3 RESPONSABILITÉS VIS-A-VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS

0.8.2.3.1 Chaque entrepreneur doit exercer une surveillance continue

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

0.8.2.3.2 Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

0.8.2.3.3 Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements :

- L'attributaire "adjudicataire" doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet, notamment des divers décrets et au Code du travail valides au moment des travaux.

Sécurité des ouvriers contre les chutes

1) Réglementation française :

l'attributaire "adjudicataire" doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Code du travail - 4ème partie - Livre V Articles R4511-1 à R4511-1 et chapitre IV Article R4534-1 à R4534-156 des prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux ;
- DTU 43.3 (juin 1995) Travaux de bâtiment - Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité - Partie 1 : cahier des clauses techniques - Partie 2 : cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1 et 2 du DTU 43.3) - Annexe B.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'attributaire "adjudicataire" devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

2) Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

Décrets :

- N° 96-97 du 7 février 1996 modifié par l'arrêté du 21/12/2000 et relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret N° 96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 2001-840 du 13 septembre 2001 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- N° 2002-839 du 03 mai 2002 modifiant le décret N° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- N° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret N° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret N° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Norme :

- NF X46-020 de novembre 2002 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie.

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante :

- Flocages d'amiante ;
- Calorifugeage en amiante ;
- Matériaux contenant de l'amiante tels que ouvrages de couverture, bardages, tuyaux, gaines, etc., en fibrociment et autres ;
- Faux-plafonds en plaques contenant de l'amiante ;
- Revêtements de sols en vinyle-amiante,

Pour les travaux de toiture:

Le titulaire du marché lors de la mise œuvre d'un type de toiture dit fragile et notamment en utilisant des matériaux fragiles, l'entrepreneur attributaire du présent lot devra impérativement prendre toute disposition pour garantir à son personnel ainsi qu'aux autres intervenants une protection appropriée contre le tout type de chutes à travers la toiture, et cela conformément à la réglementation en vigueur :

- Suivant les recommandations de la CNAM réputées connues par les entreprises de couverture ;
- Respecter le Code du travail et notamment des Art R.4534-85 à R.4534-94 et R.4224-8.

Etc..

Liste non limitative

L'attributaire "adjudicataire" doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

0.8.2.4 TRAVAUX SOUMIS A COORDINATION EN MATIÈRE CSPS**0.8.2.4.1 Objet du marché**

- Objet du marché. Le marché peut avoir pour objet, selon les indications fixées au CCAP :
- * Soit une opération de première catégorie soumise à déclaration préalable, à PGC SPS et à Collège Inter-entrepreneurs de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- * Soit une opération de deuxième catégorie soumise à déclaration préalable, à PGCSPPS ;
- * Soit une opération de troisième catégorie pour les autres opérations au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.

0.8.2.4.2 Documents joints au marché

- Documents joints au marché. Lorsque le chantier est soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est (sont) joint(s) au présent contrat :
- * le projet de règlement du CISSCT ;
- * le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé.
- * Si les travaux, objet du présent marché, portent sur un ouvrage ayant donné lieu à l'établissement d'un DIUO, ce dernier est fourni à l'attributaire "adjudicataire" par le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le projet de règlement ou le règlement le cas échéant du CISSCT, le PGC SPS et, le cas échéant, le DIUO est (sont) remis à chacun des sous-traitants par l'attributaire "adjudicataire" principal.

0.8.2.4.3 Collège inter-entreprises de sécurité et de santé et des conditions de travail

L'attributaire "adjudicataire" est tenu, sauf dérogation réglementaire, de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué par le maître de l'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux. L'attributaire "adjudicataire" qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun des sous-traitants que l'opération est soumise à la constitution d'un CISSCT, et qu'en conséquence ils seront tenus de participer aux réunions de ce Collège.

0.8.2.4.4 Voirie et réseaux divers (VRD)

- Préalables à la réalisation du chantier les travaux concernent la desserte du chantier et celle des cantonnements concernant les VRD seront réalisés à la charge du :
- Maître de l'ouvrage ;

Ou

- De l'entreprise attributaire du lot VRD .

Application des dispositions des articles :

- Du Code du Travail réputé connu par l'attributaire du lot VRD et notamment dans le cas des opérations visées dont le montant est supérieur à huit cent mille euros.

0.8.2.4.5 Responsabilité de l'entrepreneur

La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'attributaire "adjudicataire" ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière CSPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur CSPS.

0.8.2.4.6 Danger grave et imminent

Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur CSPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs. Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des adjudicataires.

0.8.2.4.7 Obligations de l'attributaire "adjudicataire" en matière de coordination, sécurité et protection de la santé

L'attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.

- L'attributaire "adjudicataire" laisse libre accès au chantier au coordonnateur SPS. l'attributaire "adjudicataire" le PPSPS et ses mises à jour ;
- * Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier ;
- * La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- * Dans les cinq jours qui suivent la signature du contrat, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- * Dans les cinq jours qui suivent la décision de constitution du CISSCT, les noms des représentants au sein de ce collège ;
- * Les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang ;
- * Les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.
- L'attributaire "adjudicataire" s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur CSPS et les intervenants ;
- L'attributaire "adjudicataire" informe le coordonnateur **CSPS** de toutes les réunions ayant une incidence sur la sécurité et la protection de la santé qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indiquent leur objet ;
- L'attributaire "adjudicataire" donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures proposées de coordination en matière de sécurité ou de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur **CSPS**, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.
- Tout différend entre l'attributaire "adjudicataire" et le coordonnateur **CSPS** est soumis au maître de l'ouvrage ;
- L'attributaire "adjudicataire" vise toutes les observations qui le concernent consignées dans le registre-journal.

0.8.2.4.8 Obligations de l'attributaire "adjudicataire" vis à vis de ses sous-traitants

L'attributaire "adjudicataire" s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi en vigueur au moment des travaux du présent marché.

LES MENTIONS INDISPENSABLES DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**Garanties de paiement des sous-traitants**

- Comme tout contrat, celui de sous-traitance devra indiquer l'identité de ou des entreprises donneuses d'ordre, détailler l'ensemble des spécifications techniques relatives à la mission, les conditions de paiement ou encore les charges variables garanties de paiement des sous-traitants.

Garantie de bonne fin

- La garantie de bonne fin impose en principe à l'entrepreneur de réparer les vices et défauts de conformités nés du fait de sa prestation.

Responsabilités et assurances

- La loi prévoit que l'entrepreneur principal demeure seul responsable envers le maître d'ouvrage de la bonne exécution du contrat d'ouvrage. En effet, le maître d'ouvrage n'est pas lié par le contrat de sous-traitance, sauf si ce dernier a consenti à une délégation dite de paiement. Pour mieux se protéger, le sous-traitant peut souscrire à des assurances complémentaires (risques d'effondrement, d'incendie, dommages, etc.

Clause compromissoire

- Définir par avance avec votre sous-traitant le mode de règlement de leurs éventuels litiges. Ainsi, dès la conclusion du contrat, le recours à l'arbitrage par décision qui s'imposera aux parties) et notamment :
 - * **Obligation de moyen ou de résultat pour le sous-traitant ;**
 - * **Cas des avenants au contrat de sous-traitance ;**
 - * **Comment mettre fin au contrat de sous-traitance .**

0.8.2.5 ÉTABLISSEMENT EN ACTIVITÉ**0.8.2.5.1 Travaux effectués dans un établissement en activité**

Lorsque le chantier n'est pas clos et indépendant et que les travaux, objet du marché, sont effectués dans un établissement en activité, ils sont soumis aux dispositions du décret 92/158 du 20 février 1992.

0.8.3 PLAN D'HYGIÈNE & DE SÉCURITÉ**0.8.3.1 PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ****0.8.3.1.1 PGC**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis avant le début de la période de préparation et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur SPS. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - * Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - * Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - * La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - * Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - * Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - * L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - * Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient

- conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
 - * Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

Nota :

- Le Plan Général de Coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

0.8.3.2 PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (PPSPS)**0.8.3.2.1 Généralité**

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'attributaire d'un ou plusieurs lots établit ce plan avec toute la rigueur de son lot et est tenu de le donner au coordonnateur **CSPS** un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur **CSPS**. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'attributaire (entreprise générale, cotraitants, sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

Dans le cas où l'un des attributaires envisagerait de sous-traiter une partie de son lot qu'il est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur **CSPS** un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par le décret en vigueur au moment des travaux. Les **PPSPS** sont remis au coordonnateur **CSPS** dans le cas où l'opération serait classée en 1re et 2ème catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

0.8.3.2.2 PPSPS 1**Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionnant :**

- Les noms et adresse de l'attributaire de chaque lot
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier,
- Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

0.8.3.2.3 PPSPS 2**Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé comporte obligatoirement et de manière détaillée :**

- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, et notamment :
- * Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- * L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- * L'indication du matériel médical existant sur le chantier ;
- * Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.

Lorsque ces dispositions sont prévues par le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, mention peut être faite du renvoi à ce plan.

- Les mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail mentionnées par L'OPPBTP et celle des locaux destinés au personnel, en application notamment des dispositions R.4534-137 à R.4534-145 du Code du travail concernant les bases vie et les installations d'hygiène sur les chantiers. Tout chef d'entreprise employant au moins un salarié doit mettre à disposition de son personnel des bases vie et des installations d'hygiène adaptées. Le type et le nombre de bases vie et d'installations d'hygiène dépendent de la durée du chantier, du nombre des opérateurs, des nécessités et contraintes du chantier. Le Code du travail prévoit une base commune de règles à respecter en matière d'installations, et ce, quelle que soit la durée du chantier.

Nota :

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.8.3.2.4 PPSPS 3**Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé mentionne également, en les distinguant :**

- Les mesures spécifiques prises par l'attributaire destinées à prévenir les risques spécifiques qui en découlent ;
- De l'exécution par d'autres attributaires de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'attributaire de chaque lot ou du travailleur indépendant ;
- Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- La description des travaux et des processus de travail de l'attributaire pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste du nouveau code du travail.
- Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'attributaire de chaque lot lors de l'exécution de ses propres travaux.

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'analyse préalable des risques menée par l'attributaire de chaque lot qu'une ou plusieurs des mesures mentionnées au présent II n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue dans le nouveau code du travail et réputé connu par l'attributaire, puis il en fait mention expresse sur le plan.

0.8.4 SÉCURITÉ DES PERSONNES**0.8.4.1 ÉQUIPEMENTS INDIVIDUELS ET COMMUNS****0.8.4.1.1 Casques et garde-corps de chantier**

L'attributaire du lot de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

0.8.5 SÉCURITÉ COLLECTIVE

0.8.5.1 RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

0.8.5.1.1 Responsabilité collective

Conformément au décret et des normes en vigueur au moment des travaux et concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'attributaire lot Gros-œuvre ou Vrd. Bien que la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'attributaire concerné ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

0.8.6 NUISANCES

0.8.6.1 CONTRAINTES DIVERSES

0.8.6.1.1 Nuisance pour enseignement

L'établissement n'étant pas fermé durant les travaux et les cours étant toujours dispensés, les attributaires devront tenir compte des horaires de classe et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et périodes de vacances scolaires seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

0.8.6.1.2 Nuisance pour voisinage

L'ouvrage étant situé dans un périmètre sensible, les attributaires devront tenir compte des horaires de présence et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et jours fériés seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.

0.8.6.2 BRUITS DE CHANTIER

Annexe 1 - Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables

A) Textes législatifs - Réglementation

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment les textes suivants :

Législation

La Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », relative à la lutte contre le bruit a été abrogée par l'Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000. Cependant, les dispositions de cette loi ont été reprises et codifiées dans le Code de l'environnement aux articles L571-1 à L571-25.

Codes et règlement type

Code de la santé publique

Code des Collectivités territoriales

Application des articles relatifs au constat et à la répression des bruits de voisinage.

Règlement sanitaire départemental type

Circulaire de l'article relatif à une autorisation et aux dispositions réglementaires à prendre pour des travaux à exécuter dans des zones particulièrement sensibles.

Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier

Décrets

- Décret relatif à l'insonorisation des engins de chantier à titre transitoire, les arrêtés d'application demeurent en vigueur ainsi que les sanctions pénales, jusqu'à parution au fur et à mesure des arrêtés d'application .

Arrêtés

Dispositions purement nationales.

Dispositions communautaires

Pris en application :

- Des moto-compresseurs ;
- Des groupes électrogènes de puissance ;
- Des groupes électrogènes de soudage ;
- Des grues à tour ;
- Des marteaux-piqueurs et des brise-béton ;
- Des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses -pelleteuses.

Recommandations de la commission centrale des marchés

Pour les marchés publics

- La CCM a établi la recommandation dénommée « Recommandation aux maîtres d'ouvrages publics » pour assurer le bon aspect et la

propreté des travaux en site urbain.

- Ce document d'une portée générale traite essentiellement les nuisances au voisinage des chantiers concernant circulation, salissures, bruits, poussières, etc.
- Ce document est cité ici à titre de conseils aux entreprises, il n'a aucun caractère contractuel.
- Ce document, pour sa partie concernant les bruits de chantier, est pièce contractuelle.

Document pouvant être consulté

La direction de l'habitat et de la construction (ministère du Logement) participe à sa publication et à sa diffusion, en partenariat avec l'ADEME Île-de-France.

Réglementation européenne

La réglementation européenne ne concerne que certaines catégories d'engins et se substitue pour celles-ci à la réglementation française. À terme et en fonction de l'élaboration de nouvelles directives, la réglementation européenne se substituera totalement à la réglementation nationale. Il existe ainsi aujourd'hui en France une procédure française d'homologation des engins et une procédure européenne, qui diffèrent sensiblement.

Travaux exécutés dans des zones particulièrement sensibles

Le règlement sanitaire départemental type (exemple la circulaire du 9 août 1978) indique dans son article 101.3 que « devront faire l'objet d'une autorisation et de dispositions réglementaires prises par l'autorité locale les travaux exécutés de jour et de nuit dans des zones particulièrement sensibles du fait de la proximité d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement et de recherche, de crèches, de maternités, de maisons de convalescence et de retraite, ou autres locaux similaires. Dans ce cas, pourront être désignés par l'autorité locale un emplacement particulièrement protégé pour les engins ou des dispositifs d'utilisation ou de protection visant à diminuer l'intensité du bruit qu'ils émettent ».

Constat et répression des bruits de voisinage

Applications de l'arrêté préfectoral et / ou de l'arrêté municipal (quand ils existent) par les inspecteurs de salubrité, par la DDASS, par la gendarmerie et par les agents des collectivités territoriales.

Le décret sur les procédures comportera un avis obligatoire du maire ; le préfet pourra y soumettre des activités même non incluses dans la nomenclature.

Norme NF S 31-010 révisée

Norme NS S 31-010 de décembre 1996, ci-avant mentionnée relatifs au bruit de voisinage, mentionnent explicitement que la méthode de mesure est celle retenue par la norme NF S 31-010 ci-avant mentionnée.

Infractions sur les chantiers

Lutte contre les bruits de voisinage, précise que les infractions des chantiers en la matière doivent être caractérisées par le dépassement de l'émergence prévue par l'article du Code de la santé publique en vigueur au moment des travaux (cela nécessite une mesure acoustique) et le non-respect des règles sur les conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes.

Prescriptions essentielles concernant les bruits de chantier

Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les attributaires du présent marché seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

Contrôles permanents dans les cas sensibles

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains

Toutes dispositions devront être prises pour coordonner les travaux pour les différents réseaux et ainsi réduire la durée des nuisances.

Il est signalé à ce sujet que de nombreuses conventions ont déjà été signées dans ce but à l'échelle locale dans l'esprit d'un précédent protocole de coordination des travaux datant de février 1996.

Ces conventions ont été passées entre :

- EDF-GDF ;
- France Télécom ;
- Fédération nationale des collectivités concédantes et régies ;
- Syndicat professionnel des entreprises gazières non nationalisées ;
- Association nationale des régies de services publics et d'organismes constitués.

Sanctions

- Des sanctions pourront être prises contre les entrepreneurs, sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.
- Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'adjudicataire sanctionné.
- Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier
- Ces coûts restent à la charge de chaque adjudicataire, ils sont implicitement compris dans le prix du marché

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

Solutions opérationnelles concernant les bruits de chantier :

- Pendant la période de préparation
- La préparation du chantier permet des progrès très importants. De fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualité sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple.
- Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux,

difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».

- Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.
- Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires »
- les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadaptées des engins et matériels, ainsi que les coups de marteau pour desserrer les écrous à ailettes des banches, qui peuvent être remplacés par des écrous vissés.
- Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : « Que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? » Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique. Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire l'objet de sensibilisations soignées.
- La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

Sensibilisation et suivi du personnel

- La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

Matériel

- Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore au poste de travail et ils sont plus maniables.
- Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.
- Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

Logistique et modes opératoires

La mise en œuvre de divers moyens logistiques permet d'influencer notablement sur les nuisances sonores (durée ou intensité...), par exemple :

- Si la place disponible sur le site le permet, doubler les engins et matériels réduit d'autant les durées d'émission en n'augmentant le niveau sonore que de 3 dB(A) ;
- Prévoir les installations de chantier pour que les camions puissent faire demi-tour au lieu de reculer supprime le strident et pénible klaxon de recul : positionner les sources de façon adaptée limite les vibrations et les bruits émis (par le biais d'écrans...) ;
- Utiliser les talkies-walkies pour communiquer avec le grutier dispense des cris ;
- Réaliser les arasés des voiles en béton armé avec des règles magnétiques évite de recourir au marteau-piqueur pour des mises à la cote ultérieures.

Information des riverains

- Il est évident que l'adjudicataire réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin. Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.
- Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux...), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».
- Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec ces usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

Nota :

Liste ci-dessus est réputée non limitative, mais qu'à titre d'information, les soumissionnaires sont reconnus ayant une parfaite connaissance des divers textes, loi, décret en vigueur au moment de leur offre de prix et cela même dans le cas d'abrogation entre le moment de la présente rédaction et la date de l'AO.

0.8.6.2.1 Bruits des engins sur site

Il est fait le rappel à chaque attributaire d'un ou plusieurs qu'il devra prendre toute mesure pour ne pas perturber le voisinage lors de son intervention et qu'il doit également protéger son personnel et les autres intervenants sur site.

- Pour les bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, Les engins de chantier doivent répondre aux dispositions de l'**Arrêté du 22 décembre 1994** relatif aux prescriptions techniques applicables aux engins de chantier. Cet arrêté fixe les prescriptions techniques applicables aux engins de chantier, notamment les niveaux sonores admissibles. **Il est toujours en vigueur en 2023.**

Véhicules. – engins de chantier

- Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation respectent la réglementation en vigueur (notamment les engins de chantier sont conformes à un type homologué). L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
- Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :
- * Art. 4 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être

conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut parleurs, etc.) gênants pour le voisinage.

Exposition du personnel aux bruits :

- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire en vigueur en 2023 **Etc.**

0.8.6.2.2 Établissement de santé

- Les limites de bruits aériens dans les établissements de santé sont réglementées en France. L'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement est en vigueur depuis le 27 avril 2023.
- Respect des prescriptions de l'**AFDES**.

Etc.

0.8.6.2.3 Bâtiments d'habitation

- NRA. - Nouvelle réglementation acoustique.
- Suivant le Code de la construction en vigueur relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation.
- Les limites de bruits aériens dans les bâtiments d'habitation sont réglementées en France. L'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement est en vigueur depuis le 27 avril 2023.
- La réglementation française fixe des valeurs minimales à respecter selon la surface et l'encombrement des locaux. Elle prévoit également des règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés au bruit. L'évaluation des risques liés au bruit passe par une évaluation et si nécessaire un mesurage des niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés. Elle a pour objet de déterminer des indicateurs de risques, principalement niveau d'exposition sonore quotidienne exprimé en dB (A) et niveau de pression acoustique de crête (exprimé en dB ©) qui correspond à des bruits intenses mais courts et de décider des mesures de prévention appropriées

Etc.

0.8.6.2.4 Bâtiments autres que d'habitation

Les seuils de bruits aériens pour les bâtiments autres que d'habitation en 2023 sont fixés par des décrets spécifiques pris en Conseil d'État. Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux, autres que d'habitation, quant à leurs caractéristiques acoustiques sont fixées par ces décrets. Des prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques peuvent être imposées aux travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable, ou réalisés avec l'aide de l'État, d'une collectivité publique ou d'un organisme assurant une mission de service public, exécutés dans des ouvrages ou locaux existants autres que d'habitation. Des arrêtés conjoints des ministres chargés de la construction, de l'environnement, de l'intérieur et, selon les cas, des autres ministères intéressés, pris après consultation du Conseil national du bruit, fixent, pour les différentes catégories de locaux et en fonction de leur utilisation, les seuils et les exigences techniques, applicables à la construction et à l'aménagement, permettant d'atteindre les objectifs définis à l'alinéa 1er du présent article.

La circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation est un document administratif qui a été publié au Bulletin Officiel du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer en France 1. Elle précise les normes à utiliser pour les définitions, les mesures et l'interprétation des résultats. Elle contient également un certain nombre de considérations complémentaires à prendre en compte lors de la conception des bâtiments.

Etc.

0.8.6.2.5 Locaux de travail

La correction acoustique des locaux de travail, ainsi que tous autres textes officiels concernant l'acoustique à l'intérieur des bâtiments connus à la prise d'effet précisée au **CCTL**.

Pour limiter l'exposition des personnes au bruit, différentes réglementations existent dans le domaine de l'acoustique des bâtiments. Celle-ci s'adresse à l'ensemble des parties-prenantes.

Les limites de bruits aériens dans les locaux de travail sont réglementées en France. Selon **l'INRS**, l'ouïe est en danger à partir d'un niveau de **80 décibels** durant une journée de travail de 8 heures. De plus, si le niveau instantané est extrêmement élevé (supérieur à **135 décibels**), toute exposition, même de très courte durée, est dangereuse.

La réglementation française fixe des valeurs minimales à respecter selon la surface et l'encombrement des locaux. Elle prévoit également des règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés au bruit. L'évaluation des risques liés au bruit passe par une évaluation et si nécessaire un mesurage des niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés. Elle a pour objet de déterminer des indicateurs de risques, principalement niveau d'exposition sonore quotidienne exprimé en dB (A) et niveau de pression acoustique de crête (exprimé en dB ©) qui correspond à des bruits intenses mais courts et de décider des mesures de prévention appropriées.

0.8.6.2.6 Limitation du bruit dans les établissements d'enseignement

- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement : cet arrêté abroge l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement. L'évolution de ce texte reflète deux impératifs intervenus depuis 1995 : la nécessité d'exprimer les performances acoustiques à l'aide des nouveaux indices en vigueur (norme NF-EN-ISO 717-1 et indice de classement S 31-032) ; l'obligation d'adapter certains niveaux de performance aux normes de sécurité. Les performances demandées par l'arrêté sont souvent les mêmes que celles de l'arrêté du 9 janvier 1995. Dans certains cas, les exigences sont légèrement inférieures à celles du texte précédent. Notamment, l'isolement acoustique entre deux salles de cours avec une porte de communication a été diminué de 1 dB, les impératifs de sécurité n'autorisant pas l'utilisation des seuils « à la suisse » qui se prêtent bien à l'isolation acoustique par insertion d'un joint isophonique. De plus, la diminution de 25 % de la quantité de matériaux absorbants à placer dans les circulations s'explique par le souhait de diminuer les contraintes sur les projets architecturaux et de favoriser l'utilisation de produits courants.
-
- Et également les directive du Parlement européen prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

Etc.

0.8.6.2.7 Bruit de voisinage

- Décret n°2017-1244 du 7 août 2017 relatif aux bruits de voisinage et pris pour l'application de l'article L. 1337-7 du code de la santé publique 12. Le décret de 2017 a notamment modifié les dispositions relatives aux bruits de voisinage causés par les activités professionnelles, les travaux publics et les travaux privés .
- Vu le code pénal.
- Vu le code de la santé publique.
- Vu le nouveau code du travail.

Etc.

0.8.6.2.8 Immeubles de bureaux

L'acoustique des immeubles de bureaux ne fait l'objet d'aucune exigence réglementaire. En revanche, elle est encadrée notamment (en France) par le référentiel normatif de la norme NF S31-080 "Bureaux et espaces associés".

Remarque :

Si la construction d'un nouvel immeuble de bureaux ne prévoit aucune exigence de performance acoustique, en revanche, l'implantation d'une infrastructure routière ou ferroviaire est, elle, soumise à une obligation de limitation de l'impact sonore fixée, pour les locaux à usage de bureaux en zone d'ambiance sonore préexistante modérée, à 65 dB(A) LAeq(6h-22h) (cf. arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières

0.8.6.2.9 Établissements recevant de jeunes enfants

Circulaire interministérielle n°DGS/SDEA2/DPPR/MB/2008/02 du 3 janvier 2008 relative à la réhabilitation acoustique des établissements recevant de jeunes enfants : des aides au financement pour la réhabilitation acoustique des locaux recevant du jeune public peuvent être obtenues en déposant un dossier auprès des DREAL. La circulaire précise notamment les modalités d'attribution de l'aide. Autant que faire se peut, l'objectif acoustique visé est de ramener le niveau sonore des locaux les plus sensibles utilisés par les enfants (crèches et salle de repos des écoles maternelles) à 35 dB(A). L'aide financière ne peut excéder la moitié du montant des travaux mis en œuvre ainsi que du contrôle de réception. Ce dispositif s'applique prioritairement aux salles de repos des écoles maternelles et aux crèches.

Néanmoins, les cantines dont l'acoustique est particulièrement défavorable peuvent éventuellement être incluses dans ce type d'opération.

Un projet d'arrêté relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans est en cours d'élaboration. Il vise à instaurer un référentiel national permettant d'assurer une qualité acoustique minimale dans les crèches, haltes-garderies, jardins d'enfants et autres établissements visés à l'article L.2324-1 du code de la santé publique (à l'exclusion des écoles maternelles qui sont visées par l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement). Ce texte devrait fixer les exigences acoustiques applicables en termes d'isollements acoustiques, de durée de réverbération, de niveau de bruit d'équipements et de modalités de contrôle des exigences imposées.

0.8.6.2.10 Établissements recevant du public

Arrêté du 1 août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création : l'article 9 de cet arrêté fixe des exigences minimales concernant le confort acoustique. Les valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants définies par les exigences acoustiques en vigueur doivent être respectées. Lorsqu'il n'existe pas de texte pour définir ces exigences, quel que soit le type d'établissement concerné, l'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants doit représenter au moins 25 % de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public ainsi que des salles de restauration.

0.8.6.2.11 Hôtels

Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels : fixe les seuils de bruit et exigences techniques applicables aux hôtels classés ou non dans la catégorie « de tourisme », à l'exception des résidences classées « de tourisme » et autres hébergements touristiques assimilables à des logements. Il s'applique aux bâtiments neufs ou parties nouvelles de bâtiments existants. Les seuls locaux de réception considérés sont les chambres et les salles de bain. Il n'a pas été jugé opportun d'exiger pour les chambres d'hôtels des valeurs d'isolement aussi élevées que celles imposées aujourd'hui dans les logements. C'est pourquoi le texte s'en tient aux performances spécifiées par l'arrêté du 14 juin 1969, qui était le texte en vigueur lors de la parution de l'arrêté du 14 février 1986, lequel prévoit que l'isolation acoustique soit conforme aux règlements régissant la construction. Par rapport au texte de 1969, l'arrêté du 25 avril 2003 prévoit une légère atténuation de l'isolement acoustique entre les circulations et les chambres, mais compensée par la nécessité de placer des matériaux absorbants dans les circulations.

0.8.6.3 PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

Contrôles permanents dans les cas sensibles

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent. Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifieront en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

Chantiers de voiries - tranchées pour réseaux urbains

Toutes dispositions devront être prises pour coordonner les travaux pour les différents réseaux et ainsi réduire la durée des nuisances.

Il est signalé à ce sujet que de nombreuses conventions ont déjà été signées dans ce but à l'échelle locale dans l'esprit d'un précédent protocole de coordination des travaux datant de février 1996.

Ces conventions ont été passées entre :

- * EDF-GDF ;
- * Orange ;
- * Fédération nationale des collectivités concédantes et régies ;

- * Syndicat professionnel des entreprises gazières non nationalisées ;
- * Association nationale des régies de services publics et d'organismes constitués.

Sanctions

Des sanctions peuvent être prises contre les entrepreneurs, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires sont entièrement à la charge de l'adjudicataire sanctionné.

Coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier

Ces coûts restent à la charge de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

0.8.6.4 SOLUTIONS OPÉRATIONNELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER

Pendant la période de préparation

La préparation du chantier permet des progrès très importants. De fait, il est possible, même facile, d'inclure le problème du bruit dans une réflexion qualifiée sur le chantier, au même titre que la sécurité, par exemple. Le premier bénéfice de ce type de démarche est d'éviter les travaux inutiles de type reprise ou destruction d'ouvrages, toujours coûteux, difficiles et bruyants : ils nécessitent souvent la mise en place d'un compresseur et d'un marteau pneumatique ou d'une scie à diamants. Un chantier « zéro bruit » sera avant tout un chantier « zéro reprise ».

Les autres idées qui peuvent se dégager, notamment pendant la phase de préparation de chantier, seront simples et organisationnelles : éviter de poster la centrale à béton à côté d'une zone sensible, éviter de percer pendant les horaires où cela gêne le plus, etc.

Ainsi, maîtriser les nuisances acoustiques générées vis-à-vis du personnel du chantier et de son voisinage peut être obtenu en supprimant les bruits « non nécessaires » : les bruits de marteaux-piqueurs pour le piquage des erreurs de bétonnage, les coups de masse pour nettoyer les cuves ou trémies des centrales à béton mal entretenues, les bruits issus d'utilisations inadéquates des engins et matériels, ainsi que les coups de marteau pour desserrer les écrous à ailettes des banches, qui peuvent être remplacés par des écrous vissés.

Pour chacun de ces points, on peut faire des scénarios : « Que puis-je faire pour améliorer cette solution ? Une solution de remplacement est-elle plus avantageuse ? » Bien sûr, ces analyses comparatives se doublent d'une approche économique.

Généralement, il est possible de faire des progrès sensibles en adaptant tel ou tel mode opératoire. Notons que le critère économique n'est pas le seul pertinent. En effet, le bruit fait partie du chantier, au même titre que son activité. Le message de réduction du bruit peut parfois être difficile à faire passer sur le chantier, et ce sujet doit faire l'objet de sensibilisations soignées.

La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

Sensibilisation et suivi du personnel

La communication associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Les gestes qui en découlent sont nouveaux et parfois inhabituels, aussi la sensibilisation et la formation du personnel à ces nouvelles préoccupations et pratiques sont fondamentales. Investis d'une nouvelle charge qu'ils peuvent ressentir comme une contrainte supplémentaire, il faut les responsabiliser et les valoriser par la plus-value qu'ils apportent.

Matériel

Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants. Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation. S'ils présentent un surcoût notable à l'achat et présentent des problèmes d'utilisation par temps de pluie, on a cependant pu, dans le cas des vibreurs par exemple, abaisser l'émission sonore au poste de travail et ils sont plus maniables.

Par ailleurs, les engins et matériels utilisés pour le chantier peuvent être insonorisés. Cela a notamment été le cas des marteaux-piqueurs, ainsi que des centrales à béton.

Les fabricants d'engins et de matériels de chantier modifient leurs produits sous des contraintes réglementaires.

Logistique et modes opératoires

La mise en œuvre de divers moyens logistiques permet d'influencer notablement sur les nuisances sonores (durée ou intensité...), par exemple :

- Si la place disponible sur le site le permet, doubler les engins et matériels réduit d'autant les durées d'émission en
- N'augmentant le niveau sonore que de 3 dB(A) ;
- Prévoir les installations de chantier pour que les camions puissent faire demi-tour au lieu de reculer supprime le strident et pénible klaxon de recul : positionner les sources de façon adaptée limite les vibrations et les bruits émis (par le biais d'écrans...) ;
- Utiliser les talkies-walkies pour communiquer avec le grutier dispense des cris ;
- Réaliser les arases des voiles en béton armé avec des règles magnétiques évite de recourir au marteau-piqueur pour des mises à la cote ultérieures.

Information des riverains

Il est évident que l'entreprise réalise ses travaux dans les limites imposées par les réglementations municipales. Mais même dans ce cadre, une évidence est souvent oubliée : un bruit avoué, et surtout prévu, est à moitié pardonné. Il est évident que l'usager qui connaît l'heure et la durée du bruit l'acceptera mieux que s'il ne sait pas quand il prendra fin.

Cela est d'autant plus vrai que les usagers sont proches du chantier et sensibles au bruit.

Au-delà des enseignements techniques développés ci-dessus, les expérimentations « chantiers verts » ont montré l'importance de communiquer avec son environnement. Tenus informés de ce qui se passe sur le chantier (destination et architecture du bâtiment, durée des phases les plus bruyantes ou les plus salissantes, nature des travaux...), les riverains s'impliquent dans le processus de construction et sont donc plus naturellement indulgents vis-à-vis des phases

les plus perturbantes de leur vie quotidienne. Par ailleurs, ils sont rassurés sur le respect temporaire de ces gênes et sur leur « utilité ».

Les idées à mettre en place sont simples : prendre contact avec ces usagers, évaluer les moments où ils seront le plus gênés, les prévenir.

0.8.6.5 SALISSURES DU DOMAINE PUBLIC

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'attributaire fautif sera seul responsable des conséquences et le maître d'œuvre a la possibilité de faire

intervenir une autre entreprise aux de cet attributaire défaillant.

0.8.6.6 SALLES SPORTIVES.

- Respect de l'arrêté relatif à la limitation des bruits dans les établissements de loisirs et de sport pris en application du Code de la construction et de l'habitation en vigueur au moment de L'AO.
- Ainsi, la réglementation applicable aux salles de sport en France est définie par l'arrêté du 17 avril 2023 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés pris en application des articles R. 1336-1 à R. 1336-16 du code de la santé publique et des articles R. 571-25 à R. 571-27 du code de l'environnement.
- L'arrêté fixe des valeurs minimales à respecter selon la surface et l'encombrement des locaux. Il a pour objet de déterminer des indicateurs de risques, principalement niveau d'exposition sonore quotidienne exprimé en dB (A) et niveau de pression acoustique de crête (exprimé en dB ©) qui correspond à des bruits intenses mais courts et de décider des mesures de prévention appropriées .

0.8.7 CIRCULATION SUR LE CHANTIER

0.8.7.1 CHEMINEMENT

0.8.7.1.1 Circulation sur le chantier

L'attributaire du lot de **gros-œuvre** devra prévoir toutes les passerelles, escaliers provisoires, échafaudages, ascenseurs de chantier pour assurer une libre circulation sur le chantier. Tous ces équipements auront nécessairement des protections et garde-corps. L'entretien et le déplacement de ces ouvrages seront à la charge et sous la responsabilité du lot gros-œuvre.

0.8.8 AMIANTE

0.8.8.1 RISQUE D'AMIANTE

0.8.8.1.1 Concernant les démolitions préliminaires de mise à nu des locaux

On peut estimer qu'a priori des composants en amiante ne devraient pas être rencontrés, du moins pas en quantités importantes. L'audit joint en annexe n'a pas décelé d'ouvrages contenant de l'amiante.

Cela n'exclut pas l'éventualité de présence d'amiante dans quelques ouvrages ou équipements qui seront à démolir ou à déposer.

L'attributaire du lot de gros-œuvre et les autres entrepreneurs qui auront à démolir ou déposer des ouvrages existants doivent apprécier les composants et équipements de l'immeuble existant qui contiennent de l'amiante ou sont susceptibles d'en contenir, en fonction de quoi ils prendront les mesures nécessaires pour déposer ces éléments avec les précautions d'usage pour la santé du personnel et évacuer les gravois et les éléments déposés vers une décharge agréée pour l'amiante de classe 1 ou 2 selon les produits.

Les modes opératoires pour réaliser ces travaux seront précisés en accord avec le coordonnateur de la SPS selon l'appréciation des niveaux de risque des différents produits, par exemple :

- Risque important : Flocage.
- Risque moyen : Calorifuges.
- Risques faibles -Dalles de sol vinyle amiante, faux plafonds, plaques ou gaines d'amiante ciment.
- Risques très faibles : Clapets coupe-feu, joints, etc.

Nota:

Dans tous les cas, il faudra faire appel à une entreprise agréée pour le désamiantage et déclarer la présence d'amiante à l'inspection du travail.

0.8.8.1.2 Concernant les travaux à réaliser

En application de la réglementation en vigueur, les attributaires du présent projet garantiront que tous les composants utilisés pour les ouvrages et les équipements, y compris les éléments accessoires, tels que les joints, les clapets coupe-feu, etc. ne contiennent pas d'amiante. A cet effet, par l'intermédiaire de leurs sous-traitants et fournisseurs, ils devront produire une certification de garantie "bâtiment sans amiante" justifiée par les attestations des composants et produits qui seraient susceptibles d'en contenir.

0.8.9 SÉCURISATION DES OUVRAGES

Ainsi défini le présent chantier objet du marché est réputé être la propriété de l'entreprise dite générale ou du groupement d'entreprises, et à ce titre l'ensemble des ouvrages sont placés sous leur responsabilité, donc que tous les ouvrages doivent être sécurisés :

- présent chantier doit être maintenu fermé dès la fin des journées de travail suivant les horaires affichés et cela pour éviter toute dégradation ou actes dits de vandalisme. Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots dont les ouvrages détériorés en cours de chantier seront remplacés suivant le procès-verbal du maître d'œuvre , en cours d'exécution ou lors des réceptions de travaux, et cela conformément aux dispositions du présent CCAP.

0.9 IMPLANTATIONS

Les travaux d'implantation comprennent

La phase « calculs » qui consiste à contrôler, analyser et dépouiller les documents et plans fournis par la personne publique et à exécuter toutes les opérations mathématiques ou de digitalisation préliminaires permettant d'obtenir les éléments nécessaires à l'implantation :

- calcul des coordonnées rectangulaires ou digitalisation si nécessaire,
- calcul des coordonnées polaires.

La phase implantation proprement dite, type linéaire ou ponctuelle, y compris le déplacement sur les lieux de l'implantation. La fourniture du support matérialisant l'implantation (borne d'emprise foncière OGE ou piquet) n'est pas comprise dans ce prix et fait l'objet d'une rémunération particulière.

Cette prestation est rémunérée au nombre de points implantés lors d'une même commande, une distinction étant faite suivant que la prestation est commandée sous un délai inférieur à 24 h ou sous un délai supérieur à 24 h considéré comme normal.

Droit fixe implantation

Ce prix rémunère forfaitairement les frais d'ouverture de dossier dans le cas d'une opération nouvelle ou les frais de consultation d'un dossier existant préalablement aux travaux d'implantation.

- Pour une opération nouvelle, le forfait : ...
- Pour une opération existante, le forfait : ...

Prestation d'implantation à réaliser sous 24 h

- du 1er au 10 e point sans nivellement, par point : ...
- du 11 e au 30 e point sans nivellement, par point : ...
- du 31 e au 100 e point sans nivellement, par point : ...
- au-delà du 100 e point sans nivellement, par point : ...
- Pour des points implantés avec nivellement, par point : ...

Prestation d'implantation normale

- du 1er au 10 e point sans nivellement, par point : ...
- du 11 e au 30 e point sans nivellement, par point : ...
- du 31 e au 100 e point sans nivellement, par point : ...
- au-delà du 100 e point sans nivellement, par point : ...
- pour des points implantés avec nivellement, par point : ...

Plus-value de mise en œuvre implantation

La nature du terrain est classifiée en 5 zones définies au CCTP, étant entendu que les prix ci-dessus sont établis sur la base d'une zone de type 5.

Cette plus-value est rémunérée en euros pour cent euros d'implantation effectués.

- pour une zone de type 1,, La plus-value en € pour € : ...
- pour une zone de type 2,, La plus-value en € pour € : ...
- pour une zone de type 3,, La plus-value en € pour € : ...
- pour une zone de type 4,, La plus-value en € pour€ : ...

Matérialisation de l'implantation.

Ce prix rémunère la fourniture de bornes OGE (emprises foncières), de piquets bois ou de clous d'arpenteur (implantation dans chaussées) pour la matérialisation de l'emprise.

Ce prix est rémunéré au nombre de bornes, piquets ou clous.

- par borne OGE : ...
- par piquet : ...
- par clou : ...

Implantation de borne polygonale de précision millimétrique

Ce prix rémunère la fourniture et la pose de bornes polygonales en béton de type poteau de diamètre 40 cm sur une hauteur de 1,40 m environ.

Le prix comprend l'exécution des terrassements, de la semelle de fondation, des aciers de structure et de montage et les protections des bornes. Il intègre également la mise en place des plaques de centrage en bronze ainsi que la détermination des coordonnées X, Y, Z de la borne.

La précision de chaque coordonnée est du niveau millimétrique.

Ce prix est rémunéré à l'unité.

- par borne : ...

Implantation de cible de référence sur borne polygonale

Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'une cible de référence par borne polygonale de type pilier pour le suivi des ouvrages.

Le prix rémunère également la détermination des coordonnées X, Y, Z de la cible fixée sur la borne polygonale de type pilier.

Ce prix est rémunéré à l'unité.

- par cible : ...

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessus les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.9.1 IMPLANTATION GÉNÉRALE DES BÂTIMENTS

L'attributaire du lot de **Gros-œuvre**, à sa charge, les tracés d'implantation des ouvrages qui seront dressés par un géomètre. L'implantation générale sera matérialisée par des piquets indiquant les alignements et les niveaux. À partir de cette implantation, l'attributaire du lot **Gros-œuvre** effectuera les implantations de détail matérialisées par des chaises et des piquets. Il procurera aux autres corps d'État ou à la demande de la maîtrise d'œuvre les traits, axes et repères d'implantation nécessaires. Tous ces repères doivent être protégés durant l'exécution des travaux.

Les repères principaux en alignement et en niveau seront matérialisés par des dalles en béton portant l'indication de repérage à la peinture. Après contrôle et approbation de la maîtrise d'œuvre, ceux-ci seront à détruire. L'attributaire du lot **Gros-œuvre** supportera les frais résultant de cette implantation (y compris honoraires du géomètre). Toutes divergences apparaissant durant l'implantation devront être signalées à la maîtrise d'œuvre.

L'attributaire du lot de **Gros-œuvre** assumera la responsabilité ainsi que les conséquences de toutes erreurs d'implantation ou de nivellement, quelle qu'en soit la nature.

0.9.2 IMPLANTATIONS INTÉRIEURES

Les tracés des cloisons et l'implantation des huisseries sont à la charge du lot menuiseries intérieures, en accord avec les autres attributaires ayant des cloisons à édifier. Les attributaires seront solidairement responsables d'erreurs éventuelles. L'implantation des ouvrages des autres attributaires devra se faire en parfaite coordination.

0.9.3 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'attributaire du lot de **gros-œuvre** devra, à ses frais :

- Porter, à l'extérieur sur les façades, le niveau +1,00 m fini du premier niveau ;
- Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau +1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros-œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

0.9.3.1 ALTIMÉTRIES ET HORIZONTALITÉS

0.9.3.1.1 Trait de niveau (1,00 mètre)

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état n'est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits que par l'attributaire "adjudicataire" du lot de Gros-œuvre qui en assure la responsabilité. Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'attributaire "adjudicataire" du lot Gros-œuvre le tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais ; il sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant.

NOTA :

le trait de niveau pour les matériaux destinés à rester apparents (briques, béton, etc) sera battu uniquement sur les huisseries ou sur des piges bois destinées à servir de repère. l'attributaire "adjudicataire" du lot Gros-œuvre se mettra en rapport avec les attributaires "adjudicataires" concernés, afin de réserver dans les planchers les épaisseurs nécessaires à la mise en œuvre des revêtements de sols.

0.9.3.1.2 Trait de niveau au laser

Le trait de niveau servant à l'implantation de faux-plafonds sera établi par les lots concernés et situés au niveau bas des ouvrages. Ce trait sera permanent et lisible par laser soit en continu, soit point par point.

0.9.4 TRACÉ DE DISTRIBUTIONS INTÉRIEURES " CLOISONNEMENTS "

Le tracé de l'implantation des cloisons intérieures sera à la charge de l'attributaire titulaire de la réalisation de celles-ci.

0.9.5 CALEPINAGE

0.9.5.1 RESPECT DES CALEPINAGES

0.9.5.1.1 Calepinages

Les attributaires du présent projet ayant des ouvrages composés d'éléments avec joints visibles tels que carrelages, plafonds suspendus, façades agrafées ou collées, etc. seront tenues de présenter à la maîtrise d'œuvre les calepins harmonisés avec les largeurs de locaux, l'implantation d'ouvertures, etc. Ainsi l'attributaire ne pourra commencer sa mise en œuvre tant que la maîtrise d'œuvre n'aura pas donné son accord.

0.10 COORDINATION TECHNIQUE

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.10.1 RENSEIGNEMENTS À FOURNIR

0.10.1.1 EMPLACEMENT ET SURCHARGE D'OUVRAGES

0.10.1.1.1 Précisions des surcharges d'ouvrages

L'attributaire concerné doit fournir, en temps utile, les précisions relatives à ses ouvrages, en particulier :

- Niveaux d'arase et nus bruts,
- Emplacements et définitions de surcharges spéciales,
- Emplacements des canalisations, gaines, tuyauteries, etc...

0.10.2 PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER

0.10.2.1 PLAN DE CHANTIER

0.10.2.1.1 Plan de chantier

L'attributaire du lot de **Gros-œuvre** a, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes attributaires et comportera :

- Les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc. ;
- Les emplacements des engins de levage, bétonnières, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois ;
- Les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène ;
- Les emplacements de stockage de terre.

Ce plan est soumis à l'agrément du maître d'œuvre et signé par toutes les attributaires d'un ou plusieurs lots.

0.10.3 LIVRAISON ET STOCKAGE

0.10.3.1 APPROVISIONNEMENT ET LIVRAISONS

Chaque attributaire du présent marché ne doit pas être la cause d'un obstacle quelconque au bon déroulement de l'approvisionnement des matériaux des autres lots, et ceux-ci seront réalisés conformément au plan d'installation validé par le maître d'œuvre et le coordonnateur **CSPS**.

Tout attributaire du présent projet doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'État.

Le transport à pied d'œuvre inclus manutentions, appareils divers de levage, des coltinages nécessaires, emballages, protections, installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier.

0.10.3.2 LE STOCKAGE

Le stockage sur chantier (conformément au plan d'installation précité) comprend installations nécessaires, protections en cours du chantier, nettoyages au fur et à mesure des divers lieux de stockage et de l'enlèvement des emballages et déchets aux décharges publiques spécialisées. L'attributaire reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'attributaire sur simple injonction de la maîtrise d'œuvre.

En cas de non-respect de cette injonction, le maître d'ouvrage pourra, dans les huit jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux vers une décharge publique appropriée et ou mis en vente aux enchères dites publiques, et cela sans poursuites, réclamations ou contestations de la part de l'attributaire du présent projet et à ses frais exclusifs. En effet, aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise incriminée pour les déménagements, et même eux dits successifs.

0.10.4 VÉRIFICATION DES TRAVAUX

0.10.4.1 ESSAIS

0.10.4.1.1 Attestations d'essais de fonctionnement remplacent les anciens Essais dits COPREC

En vue de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs. Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'œuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après. D'autre part, les entrepreneurs les PV COPREC (Procès-verbal de réception des travaux) ont été remplacés par les attestations d'essais de fonctionnement en France 1. Les attestations d'essais de fonctionnement permettent aux entreprises de formaliser, avant réception, la vérification du bon fonctionnement des équipements

0.10.5 VISITES EN ATELIERS

0.10.5.1 VISITES EN ATELIER

0.10.5.1.1 Vérification des matières premières et contrôle de fabrications

En fonction du type de travaux du présent marché et dans le but de procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux de marché, la maîtrise d'œuvre pourra se faire représenter dans usines, magasins, ateliers ou carrières de l'attributaire et de ses fournisseurs. Les diligences nécessaires auprès des fournisseurs pour ces contrôles incombent à chaque attributaire d'un ou plusieurs lots du présent projet.

0.10.6 CONDITIONS D'EXÉCUTION

0.10.6.1 PILOTAGE PROPRE À L'ENTREPRISE

0.10.6.1.1 Coordination propre à l'entreprise

Chaque attributaire coordonnera toutes les actions et assurera toutes les mises au point nécessaires à l'harmonisation et à la perfection de ses ouvrages. Il recherchera toutes indications qui lui sont utiles à l'adaptation de ses ouvrages et fournitures. Il réalisera les travaux préparatoires indispensables. Les conditions imposées aux attributaires des divers lots du présent projet et qui devront être respectées, notamment les prévisions d'exécution, les impératifs de fourniture et de mise en œuvre. Toute insuffisance à ces dispositions sera supportée financièrement par l'attributaire concerné.

0.10.7 BUREAU DE CONTRÔLE

0.10.7.1 BUREAU DE CONTRÔLE

0.10.7.1.1 Nom du bureau de contrôle

Il est porté à la connaissance des attributaires du présent projet que le maître d'ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les attributaires du présent projet sont ainsi tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

Mission confiée à :

0.10.8 ORDONNANCEMENT ET COORDINATION

0.10.8.1 MISSION OPC

0.10.8.1.1 Nom de l'ordonnancement et coordonnateur CSPS

Il est porté à la connaissance des attributaires du présent projet que le maître d'ouvrage confie à un bureau spécialisé en OPC (ordonnancement, pilotage et coordination) une mission de coordination, ce en étroite relation avec la maîtrise d'œuvre. Les avis et décisions de ce cabinet prévalent toutes dispositions aux plannings et calendriers de chantier.

Mission confiée à :

0.11 MISE EN ŒUVRE DES MATÉRIAUX

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.11.1 DÉFINITION

0.11.1.1 RESPONSABILITÉS

0.11.1.1.1 Responsabilité de chaque attributaire du présent projet

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession de l'attributaire de chaque lot du présent projet, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du maître d'ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si la maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'attributaire concerné aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

0.11.1.1.2 Responsabilité des dégâts

Chaque attributaire est tenu de protéger ses ouvrages :

- Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'attributaire défaillant.
- Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.
- La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'attributaire de chaque lot, et selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

0.11.1.2 TRANSPORT

0.11.1.2.1 Transport à pied d'œuvre

Chaque attributaire doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et de celle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :

- Toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires,
- Tous emballages, protections et autres,
- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Les matériaux refusés par la maîtrise d'œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier. Les approvisionnements sont réalisés uniquement suivant les plages horaires à définir avec la maîtrise d'œuvre pour la sécurité du public.

0.11.2 MATÉRIAUX TRADITIONNELS

0.11.2.1 RESPECT DES RÈGLES DE L'ART

0.11.2.1.1 Respect des normes

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU de chaque lot.

0.11.3 MATÉRIAUX NOUVEAUX

0.11.3.1 OUVRAGES NON TRADITIONNELS

0.11.3.1.1 Avis techniques

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les attributaires du présent projet devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé.

La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission. Les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les attributaires doivent fournir, à la maîtrise d'œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances de chaque attributaire. Dans les deux cas, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

0.11.4 MATÉRIAUX DE SUBSTITUTION

0.11.4.1 LISTE DES MATÉRIAUX ÉQUIVALENTS

0.11.4.1.1 Liste des matériaux de substitution

Les attributaires du présent projet ont ainsi la possibilité de proposer à la maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le **CCTP**. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire. Tout attributaire s'engage auprès de la maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la maîtrise d'œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

0.11.5 MATÉRIAUX DÉFECTUEUX

0.11.5.1 DÉMOLITIONS D'OUVRAGES

0.11.5.1.1 Démolition d'ouvrages défectueux

Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. Chaque attributaire concerné s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des

défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'attributaire incriminé. La maîtrise d'œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.

0.11.6 ÉCHANTILLONS ET MAQUETTES

0.11.6.1 PRÉSENTATION DES ÉCHANTILLONS

0.11.6.1.1 Présentation des échantillons

Dès l'ouverture du chantier, l'attributaire doit présenter à la maîtrise d'œuvre, un échantillon avec sa référence ou une maquette des différents matériaux ou ensemble des différents matériaux décrits dans les devis descriptifs dont il prévoit l'emploi dans un délai de deux semaines maximum après l'ouverture du chantier. Ces échantillons doivent, à la demande du maître d'œuvre, être conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence. La présentation de ces différents échantillons est faite en accord avec le maître d'œuvre.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du Prix Globale et Forfaitaire. L'attributaire reste propriétaire de ces échantillons et il en assure la reprise après la réception des travaux

0.11.7 RÉVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

0.11.7.1 ENTRETIEN DES OUVRAGES AVANT RÉCEPTIONS

0.11.7.1.1 Entretien des ouvrages

En fin de chantier, chaque attributaire procédera ainsi à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'attributaire donnera suivant le type d'ouvrage de son lot les ajustements nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, et cela jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'attributaire devra également procéder à l'entretien de ses ouvrages nécessaires et d'en assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection et notamment de remise en peinture, de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'attributaire concerné, y compris durant la période de garantie contractuelle.

0.11.8 DIMENSIONNEMENT DES MATÉRIAUX

0.11.8.1 RESPECT DES DIMENSIONS

0.11.8.1.1 Conformité des dimensions

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché et du présent document. Chaque attributaire de chaque lot s'engage à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non-vérification des plans (notamment la cotation de chaque ouvrage).

0.11.9 CONTRÔLE

0.11.9.1 VÉRIFICATION DE LA QUALITÉ DES MATÉRIAUX

0.11.9.1.1 Essais et épreuves

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais "obligatoires" visés aux Cahiers des Charges du **CSTB** ainsi que les essais imposés dans le cours des lots du Devis Descriptif, les contrôles et essais demandés par la maîtrise d'œuvre sont dus par l'attributaire concerné à ce titre, l'attributaire doit fournir tous les échantillons nécessaires ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

D'une part:

- L'attributaire doit également satisfaire aux essais complémentaires que la maîtrise d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux sur chantier ou en usine. Les frais en découlant sont à la charge du maître d'ouvrage si les essais sont satisfaisants, et à la charge de l'attributaire concerné dans le cas contraire.

D'autre part:

- Avant la réception des travaux, l'attributaire doit effectuer les essais et contrôles concernant les installations précisées dans le document technique, contrôle technique de type A, à ses frais.

Ainsi, toutes les imperfections relevées doivent être corrigées et une nouvelle série d'essais est effectuée jusqu'à complète satisfaction. Le résultat des derniers essais doit faire l'objet d'un procès-verbal du contrôleur technique qui aura été missionné et il est adressé par l'attributaire en deux exemplaires à la maîtrise d'œuvre.

0.11.10 BREVETS

0.11.10.1 PAIEMENT ET REDEVANCES DE BREVETS

0.11.10.1.1 Notion de propriété industrielle

Si l'attributaire utilise ou/et met en place des appareils ou dispositifs brevetés, le paiement des redevances et la prise de tout accord avec les possesseurs de brevets incomberont à l'attributaire concerné, en aucun cas la maîtrise d'œuvre ne pourra être inquiétée à ce sujet, l'attributaire engagera ainsi son unique responsabilité. En effet, ces appareils et ou dispositifs dits brevetés sont sous le couvert du Code de la propriété intellectuelle et en fonction de leur appartenance aux divers Articles L111-1 à L811-6 qui leur sont conférés (<https://www.labase-lextenso.fr/code-de-la-propriete-intellectuelle>)

0.11.11 LES MATÉRIAUX VERTS SONT-ILS DÉCARBONÉS

Les matériaux verts sont des matériaux de construction qui ont un impact environnemental réduit par rapport aux matériaux traditionnels. Ils sont souvent fabriqués à partir de matières premières renouvelables ou recyclées et sont conçus pour être plus durables et économes en énergie.

En 2023, la décarbonisation des matériaux de construction est une préoccupation majeure pour les gouvernements, les entreprises et les consommateurs. Les bâtiments sont responsables d'environ 40% de la consommation d'énergie et de 36% des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne 1. La rénovation énergétique des bâtiments est un levier important pour atteindre les objectifs de neutralité carbone. Elle répond à un triple enjeu : lutter contre le changement climatique, favoriser la reprise économique et faire reculer la précarité énergétique.

Cependant, il n'y a pas de définition universelle des matériaux verts, et leur impact environnemental peut varier en fonction de leur fabrication, de leur transport et de leur utilisation. Il est donc important de considérer chaque matériau individuellement et d'évaluer son impact environnemental sur l'ensemble du cycle de vie du produit.

0.12 DÉPENSES COMMUNES INTER-ENTREPRISES

Les dépenses interentreprises sont des dépenses :

- Elles sont engagées par une ou des entreprises du chantier et/ou la maîtrise d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage
- pour le compte d'une ou plusieurs entreprises du chantier
- Elles sont sur décision d'une ou plusieurs entreprises du chantier et/ou de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage
- Ces dépenses peuvent résulter d'un accord amiable entre les entreprises du chantier (exemples : prestation de levage effectuée par le lot Gros Œuvre pour une autre entreprise ; échafaudage mis en place par le façadier, et utilisé contre rémunération par d'autres entreprises).

Les dépenses interentreprises peuvent également résulter d'une décision de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage, notamment en cas de non-respect de ses obligations par une ou plusieurs entreprises, ou en cas de dégradation d'ouvrages par une entreprise.

Les dépenses interentreprises ne sont définies ni dans le CCAG Travaux, ni dans la norme NF P03-001. Si le CCAP ou la convention de gestion mise en place ne les prévoient pas, **un entrepreneur qui a engagé des dépenses pour le compte d'une autre entreprise sans faire signer de bon de commande n'a aucun moyen juridique de se faire payer.**

La convention de gestion mise en place par **SAEBTP** prévoit le mode règlement des dépenses interentreprises. En cas de blocage sur le chantier, cela permet au Maître d'œuvre de faire intervenir une entreprise à la place d'une autre, en étant sûre que l'entreprise concernée sera payée, et que l'entreprise fautive subira la retenue correspondante. **Le cadre juridique des dépenses interentreprises est ainsi sécurisé.**

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus ayant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.12.1 COMPTE PRORATA

Les dépenses de compte prorata

Lors de la construction d'un bâtiment, les dépenses de compte prorata (ou dépenses d'intérêt commun) sont les dépenses engagées pour le chantier dans l'intérêt commun, n'étant attribuées à aucun lot et ne résultant pas du non-respect de ses obligations par une ou plusieurs entreprises du chantier. Ce sont souvent des dépenses imprévisibles ou qu'il n'est pas possible de chiffrer précisément avant le démarrage du chantier.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures et ou ouvrages destinés à être reçues par le maître de l'ouvrage et qui auraient été omises dans les documents du marché.

Il est rappelé ici la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction, à laquelle les entrepreneurs seront soumis pour :

- **Marchés publics** " Application de la commande publique depuis le 1/04/2019.

Les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata dans les marchés privés seront traités selon les dispositions du chapitre 14 du **CCAG - Travaux privés (norme NF P03-001 du 20 octobre 2017)** Marchés privés - Cahiers types - Cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés.

À défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces dépenses et le compte prorata seront traités selon le chapitre 14 de la norme susvisée.

Une convention inter entrepreneurs sera mise en place pour les dépenses communes à la vie du chantier telles que, électricité, dispositifs à la sécurité des ouvriers, installations sanitaires, dépenses de treuil, etc. La convention sera de type AFNOR : norme NF P03-001 du 20 octobre 2017 annexes A & B. Le contrôle des dépenses sera assuré par l'architecte et les entrepreneurs prendront en considération le coût du compte, environ 2%, dans leur offre.

Il est rappelé à ce sujet, les dispositions du chapitre 14 et les Annexes A, B, C et D du CCAG (norme NF P03-001 du 20 octobre 2017), dont notamment les articles suivants :

1 - Imputation

- Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » géré et réglé comme il est dit ci-dessous à l'article 2.
- Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omises dans les documents du marché.
- Le Cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

2 - Gestion et règlement du compte prorata

- Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent document.
- Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.
- Dans les 90 jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata. Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :
 - * soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata ;

* soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

Convention établie par l'OGBTP

L'OGBTP a établi en 1995 une « Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata ».

Les dispositions de cette convention ont été reprises pour l'essentiel dans le **CCAG "marchés privés"** (norme **NF P03-001 d'octobre 2017**, susvisée).

Les attributaires d'un ou de plusieurs lots du présent projet pourront opter pour les dispositions de cette convention en place des dispositions du chapitre 14 du **CCAG**, norme **NF P03-001**, sous réserve qu'elle n'entraîne aucune incidence financière supplémentaire pour le maître d'ouvrage.

En complément des obligations de chaque attributaire et en vertu des divers documents contractuels énumérés dans le **CCAP**, il lui est précisé que, sauf dérogation nettement formulée, toutes les prestations qui découlent de la description des ouvrages, et prescriptions techniques générales ou particulières y inclus les dispositions du présent titre, sont à la seule charge de l'attributaire "adjudicataire" intéressé. Le **CCAP** et son annexe, fixent ainsi les dépenses imputées à l'un ou l'autre lot, les dépenses de coordination et les dépenses communes de chantier ainsi que leur répartition.

0.12.1.1 LES DÉPENSES COMMUNES NE DOIVENT PAS TOUTES FIGURER AU COMPTE PRORATA

Qui doit prendre en charge les dépenses d'intérêt commun (ou dépenses communes de chantier) comme les branchements provisoires d'eau, d'électricité et d'égout, les panneaux de chantier, le bureau de chantier et les clôtures ainsi que l'équipement des bâtiments en eau et électricité ? A qui imputer les consommations d'eau et d'électricité sur le chantier, le nettoyage et le chauffage du chantier ?

Les dépenses communes sont imputées à un lot (gros œuvre, électricité, plomberie...) lorsqu'elles peuvent être déterminées à l'avance, dans leur montant et leur étendue - dépenses d'investissement. Les dépenses communes sont portées au débit d'un compte spécial - le compte prorata - et réparties au prorata des situations cumulées de chaque entreprise, lorsqu'elles ne peuvent être déterminées à l'avance (principalement consommation d'eau et d'électricité sur le chantier).

Il faut distinguer les dépenses communes d'investissement et les dépenses de consommation

Les dépenses communes d'investissement...

Elles sont imputées à un lot déterminé

Fixées à l'avance, dans leur montant et leur étendue, les dépenses communes d'investissement sont imputées à un lot déterminé, soit par les documents contractuels du marché (Cahier des clauses administratives particulières), soit par les documents généraux(1). **Elles ne font donc pas partie** de ce que l'on appelle le **compte prorata**. Parmi ces dépenses d'investissement (ou d'équipement) figurent notamment les branchements provisoires, les clôtures, les panneaux de chantier, le bureau de chantier, les sanitaires, les réseaux d'eau et d'électricité, l'éclairage, les dispositifs communs de sécurité.

Elles sont rémunérées par le prix du marché

Ces dépenses, auxquelles s'ajoutent les dépenses d'entretien, sont réputées rémunérées par le prix du marché. Les titulaires des lots gros œuvre, plomberie et électricité sont essentiellement concernés. Ils doivent donc en tenir compte dans le prix de leur lot.

Elles sont décrites dans la norme Afnor

Pour les travaux neufs, une liste(2) indique :

- La nature des prestations (par exemple, bureau de chantier) ;
- Le lot qui en a la charge et qui en supporte la dépense (par exemple, gros œuvre) : son titulaire est chargé de la prestation correspondante, qu'il exécute lui-même ou qu'il fait exécuter sous sa responsabilité ;
- Sous réserve des dispositions particulières du marché, le contenu de cette prestation (par exemple, locaux en rapport avec l'importance du chantier comprenant au minimum une salle de réunion et livrés avec le téléphone, le chauffage, l'éclairage et le mobilier).

Les dépenses communes de consommation...

Elles sont portées au débit du compte prorata.

Ces dépenses communes, ne pouvant pas être déterminées à l'avance, sont portées au débit d'un compte spécial - le compte prorata - et réparties au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Elles sont essentiellement les dépenses de consommation d'eau et d'électricité, les consommations téléphoniques non facturées, le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène, les frais de gardiennage (lorsqu'il est décidé par les entreprises), et toute dépense qui serait portée expressément au débit du compte, soit par les documents contractuels, soit par une décision des entreprises. En d'autres termes, **ne doivent figurer au compte prorata que les dépenses pour lesquelles il n'est pas possible de faire autrement, afin de ne pas gonfler inutilement ce compte et d'en alourdir la gestion.**

L'imputation des dépenses communes doit être connue dès la remise des prix

Il faut donc que le marché ou une convention entre les entreprises :

0.12.1.1.1 Gestion et règlement du compte prorata

Une entreprise de gros-œuvre est chargée de la tenue du compte prorata sur un chantier de réhabilitation. A quelle rémunération peut-elle prétendre ? Peut-elle associer à la gestion du compte d'autres entreprises intervenant sur le chantier ?

Si la gestion du compte prorata est, en général, confiée au titulaire du gros-œuvre, l'annexe C de la norme Afnor tend à mieux associer les autres entreprises, notamment en étendant les attributions du comité de contrôle qui peut prendre toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entreprise et à la bonne gestion du compte.

Lorsque le marché fait référence à la norme Afnor et en l'absence de convention particulière, les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées par l'annexe C de cette norme.

Fonctionnement du compte prorata

Dépenses du compte prorata

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements. Ces factures doivent être produites dans les deux mois de la réalisation de la prestation et au plus tard 15 jours après la réception des travaux(6).

Recettes du compte prorata

En début de chantier, un budget prévisionnel est arrêté par accord entre les entrepreneurs de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Tenue du compte

La personne chargée de la tenue du compte établit les factures ou appels de fonds :

- Sur la base des montants des marchés de chaque entrepreneur communiqués par le maître d'œuvre, s'il est décidé de constituer un fonds de roulement,
- Puis mensuellement ou trimestriellement, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le maître d'œuvre.

Gestion et information

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Tous les deux mois, le gestionnaire du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs.

Solde et répartition définitive

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par le gestionnaire du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Le solde et sa répartition sont communiqués à chaque entreprise qui dispose de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations. Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis au comité de contrôle qui dispose de 21 jours pour faire connaître sa décision.

Ensuite, le gestionnaire du compte émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la TVA au taux applicable.

Mécanisme de délégation de paiement

La norme Afnor prévoit un mécanisme (en fin de chantier et en cours de chantier)(7) qui permet à l'entrepreneur gestionnaire d'être payé directement par le maître de l'ouvrage des sommes dues par un autre entrepreneur au titre du compte prorata.

« L'entrepreneur débiteur délègue le maître d'ouvrage, qui accepte, à la personne chargée de la tenue du compte prorata pour que cette dernière reçoive paiement à sa place des sommes que lui doit encore le maître de l'ouvrage au titre du marché. Cette délégation est consentie dans la limite du montant de sa dette au titre du compte prorata. A cet effet, le maître de l'ouvrage déduit du solde dû à l'entrepreneur la somme indiquée par l'attestation(8) et la verse entre les mains de la personne chargée de la tenue du compte prorata. »

1) En marchés privés, norme Afnor NF P03-001 du 20 Octobre 2017 - annexe A. (2) Annexe A / tableau A.1. (3) Norme Afnor NF P03-001 du 20 Octobre 2017 (article 14 et annexes A - B - C). (4) Disponible auprès de la SEBTP au 01 40 69 53 16, www.sebtp.com. (5) Norme Afnor NF P03-001 - annexe C. (6) Norme Afnor NF P03-001 du 20 Octobre 2017- article C 5.1 de l'annexe C. (7) Norme Afnor NF P03-001 du 20 Octobre 2017 - article 14 (article 14.2.5 et 14.2.6). (8) Visée au 14.2.3 de la norme Afnor NF P03-001 du 20 Octobre 2017.

Texte de base :

La norme Afnor* propose les dispositions les plus complètes sur les dépenses communes de chantier (ou dépenses d'intérêt commun). Son annexe A donne une liste des dépenses d'intérêt commun. Bien entendu, cette liste n'est pas exhaustive. Elle sera complétée suivant les exigences particulières du marché. L'annexe C fixe les modalités de gestion et de règlement du compte prorata.

En matière de compte prorata, la norme Afnor peut être utilisée dans les marchés (publics ou privés) qui s'y réfèrent expressément. Une part différente d'un chantier à l'autre. Les dépenses communes de chantier sont variables en fonction de la nature du chantier et de sa localisation géographique (chantier urbain très dense ou chantier rural diffus), de la proximité ou de l'éloignement des réseaux publics, des conditions d'accès, de la nécessité d'un gardiennage, de l'importance du chantier (maisons individuelles ou grands ensembles), des modalités d'exécution du chantier (délais) et de la nécessité ou non de mettre en œuvre un préchauffage... Une charge à prévoir.

Pour établir son prix, le soumissionnaire tient compte du montant des dépenses d'intérêt commun. Il lui faut connaître dès le départ la part des dépenses qui lui incombe. Ainsi, les documents contractuels (le dossier de consultation, la convention interentreprises) doivent donner la liste, de manière exhaustive, des dépenses à prendre en compte, organiser à l'avance leur répartition et envisager la gestion et le règlement des dépenses à répartir entre les différents attributaires.

Ne constituent pas des dépenses communes de chantier...

- Les équipements propres à un attributaire d'un ou plusieurs lots pour l'exécution de son ou de ses lots : l'échafaudage du peintre, par exemple. Ne constituent pas non plus des dépenses d'intérêt commun... les dépenses nécessitées par l'évolution du Plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et protection de la santé ou les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître de l'ouvrage et qui auraient été omis par les documents du marché : ils relèvent tout au plus des travaux supplémentaires.
- Les déchets de chantier ne doivent pas être intégrés dans le compte prorata. S'il faut encourager la mise en place d'une organisation commune pour la gestion et l'élimination des déchets de chantier, le coût de cette organisation ne doit pas être intégré dans le compte prorata, dont le mode de répartition ne reflète pas la part de chaque entreprise dans la production des déchets.

Les frais de remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées ou volées, le nettoyage de chantier d'un lot et le chauffage du chantier ne doivent pas non plus figurer au compte prorata pour ne pas alourdir de façon inconsidérée le coût du compte prorata et pour responsabiliser les entreprises. * Norme Afnor NF P03-001, article 14, annexe A - B - C pour l'édition du 20 Octobre 2017

0.12.1.1.1 norme NF P03-001 du 20 Octobre 2017 et des Annexes A, B, C et D du CCAG.

Ces documents étant la propriété d'AFNOR est à usage exclusif et non collectif des clients Normes en ligne. Toute mise en réseau, reproduction et rediffusion, sous quelque forme que ce soit, même partielle, sont strictement interdites.

0.12.2 GARDIENNAGE DE CHANTIER**À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS****Gardiennage en dehors des heures travaillées**

Le gardiennage des installations de chantier et la surveillance des bureaux de chantier et baraquements, en dehors des heures travaillées, sera de la responsabilité des entrepreneurs.

Contrôle d'accès

Les personnels intervenant sur le chantier seront dotés d'un badge avec photographie. Les responsables du chantier tiendront à jour une liste des présents sur le chantier avec mention des numéros de badge et de Sécurité sociale.

Contrôle par : FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

Les dispositions de port du badge et de contrôle d'accès s'appliqueront également aux sous-traitants, intérimaires et visiteurs.

Dans cette perspective, il est demandé à l'entreprise de confirmer la prise en compte de cette contrainte et sa compatibilité avec ses règlements intérieurs. La mise en œuvre des obligations de gardiennage ne dégagera pas l'entreprise de ses responsabilités de garde et d'entretien des ouvrages jusqu'à la réception par le maître d'ouvrage.

La proposition de l'entreprise pour assurer ces contrôles pourra être également examinée sous réserve de présenter des garanties suffisantes.

0.12.2.1 FRAIS DE GARDIENNAGE

0.12.2.1.1 Gardiennage collectif aléatoire

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'un gardiennage dit aléatoire et collectif de chantier sera prévu. Ce gardiennage sera assuré par un agent externe d'une société spécialisée dans ce domaine et cela durant le week-end ou juste le temps d'une nuit par semaine pour protéger des matériaux non encore utilisés. **Les frais sont imputables au prorata de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots.** Néanmoins chaque entreprise doit s'assurer de la propre protection de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité pourrait être engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise protection de ces ouvrages et matériels. La société de surveillance retenue sera régie par la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglemente les activités privées de sécurité visant à « fournir des services ayant pour objet notamment la surveillance du présent chantier.

0.12.2.1.2 Gardiennage collectif nuit et week-end

Cas d'un gardiennage en dehors des heures travaillées sous contrôle d'accès avec badge.

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'un gardiennage de nuit et en week-end collectif de chantier sera prévu. Ce gardiennage sera assuré par agent externe d'une société spécialisée dans ce domaine et cela durant le week-end et les nuits pour éviter surtout en phase terminales des dégradations ou des vols d'équipements électriques ou sanitaires. **Les frais sont imputables au prorata de chaque entreprise. Néanmoins chaque entreprise** doit s'assurer de la propre protection de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité pourrait être engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise protection de ces ouvrages et matériels. La société de surveillance retenue sera régie par la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglemente les activités privées de sécurité visant à « fournir des services ayant pour objet notamment la surveillance du présent chantier.

-
- Dans le présent marché il est stipulé que dans le cas d'une mise en place d'un système dit d'un gardiennage en dehors des heures travaillées des installations de chantier ainsi que de la surveillance des bureaux de chantier et des baraquements. Cette surveillance sera de la seule responsabilité des entrepreneurs intervenants sur la site .

La mise en place sera sous le contrôle d'accès avec badges.

1 En effet, tous les personnels devant intervenir sur site seront obligatoirement dotés d'un badge avec photographie. La mise à jour des badges sera faite par le responsable du chantier de chaque lot et sous leur entière responsabilité ;

2 Pour ce qui concerne les sous-traitants, intérimaires et visiteurs. l'accès au site se fera de la même façon que celle annoncée ci-dessus ;

Afin de s'assurer de la prise compte des stipulations "1 et 2" ci dessus, il est demandé à l'entreprise attributaire du présent marché de :

- Proposer ce type de système d'accès qui fera l'objet d'une validation totale . De plus dans cette proposition , il est exigé la confirmation de la prise en compte de cette obligation d'un contrôle d'accès par badge et que celui-ci soit également compatible au regard des règlements intérieurs de l'attributaire de chaque lot.

0.12.2.1.3 Gardiennage collectif 24 heures sur 24

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'un gardiennage 24 heures sur 24 et collectif de chantier sera prévu. Ce gardiennage sera assuré par agent externe d'une société spécialisée dans ce domaine en permanence du fait de la sensibilité du site au regard de l'ouvrage ou du voisinage. **Les frais sont imputables au prorata de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots.** Néanmoins chaque attributaire doit s'assurer de la propre protection de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité pourrait être engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise protection de ces ouvrages et matériels. La société de surveillance retenue sera régie par la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglemente les activités privées de sécurité visant à « fournir des services ayant pour objet notamment la surveillance du présent chantier.

0.12.2.1.4 Gardiennage collectif partagé

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'un gardiennage mutualisé, par rondes d'un agent externe de surveillance, pour la garde de plusieurs chantiers. **Les frais sont imputables au prorata de chaque attributaire d'un ou plusieurs lots.** Néanmoins chaque entreprise doit s'assurer de la propre protection de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité pourrait être engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise protection de ces ouvrages et matériels. La société de surveillance retenue sera régie par la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglemente les activités privées de sécurité visant à « fournir des services ayant pour objet notamment la surveillance du présent chantier.

0.12.2.1.5 Gardiennage individuel

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'aucun gardiennage de chantier **n'est pas prévu.** En conséquence, chaque entreprise est responsable de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité est engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise surveillance du chantier. Également à toutes malversations et oublis de fermeture du site en fin de journée.

0.12.2.1.6 Gardiennage par le maître d'ouvrage

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché sont avisés qu'un gardiennage de chantier avec agent externe d'une société spécialisée dans ce domaine et il sera mis en place hors des périodes scolaires et toutes les nuits. **Les frais relatifs à ce gardiennage seront imputés au compte prorata géré par le lot Gros-œuvre.**

Ainsi, ils sont avisés qu'un gardiennage dit collectif de chantier sera assuré par le maître d'ouvrage. Ce gardiennage sera assuré par son personnel ou externe et cela jour et nuit et ne concerne que les intrusions de personnes. **Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots, doit s'assurer de la propre protection de ses matériaux et matériels situés sur le chantier et que leur responsabilité sera engagée en cas de vol, sinistre ou détérioration dus à une mauvaise protection de ces ouvrages et matériels.**

0.12.2.1.7 Gardiennage par le maître d'ouvrage (écoles)

Les attributaires d'un ou plusieurs lots du présent marché seront avisés qu'un gardiennage de chantier sera mis en place hors des périodes scolaires et toutes les nuits. Les frais relatifs à ce gardiennage seront imputés au compte prorata géré par le lot Gros-œuvre.

0.12.2.2 CONDITIONS ET RÈGLES POUR EXERCER L'ACTIVITÉ DE GARDIENNAGE

Tout professionnel de la sécurité doit être titulaire d'une certification délivrée par un centre de formation agréé.

En effet depuis le décret n° 2009-137 du 9 février 2009 relatif à la carte professionnelle, à l'autorisation préalable et à l'autorisation provisoire des salariés participant aux activités privées de sécurité définies à l'article 1er de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 est toujours en vigueur en 2023.

0.12.2.2.1 Réglementation gardiennage

Suivant l'arrêté royal du 25/04/2021 qui fixe de nouvelles conditions pour l'exercice général d'activité de gardiennage ainsi que pour l'exercice spécifique de gestion de centrales d'alarme. Il abroge ainsi les arrêtés royaux du 14/05/1991 et du 20/03/2017 qui réglementaient jusqu'à présent la profession. La société de surveillance retenue sera régie par la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglemente les activités privées de sécurité visant à « fournir des services ayant pour objet notamment la surveillance du présent chantier.

0.12.3 PANNEAU DE CHANTIER ET SIGNALISATION**Panneau de chantier et signalisation****Rappel aux attributaires****1) Panneau de chantier**

Conformément à l'article A424-8 du Code de l'urbanisme précise les informations qui doivent figurer sur le panneau de chantier après l'accord du permis de construire. Selon cet article, le panneau doit contenir les informations suivantes:

- La référence du dossier ;
- La date d'obtention du permis de construire ;
- Le nom ou la raison sociale du bénéficiaire du permis de construire ;
- L'identifiant du permis de construire ;
- La nature des travaux ;
- L'adresse de la mairie où le dossier a été déposé ;
- Le panneau doit être installé sur le terrain dès la réception de la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis est validé tacitement (absence de réponse de l'administration deux mois après le dépôt de la demande selon l'article R 424-1 du Code de l'urbanisme) 1234. Il doit être visible depuis la voie publique et maintenu pendant toute la durée des travaux.

Dimensions du panneau de chantier :

Suivant les articles A.424-15 à A.424-19 du Code de l'urbanisme précisent les dimensions et les caractéristiques des panneaux de chantier. Selon l'article A.424-17, la surface minimale du panneau doit être d'un mètre carré (**1 m²**) et les **lettres** indiquant le nom du bénéficiaire et l'objet des travaux **doivent mesurer au moins 8 centimètres de hauteur**. Généralement celui utilisé est celui de marchands de matériaux au format de 1200 x 800 mm en polypropylène alvéolaire, du PVC ou de l'Akilux .

À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS

Suivant les instructions du maître d'œuvre et le plan du maître d'œuvre, fabrication, montage et démontage d'un panneau de chantier placé à l'entrée du site, et à réaliser comme suit :

- Les inscriptions et dessins seront réalisés en **sérigraphie**
- Les caractères d'inscription seront **d'au moins 8 centimètres de hauteur**.

2) Panneaux de sécurité.

En revanche, pour les panneaux de sécurité, ils disposent d'un format plus classique, soit **de 30x40 cm**, soit de **60x80 cm soit de 60x40 cm**. On utilise aussi le PVC ou l'acier galvanisé pour imprimer les inscriptions .

0.12.4 SIGNALISATIONS DE VOIRIES**À la charge du lot FACADE MANTEAU - BARDAGE BOIS**

Fourniture et pose de toutes les signalisations de voiries, matérialisation au sol et entretien des circulations voitures et piétons d'accès aux chantiers. L'entretien de ces équipements pendant toute la durée du chantier.

0.12.5 ÉCHAFAUDAGE "COORDINATION INTER-ENTREPRISES"

Chaque attributaire d'un ou plusieurs lots doit les matériels appropriés pour le levage et ceux de manutention, ainsi que les échafaudages qui auront été révisés et qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux (matériels non imputables au compte prorata). Il appartient à l'attributaire "adjudicataire" de chacun des lots de se rapprocher de l'attributaire "adjudicataire" ayant un échafaudage qu'il pourrait profiter pour l'utilisation de ses matériels de levage. Les frais éventuels seront à débattre entre les entreprises. L'attributaire "adjudicataire" est tenu pour responsable et devra être assuré en cas d'accident.

0.12.6 PRÉCHAUFFAGE EN SAISON ET HORS SAISON**0.12.6.1 PRÉCHAUFFAGE EN SAISON DE CHAUFFE**

Lorsque le bâtiment sera hors d'eau et hors d'air pendant les périodes de chauffe normales et que le dit bâtiment sera équipé en génie climatique, il pourra être procédé à un préchauffage dont les conséquences d'utilisation et les frais de consommation en énergie seront à la charge exclusive des attributaires d'un ou plusieurs lots encore présents sur le chantier. Toutes détériorations ou usures prématurées des équipements de chauffe devront être remplacés à la demande de la maîtrise d'œuvre.

0.12.6.2 CHAUFFAGE POUR SÉCHAGE

Lorsqu'un attributaire d'un ou plusieurs lots doit utiliser un système de chauffage quelconque ou le système de chauffage du bâtiment pour une utilisation personnelle telle que le séchage de plâtres, chapes, peintures ou autres, les conséquences d'utilisation et les frais de consommation en énergie seront à la charge exclusive des attributaires dont les ouvrages nécessitent une telle contrainte.

0.12.7 NETTOYAGE DE CHANTIER

0.12.7.1 NETTOYAGE

Chaque attributaire d'un ou de plusieurs lots du présent projet est tenu, en propre, de ramasser ses gravois et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par le lot Peinture. Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés au lot Gros-œuvre. Si l'état de propreté est jugé insuffisant. La maîtrise d'œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les attributaires réputés fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.

0.12.7.1.1 Gravois courants de chantier

L'attributaire du lot de Gros-Œuvre a à sa charge la mise en place des moyens nécessaires à l'évacuation des gravois (goulottes, lits de chantier) et leur évacuation périodique aux décharges publiques.

Tous ces moyens sont mis à la disposition des attributaires des différents lots qui doivent, pour ce qui les concerne, et qu'après un tri sélectif d'évacuer leurs gravois à la benne appropriée.

0.12.7.1.2 Nettoyages en cours de chantier

L'attributaire du lot de Gros-Œuvre a à sa charge les nettoyages généraux du chantier (circulations, escaliers, accès et abords) qui doivent s'exécuter chaque jour.

Les attributaires des autres Corps d'État ont à leur charge tous les nettoyages des lieux où elles interviennent, y compris évacuation des gravois comme indiqué ci-dessus. Ils devront également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'elles devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence de certains attributaires, le maître d'œuvre peut décider, par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par un autre intervenant extérieur du chantier, voire un intervenant extérieur et de l'imputer par quotes-parts aux adjudicataires en cause.

0.12.7.2 CAS PARTICULIERS

Les nettoyages seront coordonnés compte tenu des diverses interventions de finition et raccords en période de pré-réception et, dans tous les cas, les nettoyages seront répétés autant que de besoin pour présenter des ouvrages finis et propres lors de la réception.

0.12.7.2.1 Le nettoyage des installations techniques

Le nettoyage des installations techniques et l'intérieur des locaux techniques sera assuré par les entrepreneurs principalement concernés par ces installations et leurs locaux.

0.12.7.2.2 L'entreprise de marbrerie

L'attributaire "adjudicataire" de marbrerie interviendra pour procéder au polissage final et au nettoyage final des sols et plinthes en marbre.

0.12.7.2.3 L'entreprise d'électricité

L'attributaire "adjudicataire" d'électricité nettoiera les appareils d'éclairage qui le nécessitent.

0.12.7.2.4 L'installateur de cuisine

L'installateur de cuisine assurera le nettoyage des équipements qu'il a installés.

0.12.7.2.5 Gros gravois et éléments déposés

Toute entreprise d'un Corps d'État qui a en charge la démolition ou la dépose d'un ouvrage ou d'un équipement existant, générant un volume important, doit en assurer l'évacuation complète aux décharges publiques ou à la ferraille.

0.12.7.2.6 Nettoyages avant la réception

En fin du chantier, les entrepreneurs procéderont aux nettoyages usuels de mise à disposition. La "mise à disposition" est celle qui sera faite pour l'ensemble du bâtiment (ou éventuellement par secteur complet), avant le début de mise en place des équipements du maître d'ouvrage.

En général, sous réserve des cas particuliers ci-dessous, les nettoyages intérieurs de mise en service seront réalisés par l'entrepreneur du lot Peinture, mais avant la pose des moquettes, le nettoyage final des sols en moquette sera effectué ensuite par l'entrepreneur du lot Sols Souples.

0.12.7.3 GRAVOIS**0.12.7.3.1 Bennes à gravois**

Mise à disposition pour tous les Corps d'État de bennes à gravois avec un tri pré-sélectif (cartons, minéraux, métaux, plastiques, peintures, etc.). Évacuation suivant rythme des travaux. Emplacement dans l'enceinte de la zone chantier, tout remplissage sauvage est de la responsabilité de l'attributaire dit responsable. Les bennes sont gérées par le lot Gros-Œuvre et au frais du compte prorata.

0.12.7.3.2 Coordination avec les équipements ultérieurs

Dans la mesure où ils interviennent après les travaux de finition, les installateurs du mobilier et des divers équipements ont à leur charge l'évacuation de leurs emballages et les nettoyages des locaux en fonction de leur intervention.

Dans le cas où il y aurait d'autres interférences avec les attributaires du présent projet, un protocole précisera les conditions d'intervention et la quote-part de nettoyages et d'évacuation de gravois qu'ils auront à prendre en charge.

0.12.7.3.3 Cas d'interventions différées

Tout attributaire d'un ou plusieurs lots qui aura à intervenir postérieurement au nettoyage des locaux, soit pour des essais, soit pour des finitions ou des levées de réserves, avant ou après la réception, prendra en charge tous les nettoyages consécutifs à ses interventions.

0.12.8 ENGINS DE CHANTIER**0.12.8.1 NORMES D'UTILISATION D'ENGINS**

0.12.8.1.1 Chaque attributaire doit prendre connaissance de l'article 0.8.6 NUISANCES du présent lot

Pour éviter toute redite et contradiction, il est précisé aux soumissionnaires devenant par la suite attributaire d'un ou plusieurs lots, qu'ils devront prendre connaissance de l'article n° 0.8.6 NUISANCES lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants devront prendre toutes précautions indispensables afin de ne pas dépasser les limites en vigueur des divers réglementaires.

0.13 LIVRAISON DES OUVRAGES

Ainsi sont énumérées succinctement ci-dessous les préconisations qui seront à respecter pour tous les attributaires d'un ou plusieurs lots. Ils ne pourront en aucun cas s'affranchir d'un manquement dans la définition de leurs obligations dans le présent document, ils sont reconnus avant la connaissance parfaite des dernières mises à jour des textes, lois en vigueur au moment de L'AO.

0.13.1 PROTECTION DES OUVRAGES**0.13.1.1 PROTECTION DES OUVRAGES****0.13.1.1.1 Protection par chaque entreprise**

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'attributaire "adjudicataire" défaillant. Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

0.13.2 RÉCEPTION DES SUPPORTS**0.13.2.1 RÉCEPTION DES SUPPORTS****0.13.2.1.1 Réception des supports par chaque entreprise**

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'un autre attributaire.

L'attributaire d'un ou plusieurs lots est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'attributaire dit défaillant. Par le fait de soumissionner, les attributaires s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

0.13.3 RÉCEPTION DES OUVRAGES**0.13.3.1 ENTRETIEN DES OUVRAGES AVANT RÉCEPTIONS****0.13.3.1.1 Entretien des ouvrages**

En fin de chantier, l'attributaire "adjudicataire" procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'attributaire "adjudicataire" donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'attributaire "adjudicataire" devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

0.13.3.2 RÉCEPTION DE TRAVAUX**0.13.3.2.1 Principe des réceptions de travaux**

Du fait du contrat, l'attributaire "adjudicataire" est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'attributaire "adjudicataire" de l'exécution de ses ouvrages.

0.13.4 CONTRÔLES, VÉRIFICATIONS, RÉCEPTIONS**0.13.4.1 PROCÈS VERBAUX D'ESSAIS ET JUSTIFICATIFS****0.13.4.1.1 P.V. acoustiques**

L'attributaire "adjudicataire" fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être récents (de moins de trois ans).

0.13.4.1.2 P.V. de résistance au feu

L'attributaire "adjudicataire" fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

0.13.4.1.3 Justification des P.V.

L'attributaire "adjudicataire" justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

0.13.4.2 CONTRÔLE DES NORMES

0.13.4.2.1 Contrôle des DTU

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

0.13.4.3 PERMÉABILITÉ À L'AIR

Mesure de l'étanchéité à l'air (conformément à la norme NF EN 13 829), recherche et repérage de fuites et validation de la qualité des ouvrages réalisés lors de travaux sur l'enveloppe.

La perméabilité à l'air sous 4 Pa de l'enveloppe extérieure d'un bâtiment prise en référence et rapportée à la surface de l'enveloppe est fixée de la manière suivante :

- 0,8 m³/(h.m²) pour les maisons individuelles ;
- 1,2 m³/(h.m²) pour les autres bâtiments d'habitation, ou à usage de bureaux, d'hôtellerie, de restauration et d'enseignement ainsi que les établissements sanitaires
- 2,5 m³/(h.m²) pour les autres usages.

Pour les bâtiments comportant des zones d'usages différents, la valeur de référence est calculée en moyenne pondérée par les surfaces utiles des zones telles que définies dans la méthode de calcul Th-C-E.

La surface de l'enveloppe considérée dans le présent article est la somme des surfaces prises en compte pour le calcul de Ubât-réf, en excluant les surfaces des planchers bas (A4).

0.13.4.3.1 Tests d'infiltrométrie à la charge du maître d'ouvrage

Il est porté à la connaissance des entrepreneurs que des contrôles de la perméabilité à l'air seront effectués en cours de chantier par le maître d'ouvrage Tests d'infiltrométrie en créant une dépression à l'intérieur du local (montage équipé d'un ventilateur et de capteurs de pression). Enregistrement du débit du ventilateur sous différentes pressions. Recherche de fuites à l'aide de générateur de fumée au niveau de l'enveloppe du bâtiment.

0.13.4.3.2 Tests d'infiltrométrie à la charge des entrepreneurs

Il est porté à la connaissance des entrepreneurs que des contrôleurs indépendants. Les frais seront à la charge des entrepreneurs Tests d'infiltrométrie en créant une dépression à l'intérieur du local (montage équipé d'un ventilateur et de capteurs de pression). Enregistrement du débit du ventilateur sous différentes pressions. Recherche de fuites à l'aide de générateur de fumée au niveau de l'enveloppe du bâtiment.

0.13.5 NETTOYAGE

0.13.5.1 NETTOYAGE DU CHANTIER ET ENLÈVEMENT DES GRAVOIS

0.13.5.1.1 Nettoyage du chantier

Chaque attributaire "adjudicataire" est tenu, en propre, de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'attributaire "adjudicataire" concerné, qui s'engage par le présent document à les régler, ou à défaut qui viendrait en déduction de son décompte travaux et réglé directement par la maîtrise d'œuvre.

L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public. Les nettoyages, avant réception, sont exécutés par l'attributaire "adjudicataire" du lot gros-œuvre dans le cadre du compte prorata. Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

Tous matériaux ou matériels abandonnés par les attributaires "adjudicataires" sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois. Ainsi les attributaires "adjudicataires" ne pourront déposer aucune plainte, ni ne demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

0.13.5.2 NETTOYAGE DES VOIRIES ET ABORDS

0.13.5.2.1 Nettoyage des abords

L'attributaire "adjudicataire" du lot Gros-œuvre doit prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Il doit exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à sa charge.

0.13.5.3 NETTOYAGE DES OUVRAGES

0.13.5.3.1 Nettoyage des ouvrages

Après exécution de ses travaux, l'attributaire "adjudicataire" doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci. Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer les ouvrages. Chaque attributaire "adjudicataire" a à sa charge la démolition et l'enlèvement de ses protections provisoires, et ce à une date la plus proche possible de la réception. L'attributaire "adjudicataire" du lot Gros-œuvre doit déposer les installations de chantier sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

0.13.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

0.13.6.1 DOCUMENTS POUR LES DOE.

Les documents nécessaires seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible en ce qui concerne les plans.

Ces documents comprennent :

- Note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation ;
- Bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle ;
- Procès-verbaux d'essais et d'analyse ;

- Listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs ;
- Fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française ;
- Certificats de conformité ;
- Certificats de garantie ;
- Attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux ;
- Documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

A la réception des travaux, le maître de l'Ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations.

Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques suivants :

0.13.6.1.1 D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés)

Le Dossier des Ouvrages Exécutés sera constitué de l'ensemble des documents d'exécution qui auront été mis à jour en fin de chantier en fonction des modifications apportées en cours de chantier, à savoir. Résumé de calculs, plans d'exécution mis à jour, schémas de principe. Ces documents seront complétés par la nomenclature des matériels installés, les notices techniques des matériels installés, les certificats de conformité des installations exécutées.

0.13.6.2 DOCUMENTS POUR LES DIU.

0.13.6.2.1 D.I.O.U. (dossier d'interventions ultérieures sur les ouvrages) comprenant

- La notice de fonctionnement expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc.

Elle reprendra en termes simples et adaptés la procédure de programmation des installations (les notices des constructeurs étant habituellement trop généralistes).

- La notice d'entretien décrira les travaux de maintenance et d'entretien sur chacun des organes des installations ainsi que leur fréquence. Cette notice rédigée par l'installateur sera présentée sur un document unique sous forme de tableau (les notices d'entretien des fabricants des différents équipements, même regroupés, étant généralement trop compliquées à exploiter).

Cette notice devra notamment expliquer clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.

0.13.7 GARANTIES

0.13.7.1 GARANTIE DÉCENNALE

Elle s'applique pour tous les dommages qui :

- Soit compromettent la solidité du bâtiment ;
- Soit affectent les éléments d'équipement rendant le bâtiment impropre à sa destination (usage normal) ;
- Soit affectent les éléments d'équipement "indissociables" (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés précédemment lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

La durée est de 10 ans à compter de la réception des travaux

0.13.7.2 GARANTIE BIENNALE (GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT)

Elle s'applique aux éléments d'équipement "dissociables".

La durée est de 2 ans à compter de la réception des travaux

0.13.7.3 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le maître d'ouvrage lors de la réception de travaux.

La durée est de 1 an à compter de la réception des travaux